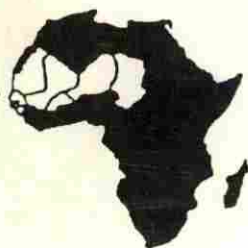


00362



CILSS

Comité Permanent Inter-Etats de Lutte
contre la Sécheresse dans le Sahel

PRECONS

Programme Régional de Reboisement
et de Conservation des Sols au Sahel



Décentralisation et Approche Participative pour l'Application des Mesures de CES/DRS au Sahel

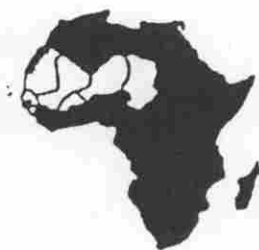


Actes de l'Atelier Régional d'Echange

São Jorge dos Orgãos, Cap Vert

18 au 20 février 1997





CILSS

**Comité Permanent Inter-Etats de Lutte
contre la Sécheresse dans le Sahel**



PRECONS

**Programme Régional de Reboisement
et de Conservation des Sols au Sahel**



Décentralisation et Approche Participative pour l'Application des Mesures de CES/DRS au Sahel

Actes de l'Atelier Régional d'Echange

São Jorge dos Orgãos, Cap Vert

18 au 20 février 1997

Sous la coordination de Michaela Pastor



Commission Européenne



DFS

Deutsche Forstservice GmbH

Table des matières

Abréviations	7
Avant-propos	9
PREMIERE PARTIE: L'Atelier Régional d'Echange	13
1. Introduction	15
1.1. Contexte du Sahel depuis la Stratégie de Nouakchott	15
1.2. La phase de consolidation du PRECONS et le contexte actuel du CILSS	15
1.3. Les stratégies pour le siècle à venir	16
2. Présentation de l'atelier régional d'échange	19
2.1. Objectifs de l'atelier	19
2.2. Participants à l'atelier	19
2.2. Déroulement de l'atelier	20
3. Décentralisation et approche participative: synthèses nationales	21
3.1. Burkina Faso	21
3.1.1. Bilan du processus de décentralisation	21
3.1.2. L'approche participative	22
3.2. Cap Vert	23
3.2.1. La décentralisation	23
3.2.2. L'approche participative	23
3.3. Gambie	24
3.4. Guinée Bissau	25
3.5. Mali	26
3.5.1. Le processus de décentralisation	26
3.5.2. Approche participative et CES/DRS	28
3.6. Niger	29
3.6.1. Approche participative et décentralisation	29
3.6.2. Perspectives et recommandations	30
3.7. Sénégal	30
3.7.1. Processus de décentralisation	30
3.7.2. Participation des populations	31
3.7.3. Opportunités	32
3.7.4. Contraintes	32
3.7.5. Perspectives et recommandations	32

3.8.	Tchad	32
3.8.1.	Evolution du processus de décentralisation	32
3.8.2.	L'approche participative	33
3.9.	Conclusions	33
4.	Résultats de l'atelier régional	35
4.1.	L'approche participative dans l'application de la CES/DRS	35
4.1.1.	La démarche participative	35
4.1.2.	Les contraintes à la participation de la population en matière de CES/DRS	36
4.1.3.	Les facteurs favorables	36
4.1.4.	Les facteurs d'incitation et de mobilisation	37
4.1.5.	Rôles et responsabilités des acteurs dans la mise en œuvre des actions de CES/DRS	38
4.2.	Les facteurs de durabilité	38
4.2.1.	Au titre des facteurs institutionnels	39
4.2.2.	Au titre du renforcement des capacités et du transfert des compétences	39
4.2.3.	Au titre de la valorisation du savoir-faire local	39
4.2.4.	Au titre de la contribution financière	40
4.2.5.	Les autres facteurs de durabilité identifiés	40
4.3.	Les éléments de stratégies pour une approche participative en CES/DRS	41
4.3.1.	La communication/concertation/dialogue	41
4.3.2.	L'organisation/planification des aménagements	41
4.3.3.	L'adaptation aux conditions locales des populations	41
4.3.4.	Les moyens pour la mise en œuvre des stratégies	42
4.4.	Recommandations et résolutions de l'atelier	42
4.4.1.	Recommandations sur les travaux en régie	42
4.4.2.	Recommandations sur la décentralisation et l'approche participative	42
4.4.3.	Recommandations sur le suivi/évaluation de l'impact de la CES/DRS	43
4.4.4.	Recommandations sur la mise en place d'un environnement législatif local et national favorable	43
4.4.5.	Résolutions dans le domaine de la formation	44
4.4.6.	Résolutions sur la promotion de l'échange d'expériences et la mise en place de réseaux d'échange d'informations	44
4.4.7.	Perspectives	44
4.5.	Conclusions	45
5.	Conclusions	47
	Bibliographie	49
	Annexes	51
	Annexe 1: Programme de l'atelier	53
	Annexe 2: Liste des participants	55

DEUXIEME PARTIE: Les contributions à l'atelier

1. Burkina Faso	59
✦ L'expérience du Projet "Pépinières OUA" dans la vulgarisation des haies vives, par Siaka Coulibaly	61
✦ Projet de Développement Rural Intégré Houet-Kossi-Mouhoun, par Kiri Gomina	69
✦ Projet "Aménagement des Forêts Naturelles", par Delphine Ouedraogo	73
✦ Expérience du CRPA dans la Province de la Gngna, par Lassina Sanou	77
2. Cap Vert	83
✦ Expérience de recherche participative dans le bassin hydrographique de Agua de Gato, par Hugo Neves Almeida et Caxdeca Cardoso	85
✦ Emergence des "Associations Maîtres d'Ouvrage" dans l'Ile de Santiago, par Augusto Andrade et Eugenio Barros	91
✦ Projet de Lutte contre la Désertification dans la vallée de Sao Joao Baptista, par Yaya Konaté	99
3. Gambie	105
✦ L'expérience du Projet SWMU, par Sarjoh Fatajoh	
✦ La foresterie communautaire: une solution à la lutte contre les feux de brousse, par Sarjoh Fatajoh	107
✦ L'approche participative "farmer-back-to-farmer", par Sarjoh Fatajoh	113
✦ Le rôle des communautés dans la conservation et gestion durable des ressources en eaux et en sols, par Lamin Nyangada	125
4. Guinée Bissau	135
✦ Projet de promotion de l'approche participative dans les programmes forestiers, par Domingos Bancessi	137
✦ Récupération des terres de mangrove dans le cadre de l'Association des Agriculteurs de Cupedu, par Francisca da Silva Baticam	143
✦ La planification côtière en Guinée Bissau, par Guilherme Da Costa	151
5. Mali	159
✦ Projet Environnement Communautaire de Tominian, par Norbert Dembélé	161
✦ Associations intervillageoises de gestion des ressources naturelles à Yanfolia, par B. Fomba	167
✦ Projet Elevage Mali Nord-Est Gao, par A. I. Maiga	175
✦ Projet "Forêt et Sécurité Alimentaire en Afrique Sahélienne", par S. Ouattara et D. Sidibé	183
✦ Relations entre décentralisation, aménagement et foncier au Mali, par Tingougou Sanogo	191

✦ Expérience du Projet Aménagement Agro-Pastoral en 3ème Région du Mali, par Toumani Sidibé	201
6. Mauritanie	211
✦ Projet de Développement Rural Intégré de Guidimakha (DRIG), par A.T.Dia	213
✦ Projet de gestion intégrée des ressources naturelles de l'est Mauritanien (GIRNEM), par Abdellahi Magrega	217
✦ Lutte contre l'ensablement et fixation des dunes dans le cadre du Projet PLEMVASP, par Baba Ould Tar	221
7. Niger	229
✦ Projet de Développement Rural Intégré de Keita, par Karim Ladan Kaoura	231
✦ Projet de lutte contre l'ensablement des terres de culture, par Zabeirou Toudjani	239
8. Sénégal	245
✦ Projet conservation des terroirs du littoral secteur nord Lowga, par Ngagne Fall	247
✦ Projet PSPI/GTZ, par Ibrahima Mamadou Kane	251
✦ Projet PRECOBA / FATICK, par Cheikh Tidiane Ndiaye	255
✦ Projet PREVINOBA, par Cheikh Tidiane Ndiaye	261
✦ Projet PROWALO / Saint-Louis, par Cheikh Tidiane Ndiaye	
✦ Projet autonome de développement rural de Basse-Casamance (DERBAC), par Ibra Soukarou Ndiaye	267
✦ Projet PROBOVIL et expérience en gestion de terroirs villageois, par Malick Ndiaye et Cheikh Tidiane Ndiaye	273
9. Tchad	291
✦ Gestion et mise en défens de rôneraies. Le Programme ADER/GRN, par Djimet Moudeina	293

Abréviations

AP	Approche Participative
CDVS	Center for Development Cooperation Service
CES/DRS	Conservation des Eaux et des Sols/Défense et Restauration des Sols
CID	Convention Internationale de Lutte contre la Désertification
CILSS	Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CND	Commission Nationale de Décentralisation
CNEDD	Conseil National de l'Environnement pour le Développement Durable
CTA	Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale
DEEP	Direction des Etudes et de la Planification
DFS	Deutsche Forstservice GmbH
FDRL	Fonds de Développement Régional Local
GLEM	Groupe Locaux d'Etude et de Mobilisation
GRAAP	Groupe de Recherche et d'Appui par l'Auto-Promotion
GREM	Groupe d'Etude et de Mobilisation
GT/DL	Gestion des Terroirs/Développement Local
GT/GRN	Gestion des Terroirs/Gestion des Ressources Naturelles
IIED	International Institute for Environment and Development
LCD	Lutte contre la désertification
MARP	Méthode Accélérée de Recherche Participative
MDD	Mission de Décentralisation
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSS/WOCAT	Observatoire du Sahara et du Sahel Word Overview of Conservation Approaches and Technologies
PADLOS	Programme d'Appui au Développement ???
PAFN	Plan d'Action Forestier National
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PGRN	Projet Gestion des Ressources Naturelles
PNEDD	Plan National de l'Environnement pour le Développement Durable
PRECONS	Programme Régional de Reboisement et de Conservation des Sols au Sahel
RAF	Réforme Agraire et Foncière
RN	Ressources Naturelles
SARAR	Self-esteem, Associative strength, Resource fulness, Action planning and Responsibility

Avant-propos

Moustapha YACOUBA
Coordinateur du PADLOS/CILSS

Depuis plus de deux décennies, la participation des populations est considérée comme un gage de la réussite des actions de lutte contre la désertification et de gestion des ressources naturelles au Sahel. Ainsi, la stratégie régionale de lutte contre la désertification a été adoptée en 1984 par les neufs pays membres du CILSS, avec comme premier axe, l'engagement volontaire et la participation des populations.

L'importance de cette participation populaire a été réaffirmée lors de la rencontre régionale sur la gestion des terroirs tenue en Mai 1989 à Ségou (Mali). Pour la première fois, les populations ont pris une part active à côté des Etats et des bailleurs de fonds. A cette occasion, huit orientations fondamentales pour le développement du Sahel ont été dégagées, avec pour soubassement la participation et le partenariat. Parmi ces orientations se trouvent la décentralisation et la réhabilitation écologique.

La lutte contre la désertification/gestion des ressources naturelles apparaît de plus en plus comme une priorité exprimée par les populations locales. Dans le passé, cette préoccupation était plus soutenue par les autres acteurs du développement, particulièrement les ONG, les projets et les institutions nationales et internationales.

Au Sahel, plusieurs stratégies, méthodologies, approches et actions ont été mises en œuvre. Même si des résultats importants ont été atteints, une évaluation de ces stratégies et approches fait apparaître d'une manière générale le "fossé" qui existe entre les perceptions des différents acteurs du phénomène de la désertification et surtout sur les contraintes et les limites de la mise en œuvre: non implication des populations à tous le processus couplée à une très faible responsabilisation, vision plus centraliste et allant du haut vers le bas, faiblesse des ressources et des compétences, etc.

Les actions de LCD/GRN au Sahel sont initiées par différents acteurs. Les ONG, les populations locales, les services techniques, les associations de femmes et de jeunes, etc. se sont engagés à des degrés divers, dans les activités dont la finalité est de préserver et/ou de restaurer le milieu naturel, avec des actions de CES/DRS. Les résultats de ces expériences restent mitigés.

Il faut aussi noter que ces actions sont limitées, dispersées et difficilement généralisables en raison des ressources humaines et financières limitées, de la juxtaposition, de la duplication et de la multiplicité des approches et stratégies parfois contradictoires ou concurrentielles.

La prise en compte des savoir et des savoir-faire locaux est insuffisante. Les essences locales ne sont pas valorisées. Le coût généralement élevé des techniques utilisées rend aléatoires les chances de poursuite des opérations après un désengagement financier des partenaires, etc.

L'analyse de ces actions fait également ressortir des acquis relativement importants. On peut retenir:

- ♦ la portée de ces actions qui a permis d'avoir un changement de comportement; ces initiatives engagées ont permis de montrer qu'il est possible d'entreprendre des actions de LCD de manière efficace en y intégrant la dimension de la sécurisation des systèmes de production et celle de la lutte contre la pauvreté;
- ♦ l'impulsion donnée à la dynamique endogène d'organisation à la base et l'implication plus effective des populations dans la lutte contre la désertification; ces populations se prennent de plus en plus en charge et combler le vide laissé par les Etats.

Il faut souligner que ces impacts ont été limités par:

- ♦ l'absence de coordination des interventions: ce défaut de mécanismes d'harmonisation et de coordination des programmes et des stratégies d'intervention conduit à ériger la concurrence en règle de jeu dans les relations entre les acteurs en présence;
- ♦ les actions des ONG sont limitées, parce qu'elles sont le plus souvent réalisées à petite échelle et qu'elles éprouvent des difficultés à agir de manière efficace sur les processus réels qui engendrent la désertification;
- ♦ la faible articulation entre les programmes initiés à l'échelle locale et les options globales définies dans le cadre de la planification à l'échelle nationale conduit souvent à une distorsion; ainsi, certains acquis enregistrés dans le cadre des programmes locaux de lutte contre la désertification sont remis en cause ou même anéantis par l'effet des stratégies nationales;
- ♦ la faiblesse de la prise en compte des priorités et des propositions formulées par les acteurs à la base dans la formulation des politiques et programmes de lutte contre la désertification;
- ♦ l'option des pouvoirs publics en faveur des technologies modernes coûteuses au détriment des techniques traditionnelles plus maîtrisables et respectueuses de l'environnement;
- ♦ l'insuffisance des mesures d'accompagnement indispensables pour soutenir la dynamique de lutte contre la désertification.

Le contexte actuel du Sahel est favorable et en pleine évolution. Les Etats se désengagent, les institutions démocratiques se mettent en place, les organisations à la base s'organisent de plus en plus et veulent être maîtres de leur propre destinée et jouer un rôle de premier plan dans les prises de décision. Les ressources financières extérieures se raréfient et les bailleurs de fonds exigent des Etats plus de performance et de transparence dans la gestion des ressources. L'ampleur des changements qui se profilent au Sahel est telle qu'il sera désormais impossible de se replier sur le passé. Nous assistons à une évolution sur la compréhension des phénomènes de la désertification, sur l'implication des différentes catégories d'acteurs et sur les mécanismes de concertation et de partenariat.

Aussi, dans la recherche des solutions, des nouvelles approches sont expérimentées et donnent des résultats encourageants dans le cadre de la gestion des terroirs, du développement local et de la gestion décentralisée des ressources naturelles.

L'engagement et la volonté politique des Etats Sahéliens à mettre en œuvre une politique de décentralisation et l'adoption de la Convention des Nations Unies sur la désertification comme cadre de référence, viennent renforcer cette dynamique. Cette évolution vers une gestion participative et décentralisée des ressources naturelles crée les conditions favorables à une réappropriation de l'espace par les collectivités de base, ainsi qu'à la mise en œuvre d'une démarche de gestion aménagée des terroirs qui impulse dans un même mouvement le développement local et la lutte contre la désertification.

Il est vrai que la décentralisation n'est pas une solution à tous les problèmes du développement et de la lutte contre la désertification. Mais elle doit être perçue comme une exigence rationnelle de partage des pouvoirs et des responsabilités du développement. Vue sur cet angle, les pays ont tout à gagner pour établir des règles et des mécanismes transparents et adaptés pour une mise en place efficiente du processus de décentralisation.

Une décentralisation bien menée permet à chaque citoyen d'être mieux impliqué dans la gestion quotidienne de son avenir, d'exiger plus de transparence et des produits de qualité, et donc de contribuer au financement des investissements publics, soit directement, soit à travers la fiscalité.

Au Sahel, plusieurs expériences prometteuses de CES/DRS menées par les communautés de base montrent que l'espoir est permis. Ces activités d'auto-promotion paysanne et des dynamiques de développement local peuvent être valablement placées sous le signe d'une émergence ou d'un renouveau de l'idée de décentralisation et à ce titre peuvent être considérées comme des précédents positifs, susceptibles de servir de référence dans le cadre de la définition de futures politiques et législations de la décentralisation. Ces expériences sont riches et diversifiées. Elles peuvent servir de lieux d'échanges d'expériences à l'intérieur des pays et entre pays Sahéliens. C'est dans ce contexte qu'il fait situer le souhait du PADLOS/CILSS, à travers son Projet Régional de Conservation des Sols (PRECONS) de vous offrir cet ouvrage sur "la décentralisation et la participation des populations dans l'application des techniques de CES/DRS".

Cet ouvrage présente le compte-rendu de l'atelier régional sur le thème "décentralisation et participation des populations aux techniques CES/DRS", qui s'est tenu à São Jorge près de Praia/Cap Vert en février 1997. Il comprend également les contributions de plusieurs personnes ressources sahéliennes, rédigées à l'occasion de cet atelier.

Nous vous en souhaitons bonne réception et espérons que cet ouvrage contribuera à l'amélioration de vos interventions quotidiennes pour une gestion démocratique, participative et décentralisée des ressources naturelles à travers les techniques de CES/DRS.

PREMIERE PARTIE

L'Atelier Régional d'Echange



Chapitre 1

Introduction

Elisabeth TOE
Consultante Géographe

1.1. Contexte du Sahel depuis la Stratégie de Nouakchott

Pour contrecarrer les effets désastreux de la désertification, les pays sahéliens d'Afrique ont adopté en 1984 la "Stratégie de Nouakchott" qui est une stratégie régionale de lutte contre la désertification. L'application de cette stratégie régionale, basée entre autres sur la participation des populations a été confiée au CILSS, organisation régionale des pays du Sahel. Dès lors, les anciens et les nouveaux projets de CES/DRS des pays sahéliens ont considérablement accru leur zones d'intervention et leur rythme d'exécution avec des efforts humains, matériels et financiers consentis pour l'aménagement des terres cultivées et la reconquête des terres dégradées.

L'évolution du contexte du Sahel, en passant par la crise écologique, la crise socio-économique, l'ajustement structurel, la démocratisation/décentralisation a abouti à la mise en œuvre de l'approche Gestion des Terroirs basée sur l'approche participative. Il faut noter par ailleurs que la conservation des ressources naturelles en général, et la conservation des eaux et des sols en particulier, restent l'une des principales composantes dans la mise en œuvre de l'option Gestion des Terroirs à travers l'aménagement de l'espace et du terroir dans les pays du Sahel. C'est une démarche qui implique:

- ♦ un diagnostic basé sur la participation des populations,
- ♦ l'organisation des populations rurales pour la gestion de leur terroir,
- ♦ l'élaboration de plans d'aménagement et de gestion des terroirs,
- ♦ la mise en œuvre de ces plans et le suivi-évaluation des actions et de leur impact.

Le CILSS a mis sur pied un Programme Régional de Reboisement et de Conservation des Sols au Sahel (PRECONS, 1990 - 1995) afin de renforcer la capacité des Etats-membres à travers un programme d'échange et un volet régional de formation basés sur les réussites régionales et particulièrement sur l'expérience du Cap Vert où est basée la coordination régionale du PRECONS.

1.2. La phase de consolidation du PRECONS et le contexte actuel du CILSS

Les résultats du PRECONS ont surtout confirmé que l'échange d'expériences et les réflexions constituent un outil de progrès au niveau des techniciens. A la fin de la première phase, les partenaires nationaux du programme et le CILSS ont souhaité et proposé d'étendre l'action et de consolider les acquis en élargissant les bénéfices au niveau des populations et paysans. Cette stratégie est non seulement conforme à

l'approche participative, mais elle cadre avec l'esprit d'une décentralisation largement à l'ordre du jour dans tous les pays du Sahel.

L'objectif principal de cette phase de consolidation est l'amélioration de la capacité d'intervention des pays membres du CILSS en matière de CES/DRS pour mieux lutter contre la désertification tandis que l'objectif immédiat de la phase vise à permettre à des paysans de maîtriser les techniques de CES enseignées aux techniciens dans la première phase, afin d'accroître et de garantir de façon durable leurs capacités techniques et leur responsabilités.

Le contexte actuel du CILSS est par conséquent marqué par le désengagement de l'Etat et la promotion de la participation des communautés de base et du secteur privé à la gestion des ressources naturelles dont fait partie intégrante la CES. Ce contexte est également marqué par une décentralisation administrative qui repose sur l'existence de structures nationales créées à cet effet. Cela devrait permettre la décentralisation effective et la coordination des activités d'aménagement et de gestion collective ou communautaire des ressources en eau et en sols. C'est dans un tel cadre que se situe une approche véritablement participative pour impliquer tous les acteurs, dont en particulier les communautés, collectivités et privés, dans la gestion durable des eaux et du sol. Ce contexte cadre bien avec les stratégies à venir, dont nous faisons ici un rappel.

1.3. Les stratégies pour le siècle à venir

L'option GRN/GT basée sur un processus participatif des populations dans l'élaboration et l'exécution de la planification a occasionné une mobilisation et des efforts considérables de la part des gouvernements, des bailleurs de fonds et des projets. Cette option a largement été éprouvée ces dernières années et elle fait l'objet d'un consensus qui se reflète à tous les niveaux: projets, plans villageois, stratégies nationales sur l'environnement et des programmes qui servent de base à des conventions mondiales. En effet:

- a) **L'Agenda 21** est le programme d'action adopté par la Conférence de Rio en 1992 (le nombre 21 se réfère au 21ème siècle). Son chapitre 12 est consacré au thème de la désertification. Il invite à mettre l'accent sur un certain nombre d'activités dont l'aide aux populations rurales à transformer leur formes inadaptées d'exploitation des terres. Il demande également autant que possible l'association des populations aux efforts engagés tout en affirmant que "la participation de la population est la voie à suivre pour obtenir une gestion efficace des terres" (United Nations, 1992).
- b) Cette même conférence a replacé les questions de la lutte contre la désertification au niveau mondial. C'est ainsi que la **Convention Internationale de Lutte contre la Désertification** (CID) a été adoptée en juin 1994. Les gouvernements des pays sahéliens et les partenaires du développement se sont engagés à mettre en œuvre la CID qui est un cadre de référence stratégique pour tous (United Nations, 1994).
 - ♦ Elle sous-tend des réflexions à plusieurs niveaux (régional/sous régional, national et local) et accorde une importance aux organisations régionales et sous-régionales (article 4, pp.7 - 8) qui se voient attribuer un rôle important de coordination et de suivi des activités des Etats membres (articles 10 et 11 de l'annexe pour l'Afrique).

- ✦ Dans ses principes, elle met l'accent sur l'engagement des populations, communautés et collectivités locales et insiste sur la nécessité d'intégrer mesures de protection de l'environnement et mesures sociales.
 - ✦ Par ailleurs les programmes doivent renforcer les capacités des autorités locales, assurer la participation active des populations, communautés et collectivités locales, mobiliser les organisations non gouvernementales (ONGs) et renforcer la décentralisation (voir document sur la Convention p. 36, article 8, section 1).
 - ✦ Pour la CID la participation de la population locale est indispensable. Les femmes, les jeunes et les ONGs, les agriculteurs et les éleveurs sont des acteurs clés. C'est pourquoi la mise en place des capacités implique que l'on adapte si nécessaire, des technologies "CES/DRS" de l'environnement ainsi que des méthodes traditionnelles de culture et d'élevage aux conditions socio-économiques modernes (article 19, p. 17 de la Convention).
- c) Quant à la conférence de Praia parrainée par le Club du Sahel et le CILSS (1994), elle avait pour objet le contexte rural de la décentralisation et du foncier et elle plaçait également au centre de ses préoccupations les questions sociales, administratives et environnementales.

En somme, "la participation est devenue à la fois pratiquement nécessaire et politiquement opportune avec l'émergence des tendances plus nettes à la démocratisation, à la décentralisation et au désengagement de l'Etat".

Chapitre 2

Présentation de l'atelier régional d'échange

Frédéric ISNARD
Coordinateur régional du PRECONS

2.1. Objectifs de l'atelier

L'atelier régional d'échange sur le thème "Décentralisation et Approche Participative pour l'Application des Techniques de Conservation des Eaux et des Sols/Défense et Restauration des Sols (CES/DRS) a été organisé par le Programme Régional de Reboisement et de Conservation des Sols (PRECONS/CILSS) du 18 au 20 février 1997 au Centre de Formation de San Jorge dos Orgãos au Cap Vert.

Les objectifs de cet atelier régional d'échange étaient de:

- ✦ collecter et valoriser les connaissances et expériences acquises dans la région en matière de décentralisation et d'approche participative appliquées à la CES/DRS;
- ✦ avoir une meilleure connaissance du niveau d'exécution des différents concepts élaborés et utilisés dans la région sur l'approche participative;
- ✦ identifier les contraintes et les facteurs favorables à l'application par les populations des techniques de CES/DRS;
- ✦ améliorer les compétences des techniciens dans le domaine de l'appui aux populations pour l'application des techniques de CES/DRS;
- ✦ faire l'esquisse de la ou des stratégie(s) d'implication des populations dans les prises de décision pour une meilleure application des techniques de CES/DRS;
- ✦ servir de base pour l'élaboration d'un ouvrage consacré aux expériences sahéliennes sur la décentralisation et l'approche participative dans le domaine de la CES/DRS.

2.2. Participants à l'atelier

L'atelier a connu la participation de délégués des pays membres du CILSS, à savoir du Burkina Faso, du Cap Vert, de la Gambie, de la Guinée Bissau, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Tchad. Pour des raisons organisationnelles, la Mauritanie n'a malheureusement pas pu prendre part à cette rencontre.

Chaque pays était représenté par trois personnes, l'Animateur National du PRECONS, accompagné de deux personnes-ressources sélectionnées sur la base de contributions rédigées sur le thème de l'atelier. Ces contributions sont présentées dans la deuxième partie de cet ouvrage.

Pour la préparation de l'atelier, chaque Animateur National du PRECONS a élaboré une synthèse sur la situation de la décentralisation et l'approche participative dans son pays.

Dans la mesure du possible, une étude de cas de trois projets a été réalisée avec l'aide des deux personnes-ressources.

Parmi les autres participants à l'atelier (voir liste en annexe 2) se trouvaient également des représentants du Plan d'Action Forestier National (PAFN) du Cap Vert.

La présidence de l'atelier fut assurée par la Coordination Régionale du PRECONS, appuyée par Madame Elisabeth Toé, Consultante Géographe, responsable de la modération des travaux et des débats, ainsi que de la synthèse des résultats de la rencontre.

Le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), maître d'ouvrage du PRECONS, ainsi que la DFS Deutsche Forstservice GmbH, bureau d'études chargé de l'assistance technique du PRECONS, furent également représentés et apportèrent leur appui technique tout au long de la rencontre.

2.3. Déroulement de l'atelier

L'atelier s'est déroulé en trois jours selon le programme produit en annexe 1.

La **première journée** fut essentiellement consacrée à la présentation par les animateurs nationaux, des différentes communications respectives et aux échanges de points de vue. Ces exposés avaient pour objectifs d'informer les participants sur les connaissances et les expériences acquises dans les différents pays du CILSS. Ils ont servi de support à l'identification des thèmes et discussions dans les groupes de travail.

La **deuxième journée** fut entièrement consacrée aux travaux de groupe. Trois groupes ont été constitués. A la lumière des objectifs assignés à l'atelier, les participants ont défini trois thèmes avec l'appui du comité de coordination.

La **troisième journée** a consisté en la restitution des travaux de groupe, la présentation de la synthèse de ces travaux et l'adoption des conclusions et recommandations de l'atelier.

Chapitre 3

Décentralisation et approche participative: synthèses nationales

Elisabeth TOE
Consultante géographe

Tous les pays du Sahel connaissent depuis quelques années, une crise écologique due à la dégradation des ressources naturelles combinée à des crises socio-économiques. Depuis une décennie, la stratégie de lutte contre la désertification dans la GT/GRN basée sur l'approche participative se situe dans un contexte de décentralisation.

L'atelier régional organisé par le PRECONS a permis de faire un bilan de la situation à travers des études nationales réalisées sur "la décentralisation et l'approche participative pour l'application des mesures de CES/DRS dans les pays du CILSS".

Les objectifs de ces études étaient de:

- ✦ faire un bilan de l'état d'avancement du processus de décentralisation et de l'approche participative pour l'application des mesures de CES/DRS, tant au niveau de la conception que de la mise en application sur le terrain;
- ✦ faire l'inventaire des instruments (structures) mis en place pour la décentralisation et des différents outils utilisés pour favoriser une participation effective des populations aux activités de CES/DRS;
- ✦ faire l'analyse des contraintes et des opportunités que rencontrent la décentralisation et l'application de l'approche participative dans la CES/DRS.
- ✦ présenter des perspectives et des recommandations.

Nous présentons ci-dessous les résumés de ces études. Pour plus de détails, on se référera aux documents complets dont les références se trouvent dans la bibliographie.

3.1. Burkina Faso (Coulibaly, 1997)

3.1.1. Bilan du processus de décentralisation

Le processus de décentralisation s'est enclenché depuis 1993 par la promulgation d'un texte de loi ayant en perspective la mise en place de 1600 Collectivités Locales de Développement, de 300 communes de plein exercice, 45 provinces et 10 régions administratives. L'Assemblée Générale et la Commission Nationale de Décentralisation sont les structures au niveau central.

A ce jour, 45 provinces et 33 communes ayant des maires et des conseillers municipaux sont effectives avec l'action conjuguée de différents acteurs:

- ♦ L'Etat intervient sur le plan économique, institutionnel et politique.
- ♦ Les communes ont pour action l'élaboration des plans locaux de développement, l'amélioration du cadre de vie, l'identification des potentialités fiscales, l'organisation des séminaires de formation et d'information et la gestion des affaires locales.
- ♦ La société civile a pour action l'observation des élections municipales, les actions de développement, la défense des intérêts des travailleurs.
- ♦ Quant aux bailleurs de fonds, leur contribution est l'appui technique et financier.

a) Insuffisances

Au bout d'une année de fonctionnement des communes, quelques insuffisances sont à noter. Ce sont entre autres:

- ♦ la faiblesse des budgets locaux et l'insuffisance de coordination des services chargés du recouvrement et de la gestion des recettes locales;
- ♦ l'inaccessibilité des provinces et des communes aux institutions de Breton Woods;
- ♦ le manque de moyens humains, financiers et techniques des collectivités locales pour prendre le relais;
- ♦ la gratuité des mandats des conseillers municipaux qui n'est pas incitative;
- ♦ l'imprécision des attributions et du fonctionnement des commissions spécialisées dans la répartition des compétences entre l'Etat, la province et la commune;
- ♦ enfin, le caractère du centralisme du pouvoir de décision qui reste toujours dominant, malgré la mise en place des structures.

b) Perspectives

- ♦ La CND a créé des commissions et mandaté des études pour réfléchir et proposer des décrets pouvant recentrer et résoudre certaines insuffisances.
- ♦ La CND propose la mise en place de fonds d'investissement communal et local destinés aux initiatives de développement. Ces fonds seront alimentés grâce aux négociations avec les bailleurs de fonds.
- ♦ Pour l'amélioration du recouvrement des recettes, une large campagne d'information sera menée pour cultiver chez les contribuables un civisme fiscal. Les sources de recettes locales seront diversifiées. Le système de recouvrement sera amélioré.

3.1.2. L'approche participative

Dans le contexte de la gestion des ressources naturelles, l'approche participative est le maître mot pour tous au Burkina Faso à travers la démarche GT, malgré les diversités de mise en œuvre. Les principales étapes de cette approche sont: le diagnostic participatif et la programmation participative, l'organisation des populations et le suivi-évaluation des actions. Les outils participatifs de communication, la formation et l'information/sensibilisation soutiennent les différentes étapes de la démarche et renforcent le processus.

C'est ainsi que pour le projet "Forêt et Sécurité Alimentaire en Afrique Sahélienne", les acquis sont notables et conformes aux dispositions législatives récemment adoptées en matière de décentralisation, de développement durable, d'environnement et de régime

foncier telles que: la responsabilité des collectivités locales dans le renforcement des organisations paysannes, la reconnaissance officielle des groupements de producteurs et productrices. La réponse aux préoccupations urgentes des populations en matière de production, de sécurité alimentaire et d'infrastructure sont des facteurs favorables à l'approche participative.

La décentralisation permet donc à l'approche participative de se dérouler dans un cadre juridique, économique et politique. Elle fournit des garde-fous pour une amorce d'un développement durable.

3.2. Cap-Vert (Andrade et al., 1997)

3.2.1. La décentralisation

Contrairement aux autres pays sahéliens, la République du Cap Vert est un archipel unitaire formé par onze îles et indépendante depuis 1975. De cette date à 1990, le pays a connu un régime politique de parti unique. En 1991 ont eu lieu pour la première fois des élections législatives avec plusieurs partis politiques. En 1992, une nouvelle Constitution a été approuvée, qui accorde une place de première importance à la décentralisation.

Cette décentralisation se caractérise par deux niveaux d'organisation territoriale du pouvoir politique: l'Etat et les Communes. Les caractéristiques les plus importantes des communes sont les suivantes:

- ♦ Elles sont très vieilles et des 16 communes actuelles, seules quatre ont été créées au cours des cinquante dernières années.
- ♦ Il existe des grandes différences entre les communes, différences qui se situent soit au niveau de la population, soit au niveau de la superficie.
- ♦ En général, le territoire municipal coïncide avec celui de l'île, sauf dans trois îles qui comprennent plusieurs communes.
- ♦ L'Etat ne dispose pas de représentants dans les communes, à cause d'une politique considérée favorable à la décentralisation.

Le processus de décentralisation semble être l'un des plus avancés parmi les pays membres du CILSS. Ce contexte est favorable à une réelle participation des populations dans la gestion des ressources naturelles. C'est ainsi qu'après une grande priorité accordée par l'Etat aux travaux en régie, on est actuellement à la recherche d'approches, d'outils et de méthodes pour accroître la participation des populations.

3.2.2. L'approche participative

a) Evolution du concept de participation

Le concept de l'approche participative au Cap Vert a connu 3 phases:

- ♦ De 1975 - 1985: la "participation populaire" s'est faite par la mobilisation dans le cadre des campagnes de reboisement, de vaccination et de construction d'infrastructures sociales. Elle s'est rapidement limitée à fournir de la main d'œuvre rémunérée.

Par conséquent, la pérennité des actions n'a pas été assurée et l'impact des projets a été faible.

- ♦ De 1985 - 1990: l'approche participative avait pour objectif d'impliquer les populations à toutes les phases des actions des projets par la formation, l'animation et la vulgarisation rurale. Elle a toutefois également évolué pour se limiter en de simples consultations des populations.
- ♦ A partir de 1990, la participation a intégré la programmation à la base et la responsabilisation des populations en utilisant des méthodes/outils participatifs tels que la MARP, le GoAP, le SARAR.

b) Les difficultés dans l'utilisation des méthodes participatives

Ce sont essentiellement:

- ♦ Le scepticisme des animateurs et des populations vis-à-vis des méthodes, car les méthodes classiques d'animation et de vulgarisation constituent toujours la stratégie d'intervention dans le monde rural, intervention généralement pas suivie d'actions concrètes.
- ♦ L'indisponibilité des populations pendant la semaine où elles participent aux chantiers à haute intensité de main d'œuvre et des animateurs pendant les week-ends sont une entrave à la démarche.
- ♦ Les problèmes institutionnels par la faible coordination des actions et des méthodes, le caractère ponctuel et annuel des programmes d'investissement au niveau central, le manque d'évaluation.
- ♦ La rareté des ressources naturelles dont l'exploitation ne permet pas d'assurer la survie des populations, qui de ce fait participe aux chantiers pour se procurer un salaire. Ceci ne favorise l'approche participative et les problèmes de gestion durable des réalisations CES et du reboisement se posent.

c) Les perspectives de mise en œuvre de l'approche participative

Les facteurs favorables sont la volonté des populations de pouvoir participer activement à l'amélioration de leurs conditions de vie, la volonté politique dans la mise en œuvre de la décentralisation, dans la révision de la loi forestière et dans l'appui institutionnel et financier aux ONGs nationales. Il existe également une capacité nationale, car plus de cent animateurs et techniciens connaissant au moins une méthode participative.

Enfin, des potentialités pour la mise en œuvre de l'approche participative existent également. Ce sont les associations locales (60 environ), les ONGs nationales (plus de 30) qui serviront de substrat pour la mise en œuvre de l'approche participative. En somme, des conditions favorables à l'élargissement de l'approche participative existent.

3.3. Gambie (Fatajoh, 1997)

Dans la mise en œuvre de la décentralisation, la Gambie n'est pas très avancée. Le projet de décentralisation est en cours avec l'élaboration des lois et la création de cadres de concertation/coordination entre le Gouvernement, les ONGs, les bailleurs de fonds et les communautés rurales. Le pays se trouve donc dans une phase d'amélioration de l'appro-

che participative à travers la gestion communautaire des forêts et des programmes de CES/DRS.

L'expérience des aménagements non durables depuis les temps coloniaux a conduit le Gouvernement gambien à mettre en œuvre l'approche participative à travers plusieurs méthodes:

- ✦ Rapid Rural Appraisal
- ✦ Participatory Rapid Rural Appraisal
- ✦ Participatory Rural Appraisal
- ✦ Objective Oriented Project Planning
- ✦ Participatory Learning Methods
- The Community Centred Approach, Agency-Centred Approach

La troisième méthode (PRA) est la plus utilisée surtout dans les projets/programmes de CES/DRS. A travers différentes étapes, des outils participatifs sont utilisés en plus de la formation et de l'organisation des populations.

3.4. Guinée Bissau (Baticam, 1997)

En Guinée Bissau, la décentralisation et l'approche participative sont des thèmes d'actualité. En ce qui concerne l'approche participative, le pays est en phase d'initiation et par conséquent, les résultats concrets ne sont pas encore disponibles. Toutefois, un bref aperçu sur l'évolution de la situation permet de comprendre les initiatives actuelles et le processus en cours.

- ✦ Avant l'indépendance, le développement rural était basé uniquement sur le développement de la production du riz.
- ✦ Après l'indépendance, toutes "les terres appartiennent à l'Etat" et ont été distribuées aux agriculteurs. Avec cet entendement, l'Etat avait pour objectif principal l'exportation du riz. Pour cela, de grands programmes et projets furent montés pour la récupération et la mise en valeur des terres de mangroves. Plus de soixante (60) barrages furent réalisés. L'impact de ces aménagements a été négatif, car n'étant pas propriétaires, les paysans n'ont consenti que peu d'investissements, non encadrés, ils ne contrôlaient pas ces terres de mangroves et l'exploitation anarchique a engendré une dégradation des sols.
- ✦ En 1987, des méthodes participatives ont été développées pour impliquer davantage les populations dans la CES/DRS. Les contraintes majeures à cette approche ont été le manque de pouvoir juridique au niveau local, l'absence de loi forestière et foncière.
- ✦ En 1992, des études ont été lancées pour évaluer les méthodes participatives, afin de fournir des recommandations pratiques. En effet, le Gouvernement et les ONGs ont fait beaucoup d'efforts pour intégrer les populations dans l'élaboration de projets et les prises de décision, ce qui, dans certains projets a donné des résultats très positifs. Cependant, il subsiste toujours le problème de la loi foncière.

En réponse aux grandes questions de cette évaluation, les aspects institutionnels ont été à l'ordre du jour. Il y a eu création d'institutions pour la réflexion sur l'approche et les étu-

des, la création de cabinets de communication sociale et de formation et l'intégration de l'approche dans les structures de vulgarisation existantes.

Perspectives

Le plus grand obstacle à la participation des populations dans la gestion des ressources naturelles reste l'inexistence d'une politique foncière.

Par ailleurs, la manque de cadres formés dans le domaine et l'insuffisance de moyens mis à la disposition de l'approche participative constituent une autre entrave.

De nombreux projets de loi ont été élaborés (Loi de la Terre, Gestion du Terroir, Loi foncière), mais aucun n'a été approuvé. Or ce cadre juridique est indispensable à la décentralisation et l'approche participative.

3.5. Mali (Sidibé et al., 1997)

3.5.1. Le processus de décentralisation

a) Historique

- ✦ Les initiatives en matière de décentralisation de la gestion administrative au Mali remontent à la période coloniale (1918). Elles se sont caractérisées par la création de communes mixtes de premier degré telles que Kayes et Bamako en 1918, Ségou et Mopti en 1953 et Sikasso en 1954.
- ✦ En 1960, le Mali accède à l'indépendance avec 5 communes de plein exercice et 8 communes de moyen exercice. Ainsi, la constitution du 22 septembre 1960 définissait en son article 41 que "les collectivités territoriales du Mali sont les régions, les cercles, les arrondissements et les tribus nomades". Dans cette optique, toutes les subdivisions administratives deviennent des collectivités territoriales qui s'administrent librement par des conseillers élus. Mais en pratique, ces dispositions institutionnelles n'ont pas été appliquées.
- ✦ Après la réorganisation territoriale et administrative du pays suite aux changements politiques (ordonnance 77-44/CMLN du 12 juillet 1977), seuls le district et les communes de Bamako sont dotés du statut de collectivités territoriales décentralisées. Les régions, les cercles et les arrondissements restent des circonscriptions administratives de l'Etat. Pour la mise en œuvre des programmes de développement, les circonscriptions administratives et le district de Bamako ont été dotés d'un organe de participation (le conseil) et d'un organe de programmation technique (le comité de développement). Un fonds de développement régional et local (FDRL) a été créé pour le financement des programmes.
- ✦ De nos jours, le Mali compte dix-neuf communes, dont treize ont été héritées de la période coloniale. Après la conférence nationale (juillet-août 1991), la Constitution a prévu une loi déterminant les principes fondamentaux relatifs à la libre administration des collectivités locales, à leurs compétences, à leur sources ainsi qu'à l'organisation administrative du territoire.
- ✦ A travers la loi 93-8 du 11 février 1993, l'Assemblée Nationale a pris en compte ces dispositions qui ont permis à la 3ème République d'inscrire la décentralisation parmi ses premiers objectifs.

b) Bilan actuel du processus de décentralisation

- ✦ Les **textes législatifs et réglementaires** portant sur la décentralisation: ce sont la loi 93-008 du 11 février 1993 qui détermine les conditions de la libre administration des collectivités territoriales en trois niveaux (région, cercle et commune) ayant chacun des compétences propres et qui prévoit que ces collectivités bénéficieront de ressources financières, humaines et d'équipements propres. Parmi les dispositions complémentaires, on compte la loi 95-022 portant statut des fonctionnaires des collectivités territoriales, la loi 95-034 et le décret 95-210/PM-RM.
- ✦ La **stratégie** pour la mise en œuvre de la politique de décentralisation repose sur la mise en place de la Mission de Décentralisation (MDD) qui a pour action la concertation nationale et régionale sur les objectifs de la décentralisation, l'élaboration de textes législatifs et réglementaires, le lancement d'une stratégie de communication et d'un programme d'information.
- ✦ Les **résultats** acquis sont la mise sur pied par la MDD, des GREM (Groupe d'Etude et de Mobilisation) et des GLEM (Groupe Locaux d'Etude et de Mobilisation) pour l'information et la sensibilisation des populations. Le découpage des communes est effectif (704 communes dont 682 nouvellement créées). Tous les textes législatifs ont été adoptés et promulgués. Des concertations et discussions ont été menées dans toutes les circonscriptions (11.600 villages du Mali).
- ✦ Les **contraintes**: d'une manière générale, la décentralisation suscite beaucoup d'interrogations et de pessimisme. Parmi les questions, on peut noter les suivantes: quel est le nouveau rôle de l'Etat? quelle redistribution des moyens humains, matériels et financiers? quel rapport entre l'Etat et les collectivités? la décentralisation aboutira-t-elle à la désintégration du pays?

D'autres contraintes sont la résistance, surtout de l'administration, au changement, l'incertitude des élus locaux quant à réussir là où l'Etat a échoué, le manque de ressources nécessaires. Par conséquent, il faut former, sensibiliser et informer les citoyens.

Le découpage des communes rurales a été réalisé selon des critères dont celui de la viabilité économique. Les liens historiques, culturels et ethniques n'ont pas été pris en compte et sont source de mécontentements et de plaintes.

- ✦ La décentralisation offre plusieurs **opportunités**. Elle permettra:
 - ✧ d'améliorer l'encadrement et d'assurer aux collectivités un service public de proximité,
 - ✧ la mise en place de personnel politique qui aidera dans le partage des responsabilités,
 - ✧ aux pouvoirs publics de mieux distribuer le développement dans le cadre de l'aménagement du territoire, d'éviter par l'approche sectorielle les gaspillages
 - ✧ aux collectivités territoriales de décider et de contrôler la gestion de son développement.
- ✦ Les **perspectives** de la décentralisation sont nombreuses. Elle permettra:
 - ✧ l'organisation des populations pour gérer leurs propres affaires à travers des organes élus au plan politique, économique et social;
 - ✧ l'émergence de nouveaux centres de pouvoir;

- ❖ sur le plan économique, le partage des rôles de décision entre l'Etat, les collectivités territoriales et les privés;
 - ❖ un rapport nouveau entre administration et administrés, fondé sur la gestion concertée des affaires locales.
- ♦ Les **recommandations** sont:
- ❖ sensibiliser et informer davantage les citoyens sur l'esprit de décentralisation,
 - ❖ former davantage les cadres de l'Etat et ceux qui seront affectés aux collectivités territoriales,
 - ❖ cibler les actions de communication, d'information, de formation et de sensibilisation sur les situations locales,
 - ❖ tirer profit de cette nouvelle configuration politico-administrative pour amorcer un programme d'aménagement du territoire.

3.5.2. Approche Participative et CES/DRS

Dans le contexte de la GT/GRN au Mali, l'approche participative est appliquée selon des grandes phases et des étapes dont l'information/sensibilisation, l'identification des problèmes, l'organisation et la programmation des actions, le suivi-évaluation et l'auto-évaluation. Elle utilise de nombreux outils et méthodes qui varient selon les structures.

a) Les **contraintes** majeures sont:

- ♦ d'ordre social: difficile changement de mentalité des populations face aux ressources naturelles, montée de l'individualisme et apparition de conflits de génération/éclatement de la famille, faible implication des femmes, etc.), influence négative des aménagements en régie pour la responsabilisation des populations, faible motivation des populations due aux résultats et bénéfices à long terme dans les activités d'aménagement forestiers et pastoraux;
- ♦ d'ordre technique: insuffisante valorisation du savoir traditionnel, absence d'outils d'aide à la décision (études d'impact, documents cartographiques, audits environnementaux), difficultés liées au transfert de technologies;
- ♦ d'ordre économique: faible mobilisation des ressources financières dans la GRN;
- ♦ d'ordre institutionnel: la non-définition claire du statut foncier, la multitude de stratégies au sein d'une même zone, problèmes organisationnels.

b) Les **opportunités** pour l'application de l'approche participative sont essentiellement

- ♦ l'existence et la diversité d'outils et de méthodologies participatives;
- ♦ les formations acquises par les populations et les cadres techniques.
- ♦ la mise en place de structures pour une meilleure gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement (associations, groupements ...).
- ♦ la mise en place de micro-réalisations ou mesures d'accompagnement génératrices de revenus et/ou de services pour améliorer les conditions de vie des populations.

3.6. Niger (Zakou, 1997)

Pour lutter contre la désertification et plus particulièrement contre les érosions hydrique et éolienne, de grandes actions de CES/DRS ont été initiées depuis les années 60. Ces actions ont été ponctuelles et ont eu un impact limité. C'est alors que la nécessité d'une décentralisation plus poussée et d'une approche participative se sont fait sentir.

3.6.1. Approche participative et décentralisation

a) Evolution

Bien que davantage utilisé en ce moment au Niger, le concept de décentralisation existe depuis 1960 avec les lois de décembre 1961, juillet 1964 et février 1965 qui ont mis en place les circonscriptions administratives et services techniques dans le but d'une décentralisation des pouvoirs.

En 1974, le régime militaire a prévu l'institution d'une société de développement. L'ordonnance d'août 1983 a permis l'installation d'organes délibérants à tous les échelons des circonscriptions et collectivités territoriales.

Au cours des années 90, la démarche de "Développement Durable" fait apparaître certaines structures, notamment le Comité de Gestion de Terroirs Villageois (CVGT) à travers l'approche Gestion des Terroirs.

A partir de 1992, des lois ont été promulguées dans le cadre de la poursuite du processus de décentralisation. Les dernières (de février 1996) sont relatives aux circonscriptions administratives, aux collectivités territoriales et au principe de la libre administration.

b) Instruments et structures

De nos jours, la commune reste la collectivité territoriale de base jouissant d'une personnalité morale et d'une autonomie financière. Son rôle est d'assurer les services publics répondant aux besoins exprimés par les populations, notamment dans la CES/DRS et la protection des forêts et de la faune.

Les conseils régionaux participent à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan national de développement.

Dans le cadre du processus de décentralisation, le Niger vient de se doter d'un Conseil National de l'Environnement pour le Développement Durable (CNEDD) qui a pour tâche l'élaboration d'un Plan National de l'Environnement pour un Développement Durable (PNFDD). Il existe des conseils régionaux dans toutes les contrées du pays qui interviennent dans l'élaboration du PNEDD.

Parallèlement, des méthodes d'approche permettant l'implication des populations locales ont été initiées et continuent d'être appliquées dans les projets, notamment dans le domaine de la CES/DRS.

Au Niger, la politique nationale de gestion durable des ressources naturelles repose sur une politique de décentralisation poussée. Ce concept est nouveau et les réflexions continuent pour opérationnaliser le processus.

c) Contraintes

Les actions prioritaires de défense et de restauration de l'environnement font l'objet de programmations et d'approches très diversifiées et occasionnent une dispersion des efforts. Elles doivent s'inscrire à l'intérieur d'un programme national. En plus, les comportements des populations et les systèmes de production qui ont des effets sur le processus de dégradation doivent être modifiés.

3.6.2. Perspectives et recommandations

Les actions de restauration de l'environnement doivent inclure les activités de CES/DRS au sein d'un programme de politique nationale pour éviter les approches contradictoires des interventions. Par conséquent, il est nécessaire d'harmoniser les interventions en milieu rural avec toutes les structures impliquées.

L'utilisation de la MARP doit être privilégiée comme méthode d'approche participative.

Actuellement au Niger, la philosophie de développement repose sur la politique de décentralisation qui a été amorcée par un certain nombre de lois. Cette décentralisation intégrera sans doute les acquis de l'approche participative dans la CES/DRS, à travers le Projet Gestion des Ressources Naturelles (PGRN) et le PNEDD.

3.7. Sénégal (Njiaye et *al.*, 1997)

3.7.1. Processus de décentralisation

Ce processus a subi plusieurs des mutations:

- ♦ Depuis 1960, le cadre institutionnel et juridique du Sénégal a connu plusieurs adaptations et réformes ayant influencé la Gestion des Ressources Naturelles. Le premier plan de développement régional s'appuyait en priorité sur une restructuration spatiale, socio-économique et administrative allant de la base au sommet.
- ♦ Puis, en 1972 une décentralisation fut opérée avec la réforme administrative territoriale et locale. La loi 72-25 du 19 avril 1972 porte création des communautés et conseillers ruraux:
 - ♦ dans la gestion des ressources forestières, les approches communautaires et de gestion des terroirs furent développées;
 - ♦ le plan directeur de développement forestier élaboré en 1981, réactualisé en 1992, donna naissance au Plan d'Action Forestier qui distingue six zones éco-géographiques au sein desquelles des programmes ont été identifiés et repose sur les principes d'implication et de responsabilisation des populations, l'intégration de la foresterie dans le développement rural et la décentralisation de la planification forestière;
 - ♦ le nouveau code forestier de 1993 encourage la participation des populations, notamment par l'orientation des retombées financières des ressources forestières vers les populations;
 - ♦ sur le plan technique, les actions dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, en particulier de la CES/DRS, sont basées sur les caractéristiques des six zones éco-géographiques (zone agro-sylvo-pastorale, vallée du fleuve Sénégal,

bassin arachidier, zones de Niayes, Sénégal Oriental, zone sud et zones de formations stationnelles spécifiques).

- ♦ De nos jours, la décentralisation est caractérisée par la mise en place d'un cadre juridique et de structures:
 - ♦ **dispositions juridiques:** la situation est marquée par la régionalisation, c'est-à-dire l'érection de la Région, de la Commune et de la Communauté Rurale en Collectivités Décentralisées dotées de personnalités morales et d'autonomie financière pour un exercice de cinq ans (Loi n° 96-06 du 22 mars 1996 portant code des Collectivités Locales). Dans chacune des dix régions, un gouverneur exerce le contrôle de la légalité.
 - ♦ **instruments:** les services décentralisés (inspections, directions, secteurs) sont les structures de Gestion des Ressources Naturelles dans les régions et les départements; en tant que collectivités locales, les Conseils Régional, Communal et Rural représentent les outils de décision, de planification et d'évaluation des programmes de leur localité respective.
- ♦ Les collectivités locales (Régions, Communes et Communautés Rurales) sont dotées de neuf domaines de compétence dont la gestion des ressources naturelles basée sur une approche intégrée et participative. Au regard de la loi 96-07 du 22 mars 1996 portant transfert de compétences aux régions, ces collectivités doivent veiller à:
 - ♦ la gestion, la protection et l'entretien des zones sur la base de plans d'aménagement,
 - ♦ la délivrance des autorisations de défrichement dans les zones où le classement est supérieur à 20 %,
 - ♦ l'autorisation préalable de toute exploitation dans leur territoire.

La régionalisation, tout en permettant de renforcer les capacités régionales de mobilisation des ressources locales, favorise la décentralisation des moyens de conservation et de gestion durables des ressources naturelles.

3.7.2. Participation des populations

Dans le processus de décentralisation, trois niveaux de participation ont été identifiés: l'analyse et la prise de décision, la gestion des ressources naturelles et la gestion des recettes. Ces niveaux sont régis par la spécification des groupes cibles (surtout l'implication des femmes et des jeunes dans la GRN), la promotion des formes d'organisation (créneaux pour la formation et l'encadrement des populations) et l'encouragement des initiatives privées.

Structures d'appui

Le projet de gestion communautaire des ressources naturelles épouse la forme d'intervention prévue par la décentralisation. Le projet de développement de la foresterie rurale a largement contribué à l'institutionnalisation de l'approche participative par la mise en place de cadres de concertation au niveau de chaque région administrative. D'autres structures (ONGs, Projet Autonome de Développement Rural de la Basse Casamance à Ziguinchor) ont promu l'approche participative comme support de toutes les interventions.

3.7.3. Opportunités

Le nouveau code forestier a introduit d'importantes innovations pour promouvoir la participation des populations, telles que la reconnaissance du droit de propriété aux privés. Dans les autres domaines sectoriels concernés par la CES (agriculture, hydraulique ...), des efforts similaires ont été déployés pour une participation et une responsabilisation accrues des populations.

3.7.4. Contraintes

La mise en œuvre de la décentralisation et de l'approche participative se heurte à un certain nombre d'obstacles dont:

- ✦ les actions de CES/DRS et le pâturage ne sont pas des formes de mise en valeur de la terre au regard de la loi sur le domaine national: "la terre appartient à celui qui la met en valeur",
- ✦ la relecture du Plan d'Action Foncier s'avère nécessaire pour une meilleure application des techniques de CES par la population,
- ✦ les différentes régions du Sénégal présentent des disparités entre elles, la régionalisation nécessite des mesures d'accompagnement pour les atténuer,
- ✦ bien que l'accès aux ressources financières soit clairement défini, il existe une lenteur de mobilisation par les collectivités locales.

3.7.5. Perspectives et recommandations

Le renforcement des capacités techniques du monde rural, le renforcement des capacités d'auto-promotion des mouvements associatifs et la poursuite des programmes de l'Etat visant la revalorisation des terres sont les axes de stratégie pour une meilleure application de l'approche participative dans la gestion des ressources naturelles.

La mise en œuvre avec succès de l'approche participative implique un changement de mentalité des populations et des agents des services techniques, la maîtrise du processus et le respect des étapes qui la caractérisent, la maîtrise des différents outils et supports et l'instauration d'un système de partenariat entre intervenants et populations.

3.8. Tchad (Moudeina, 1997)

3.8.1. Evolution du processus de décentralisation

Au Tchad, la décentralisation a connu un processus évolutif. Parti d'une commune en 1919, le Tchad comptait sept (7) communes de plein exercice à son accession à l'indépendance en 1960. Deux textes fondamentaux marquent cette évolution, à savoir l'ordonnance n° 4 du 13 février 1960 portant organisation administrative générale et la loi n° 15 du 22 mai 1962 portant organisation municipale dans la République du Tchad. Ce processus a connu un recul avec le gel de la mise en application des textes et institutions en 1975 suite au changement de régime.

Depuis 1990, des nouvelles perspectives ont vu le jour avec la démocratisation et la création d'un ministère délégué auprès du Premier Ministre chargé de la décentralisation.

Cette démarche rejoint celle de la décentralisation de fait, en cours dans le pays depuis la guerre civile en 1979. Plusieurs expériences sont en cours. Des études menées par le CILSS et le Club du Sahel ont montré le degré très avancé de ces expériences dans le domaine de l'éducation, de la gestion des ressources naturelles, où plusieurs initiatives sont gérées totalement par les populations à la base.

3.8.2. L'Approche participative

Au Tchad, toutes les méthodologies d'approche participative sont conçues au niveau central des directions des projets basées à N'Djaména. Leur exécution se fait en province et en milieu rural à travers les agents d'exécution (services traditionnels, ONGs) sous le contrôle des agents de terrain.

Cette décentralisation de l'approche participative est informelle (non régie par une loi), mais dans la pratique, elle s'opère bien à travers le pays à l'aide d'organisations/ associations paysannes et d'outils participatifs dans les projets.

3.9. Conclusions

Des ces différents exposés, il ressort que:

- ✦ D'une façon générale, il y a une volonté politique très marquée de mise en œuvre de la décentralisation à des niveaux variés. Certains pays (Mali, Sénégal, Cap Vert) semblent plus avancés que les autres dans le processus de mise en œuvre.
- ✦ Les dispositifs se mettent en place lentement mais sûrement.
- ✦ La décentralisation est un processus qui permet de renforcer l'approche participative.
- ✦ L'approche participative est une méthodologie consensuelle pour l'ensemble des pays du CILSS dans la mise en œuvre des techniques de CES/DRS. Beaucoup d'expériences sont en cours au Sahel. Cependant un certain nombre de contraintes se posent dans la mise en œuvre de l'approche participative. Ce sont essentiellement:
 - ✦ l'insuffisance de coordination et de concertation entre les acteurs (Etats-ONGs),
 - ✦ l'insuffisance de l'implication des populations, surtout des femmes,
 - ✦ les contraintes juridiques telles que les lois foncières,
 - ✦ l'insuffisance des moyens,
 - ✦ l'insuffisance de la valorisation du savoir-faire local,
 - ✦ l'insuffisance du suivi-évaluation.

Chapitre 4

Résultats de l'atelier régional

*Elisabeth Toé
Consultante géographe*

L'expérience des participants et des pays à travers les communications, les résultats d'évaluations et d'études diverses ont alimenté les débats au cours des travaux de groupe qui ont porté sur les approches et les stratégies par une approche participative dans le domaine de la CES/DRS. Les résultats sont résumés dans les points suivants.

- ✦ Diagnostic de la situation
- ✦ Facteurs de durabilité
- ✦ Eléments de stratégie
- ✦ Les recommandations/résolutions seront présentées dans le chapitre suivant.

4.1. L'approche participative dans l'application de la CES/DRS

4.1.1. La démarche participative

A l'issue des échanges et des débats, les participants de l'atelier ont été unanimes quant à l'importance et la nécessité de l'AP dans la mise en œuvre des actions de CES/DRS. Ils ont également apprécié les résultats positifs obtenus dans les pays du Sahel, malgré la diversité de mise en œuvre pratique de l'approche. Du consensus, trois constats majeurs se dégagent de l'analyse de la situation:

- a) L'approche est basée sur une démarche qui se déroule en trois phases (avant l'action, pendant l'action et après l'action). Elle comporte des étapes qui sont mises en œuvre à l'aide d'outils participatifs:
 - ✦ **avant l'action**, les principales étapes de la démarche sont le diagnostic du milieu (physique et socio-économique), l'identification des problèmes et leurs solutions et la restitution des résultats aux populations. Les outils utilisés sont la MARP et le GRAAP;
 - ✦ **pendant l'action**, l'organisation et la programmation à la base, la formation et le suivi/évaluation constituent les trois étapes de la phase. Les MARP thématique et de planification sont utilisées à ce niveau;
 - ✦ **après l'action**, l'auto-évaluation, l'évaluation globale et l'appropriation communautaire de l'action sont mises en œuvre avec l'aide de la MARP, des photographies et films comparés.
- b) Pour une mise en œuvre efficace des techniques de CES/DRS, l'approche doit prendre en compte trois critères:
 - ✦ critère de coût pour l'investissement en achats divers (supports, matériels, ...);
 - ✦ critère technique (adaptabilité, acceptabilité, simplicité, efficacité ...);

- ♦ critère de mobilisation (sensibilisation/information/formation, participation locale ...);
- c) La sensibilisation/conscientisation est continue et se fait au cours de toutes les phases.

4.1.2. Les contraintes à la participation de la population en matière de CES/DRS

Elles sont de plusieurs ordres:

- ♦ Les contraintes **sociales** par la faible participation des populations dans certaines zones/années déficitaires, due à l'exode rural au moment de l'exécution des tâches, par le difficile changement des mentalités et des comportements des populations, la prédominance de l'esprit individualiste avec l'apparition de conflits de génération.
- ♦ Les contraintes **techniques** et **matérielles**, par le manque de compétences, l'insuffisance de la valorisation du savoir-faire local et de l'équipement au niveau local qui limitent la participation.
- ♦ Les contraintes **juridiques** et **législatives** par l'inexistence d'un cadre juridique adapté sur les lois et les questions foncières; en effet, les problèmes fonciers limitent l'extension des actions (CILSS/Club du Sahel, 1993).
- ♦ Les contraintes d'ordre **méthodologique** par la faible maîtrise de la méthodologie participative par les agents de terrain et partenaires.
- ♦ La multiplicité des méthodes d'intervention, l'insuffisance de coordination/concertation (Etat, ONGs, Projets ...) et l'insuffisance de suivi/évaluation sont des contraintes majeures à la participation des acteurs de l'approche.

4.1.3. Les facteurs favorables

D'une manière générale, les résultats d'une décennie de mise en œuvre de l'approche participative dans les projets de GT/GRN à travers les actions d'aménagement de terroirs sont positifs, significatifs et reproductibles à l'échelle de projet et présentent des facteurs favorables à plusieurs niveaux:

- ♦ un contexte socio-politique favorable (décentralisation);
- ♦ la participation de la population, devenue règle de jeu pour tout le monde, se traduit par la disponibilité de la main d'œuvre et la participation volontaire à travers de grands efforts d'investissement physiques;
- ♦ les progrès des compétences par l'amélioration des capacités d'intervention des populations (formation) et l'émergence d'organisations villageoises pour la gestion des ressources naturelles (organisation);
- ♦ les progrès de l'auto-financement et du renforcement du pouvoir économique dans la région cotonnière du Mali Sud, les zones forestières du Burkina Faso (par ex. bûcherons de Kassou, province de Sissili);
- ♦ la lutte contre la dégradation des ressources naturelles par la CES/DRS présente des facteurs favorables tels que:
 - ♦ la disponibilité et l'auto-diffusion de techniques de CES simples et maîtrisables par les populations (technique du "Tassa", cordons de pierres, diguettes de parcellement),
 - ♦ la disponibilité des matériaux de construction des ouvrages,

- ♦ la prise de conscience de plus en plus accrue par les populations de la dégradation des terres,
- ♦ la disponibilité des bailleurs de fonds pour appuyer des initiatives en matière de CES/DRS à travers des projets de gestion de l'environnement.

Il faut noter que tous ces facteurs sont renforcés par le degré de responsabilisation et de mobilisation des populations, la pertinence et la pérennisation des actions, l'esprit de partenariat entre populations, Etats, ONGs et bailleurs et enfin le dynamisme et la capacité de négociation des populations.

4.1.4. Les facteurs d'incitation et de mobilisation

La mobilisation et l'incitation des populations dépendent de deux grands facteurs: la stratégie de mise en œuvre de la technique et la nature des actions réalisées.

a) Mobilisation et incitation par rapport à la stratégie

Le succès dans l'application d'une technique ou méthode et la participation des populations sont étroitement liés à l'intérêt que les groupes cibles peuvent en tirer. Ainsi la stratégie de mise en œuvre de plans d'action de CES/DRS peut comporter les éléments suivants qui peuvent influencer la mobilisation:

- ♦ les aménagements individuels à l'échelle de la famille: l'évaluation OSS/WOCAT pour la capitalisation des approches et technologies CES dans quatre pays du Sahel montre que l'amélioration des conditions de l'agriculture par l'aménagement individuel des terres agricoles à économie de subsistance (1 à 15 ha) a connu une forte mobilisation et participation des populations; les techniques de CES sont basées sur des méthodes traditionnelles améliorées;
- ♦ les aménagements collectifs à l'échelle du village, du terroir: dans l'aménagement des zones sylvo-pastorales (forêt/bois et pâturage), des terres communautaires, des plateaux et des versants dégradés, la mobilisation des populations, surtout des femmes et des enfants, dépend fortement des rémunérations substantielles et des vivres PAM;
- ♦ les aménagements d'intérêt public, à l'échelle de la région ou du pays: ce sont les travaux à haute intensité de main d'œuvre salariale où la mobilisation est liée à la recherche et à l'amélioration des revenus (incitation économique);
- ♦ l'implication des populations à tout le processus (de l'identification à l'évaluation) est un facteur d'incitation et de mobilisation;
- ♦ la prise en compte des besoins prioritaires des populations est également un élément-clé d'incitation.

b) Mobilisation et incitation par rapport aux actions

Dans ce domaine, les points évoqués suivants peuvent favoriser la mobilisation:

- ♦ la sensibilisation/information d'une part et l'organisation/formation des groupes cibles d'autre part, pour la prise de conscience et leur responsabilisation;
- ♦ la mise en œuvre de volets d'accompagnement pouvant servir de porte d'entrée pour les programmes de CES/DRS (crédit/épargne, subventions, construction de routes, appui en petit matériel ...).

4.1.5. Rôles et responsabilités des acteurs dans la mise en œuvre des actions de CES/DRS

Les rôles et les responsabilités des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre des actions de CES dépendent de leur capacité de mobilisation, de financement, d'intervention technique et leur engagement.

- ✦ Pour les **autorités politico-administratives, religieuses et coutumières**, qui sont les décideurs au niveau central, la définition et le soutien d'une politique nationale de CES/DRS, l'appui institutionnel et l'arbitrage des conflits, l'appui à la mobilisation des populations, à la recherche/négociation des financements et l'information/sensibilisation sont leurs principales tâches.
- ✦ Les **services techniques d'encadrement ou agents de terrain** sont des conseillers. Ils appuient la formulation des projets, l'organisation et la formation des populations, tout en diffusant des résultats d'action.
- ✦ Quant aux **collectivités décentralisées** (décideurs au niveau décentralisé), leur rôle est principalement l'identification et l'élaboration des plans locaux de développement, la prévention et la gestion des conflits, l'appui au financement des projets, au cadre institutionnel, à la mobilisation et à l'information/sensibilisation des populations. L'appui à l'exécution et le suivi des plans locaux relèvent également de ces collectivités.
- ✦ Les **secteurs privé et semi-privé** sont des prestataires de services et contribuent au développement des initiatives locales, appuient le financement et l'exécution des actions.
- ✦ Les **associations paysannes** participent de façon responsable à l'identification/ formulation, à la planification et à l'exécution physique, matérielle et financière des projets. Le suivi/évaluation, l'auto-évaluation, la prévention et la gestion des conflits relèvent également du domaine de compétence des associations paysannes.
- ✦ Les **ONGs** concourent à l'encadrement technique, à la formation et à la diffusion des résultats d'une part, appuient le financement des initiatives locales et le suivi-évaluation d'autre part.
- ✦ Les **bailleurs de fonds**, partenaires techniques et/ou financiers, ont pour rôle essentiel l'appui au financement, l'appui technique et l'évaluation globale des actions.

4.2. Les facteurs de durabilité

Malgré les acquis de l'approche participative GT/GRN, la durabilité des résultats est fragile, le désengagement des projets n'est guère envisagé, l'autonomie positive acquise par les projets laisse ouvert le problème du rôle des services techniques, car les cadres de concertation mis en place sont souvent peu fonctionnels, les projets sont souvent mal préparés à la mise en œuvre de la décentralisation et de la CID (CILSS/Club du Sahel, 1995).

Ce constat est aussi valable en ce qui concerne l'approche participative dans l'application de la CES/DRS. Par conséquent la question de durabilité se pose en termes de viabilité économique et de gestion, en d'autres mots, elle repose à la fois sur l'amélioration du cadre institutionnel, économique, technique et éducatif.

4.2.1. Au titre des facteurs institutionnels

Les éléments favorables pour soutenir l'A.P. dans le cadre de la CES sont:

- ✦ La mise en place d'institutions appropriées dans le cadre de la décentralisation (structures, conventions, lois, textes réglementaires):
 - ✦ adaptation de la juridiction/législation aux préoccupations locales et au contexte de l'approche CES. Ce sont le régime foncier, le code forestier, le code rural, le code de l'environnement;
 - ✦ l'élaboration d'instruments législatifs, de nouveaux textes pour combler le vide juridique d'une part et pour donner d'autre part, un pouvoir de décision et de gestion aux institutions locales (conventions locales ...);
 - ✦ relecture de certains textes législatifs existants, tels que la Réforme Agraire et Foncière (RAF) au Burkina Faso, traduction en langues nationales et vulgarisation par les médias;
 - ✦ la mise sur pied d'organes autonomes de décision;
 - ✦ coordination/articulation des organes de décision (régime moderne et traditionnel).
- ✦ La mise en place ou dynamisation de cadres de coordination/concertation.
- ✦ Le transfert des responsabilités effectives aux populations pour garantir l'autonomie et l'auto-développement des collectivités et organisations locales, en particulier par leur reconnaissance juridique. Par exemple l'appui aux associations par leur reconnaissance juridique facilitera leur accès aux institutions de crédit. Dans de telles conditions, le suivi de ces associations est une nécessité pour éviter l'anarchie.

4.2.2. Au titre du renforcement des capacités et du transfert des compétences

- ✦ Développer un programme de formation soutenu et adéquat des cadres (techniciens) et des populations (paysans) par le recyclage, les voyages d'étude et les visites inter-villageoises. En effet, l'expérience a montré que les visites inter-villageoises sont un moyen efficace comme méthode de transfert et de diffusion des techniques CES mises en œuvre par les populations elles-mêmes. Cette efficacité s'est imposée à tous les projets et pays du CILSS.
- ✦ Transférer des compétences maîtrisables (techniques de l'encadrement) aux populations.
- ✦ Rechercher des techniques et des technologies appropriées à travers la capitalisation des expériences et connaissances, en utilisant des moyens pédagogiques efficaces (illustrations) et en faisant une large diffusion par les supports audiovisuels.
- ✦ Transférer de l'Etat aux collectivités décentralisées certains pouvoirs politiques (administration, délivrance, délibération ...).

4.2.3. Au titre de la valorisation du savoir-faire local

- ✦ Mettre en œuvre une politique de soutien à la diffusion/vulgarisation des savoir-faire locaux éprouvés par:
 - ✦ le diagnostic, la capitalisation des expériences paysannes,
 - ✦ l'analyse et l'amélioration, si besoin par la recherche, de ces expériences dans le cadre d'un suivi/évaluation,
 - ✦ l'élaboration de technologies simples basées sur ces expériences.

Dans ce cadre, des initiatives ont été prises à travers un vaste programme de capitalisation et de valorisation des techniques traditionnelles en Afrique par l'IIED, CDVS Amsterdam et le CTA. Les résultats de la première phase ont fait l'objet d'un livre (Reij et al., 1996).

- ✦ Intégrer/appuyer le secteur privé rural non agricole qui participe dans la réalisation, production du petit matériel (brouettes, pics, grillage ...) utilisé en CES/DRS, dans la fourniture ou production de plants et semences et dans la commercialisation d'intrants et la location de camions.
- ✦ Développer un système d'auto-formation paysanne par la formation des formateurs.

4.2.4. Au titre de la contribution financière

La question financière de la CES/DRS reste pertinente et préoccupante, aussi bien dans la mise en œuvre de l'approche participative que dans celle de la décentralisation. En effet, pendant que la participation des institutions financières par le crédit et celle des privés par l'entreprise est très limitée dans les programmes de CES, le temps et les moyens financiers investis (subvention) constituent un goulot d'étranglement pour la mise en œuvre à large échelle et une remise des projets aux partenaires, dont les moyens humains et financiers sont réduits.

Pour les participants de l'atelier, les différents acteurs impliqués ont chacun une part de responsabilité selon un cahier de charges, des protocoles, des contrats et des engagements divers.

- ✦ La contribution de la population sera définie en fonction de sa capacité (protocole de financement) et un fonds local ou villageois sera constitué avant les réalisations.
- ✦ L'Etat doit harmoniser les approches en matière d'appui financier dans les différentes zones selon des critères bien définis. Il devrait au niveau central, prévoir ou créer une ligne budgétaire pour le financement des actions de GRN/CES/DRS avec une souplesse de rubriques budgétaires.
- ✦ Quant aux bailleurs de fonds/ONGs ils doivent appuyer et renforcer les efforts de l'Etat et des populations en matière de CES/DRS.

Dans le domaine financier, deux aspects sont fondamentaux pour développer le partenariat. Ils sont aussi fondamentaux pour une décentralisation opérationnelle et le renforcement de l'approche participative. Les efforts des acteurs doivent contribuer:

- ✦ à développer les systèmes de mobilisation des ressources financières, en particulier dans le cadre des systèmes ruraux d'épargne et de crédit;
- ✦ au transfert de fonds aux organisations et collectivités locales décentralisées, aux ONGs et aux associations paysannes, à certaines conditions telles que l'existence d'une capacité de gestion déjà éprouvée, une disponibilité financière minimale (contrepartie) et l'existence d'un système bancaire localement accessible et fiable (exemple de Kafo-guiguinè, système bancaire rural et local dans la zone de Koutiala, Mali Sud).

4.2.5. Les autres facteurs de durabilité identifiés sont:

- ✦ le mécanisme de suivi/évaluation interne et externe et d'auto-promotion
- ✦ la formation des partenaires (ONGs, associations) à la démarche de l'approche participative en CES/DRS.

4.3. Les éléments de stratégies pour une approche participative en CES/DRS

L'orientation et le développement des stratégies de mise en œuvre d'un programme de CES/DRS repose sur les principes de base de l'approche participative comportant les étapes de diagnostic participatif de la dégradation des terres et du savoir-faire de la zone d'intervention, l'identification des mesures de conservation adaptées au milieu, la planification des actions, le suivi/évaluation et l'évaluation globale.

La stratégie de mise en œuvre de la CES/DRS s'articule autour de quatre points essentiels qui sont les suivants:

4.3.1. La communication/concertation/dialogue

Le cadre stratégique de la communication intègre plusieurs niveaux. Il permet de développer la communication villageoise et inter-villageoise avec des supports appropriés (outils audio-visuels, radio rurale, griots, théâtres etc.) et de privilégier le canal de la communication de bas en haut (population, vulgarisateurs, décideurs) et horizontale (entre partenaires).

La concertation, le dialogue à travers les ateliers de travaux de groupes, les cadres de concertation permettent de former, de sensibiliser et d'informer. Ils permettent aussi de situer la problématique de la CES/DRS, de renforcer le partenariat, de contribuer à prévenir et résoudre les conflits.

4.3.2. L'organisation/planification des aménagements

Elle repose sur le respect des rôles et responsabilités des acteurs contenus dans le protocole ou cahier de charge.

L'organisation des populations pour la planification consiste soit en la mise en place de comités villageois de gestion représentatifs et fiables, soit à la création, la dynamisation, la promotion ou la consolidation d'associations inter-villageoises.

Cet aspect s'inscrit également dans le cadre d'une démarche dont les étapes sont l'identification, l'analyse des problèmes, la recherche de solutions, la programmation, l'exécution et le suivi/évaluation.

4.3.3. L'adaptation aux conditions locales des populations

L'approche participative et la CES/DRS s'inscrivent dans une perspective de moyen et long terme. C'est pourquoi le facteur temps peut être une condition de réussite ou d'échec du projet. Il faut donc donner le temps aux groupes cibles de comprendre et d'intégrer leur mise en œuvre.

Le programme d'action de CES/DRS doit impérativement tenir compte de:

- ✦ la capacité d'action des groupes et de leur disponibilité à travers une programmation participative,
- ✦ des limites des populations en matière de ressources internes,

- ✦ des savoir-faire locaux.

4.3.4. Les moyens pour la mise en œuvre des stratégies

La mobilisation des moyens nécessaires pour les actions programmées sont:

- ✦ techniques: outils, méthodes et savoir-faire locaux;
- ✦ humains: encadrements, populations;
- ✦ financiers: recette des collectivités de l'Etat, moyens additionnels, contributions des Etats;
- ✦ matériels: équipements.

Les évaluations internes périodiques des actions planifiées avec implication des populations et les évaluations externes accompagnent et supportent la stratégie mise en œuvre.

4.4. Recommandations et résolutions de l'atelier

Les recommandations et résolutions de l'atelier sont au nombre de six (6), quatre de portée générale pour les pays, une à l'endroit des participants de l'atelier et une à l'endroit du PRECONS et du CILSS.

4.4.1. Recommandations sur les travaux en régie

Considérant l'insuffisance de l'impact des actions de CES/DRS à l'échelle des pays et du Sahel,

Considérant qu'il faut élargir et intensifier les actions de la CES/GRN et la participation des populations,

Considérant les conditions spécifiques (bassin versant et immenses plateaux dégradés),

L'atelier recommande:

- ✦ de poursuivre les travaux à haute intensité de main d'œuvre à condition de chercher à utiliser les investissements pour initier des actions participatives pouvant générer des revenus d'une part et d'autre part de définir au préalable la gestion de l'espace aménagé.

4.4.2. Recommandations sur la décentralisation et l'approche participative

Considérant les facteurs favorables de l'approche participative dans l'application de la CES et les conditions de responsabilité qu'elle offre aux collectivités locales,

Considérant l'accent particulier mis par les pays membres du CILSS sur la participation et la responsabilisation de toutes les populations pour la CES et une gestion rationnelle des ressources naturelles et en référence à la recommandation n° 6 de Ségou (CILSS/ Club du Sahel, 1989) qui est de valoriser la participation de la femme dans la GT/GRN,

Considérant le processus de la décentralisation en cours dans tous les pays du CILSS et la mise en place progressive des structures qui garantissent le transfert des pouvoirs de décision et de gestion des ressources humaines, financières et matérielles au niveau local,

L'atelier recommande:

- ♦ de garantir et de sauver l'esprit de décentralisation en:
 - ♦ déconcentrant les services techniques avec le redéploiement du personnel et des moyens incluant les avantages compensatoires
 - ♦ faisant appel à la capacité d'intervention des organisations paysannes (mobilisation, ressources financières, temps de travail)
- ♦ la formalisation et l'application de l'approche participative dans tous les programmes de développement intéressant les populations,
- ♦ une plus grande implication des femmes et des jeunes au niveau des différentes instances de décision, que la femme soit considérée et reconnue comme partenaire.

4.4.3. Recommandations sur le suivi/évaluation de l'impact de la CES/DRS

Considérant la faiblesse des mesures d'impact des actions CES/DRS,

Considérant le contexte actuel de la mise en œuvre de la Convention et considérant l'effort mis en œuvre pour l'identification des indicateurs de suivi (CILSS/Club du Sahel, Banque Mondiale ...),

L'atelier recommande:

- ♦ l'évaluation de l'impact des actions CES/DRS par les études d'impact social, économique et écologique.

4.4.4. Recommandations sur la mise en place d'un environnement législatif local et national favorable

Considérant les préoccupations de Praia sur la décentralisation et le foncier, (cf CILSS/Club du Sahel, 1994),

Considérant que l'une des contraintes de l'approche participative est le cadre juridique inadapté aux lois et questions foncières,

Considérant que la décentralisation doit fournir des capacités législatives et juridiques aux collectivités locales,

L'atelier recommande:

- ♦ l'adaptation des textes juridiques aux régimes coutumiers de la gestion du foncier et l'élaboration d'un code de l'environnement,
- ♦ le respect des termes de contrat contenus dans les cahiers de charges.

4.4.5 Résolutions dans le domaine de la formation

Considérant la nécessité de la généralisation de la formation à tous les acteurs, dans le cadre d'une stratégie d'accélération du rythme et d'élargissement des actions CES/GRN,

Considérant les capacités de formation acquises par les participants au cours de la première phase du PRECONS,

Les participants doivent contribuer à soutenir dans leur pays une politique de facilitation pour:

- ✦ la formation continue des paysans (hommes et femmes) en synergie avec les organisations paysannes pour le renforcement des capacités techniques, pour permettre le transfert graduel des compétences indispensables à la pérennisation des actions;
- ✦ la mise en place et le renforcement de programmes de formation (initiale et continue) des techniciens en approche participative tout en intégrant la CES dans le cadre de développement local.

4.4.6. Résolutions sur la promotion de l'échange d'expériences et la mise en place de réseaux d'échange d'informations

Considérant que la communication est un facteur important dans le processus participatif pour l'amélioration de l'information et la transparence dans les relations entre partenaires,

Considérant le rôle et les objectifs du CILSS et du PRECONS,

Le PRECONS avec l'appui du CILSS doivent:

- ✦ mettre en place et dynamiser les réseaux d'échange d'informations aux niveaux locaux, nationaux et internationaux,
- ✦ promouvoir l'échange d'expérience afin de:
 - ✦ consolider les résultats obtenus, si la phase est éventuellement renouvelée,
 - ✦ favoriser l'utilisation effective des expériences et connaissances acquises dans tous les pays du CILSS, telles que l'utilisation d'instruments et outils de communication appropriés et efficaces selon les groupes cibles,
 - ✦ renforcer la communication et l'harmonisation entre organisations paysannes, projets, ONGs, services de l'Etat et partenaires financiers,
 - ✦ harmoniser les approches au niveau de l'ensemble des partenaires,
 - ✦ favoriser les relations entre partenaires du CILSS dans la recherche de financements pour des projets d'intérêt locaux, nationaux et internationaux.

4.4.7. Perspectives

Dans le but de consolider les acquis et de renforcer le transfert des capacités techniques et financières,

L'atelier recommande:

- ✦ le soutien et le renforcement des capacités techniques par:

- ♦ la poursuite des activités du PRECONS sur la base des acquis de ses différentes phases d'exécution et le renforcement des cadres d'échange d'expériences,
- ♦ la mise en œuvre d'une politique de soutien prioritaire à la diffusion de techniques simples et peu coûteuses (poursuivre, rechercher et diffuser les techniques et technologies CES/DRS appropriées),
- ♦ le développement de l'expertise paysanne;
- ♦ la mobilisation des ressources financières locales, en particulier le système rural d'épargne et de crédit, tel que le renforcement de la mobilisation de l'épargne pour la mise en place de caisses populaires qui doivent intégrer les aspects de CES/DRS;
- ♦ le financement de micro-projets par les populations et les autres partenaires.

4.5. Conclusions

D'une manière générale, l'atelier a connu une forte participation des différentes délégations. Il faut noter que les participants étaient des agents expérimentés en matière d'approche participative, voie consensuelle pour le développement durable au Sahel. Par conséquent, les échanges fructueux et enrichissants ont abouti à des recommandations et résolutions pratiques.

Profitant de ces résultats, le PRECONS se propose d'élaborer un ouvrage consacré aux expériences sahéliennes sur la décentralisation et l'approche participative dans le domaine de la CES/DRS. Cet ouvrage comprendra notamment:

- ♦ les synthèses nationales ainsi que les études de cas élaborées par les animateurs,
- ♦ les contributions des autres participants,
- ♦ les résultats de cet atelier régional.

De plus, sur la base d'une liste de thèmes techniques importants en CES/DRS, chaque pays réalisera une contribution concrète sur la décentralisation et l'approche participative dans le cadre d'une expérience/d'un projet/d'une structure décentralisée dans son pays. Les termes de référence clairs seront élaborés pour ces études. Celle-ci devront notamment comprendre l'analyse des points forts et des points faibles de ces expériences/structures pour une analyse et des propositions d'intégration dans le processus de décentralisation.

On pourrait ainsi par exemple étudier au Mali comment les acquis existants seront intégrés dans le processus de décentralisation en cours:

- ♦ par rapport à l'accroissement des investissements locaux (crédits et épargnes locaux), le Mali présente des acquis en gestion financière locale en zone CMDT;
- ♦ en matière de sécurisation des investissements (fonciers) et institutions locales, le Mali a mis en place dans certaines régions (notamment à Sikasso) des structures foncières décentralisées (observatoires du foncier)¹⁾.

¹⁾ L'observatoire du foncier est une initiative malienne mise en œuvre depuis plus de trois ans et qui couvre cinq régions/zones tests. Un programme d'extension est en cours pour l'installation de ces observatoires du foncier et des institutions locales dans tous les pays du CILSS (CILSS/PADLOS).

Au cours de l'atelier, les débats sur la décentralisation, contexte actuel du développement dans les pays du CILSS, sont restés plus superficiels et ont laissé un certain nombre de questions ouvertes. Ce sont entre autres:

- ♦ Quelle échelle pertinente pour une décentralisation efficace dans la politique globale des aménagements de CES/DRS?
- ♦ Quelle interférence entre la décentralisation et la participation, comment l'une peut-elle renforcer l'autre?
- ♦ Quelles relations entre les différents niveaux d'organisation et de compétence; par exemple, quelle relation entre les structures GT/GRN existantes au niveau terroir et les collectivités locales au niveau communal?

L'approche participative à travers la GT/GRN est de fait à la fois un support et le sous-bassement pour une décentralisation. Cette dernière doit utiliser les acquis de cette démarche en cours pour renforcer les capacités législatives et financières des populations qui lui font défaut.

Les aspects de décentralisation n'ayant pas été suffisamment approfondis, une des priorités dans un avenir immédiat sera de poursuivre les réflexions en vue de l'élaboration d'une démarche stratégique et de recommandations pour améliorer et opérationnaliser le processus de décentralisation.

Ces réflexions prendront en compte d'une part, les recommandations/conclusions de la conférence de Praia sur la décentralisation et le foncier, et d'autre part, apporteront des réponses aux préoccupations et problèmes d'intérêt commun (foncier, ressources naturelles, services publics).

Chapitre 5

Conclusions

Albert COMPAORE

Chef du Projet "Appui à la mise en œuvre du PAFN au Cap Vert"

La volonté politique de combattre l'érosion est sans aucun doute présente dans tous les pays du Sahel, même si elle demande encore à être davantage traduite plus concrètement sur le terrain. Pour cela, les mesures institutionnelles déjà initiées çà et là, doivent être complétées et renforcées à travers notamment:

- ✦ l'adaptation des législations foncières et environnementales pour encourager et sécuriser les investissements pour la gestion des ressources naturelles en général et pour la CES/DRS en particulier;
- ✦ le transfert effectif de pouvoir et de responsabilité aux collectivités locales dans la définition et la mise en œuvre de politiques de développement local prenant en compte la CES/DRS et financés notamment grâce à la constitution de fonds de développement locaux;
- ✦ la définition d'une approche cohérente et concertée entre les partenaires quant à l'appui à apporter aux populations locales dans leurs efforts de développement et en particulier dans la lutte contre l'érosion.

Si de telles conditions politiques et institutionnelles favorables sont ainsi créées, il demeure que la lutte contre l'érosion doit s'inscrire davantage dans une perspective durable; pour cela, deux conditions supplémentaires interdépendantes semblent encore essentielles:

- ✦ en premier lieu, la CES/DRS doit être efficace, c'est à dire produire les effets attendus, à savoir, le contrôle de l'érosion, la restauration du complexe eau-sol-végétation, l'amélioration de la productivité agro-sylvo-pastorale;
- ✦ en second lieu, la CES/DRS doit être appropriée par les premiers concernés, les paysans, afin qu'elle soit reproduite et entretenue de façon permanente.

Relativement à la première condition, la CES/DRS doit être ramenée à sa dimension réelle: celle du bassin versant, échelle à laquelle s'expriment les phénomènes complexes de l'érosion. Or on constate qu'en général, elle est toujours cantonnée à la parcelle cultivée. Bien entendu, à l'échelle du bassin versant, la tâche paraît incommensurable, particulièrement au regard des moyens dérisoires dont disposent les paysans, mais justement, la CES/DRS ne peut plus être considérée comme l'affaire des seuls paysans. Pour la plupart des pays sahéliens, elle est devenue une tâche urgente qui déterminera la survie des générations actuelles tout en créant les fondements pour le développement des générations futures. Le complexe eau-sol-végétation, apparaît comme le bien le plus précieux des populations du Sahel. Ce capital doit être d'abord restauré, puis consolidé et enfin bien géré pour produire des bénéfices pour tous.

La nécessité d'un appui conséquent à la CES/DRS apparaît ainsi évidente. Cet appui doit venir d'abord des Etats qui devraient l'inscrire dans leurs priorités budgétaires, même si la réalité est que ces mêmes Etats demeurent confrontés simultanément à de multiples priorités qui déterminent l'affectation des ressources financières aux secteurs jugés plus rentables que la CES/DRS.

L'appui doit venir également de la Communauté Internationale, qui à l'instar de certains donateurs doit l'inscrire parmi ses priorités. A ce titre, les projets comme le PRECONS, grâce auxquels des échanges fructueux s'instaurent entre pays confrontés aux mêmes problèmes, méritent certainement d'être poursuivis. Mais en outre, la communauté internationale devrait accorder un appui accru aux collectivités locales et aux populations pour promouvoir un développement local basé sur la participation.

Cependant quelque soit l'appui apporté, seule l'appropriation effective de la CES/DRS par les collectivités locales et en particulier par les paysans en garantira l'efficacité et la pérennité. Une des premières conditions d'une telle appropriation, est que la CES/DRS doit procurer des avantages immédiats aux paysans. Ceci est généralement le cas, car en général, l'effet des mesures anti-érosives sur l'augmentation des rendements agricoles est immédiat. La démonstration peut, le cas échéant, aider à convaincre les plus sceptiques d'entre eux. Cette augmentation immédiate de rendement peut et doit cependant être améliorée par des mesures complémentaires (fumure, utilisation de variétés à haut rendements, appui à la commercialisation des surplus).

Pourtant cette augmentation des rendements ne suffit pas à elle seule à porter la CES/DRS à l'échelle du bassin versant; bien souvent, elle constitue, au contraire, une contrainte; car les paysans ne perçoivent plus alors la nécessité de poursuivre plus loin. Il est indispensable, pour y arriver, de payer un salaire agricole, à l'instar de certains pays comme le Cap Vert et le Sénégal. Ce salaire agricole doit être compris par les différents acteurs, comme une contribution de la communauté à l'œuvre collective. Les premiers intéressés, les paysans, doivent être sensibilisés afin qu'ils prennent conscience de l'importance de leur rôle dans l'accomplissement de cette œuvre. Plus ils en seront convaincus (et bien entendu encouragés), plus ils veilleront eux-mêmes à la protection et à l'entretien des ouvrages ainsi réalisés.

Enfin, pour que la lutte anti-érosive soit réellement appropriée par les collectivités locales et les paysans, il faut également qu'elle s'inscrive dans une approche globale du développement local. On a pu constater en effet, que la CES/DRS ne constitue pas toujours la préoccupation majeure des paysans, et son degré d'appropriation par ces derniers ne dépasse pas dans tous les cas la satisfaction de leurs besoins immédiats. D'autres urgences comme la santé, les infrastructures, les marchés etc., sont bien souvent plus déterminants, du moins, dans l'immédiat. C'est donc de notre capacité à tous à lier la CES/DRS à l'ensemble des préoccupations paysannes que dépendra leur adhésion durable pour que qu'elle n'apparaisse plus comme une simple mesure technique isolée, mais davantage comme un maillon essentiel dans la construction d'un développement local participatif et décentralisé, visant avant tout le bien être des générations actuelles et futures.

Bibliographie

- (1) Andrade, A., Barros, E., Furtado, C. et Konaté, Y., 1997: Synthèse sur la décentralisation et l'approche participative au Cap Vert. CILSS/PRECONS, Cap Vert.
- (2) Baticam, M.F., 1997: Descentralização e abordagem participativa para aplicação das técnicas de C.S.A. na Guiné-Bissau. Síntese. CILSS/PRECONS, Guiné-Bissau.
- (3) CILSS/Club du Sahel, 1989: Les orientations de Ségou: Rencontre régionale de Ségou, Mali, sur la gestion des terroirs sahéliens. Dossier Programme Zones Arides No 11, IIED.
- (4) CILSS/Club du Sahel, 1994: Conférence Régionale sur la problématique foncière et la décentralisation au Sahel. Praia, Cap Vert, Sept. 1994. Rapport de synthèse.
- (5) CILSS/Club du Sahel, 1995: Atelier de Restitution sur la Gestion des Terroirs et le Développement Local au Sahel. Niamey, Niger, du 30 mai au 2 juin 1995.
- (6) Coulibaly, S., 1997: Décentralisation et approche participative dans les projets de développement au Burkina Faso. CILSS/PRECONS, Burkina Faso.
- (7) Fatajoh, S., 1997: Decentralisation studies and participatory approach for the application of the water and soil conservation in The Gambia. CILSS/PRECONS, The Gambia.
- (8) Moudeina, D., 1997: Décentralisation et application de l'approche participative dans la CES/DRS au Tchad. CILSS/PRECONS, Tchad.
- (9) Ndiaye, M. et Ndiaye, I., 1997: Décentralisation et approche participative pour l'application des techniques de CES/DRS. Expérience du Sénégal et étude de cas de trois projets. CILSS/PRECONS, Sénégal.
- (10) Reij, C., Scoones, I. et Toulmin C., 1996: Techniques traditionnelles de conservation de l'eau et des sols en Afrique. CTA-CDCS-Karthala.
- (11) Sidibé, T. et Ouattara, S., 1997: Décentralisation et approche participative en matière de CES/ DRS. Rapport de synthèse. CILSS/PRECONS, Mali.
- (12) United Nations, 1992: Conférence Mondiale de Rio. Agenda 21.
- (13) United Nations, 1994: Elaboration of an International Convention to combat Desertification in countries experiencing serious drought and/or desertification, particular in Africa. Final Negotiating Text of the Convention. Note by the Secretariat.
- (14) Zakou, M., 1997: Inventaire et analyse des méthodes d'approche participative utilisées dans la CES/DRS au Niger. CILSS/PRECONS, Niger.

Annexes

Annexe 1: Programme de l'atelier

Annexe 2: Liste des participants

Programme de l'atelier

Mardi 18/02/1997

Heure	Activités
8h30	<ul style="list-style-type: none"> - Arrivée des participants - Ouverture officielle de l'atelier - Présentation des participants
10h	<i>Pause café</i>
10h15	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation du PRECONS et des objectifs de l'atelier - Présentation et adoption du programme de l'atelier
10h45	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation des synthèses nationales: Burkina Faso, Cap Vert, Gambie (15 min. par pays) - Discussions et synthèse
12h15	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation des synthèses nationales: Guinée Bissau, Mali, Mauritanie (15 min. par pays)
13h00	<i>Pause déjeuner</i>
14h30	<ul style="list-style-type: none"> - Discussions et synthèse
15h00	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation des synthèses nationales: Niger, Sénégal, Tchad (15 min. par pays)
16h00	<i>Pause café</i>
16h15	<ul style="list-style-type: none"> - Discussions et synthèse
17h00	<ul style="list-style-type: none"> - Synthèse de la présentation des pays - Identification des thèmes généraux des travaux de groupe - Constitution des groupes de travail
18h00	<i>Suspension des travaux</i>
18h30	<i>Réunion de la commission de coordination:</i> <ul style="list-style-type: none"> - mise au point et finalisation des synthèses nationales - préparation des travaux de groupe

Mercredi 19/02/1997

Heure	Activités
8h30	- Présentation des thèmes et de la méthodologie de travail
9h00	- Travaux de groupe
10h30	<i>Pause café</i>
10h45	- Poursuite des travaux de groupe
13h	- <i>Pause déjeuner</i>
14h30	- Poursuite des travaux de groupe
16h30	<i>Pause café</i>
16h45	- Poursuite et fin des travaux de groupe
19h	- <i>Réunion des animateurs et rapporteurs de groupes et de la commission de coordination: élaboration de la synthèse par thème</i>

Jeudi 20/02/1997

Heure	Activités
8h30	- Restitution en plénière des travaux de groupe par thème - Débats et amendements
10h30	<i>Pause café</i>
10h45	- Poursuite des débats et amendements - Recommandations, résolutions et évaluation de l'atelier
12h30	<i>Pause déjeuner</i>
	<i>Commission de coordination: finalisation des conclusions, recommandations et résolutions de l'atelier</i>
15h30	- Présentation et adoption finale des conclusions, recommandations et résolutions de l'atelier
17h - 17h30	- Clôture de l'atelier

Liste des Participants à l'atelier

1) PRECONS

Pays	Prénom, NOM	Profession, Fonction, Service	Adresse
Burkina Faso	Siaka COULIBALY Animateur National	Forestier, Responsable Cellule Agroforesterie, Direction Forestière Villageoise et Aménagement Forestier	01 B.P. 6429 - Ouagadougou 01 Tél: (226) 32.46.44 (bur) 31.89.45 (dom) Fax: 31.10.99
	Kiri GOMINA	Technicien Supérieur en Agriculture, Chargé de la DRS, Direction Régionale de l'Agriculture et des Ressources Animales, Boucle du Mouhoun	DRARA Boucle du Mouhoun - B.P. 14 Dédougou Tél: (226) 52.00.90 Fax: (226) 52.00.21
	Lassina SANOU	Technicien en Défense et Restauration des Sols Centre Régional de Promotion Agro-pastorale (CRPA) Fada	B.P. 26 - Fada Tél: (226) 77.01.36 Fax: 77.01.34
Cap Vert	Frédéric ISNARD	Ingénieur Forestier Coordinateur Régional du PRECONS	C.P. 365 - Praia Tél: (238) 61.67.16 Fax: 62.15.07
	Augusto ANDRADE Animateur National	Technicien Adjoint, Responsable du Secteur Forestier, Délégation de Praia, Ministère de l'Agriculture	DGASP - C.P. 50 - Praia Tél: (238) 61.64.18
	Eugenio DE BARROS	Technicien du Développement Rural, Ministère de l'Agriculture, DGASP-DER, Cap Vert	DGASP - C.P. 50 - Praia Tél: (238) 61.64.21 Fax: 61.63.84
Gambie	Sarjoh FATAJOH Animateur national	Divisionnal Forestry Officer, Ministry of Agriculture and Natural Resources, Forestry Department	c/o Forestry Department - 5, Marina Parade - Banjul - Fax: (220) 72.01.12 Tel: (220) 22.73.07 / 72.01.07
	Badara B. JOBE	Agroforester Coordinator of Njawara Agricultural Training Centre	Njawara Village - N.B.D. - L.B. District - Box 2106 - S.K. The Gambia
	Lamin NYANGADO	Forester, Programme Coordinator of Integrated Rural Development Activities, NGO (ONG) Action Aid	Action Aid - PMB 450 Sere Kunda - The Gambia
Guinée Bissau	Francisca BATICAM Animatrice Nationale	Ingénieur Pédologue, Chef de la Section Cartographie et Pédologie, Direction Hydraulique Agricole et Sols, Bissau	DHAS/MDRA - B.P. 71 Bissau - G. Bissau

Pays	Prénom, NOM	Profession, Fonction, Service	Adresse
Guinée Bissau	Guilherme DA COSTA	Docteur Vétérinaire, Directeur National du Bureau de Planification Côtière (MDRA-DGFC/IUCN)	MDRA - B.P. 71 - Bissau - G. Bissau Tél: (245) 25.33.83 (bur) 25.19.40 (dom) Fax: (245) 20.11.68 (IUCN)
	Domingos BANCESSI	Technicien Forestier, Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture	DGFC - B.P. 71 - Bissau - Guiné Bissau Tél: 22.17.80
Mali	Toumani SIDIBE Animateur National	Ingénieur Agro-Pastoraliste, Chef Division Aménagement Hydraulique Pastorale, PAAP, Sikasso	B.P.57 - Sikasso - Tél: (223)-620.544 (dom) Tél: 62.02.03 (bur) Fax: (223) 62.03.49
	Zazé Norbert DEMBELE	Ingénieur Forestier, Directeur du Projet Environnement Communautaire - s/c SOS Sahel Sahel GB, Tominian	B.P. 4 - Tominian - Ségo B.P.2119 - Bamako - Tél: (223) 22.02.85
	Bakary FOMBA	Ingénieur Hydrologue, Spécialiste GRN, Coordinateur Bureau d'Etudes "Centre de recherche et d'étude pour le développement des initiatives de base" CREDI	s/c ARFS - B.P. 178 - Sikasso Tél: 62.00.73
Niger	Moukaila ZAKOU	Ingénieur Forestier Direction de l'Environnement - Niamey	B.P. 578 - Niamey - Fax: (227) 73.27.84 Tél: (227) 72.31.89/73.33.29
	Karim Ladan KAOURA	Ingénieur Travaux Génie Rural, Chef Division Génie Rural, Projet Développement Rural Intégré de Keïta	B.P. 49 - Keïta - Niger Tél: (227) 61.01.19/61.00.36
	Zabeirou TOUDJANI	Ingénieur des Eaux&Forêts, Chargé de Programme, Service de Sylviculture et Restauration des Terres, Direction de l'Environnement, Niamey	Direction de l'environnement - B.P. 578 Niamey - Niger Tél: (227) 73.33.29
Sénégal	Cheikh T. NDIAYE Animateur National	Ingénieur Forestier Environnementaliste, Chef du Bureau Agroforesterie et CES, Direction des Eaux et Forêts	B.P. 1831 - Parc Forestier de Hann Dakar Tél: (221) 32.06.28 Fax: 32.27.89
	Malick NDIAYE	Ingénieur Forestier Environnementaliste, Responsable Cellule Documentation/Communication, BIFS, Direction Eaux et Forêts, Chasse et Conservation des Sols	B.P. 1831 Parc Forestier de Hann - Dakar Tél: (221) 32.05.65/32.06.28 Fax: 32.27.89/32.04.26
	Ibra S. NDIAYE	Ingénieur des Eaux et Forêts, Chef du Bureau Reboisement et Sylviculture, Direction des Eaux&Forêts, Chasses et Conservation des Sols	B.P.1831 - Hann - Dakar - Sénégal Tél: (221) 32.06.28 - 32.08.56

Pays	Prénom, NOM	Profession, Fonction, Service	Adresse
Tchad	Djimet MOUDEINA Animateur National	Ingénieur Travaux Forestiers, Directeur du Centre Formation de Milezi	B.P. 447 - NDjaména - Tchad Tél: (235) 52.31.28
	Ahmat AGALA	Ingénieur des Techniques Forestières, Chef du projet GRN / du programme Appui au Développement de l'Economie Rurale	B.P. 447 - NDjaména - Tchad Tél: (235) 52.31.23

2) Autres participants

Prénom, NOM	Profession, Fonction, Service	Adresse
Moustapha YACOUBA	Economiste, Coordinateur du Projet d'Appui au Développement Local au Sahel (PADLOS) - CILSS	B.P. 7049 - Ouagadougou - Burkina Faso Tél: (226) 31.26.40 Fax: (226) 31.19.82
Albert COMPAORE	Ingénieur Forestier, Chef du Projet "Appui à la mise en oeuvre du PAFN du Cap Vert", Direction Générale de l'Agriculture, Sylviculture et Elevage, FAO, Cap Vert	s/c FAO - C.P. 66 - Praia - Cap Vert Tél: (238) 61.64.18/21 - 61.57.15
Alcidia RODRIGUES	Ingénieur Agronome, Division Formation, Direction Générale de l'Animation Rurale, Praia, Représentante DGAR au PAFN	Direção Geral Animação Rural - C. P. 50 - Praia, Santiago - Cabo Verde - Tél: (238) 61.57.16
Nathalie GOMES	Sociologue, Division Planification/Suivi/Evaluation, Direction Générale de l'Animation Rurale, Praia, Représentante de l'ONG MORABI au PAFN	C.P.50 - Praia, Santiago, Cabo Verde Tél: (238) 61.57.16
Jorge SANTOS	Expert en Communication Projet "Forêt et Sécurité Alimentaire"	DGASP/MA - C.P. 50 - Praia - Cabo Verde Tél: (238) 61.64.18 Fax: (238) 61.19.05
Elisabeth TOE	Géographe Consultante Indépendante	08 B.P. 11021 - Ouagadougou 08 - Burkina Faso Tél: (226) 36.51.01 Fax: (226) 31.08.73 (GTZ)
Michaela PASTOR	Ingénieur Agronome Chargée de projets, DFS Deutsche Forstservice GmbH	Wittelsbacherstr., 11 - 85622 Feldkirchen- RFA Tél: (49) 89-903.88.44 Fax: (49) 89-903.88.70

DEUXIEME PARTIE

Les contributions à l'atelier

Burkina Faso

- ✦ L'expérience du Projet "Pépinières OUA" dans la vulgarisation des haies vives
Siaka Coulibaly, Animateur National du PRECONS
- ✦ L'expérience du Projet de Développement Rural Intégré Houet-Kossi-Mouhoun (PDRI/HKM)
Kiri Gomina, Technicien Supérieur en CES/DRS
- ✦ L'expérience du Projet "Aménagement des Forêts Naturelles"
Delphine Bernadette Ouedraogo
- ✦ L'expérience du CRPA dans la Province de la Gnagna
Lassina Sanou, Technicien Supérieur en CES/DRS, CRPA de Fada N'Gourma

L'expérience du Projet "Pépinières OUA" dans la vulgarisation des haies vives au Burkina Faso

Siaka COULIBALY

1. Introduction

Le Burkina Faso, pays sahélien durement éprouvé par les effets de la grande sécheresse des années 1970, est soumis à une influence des calamités naturelles (vents secs, érosion, baisse des précipitations) entraînant une dégradation continue du couvert végétal. Les effets conjugués de ces phénomènes favorisent de plus en plus les problèmes de désertification qui somme toute tendent à rendre aléatoire la vie des populations dont les revenus proviennent des activités agricoles.

Pour lutter contre ces phénomènes, le Burkina Faso a entrepris au cours des années 1970 de vastes chantiers de reboisement dans sa région sahélienne. Des milliers d'hectares furent ainsi plantés. La stratégie d'intervention adoptée fut celle de la "régie totale", en ce sens que depuis la production des plants jusqu'à leur mise en terre, une main d'œuvre salariée était engagée à plein temps. Les populations ne furent pas associées aux prises de décision. La conséquence fut qu'à la fin du projet les plantations furent laissées à elles-mêmes sans aucune responsabilisation. A l'heure actuelle les arbres qui y vivent peuvent se compter.

Face à cette situation, un projet dénommé "Pépinières OUA" fut créé en 1990 pour prendre en compte les préoccupations des populations.



Zone d'intervention du projet

2. Contexte du projet

Le projet "Pépinières OUA", financé par l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), est un projet de reboisement qui s'est exécuté dans la partie Nord du Burkina Faso dans les provinces de l'Oudalan, du Soum et du Yatenga.

Le projet avait pour objectif principal la production des plants et d'actions de reboisement au profit des populations de cette région du pays. Il s'est exécuté sur une période de cinq ans, de juillet 1990 à juin 1994. Dans les trois provinces sus-citées, sa mise en œuvre a intéressé neuf départements:

- ♦ Province du Yatenga: Départements de Kalsaka, Banh, Zogoré;
- ♦ Province du Soum: Départements de Djibo, Baraboulé et Béléhédé;
- ♦ Province de l'Oudalan: Départements de Gorom, Markoye et Déou.

Dans le présent écrit, nous nous intéresserons à la province de l'Oudalan, où l'expérience de la vulgarisation des haies-vives a été menée.

La province de l'Oudalan se situe à l'extrême nord du Burkina Faso, dans le secteur sahélien, avec une précipitation moyenne annuelle de 250 à 400 mm. On y rencontre principalement quatre formations forestières:

- ♦ les steppes arborées et arbustives;
- ♦ les fourrés tigrés;
- ♦ les forêts galeries et formations ripicoles;
- ♦ les steppes herbeuses.

La province compte de nombreuses petites mares et lacs de barrages, lieux de prédilection pour la culture maraîchère et aussi l'abreuvement des animaux.

3. Mise en œuvre du projet

Dans sa mise en œuvre, le projet "Pépinières OUA" a tiré des enseignements du passé, associant ainsi dès le départ les populations aux différentes options. Le projet s'est appuyé sur le personnel de l'Etat existant (agents forestiers des départements concernés) en leur octroyant une indemnité mensuelle et des moyens de locomotion (motos tout-terrain).

La stratégie suivante a été développée tout au long du déroulement:

- ♦ prise de contact avec les villages,
- ♦ création des unités de production de plants,
- ♦ identification et programmation des actions,
- ♦ formation,
- ♦ exécution,
- ♦ évaluation.

3.1. Prise de contact avec les villages

Cette phase constituée par la mise en contact des acteurs du projet (agents et populations) aura permis de donner une large information sur les objectifs du projet et de mesurer sa faisabilité. Les responsables administratifs et les délégués des villages ont été les premières personnes ressources interlocutrices du projet. Plusieurs réunions de concertation ont eu lieu, ce qui a permis de choisir les sites des pépinières.

3.2. Création des unités de production de plants

En ce qui concerne la création des unités de production de plants, des contrats de travail ont été signés avec des tâcherons privés; les tâcherons locaux ont été privilégiés. Les infrastructures suivantes ont été mises en place par le projet dans chaque pépinière:

- ✦ un magasin de stockage du matériel et des facteurs de production,
- ✦ une clôture grillagée d'une longueur de 300 mètres,
- ✦ un puits à grand diamètre (2 m) buseé et muni de poulies.

En ce qui concerne les travaux de production des plants proprement dits, nous avons recruté pour chaque pépinière deux manœuvres salariés au sein de la population des départements bénéficiaires. Ensuite, ces manœuvres ont été tous formés pendant deux semaines en techniques de production des plants.

3.3. Identification et programmation des actions

Avant le démarrage des activités, des séances de sensibilisation ont été menées dans les différents villages sous forme de causeries et de débats. Elles ont connu l'utilisation d'outils tels que la série du Groupe de Recherche et d'Appui à l'Autopromotion Paysanne (GRAAP) intitulés:

- ✦ Les changements dans notre environnement.
- ✦ Nous avons besoins des arbres pour vivre.
- ✦ Retenir l'eau et la terre.

En plus des outils du GRAAP, des causeries-débats ont été menées sur des thèmes spécifiques tels que le reboisement en zone sahélienne, l'importance de l'arbre dans la production agricole. Toutes ces causeries-débats ont ainsi permis dans la province de l'Oudalan d'opter pour des plantations ciblées. Le choix s'est porté sur les haies vives défensives autour des jardins maraîchers pour environ 80 % des actions de reboisement.

Compte tenu de ce choix, la direction du projet a élaboré un plan d'opération qui définit les grandes lignes de la campagne d'exécution. C'est ainsi que les axes suivants ont été définis pour la province de l'Oudalan:

- ✦ recensement de tous les paysans désireux de réaliser des haies vives et du nombre de mètres à mettre en place; ces données ont pour avantage de quantifier par espèce la production en pépinière et de programmer les destinations futures;
- ✦ la production d'espèces ayant des qualités requises pour les haies-vives (*Proscjuliflora*, *Acacia nilotica*, *Acacia seyal* et *Bauhinia rufescens*);

- ♦ la formation en techniques de mise en place et de conduite des haies-vives.

3.4. Formation

La formation en techniques de mise en place et d'entretien des haies-vives s'est faite en cascade, c'est à dire que une fois formés, les agents forestiers de la zone du projet ont formé à leur tour les paysans désireux de mettre en place des haies-vives.

Les moyens utilisés ont été les suivants:

- ♦ exposés sur la technique;
- ♦ projection de diapositives;
- ♦ travaux pratiques de terrain.

3.5. Exécution

Après la formation, les paysans sont ainsi aptes à mener les travaux dans leurs exploitations. Les travaux sont exécutés de façon individuelle et dans les exploitations privées. Ils consistent à ouvrir avant la saison des pluies, une tranchée tout ou long ou autour de la parcelle à protéger suivant les dimensions indiquées. Les tranchées sont ensuite rebouchées avec une inversion des horizons pédologiques. Ce travail a lieu de mai à juin.

L'agent forestier animateur repasse dans les différentes exploitations pour s'assurer de la qualité des travaux effectués. Dès les premières pluies, les exploitants se rendent au service forestier pour transporter eux-mêmes la quantité de plants nécessaire à leur exploitation. La livraison des plants se fait en fonction du recensement établi en début de campagne et de l'ouverture effective des tranchées dans les exploitations.

La mise en place des plants a lieu dès que les exploitants sont en possession de plants.

3.6. Evaluation

L'évaluation se fait après la saison des pluies aux mois d'octobre et de novembre. Dans un premier temps, elle consiste à passer dans les exploitations pour faire le comptage des plants réussis. Cette opération se fait par l'agent forestier animateur et le propriétaire de l'exploitation. Ensuite tous les exploitants sont réunis au mois de janvier pour tirer les leçons et programmer la campagne à venir.

Ce travail a l'avantage de corriger les lacunes et de voir la quantité de plants nécessaires au regarnissage pour la campagne suivante.

4. Résultats

La province de l'Oudalan a une population dont l'activité principale est l'élevage. Ceci oblige presque ceux qui s'adonnent à l'agriculture (maraîchage) à mettre des protections, qui jadis étaient constituées de haies mortes (branchages d'arbres mutilés).

L'expérience de la haie-vive défensive a contribué à épargner les arbres de cette mutilation. En plus, le bois issu des tailles d'entretien des haies sert de bois de chauffe.

Les résultats acquis permettent d'assurer plusieurs années de protection contre le passage des animaux à des coûts largement inférieurs à ceux d'une clôture en grillage.

Cependant, quelques contraintes existent:

- ♦ il y a la nécessité de protéger la haie pendant les deux premières années;
- ♦ les travaux de préparation du sol exigent un très grand effort surtout pour l'ouverture des tranchées;
- ♦ les écartements de plantation réduits et la double ligne consomment beaucoup de plants.

5. Conclusions

L'expérience des haies-vives défensives dans la province de l'Oudalan a connu un succès compte tenu du contexte de mise en œuvre et de la stratégie. Nous osons affirmer que les résultats positifs sont dus aux facteurs suivants:

- ♦ les paysans ont choisi dans le paquet technique qu'offrait le projet, une solution à un problème qui était réellement vécu: celui de la divagation des animaux;
- ♦ le projet a accepté la volonté des populations et n'a pas voulu faire coûte que coûte des plantations sur superficie pleine dont l'objectif était le bois de chauffe;
- ♦ les haies-vives ont été installées autour d'exploitations privées, d'où un suivi et un entretien réguliers par le bénéficiaire;
- ♦ l'expérience a été menée dans un milieu où le pouvoir d'achat est peu élevé pour acquérir du grillage pour la protection des exploitations;
- ♦ la culture maraîchère s'effectue généralement dans un site où l'eau est disponible, ce qui permettait aux plants de bénéficier d'arrosages fréquents en saison sèche.

A l'heure actuelle, les pépinières créées par le projet OUA sont toujours en fonctionnement et leur production ne se limite plus aux seules espèces utilisées pour les haies vives. La production des plants se fait en fonction de la demande, compte tenu du fait que le revenu d'une pépinière doit permettre de supporter les charges et de générer un bénéfice.

Ainsi, les plants sont vendus aux prix de 75 et 100 F pièce. Comme l'installation d'une haie vive demande beaucoup de plants, les producteurs ne sont généralement pas en mesure de supporter les frais.

Cette situation a beaucoup freiné l'engouement des producteurs à perpétuer l'activité, mais il faut souligner que les anciennes haies vives réalisées avec le projet sont bien entretenues.

Bibliographie

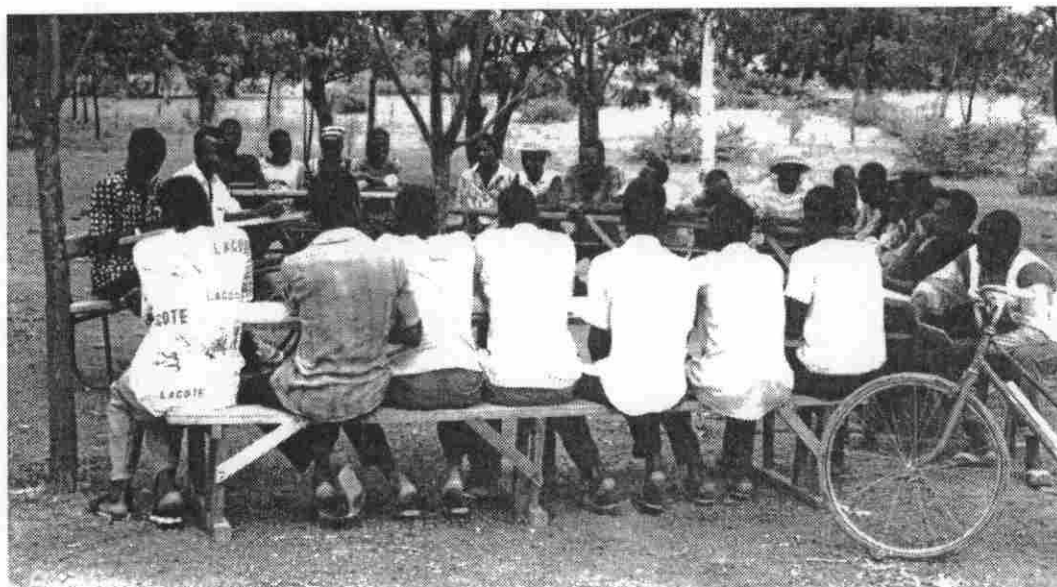
Rapports d'activités 1991 à 1994 du Projet Pépinière OUA

Plans d'opération 1991 à 1993 du Projet Pépinière OUA

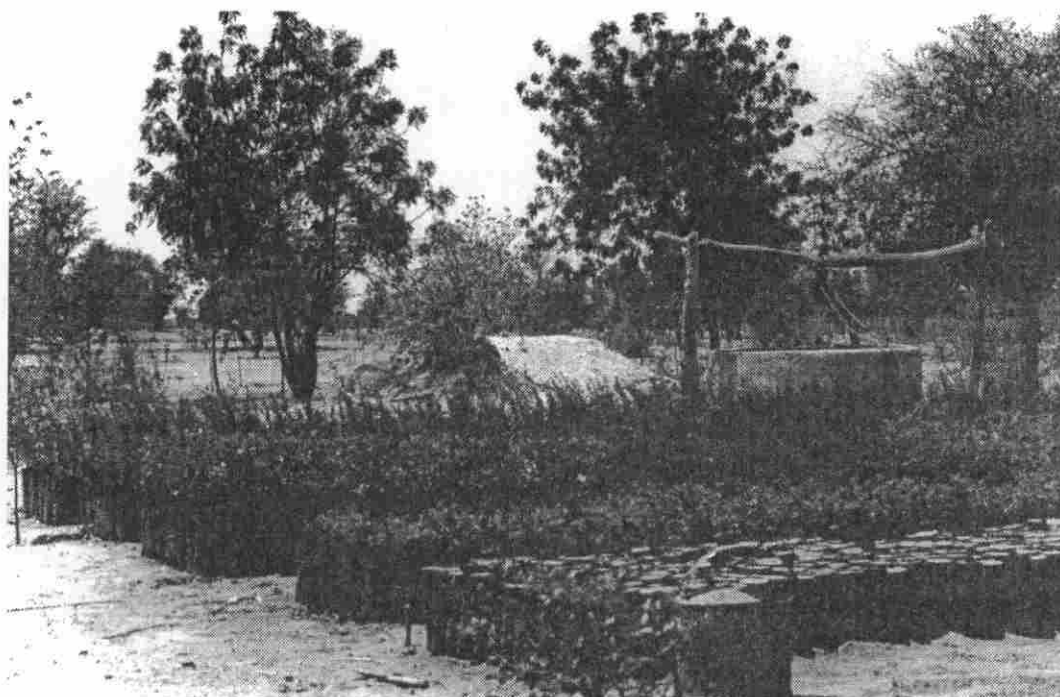
Fiches techniques PRECONS: Les haies-vives défensives

Document de base, Projet Pépinière OUA

Foresterie au Sahel burkinabé, Rudolf Rogg, Octobre 1990.



"La concertation entre acteurs est le ciment pour un développement durable"



Des plants de qualité pour un succès rapide

L'expérience du Projet de Développement Rural Intégré Houet-Kossi-Mouhoun (PDRI/HKM)

Kiri GOMINA

1. Introduction

Le Projet de Développement Rural Intégré Houet-Kossi-Mouhoun (PDRI/HKM) est le prolongement du projet-test de gestion des terroirs villageois (PGTV) qui a touché trois villages du CRPA "Boucle du Mouhoun" de 1987 à 1991.

Il couvre 7 départements sur les 41 que compte le CRPA. Ces départements correspondent à la zone cotonnière et céréalière. Ils sont soumis à un mouvement migratoire très important. Ce phénomène a pris de l'ampleur suite aux déficits pluviométriques de 1972 et 1983. Ce mouvement de population a eu pour conséquence un accroissement de la production cotonnière et céréalière dans un premier temps et dans un second temps, une pression foncière et une dégradation considérable des sols.

2. Mise en œuvre du projet

2.1. Objectifs

Le projet s'est fixé comme objectifs entre autres:

- ✦ la responsabilisation des populations pour la prise en charge des programmes de développement de leur localité;
- ✦ la gestion rationnelle des ressources naturelles dans un souci de pérennité;
- ✦ le renforcement de l'économie rurale.

Dans le présent écrit nous nous intéresserons au volet "défense et restauration des sols" (DRS), exécuté par le projet dans la zone de Ouarkoye.

2.2. La démarche

L'essentiel de la démarche se résume de la manière suivante:

- ✦ A partir des besoins réels des populations rurales, de leurs contraintes et de leurs atouts, on identifie, planifie et exécute avec elles des actions de développement.
- ✦ Une équipe pluridisciplinaire est mise en place pour épauler les structures d'encadrement et les populations. Cette équipe se compose d'un agronome, d'un zootechnicien, d'un sociologue, d'un animateur et d'une animatrice.
- ✦ Le premier travail est le diagnostic et la connaissance du milieu. Les outils utilisés sont les entretiens individuels et collectifs, la visite de réalisations, l'observation et la consultation de documents et photos.

- ♦ Avec l'aide des techniciens et de l'équipe pluridisciplinaire, les populations déterminent leurs besoins en développement. Les outils employés sont les réunions, les moyens audiovisuels, les informations, visites, photos et formations.
- ♦ Après cette phase, les populations identifient avec l'appui des techniciens et de l'équipe, leurs projets et les compétences nouvelles pour la résolution de leurs contraintes identifiées. Les outils sont: réunions, moyens audiovisuels, photos, visites, documentation).
- ♦ Ensuite, les villageois montent leurs projets de développement pour les soumettre au forum départemental, toujours avec l'assistance et l'appui de leurs partenaires de développement (réunions, moyens audiovisuels, visites, documentation).
- ♦ Les représentants des populations des différents villages concernés se retrouvent au niveau de leur département ou préfecture pour défendre leurs projets. Sont présents les partenaires techniques, le projet, l'administration et certaines ONGs. C'est lors de ces forums départementaux qui peuvent durer deux à trois jours, que sont examinés les différents dossiers. Les dossiers acceptés sont exécutés en tenant compte des observations et amendements apportés.

Ces projets doivent comporter tous les aspects techniques, financiers, organisationnels, les stratégies d'exécution et le calendrier d'exécution et de suivi-évaluation.

2.3. Réalisations

Pour l'ensemble des aménagements réalisés dans la zone de Ouarkoye, le projet a apporté 22.166.844 F CFA et les populations 4.440.000 F CFA (soit 17 %).

Les travaux se sont déroulés de mars à avril.

Avant le démarrage des travaux, une formation d'une semaine a été dispensée aux bénéficiaires dans l'utilisation du niveau à eau, la construction des sites, les mesures de protection et de renforcement, le sens du labour. Le complément de la formation se fait par la pratique sur le terrain lors des travaux.

Quant à l'organisation pour le travail, elle a été calquée sur l'ancienne organisation sociale, où la responsabilité première revient aux anciens et notables (responsables de quartiers, de concessions).

Le suivi-évaluation est permanent tout au long du projet et à toutes les étapes. Son application permet de rectifier le tir et de réajuster l'exécution aux réalités du moment. Il permet de déceler les faiblesses et les points forts au cours de l'exécution.

Les procédés d'évaluation utilisés en DRS/CES sont les enquêtes, le suivi-évaluation. Les paramètres utilisés sont:

- ♦ le nombre de superficies aménagées,
- ♦ le nombre de producteurs exploitants dans le site aménagé,
- ♦ l'incidence sur le rendement en charrettes,
- ♦ le nombre de fosses fumières, de compostières, d'étables, de parcs d'hivernage,
- ♦ les superficies ayant reçu la fumure organique,

- ✦ le nombre de producteurs sédentarisés,
- ✦ le nombre de producteurs appliquant les techniques CES.

3. Résultats

La phase de diagnostic des contraintes et connaissances du milieu a été enrichissante et a permis une bonne collecte d'informations et de données.

Le travail de détermination des besoins a permis aux populations d'exprimer leur façon de percevoir les problèmes.

Quant au forum départemental, il a mis les populations devant leur responsabilité pour le développement de leur localité. Il a été une occasion d'échanges entre les agents de développement, l'administration et les populations.

La mobilisation dans l'exécution des travaux a été correcte avec des réalisations très satisfaisantes.

Tous ces résultats ont été atteints car les populations se sont senties concernées et interpellées.

4. Analyse des résultats

Près de deux ans ont été consacrés au diagnostic et à l'étude du milieu. Ce temps fut long et a failli décourager les populations. Les actions de protection et de renforcement des ouvrages n'ont pas suivi.

Les bénéficiaires des sites sont restés timides à l'appel et souhaitaient une intervention communautaire dans ce sens.

La gestion du matériel de l'après-projet pour les travaux d'entretien sont détournés à d'autre fins.

Les multiples pistes qui traversent les aménagements ne sont pas de nature à favoriser l'efficacité des aménagements. D'autre part, certains bénéficiaires inconscients exploitent mal les ouvrages, notamment parce qu'ils n'ont pas fait d'efforts pour les obtenir.

Le taux de réussite dans l'exécution des projets élaborés par eux nous interpelle à associer les bénéficiaires à toutes les étapes d'élaboration des projets de développement pour avoir une réaction rapide et positive.

5. Perspectives et attentes

- ✦ Actions de renforcement de la capacité de production de fumure organique en équipant les agriculteurs avec des brouettes, charrettes, pelles, fourches, etc.
- ✦ Favoriser les échanges d'expérience entre techniciens et producteurs.
- ✦ Renforcer la documentation et le matériel didactique.
- ✦ Mettre un accent sur la formation des techniciens et des producteurs.
- ✦ Favoriser les cadres de concertation et de collaboration.

L'expérience du projet "Aménagement des Forêts Naturelles"

Delphine Bernadette OUEDRAOGO

1. Introduction

En vue d'améliorer la politique de conservation des ressources naturelles, le Burkina Faso a élaboré un projet intitulé "Aménagement des Forêts Naturelles". Ce projet concerne principalement la zone sud du pays.

L'écologie de la zone d'intervention est caractérisée par une très forte pression foncière, entraînant une diminution des formations forestières en équilibre écologique pour l'instant.

La zone est marquée par l'implantation massive de migrants. Les autochtones sont dépositaires des terres et des coutumes.

Au point de vue économique, l'élevage, l'exploitation et la commercialisation du bois de feu, ainsi que la culture du maïs et du sorgho génèrent d'importants revenus financiers aux populations.

2. Mise en œuvre du projet

Le projet a pour objectif la restauration de la productivité agro-sylvo-pastorale avec la participation effective des populations rurales concernées par la réalisation des actions suivantes:

- ✦ sauvegarder les formations forestières naturelles par leur mise en valeur avec l'implication des populations riveraines;
- ✦ développer des techniques d'intervention dans le domaine sylvo-pastoral et des formes d'association des éleveurs et d'intégration de ceux-ci à la gestion forestière;
- ✦ contribuer au développement socio-économique des villages associés à l'aménagement des forêts par la création d'emplois ruraux, la monétarisation des échanges et l'organisation des producteurs en groupements coopératifs.

La stratégie du projet repose sur la décentralisation de l'activité de gestion. La mise en œuvre est concrétisée par des actions:

- ✦ d'animation et de concertation avec les populations rurales à travers la création d'organisations villageoises de gestion forestière;
- ✦ de délimitation des terroirs avec la participation des autorités rurales;
- ✦ d'organisation socio-économique des populations rurales;
- ✦ de formation de formateurs villageois en techniques d'agro-sylvo pastoralisme.

La décentralisation de la gestion des forêts s'est opérée de l'Etat vers les groupements en passant par le service forestier. Elle a eu pour but de transférer le contrôle de la gestion des forêts aux communautés riveraines des forêts. Ainsi, les populations organisées en groupements dans la zone du projet ont été autorisées à gérer les forêts de leurs terroirs. Il s'agit de groupements de gestion forestière, d'agriculteurs, d'éleveurs et de femmes.

Pour rendre les objectifs opérationnels, quelques principes ont été concrétisés dont:

- ✦ la mise en place d'un cadre institutionnel approprié;
- ✦ la définition préalable des rôles de chacun;
- ✦ le renforcement du pouvoir économique des populations;
- ✦ l'identification des mesures législatives et foncières ainsi que des mesures incitatives.

Pour mesurer l'atteinte des objectifs, il a été préalablement défini le niveau de compétence des populations, leurs capacités de gestion, de cohésion et d'autorité. Ont aussi été définis les rôles et les responsabilités de tous les partenaires impliqués. L'effectivité de la responsabilité des populations est évaluée à partir des éléments suivants:

- ✦ si elles sont organisées, elles sont dotées aussi bien des pouvoirs juridiques que des moyens humains, matériels et financiers indispensables à la mise en œuvre de leurs objectifs de développement.

Les objectifs de gestion des forêts dans le contexte de la décentralisation seront évalués à partir de:

- ✦ l'importance des emplois qui seront créés;
- ✦ l'amélioration du cadre de vie des populations par les actions de reforestation et d'embellissement;
- ✦ l'importance des produits ligneux et autres issus de la sauvegarde de l'environnement;
- ✦ la possibilité de faire pâturer les animaux pendant la saison sèche.

3. Résultats

Les réalisations en matière d'aménagement et de gestion forestière sont les suivantes:

Etapes	Activités	Bilan général
1ère Etape Mise en aménagement	1. Choix des sites d'intervention 2. Animation et concertation 3. Inventaire cartographique de l'occupation des sols 4. Configuration des chantiers 5. Evaluation des potentialités et des contraintes 6. Rédaction des plans d'aménagement	Achievé Achievé Achievé Achievé Achievé Achievé
2ème Etape Gestion forestière	1. Production de bois de feu 2. Transfert de la gestion aux groupements 3. Transfert du suivi au service forestier	En cours En cours En cours

Les acquis du projet concernent surtout: l'organisation socio-économique, la création d'emplois ruraux, le désenclavement de la zone, la monétarisation des échanges, l'appui méthodologique en matière d'implication et de motivation des populations.

Depuis l'installation du projet, il y a eu un changement des rapports entre les populations et la forêt. Les habitants de ces villages ont compris qu'en plus des produits ligneux, le bois de feu issu de la forêt naturelle peut devenir une source de revenu, ce qui a contribué à la mobilisation des villageois pour la protection des forêts.

4. Analyse

Au nombre des difficultés survenues durant la mise en œuvre des actions on peut citer:

- ✦ les problèmes institutionnels: présence d'un grand nombre d'institutions ou de projets installés un peu partout dans la zone sans coordination et perturbant ainsi la perception des paysans vis-à-vis de la gestion des ressources.

Aujourd'hui encore, l'approche multidisciplinaire est non fonctionnelle dans le secteur rural.

On note également l'incompréhension des textes de la Réorganisation Agraire et Foncière qui a créé une réticence en milieu paysan, limitant leur adhésion aux actions de gestion forestière.

Concernant les structures à la base (groupements), le niveau d'instruction des membres des bureaux des groupements est souvent très bas (95 % d'analphabètes), ce qui pose des difficultés dans la gestion des caisses des groupements.

Par rapport à la commercialisation du bois, il faut noter que le prix officiel fixé n'est pas incitatif et il est proposé sans tenir compte de l'avis des exploitants.

L'expérience du projet, nous permet de tirer quelques enseignements:

- ✦ On constate qu'à travers la gestion des forêts avec la participation des populations, on est en mesure de concilier les aspects exploitation et protection des forêts, longtemps considérés comme des domaines incompatibles.
- ✦ Pour peu que les populations trouvent une certaine motivation à leur travail, elles peuvent développer beaucoup de qualités et de capacités (organisationnelle, technique et financière).
- ✦ L'analphabétisme, la difficulté de comprendre certains textes, ainsi que la non-maîtrise de tous les phénomènes liés à l'environnement, amènent à comprendre que l'Etat a toujours un rôle à jouer dans la gestion locale.
- ✦ Les populations ne peuvent accepter de gérer, de protéger, ni de consentir des investissements par rapport à une ressource naturelle, de surcroît forestière, seulement si elles sont assurées d'en récolter des bénéfices.

5. Perspectives et attentes

En vue d'assurer l'efficacité de la décentralisation de la gestion forestière, il convient:

- ♦ d'assurer l'information des populations sur les droits et les devoirs que la décentralisation leur impose;
- ♦ d'initier les populations à la gestion des biens communs;
- ♦ de diversifier les productions forestières, afin de multiplier les sources de revenus monétaires des populations;
- ♦ de mettre des moyens humains, matériels et financiers à la disposition des services techniques pour assurer les tâches de sensibilisation.

Pour une meilleure gestion forestière décentralisée, on s'attend à ce que l'Etat reconnaisse ouvertement les droits des populations locales sur les forêts. Les institutions nationales, régionales et sous-régionales devront s'atteler à revoir le contenu des textes législatifs et réglementaires pour les adapter aux conditions générales de vie des populations.

Avec l'expérience du projet "Aménagement des Forêts Naturelles", on peut espérer que la décentralisation soit une des voies possibles pour aboutir à un renouvellement durable des ressources forestières, tout en satisfaisant les besoins des populations.

L'expérience du Centre Régional de Promotion Agro-Pastorale (CRPA) dans la Province de la GNAGNA

Lassina SANOU

1. Introduction

La province de la Gnagna, dont Bogandé est le chef lieu, est située au nord de la Province du Gourma, siège du CRPA de l'Est. Elle couvre une superficie de 8640 km² et comprend 7 départements, 435 villages et 90 campements de culture. La population est estimée à 324.043 habitants et est essentiellement composée de Gourmatché, Peulhs et Mossis. Tandis que l'on assiste à quelques émigrations vers le Gourma à la recherche de meilleures terres et pâturages, la province enregistre en période sèche des transhumants venant du Sahel.

La région est pratiquement sans relief, on y dénombre juste quelques collines; l'altitude moyenne est de 300 m au dessus du niveau de la mer. Les principaux sols sont des lithosols sur latérite ou granite, des sols ferrugineux gravillonnaires lessivés ou peu lessivés et des sols bruns entropiques tropicaux. La végétation est de type savane arborée à savane arbustive. Le climat est soudano-sahélien avec des précipitations de 400 à 700 mm. Les températures se situent autour de 40 °C. Il n'y a pas de cours d'eau permanents, mais il existe des barrages et des retenues d'eau.

Les activités dominantes sont l'agriculture, l'élevage, l'artisanat et la pêche. Les cultures principales sont le sorgho, le mil, le riz, le maïs et l'arachide. La disponibilité en terres cultivables est très limitée et on assiste à une forte dégradation des ressources naturelles.

2. Mise en œuvre du programme

2.1. Objectifs et organisation

L'objectif principal du CRPA est de contribuer à atteindre l'autosuffisance alimentaire, tout en améliorant les conditions de vie des populations par l'encadrement des producteurs, notamment des actions de formation, de sensibilisation et de démonstration de méthodes et technologies adaptées aux besoins des paysans.

Toutes les activités d'appui en faveur des producteurs sont réalisées avec les organisations paysannes (groupements villageois, groupes de travail, associations de développement, etc.).

Dans un souci d'une meilleure répartition des agents de terrain auprès des bénéficiaires, le service dispose d'un réseau d'encadrement de 4 zones d'agriculture et d'une vingtaine d'Unités Agricoles, une unité regroupant 10 villages ou campements de culture.

Bien que le CRPA bénéficie du financement du Projet de Renforcement des Structures d'Appui aux Producteurs (PRSAP), il collabore avec d'autres partenaires du développement comme les projets, les autres services étatiques et les ONGs telles que le PSAN, POR/Pièla-Bilanga, l'Environnement, OXFAM, UGO/PNGT-Gnagna.

2.2. Démarche

La **programmation** des activités se fait de façon participative et a pour objectif de promouvoir les compétences locales en vue de l'auto-promotion paysanne. Dans cet esprit sont organisées dans les villages des séances d'animation pour faire ressortir les potentialités et contraintes du milieu, ainsi que les solutions possibles par rapport aux besoins réels des bénéficiaires.

On identifie les actions permettant d'atteindre les objectifs et des **micro-projets** sont élaborés avec les communautés villageoises qui s'engagent à exécuter les travaux en fonction de leurs capacités, notamment organisationnelles.

Dans la pratique, les encadreurs font remonter les synthèses des différentes activités programmées dans les villages en octobre/novembre, afin que le service provincial élabore un programme annuel. Dans les villages, les restitutions sont organisées en avril/mai suivants, ce qui permet aux communautés villageoises de faire des amendements et d'adopter leur programme pour la campagne à venir.

Les appuis sollicités sur le plan **formation/vulgarisation** relèvent du service de l'agriculture, mais pour les autres domaines tels que la santé, l'enseignement, l'environnement, l'eau ..., ce sont les partenaires du CRPA qui interviennent pour résoudre les problèmes à la hauteur de leurs moyens.

L'objectif recherché est de former des paysans formateurs qui à leur tour vont dispenser leurs acquis aux autres paysans de leur village.

En ce qui concerne le **suivi/évaluation**, les responsabilités sont partagées. D'un côté, les organisations paysannes suivent régulièrement les travaux, surtout les paysans formateurs. Et parallèlement, les encadreurs assurent au moins deux fois par mois le suivi dans les villages et établissent des rapports d'activités mensuels. De plus, les activités sont également suivies par les responsables des différents projets sur le terrain, afin de s'assurer de leur bon déroulement.

L'**évaluation** se fait dans un premier temps dans les villages bénéficiaires et par la suite, au niveau de la zone d'encadrement et au niveau provincial, où tous les partenaires se retrouvent dans un atelier.

Les **restitutions** de ces évaluations parviennent aux producteurs par le canal des agents de terrain et des missions de supervision et d'appui que les responsables de services et de projets effectuent dans les villages.

3. Résultats

3.1. Formations

Dans le domaine de la conservation des eaux et des sols, les besoins en formation suivants ont été identifiés par les producteurs au cours de la campagne 95/96:

- ♦ confection de sites anti-érosifs,
- ♦ végétalisation des cordons pierreux,

- ✦ mise en place de bandes enherbées,
- ✦ utilisation de la dent IR - 12 (matériel aratoire qui s'adapte à la charrue bovine ou asine et qui permet de travailler le sol à sec),
- ✦ production et utilisation de la fumure organique,
- ✦ régénération naturelle assistée (R.N.A.).

A Thion, le PNGT et OXFAM ont formé les agriculteurs à la confection de cordons pierreux et pris en charge le transport des matériaux de construction (pierres) par les camions ainsi que l'acquisition de matériel (triangles à pente, pelles, pics et brouettes).

A Pièla et Bilanga, les encadreurs et les paysans ont bénéficié d'une formation de base donnée par le SAER (Service Aménagement de l'Espace Rural) sur la détermination des courbes de niveau et la mise en place des diguettes. Le projet a fourni aux populations des brouettes, pelles, pics, dames et charrettes.

3.2. Aménagements

C'est dans les départements de Pièla, Bilanga et Thion que les activités ont été les plus intenses.

Avec le soutien du PDR/Pièla-Bilanga dans les départements de Bilanga et Pièla, l'accent a été mis sur la confection des diguettes en terre sur les sites collectifs.

Dans le département de Thion, grâce aux efforts de l'UGO/PNGT et d'OXFAM, les paysans ont construit dans les champs individuels des cordons pierreux.

Types d'ouvrages	Localisation	Prévisions	Réalisations
Diguette en terre (sites collectifs)	Pièla et Bilanga	290 ha	290 ha
Cordons pierreux (sites individuels)	Thion	150 ha	97 ha

3.3. Autres résultats

Il faut signaler l'engouement particulier des paysans de Thion pour les fosses fumières. La fumure organique est souvent utilisée dans les champs de case.

A Thion, les bandes enherbées ont également bénéficié d'entretiens, car elles constituent pratiquement la seule source d'approvisionnement en bottes de paille pour couvrir les cases et confectionner les sekos.

Les paysans ont beaucoup apprécié la dent IR12, mais étant encore au stade expérimental, la technique n'est pas encore effective.

On note aussi une évolution positive du projet UGO/PNGT, dont la zone d'intervention au départ était limitée à 15 villages et va s'étendre sur plusieurs départements de la province (Thion, Mani, Coalla, Bogandé et Liptougou).

On constate au niveau des populations que le besoin de gérer les ressources naturelles est devenu une priorité.

4. Analyse

Généralement, les diguettes en terre n'ont pas été végétalisées, ce qui a conduit à de gros problèmes d'entretien de ces ouvrages. Plusieurs diguettes ont été détruites par les eaux de pluies qui avaient provoqué des inondations temporaires dans certaines parcelles.

L'entretien des sites collectifs pose des problèmes, car les paysans se consacrent en premier lieu aux ouvrages de leurs propres exploitations.

Pour les cordons pierreux, la difficulté réside dans le transport des pierres. Même lorsque des camions les transportent jusqu'au village, leur transport vers les champs de brousse nécessite la mobilisation d'une main d'œuvre importante.

En ce qui concerne la fumure organique, les quantités appliquées aux champs restent faibles. Ceci est notamment dû au fait que tous les producteurs n'ont pas les moyens de transporter le fumier de la zone de production vers les champs qu'ils cultivent.

D'une manière générale, on constate que plus les techniques de CES sont à la portée des paysans, plus elles sont adoptées et mieux les aménagements sont entretenus. Ainsi, la distribution de charrettes comme alternative au transport des pierres par camion devrait être encouragée, car en plus du transport de pierres, les charrettes sont utilisées pour le transport du fumier, des récoltes, etc.

5. Attentes et perspectives

Face à la diminution de la pluviométrie et la dégradation des sols, les producteurs ont pris conscience de la nécessité de lutter contre la désertification et de sauvegarder l'environnement. Force est de reconnaître que c'est dans l'union de nos efforts, c'est-à-dire d'une effective collaboration entre acteurs du développement (services étatiques, projets, ONGs) que les problèmes de conservation des eaux et des sols trouveront leurs solutions.

A côté de la création d'infrastructures communautaires comme les barrages et les retenues d'eau, il faut encourager les aménagements individuels. C'est ainsi que dans la zone de Pièla-Bilanga, une redistribution des terres a été envisagée, afin que les paysans soient propriétaires de leurs parcelles.

Les techniques de CES doivent être adaptées aux conditions du milieu, notamment aux ressources disponibles (par ex. disponibilité en pierres) et répondre aux souhaits, besoins et capacités des producteurs.

A moyen et long terme, l'Etat doit se concentrer davantage à l'aménagement des bas-fonds, la construction de barrages et de retenues d'eau. Il doit également s'investir dans la réglementation forestière, afin de mettre les textes d'application à la disposition des provinces, départements et villages.

La solidarité entre pays du Sahel doit être renforcée par les échanges d'expériences, la mise au point d'innovations adaptées aux réalités des producteurs et la recherche de financements pour des projets de conservation des eaux et des sols.

Cap Vert

- ✦ L'expérience de recherche participative dans le bassin hydrographique de Agua de Gato,
Hugo Neves Almeida et Caxdeca Cardoso
- ✦ Emergence des "Associations Maîtres d'Ouvrage" dans l'Ile de Santiago
Augusto Andrade et Eugenio Barros, Animateurs Nationaux du PRECONS
- ✦ Projet de Lutte contre la Désertification dans la vallée de São João Baptista
Yaya Konaté

L'expérience de recherche participative dans le Bassin Hydrographique de Agua de Gato

Hugo Neves ALMEIDA et Caxdeca CARDOSO

1. Introduction

Dans cette communication, nous allons présenter une expérience que nous vivons actuellement dans le Bassin Hydrographique de Agua de Gato dans le cadre du Projet WARD.

Cette expérience de Recherche Participative est en cours dans la commune de Agua de Gato située dans le "Concelho" (département) de São Domingos de l'île de Santiago, à environ 18 km de Praia, la capitale, et à 25 km de l'INICA (Institut National de Recherche Agricole) à São Jorge dos Orgãos.

La commune de Agua de Gato possède une superficie d'environ 350 ha et une population de 957 habitants. Cette population vit essentiellement de l'agriculture pluviale, l'agriculture irriguée étant peu développée dans cette zone. L'élevage et l'exploitation de la forêt ont également peu de poids en tant qu'activités économiques de la communauté.

L'agriculture pratiquée est une agriculture de subsistance, avec un nombre réduit d'agriculteurs propriétaires des terres qu'ils exploitent. La majorité des paysans travaillent en fermage¹⁾ et en métayage²⁾. Il existe de nombreux paysans sans terre qui vivent exclusivement des salaires perçus sur les chantiers à haute intensité de main d'œuvre (FAIMO). L'indice de pauvreté est très élevé, la plupart des ménages sont très pauvres.

2. Le projet WARD

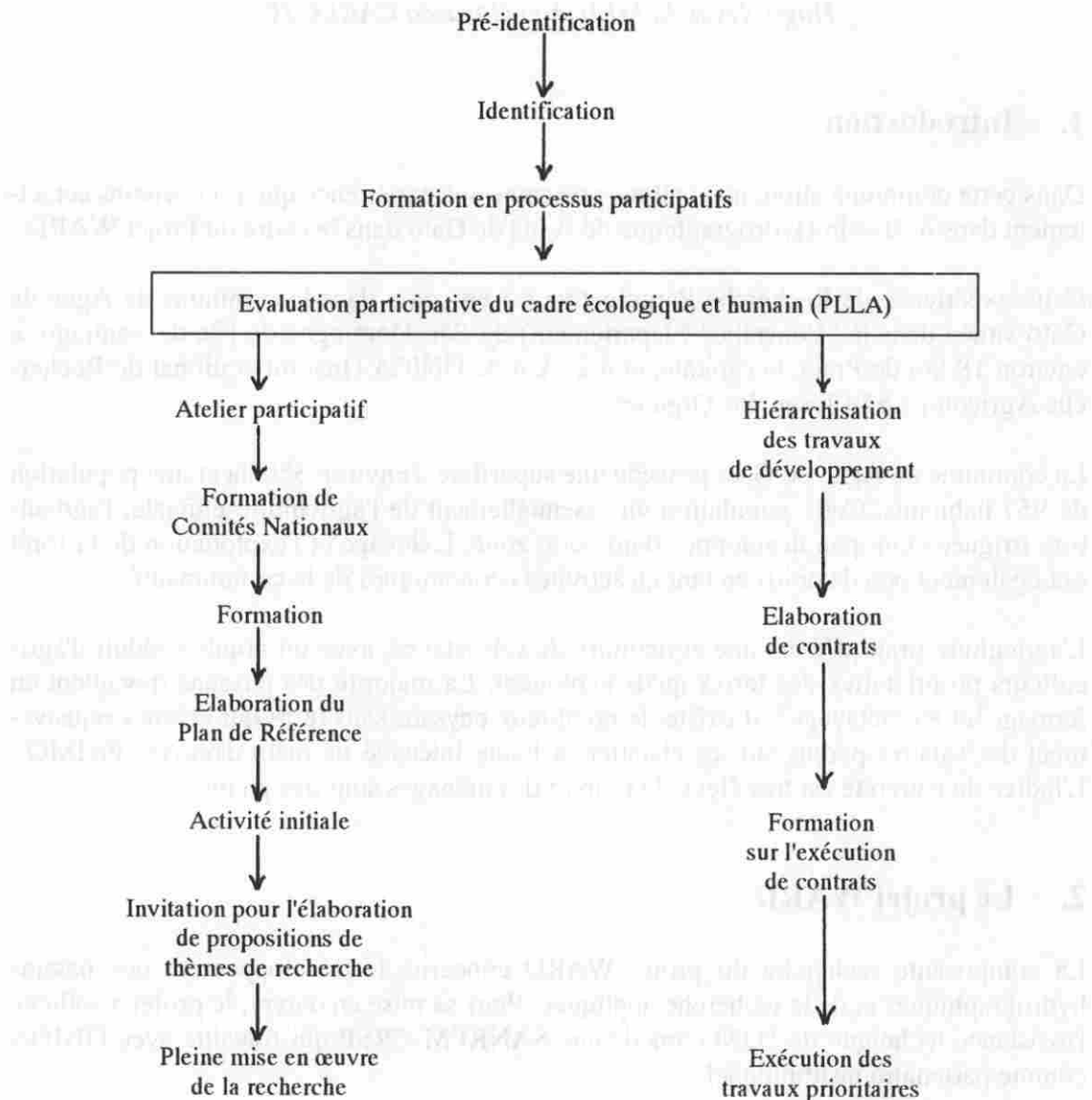
La composante recherche du projet WARD concerne le développement des bassins hydrographiques et de la recherche appliquée. Pour sa mise en œuvre, le projet a sollicité l'assistance technique de l'ONG américaine SANREM-CRSP qui travaille avec l'INIDA comme partenaire institutionnel.

L'ONG SANREM-CRSP a pour objectifs le développement durable et la gestion des ressources naturelles. Dans de nombreux pays d'intervention, elle a adopté l'approche participative dans la recherche scientifique. Mis à part quelques petites modifications, le processus utilisé au Cap Vert est le même que dans les autres pays. Il peut être schématisé comme suit:

¹⁾ travailler sur la terre d'autrui moyennant le paiement d'une redevance fixe en argent ou en nature.

²⁾ travailler sur la terre d'autrui moyennant la division à moitié de la production.

Le Processus du SANREM au Cap Vert



3. La mise en œuvre du processus

3.1. L'évaluation participative du cadre écologique et humain

Dans le bassin hydrographique de Agua de Gato, le travail a débuté en novembre 1994 par la réalisation de la PLLA, c'est-à-dire l'évaluation participative du cadre écologique et humain.

La PLLA est une nouvelle méthodologie d'approche dans le milieu rural, très utile pour le diagnostic initial dans une communauté. Elle a permis d'impliquer directement la communauté à travers les agriculteurs résidents et indirectement, à travers les organisations communautaires comme l'Association de Développement Communautaire de Agua de Gato.

Les techniques de communication utilisées ont permis de recueillir des informations variées sur les diverses préoccupations et besoins de la population locale.

Résultats obtenus

Pendant dix jours, des équipes interdisciplinaires et inter-institutionnelles se sont rendues sur le terrain, chez les agriculteurs, pour interviewer, observer et essayer de comprendre la réalité socio-économique du milieu. Il s'agissait aussi de surtout rechercher avec la population des solutions aux problèmes identifiés et les meilleures formes de gestion des ressources naturelles, afin de garantir le développement durable de l'agriculture de Agua de Gato.

3.2. Le plan de référence des projets de recherche

Les résultats obtenus au cours du diagnostic mentionné ci-dessus ont permis d'élaborer un plan de référence qui a servi et servira d'orientation à tous les acteurs, services publics ou privés, ONGs et autres intervenants collaborant avec la communauté pour le développement de Agua de Gato.

3.3. Les projets de Recherche Participative

Ensuite, en collaboration avec les agriculteurs et techniciens, les équipes interdisciplinaires et inter-institutionnelles se sont attelées à l'élaboration de projets de recherche.



Les projets que nous sommes en train de mettre en œuvre obéissent aux orientations thématiques définies pendant la première phase du processus.

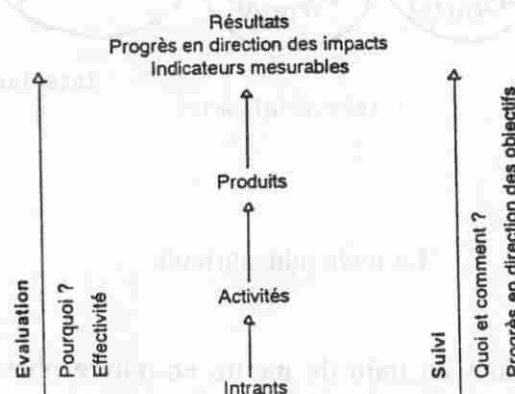
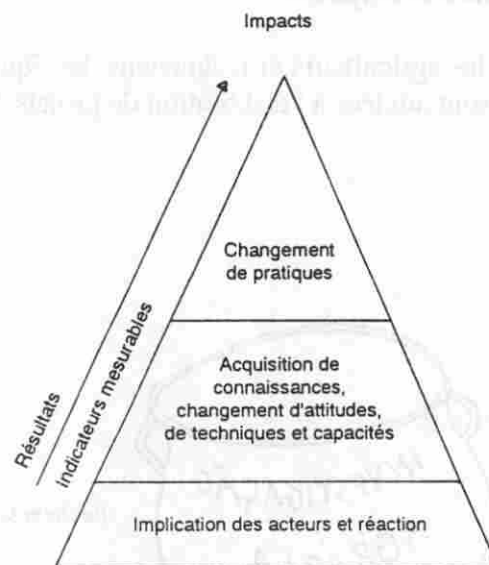
Actuellement, les projets suivants sont en cours:

- ✦ développement de la production fruitière;
- ✦ amélioration du pâturage;
- ✦ incitation pour une meilleure implication de la communauté dans les programmes de conservation des eaux et sols;
- ✦ caractérisation morpho-pédologique des sols à l'aide du SIG (Système d'Information Géographique).

D'autres projets pourront être élaborés et exécutés par des équipes inter-disciplinaires et inter-institutionnelles avec la participation des agriculteurs, tout en respectant le plan de référence mentionné ci-dessus.

3.4. Le suivi/évaluation

En ce qui concerne le suivi/évaluation, le SANREM-CRSP propose le schéma ci-dessous. La définition claire des objectifs des projets et d'indicateurs facilitent cette étape.



Activités	Fréquence	Forme	Qui fait quoi ?	Modérateur
Rapport technique	trimestriel semestriel	dialogue formulaire	membres du projet de recherche	Hugo
Gestion des informations	semestriel	formulaire	membres du projet de recherche	Hugo
Processus de documentation	trimestriel	dialogue interviews	membres du projet de recherche et agriculteurs	Candida
Auto-évaluation	semestriel annuel	rencontres	toute l'équipe et membres du projet de recherche	Candida
Evaluation de la communauté	semestriel/ annuel	rencontre avec la communauté	membres du projet de recherche et membres de la communauté	Candida Hugo
Rapport financier	trimestriel	rapport	I.P.	José Luis

4. Résultats

4.1. Résultats attendus

Les résultats que nous attendons à la fin de ces projets sont principalement en relation avec la philosophie sur laquelle est fondée cette méthodologie participative dans les travaux de recherche.

Nous espérons que tous les "clients" de la recherche comprennent le sens de la participation et la valeur de l'approche participative.

Hormis cet objectif global, chaque projet identifié et élaboré par les équipes de techniciens et d'agriculteurs doit avoir des objectifs propres à atteindre.

4.2. Difficultés rencontrées

Comme dans tout processus participatif, il a été expliqué à la population que les impacts des travaux ne se feront pas sentir dans l'immédiat, parce qu'il s'agit de travaux de recherche.

Cependant, de nombreuses personnes de la communauté ont été très déçues lorsqu'elles ont compris que l'objectif du projet n'était pas d'offrir de l'argent ou du matériel, mais de collaborer avec la population afin d'identifier les problèmes et leurs solutions. L'enthousiasme du début de la réalisation de la PLLA a considérablement diminué au cours des phases ultérieures, soit l'élaboration et la mise en œuvre des projets identifiés.

Les équipes interdisciplinaires et inter-institutionnelles composées de techniciens et de paysans de la communauté ont également rencontré quelques difficultés pendant la phase

de mise en œuvre des projets. Nous considérons que cette situation est normale, dans la mesure où ne sommes pas encore parvenus à une bonne articulation entre les différents départements, services et le milieu rural.

Lorsque les acteurs disposent d'outils appropriés dans une ambiance adéquate, ils sont capables d'exprimer, de comparer, d'approfondir, d'analyser et d'évaluer leurs idées et d'établir des priorités.

Cependant, les intérêts en jeu, les structures du pouvoir, les normes culturelles, les barrières linguistiques, la mauvaise foi, les expériences négatives vécues avec l'intervention de l'extérieur, la nécessité de satisfaire les besoins les plus pressants (santé, manque d'argent) et le paternalisme de certains "spécialistes" sont les obstacles à franchir pour établir une relation de confiance et une compréhension mutuelle de la situation.

5. Perspectives et recommandations

Les adeptes de cette méthodologie d'approche dans le milieu rural pour la recherche et le développement recommandent de:

- ♦ prendre son temps pour créer une relation de confiance avec les habitants de la communauté;
- ♦ rencontrer les membres de la communauté à des moments appropriés (jamais pendant les heures normales de travail);
- ♦ chercher à écouter tous ceux qui ne se font pas voir et qui ne sont habituellement pas écoutés;
- ♦ connaître les habitants les plus pauvres et marginalisés de la communauté;
- ♦ rencontrer les notables et d'autres habitants influents de la communauté;
- ♦ collaborer étroitement avec les groupes organisés de la communauté, lorsque ceux-ci existent;
- ♦ utiliser des techniques de communication visuelle;
- ♦ étudier les problèmes sous leurs différents aspects;
- ♦ encourager la présentation publique des analyses effectuées par les groupes, afin que la communauté prenne conscience des différents points de vue et que soit bien comprise l'importance d'agir dans l'intérêt commun.

Nous souhaitons poursuivre l'application de cette méthodologie, la développer et la perfectionner, tout en utilisant toutes les ressources humaines dont nous disposons et d'autres que nous espérons pouvoir mobiliser.

Nous sommes sincèrement convaincus du fait que c'est seulement ainsi que nous pourrons nous approcher de la population rurale, travailler et développer un apprentissage mutuel dans une symbiose entre le savoir empirique traditionnel et le savoir scientifique formel.

Il est encore tôt pour tirer des conclusions, mais nous pensons que nous sommes sur la bonne voie qui permettra de prendre conscience de toute l'importance de la participation de tous des "clients" de la recherche.

L'émergence des "Associations de Maîtres d'Ouvrage" dans l'île de Santiago (Cap Vert) et l'établissement de relations contractuelles avec d'autres entités

*Augusto F. V. ANDRADE
Eugenio A. S. BARROS*

1. Introduction

Les sécheresses cycliques qui sévissent au Cap Vert ont amené les autorités locales à prendre des mesures en vue de résoudre les problèmes de pénurie alimentaire et de chômage.

Ainsi, des chantiers d'appui contrôlés par les autarcies locales ont été créés pendant la période coloniale. Ces chantiers servaient à construire des routes et des pistes.

Durant la Première République qui a suivi la période coloniale, les chantiers d'appui ont été transformés en "chantiers à haute intensité de main d'œuvre" (FAIMO). Ces derniers ont été utilisés dans des activités de reboisement, de correction torrentielle, de construction de routes et pistes et dans le but de mettre en œuvre la politique de Reconstruction Nationale.

Cependant, les chantiers sont devenus un lourd fardeau en termes économiques. C'est pourquoi, le gouvernement de la Première République a tenté de créer des "chantiers en reconversion". Cette tentative avait pour buts fondamentaux de libérer l'Etat des chantiers, de changer les comportements dans le travail et d'assurer la prise en charge des ouvrages par les bénéficiaires.

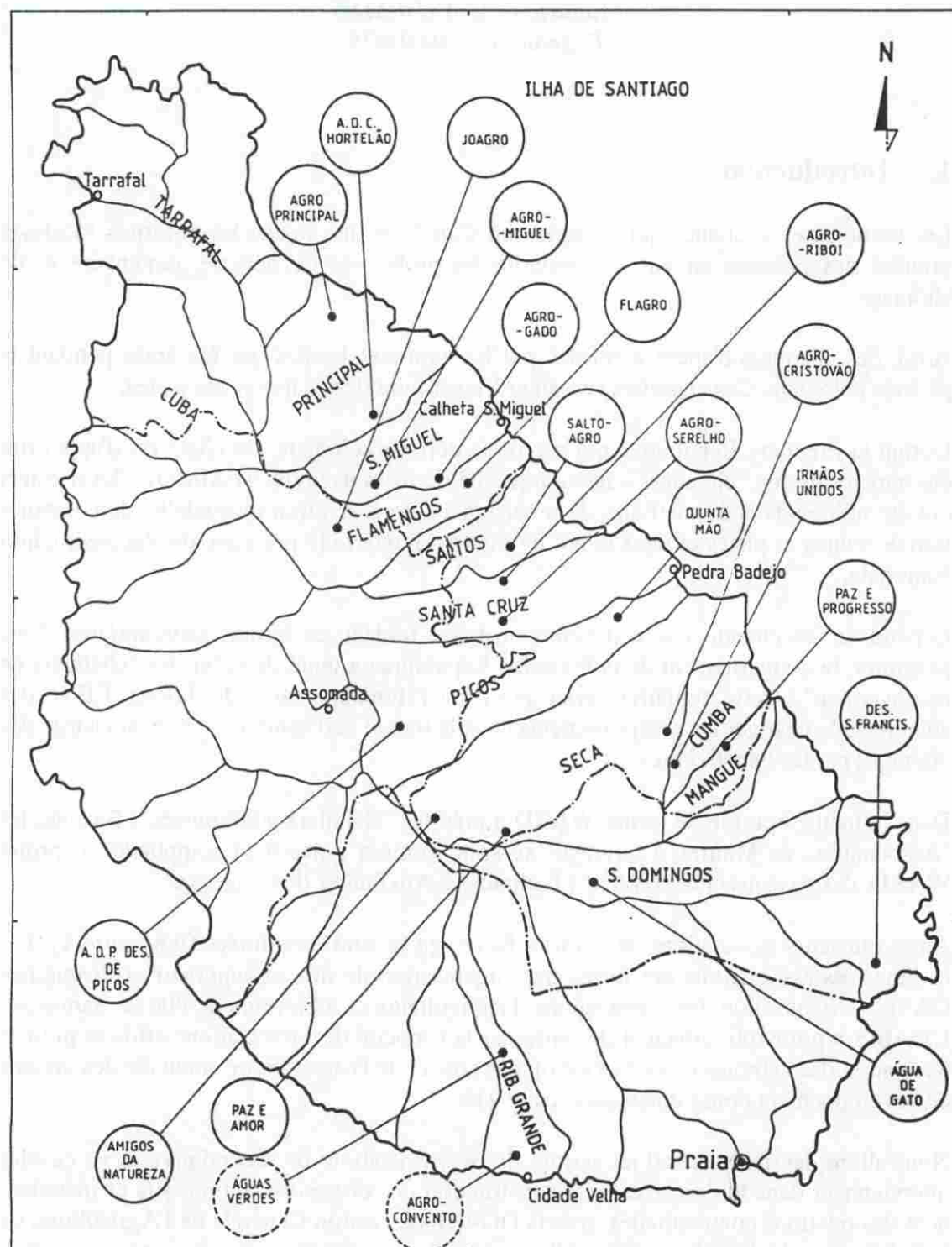
Dans la même optique, le projet WARD a créé les "chantiers additionnels". Ensuite, les "Associations de Maîtres d'Ouvrage" se sont formées grâce à la complicité du projet WARD, des paysans et des "TAR" (Techniciens Auxiliaires des Vallées).

Ainsi, plusieurs associations de maîtres d'ouvrage se sont constituées (voir carte 1). Par la suite, ces associations ont formé une organisation de niveau supérieur et dénommée OASIS (Organisation des Associations d'Agriculteurs et d'Éleveurs de l'Île de Santiago). L'OASIS a pour rôle principal de renforcer la capacité des associations affiliées pour la réalisation des activités de conservation des sols et de l'eau et de promouvoir des actions de développement communautaires (carte 1).

Nous allons décrire en détail les actions de ces associations de second niveau, vu qu'elles interviennent dans le domaine de la construction des dispositifs anti-érosifs et maintien des relations contractuelles avec la DGASP (Direction Générale de l'Agriculture, de la Sylviculture et de l'Élevage) pour l'exécution des ouvrages.

- LEGENDA**
- Existente
 - Em formação
 - Limite de concelho

ASSOCIAÇÃO DOS AGRICULTORES



Carte 1

Les associations de maîtres d'ouvrage de l'île de Santiago

2. Présentation du thème

Au Cap Vert, les ouvrages anti-érosifs peuvent être regroupés en quatre catégories à savoir:

- ♦ de correction torrentielle englobant les réalisations physiques suivantes:
 - ♦ digues de rétention,
 - ♦ chaperons (murs longitudinaux en épis),
 - ♦ murs longitudinaux,
 - ♦ barrages expérimentaux de petite dimension;
- ♦ de reboisement:
 - ♦ production de plants,
 - ♦ banquettes simples et renforcées,
 - ♦ croissants (demi-lunes) simples et renforcés,
 - ♦ trous,
 - ♦ plantation;
- ♦ d'hydraulique rurale:
 - ♦ réservoirs,
 - ♦ canaux d'irrigation,
 - ♦ digues de captage,
 - ♦ galeries,
 - ♦ puits;
- ♦ d'agro-sylviculture:
 - ♦ terrasses,
 - ♦ banquettes végétalisées,
 - ♦ murets,
 - ♦ association d'espèces forestières et de cultures pluviales.

Ces ouvrages sont exécutés par les associations moyennant des contrats passés avec la DGASP. L'appui de l'OASIS s'avère important pour l'identification des ouvrages à exécuter, pour la garantie de l'assistance technique et pour la formation des membres des associations affiliées.

Tout indique que dans le futur, le contrôle des ouvrages sera effectué par l'OASIS au travers de contrats d'exécution établis avec les associations affiliées.

3. Contexte d'intervention de l'OASIS

L'OASIS a comme fonction d'appuyer les associations affiliées et de promouvoir la création d'autres associations dans l'île de Santiago.

Elle est une entité avec une personnalité juridique et ses membres sont constitués par les "Associations de maîtres d'ouvrage" et les techniciens originaires du milieu rural.

3.1. Les fonctions de l'OASIS

L'OASIS a les fonctions suivantes:

- ♦ représenter les associations devant des tiers,
- ♦ contrôler l'avancement des travaux,
- ♦ contrôler la situation financière des associations affiliées,
- ♦ fournir de l'assistance technique aux associations,
- ♦ régler et uniformiser la gestion des associations,
- ♦ promouvoir la création de nouvelles associations.

3.2. Les objectifs de l'OASIS

L'Organisation des Associations d'Agriculteurs et Eleveurs de l'Ile de Santiago (OASIS) est une organisation sans but lucratif qui vise les objectifs suivants:

- ♦ identifier, élaborer et exécuter des projets de conservation des sols et des eaux, reboisement, agriculture, élevage et de développement intégré;
- ♦ apporter de l'assistance technique et former les responsables des associations, les habitants et les techniciens auxiliaires et contrôleurs qui travaillent pour les associations;
- ♦ chercher des financements pour les associations;
- ♦ contrôler les ouvrages, la gestion et les finances des associations.

3.3. Les bénéficiaires de l'OASIS

Les bénéficiaires de l'OASIS sont les associations affiliées dans le but d'atteindre les couches sociales suivantes: paysans, éleveurs, femmes chefs de ménage, jeunes ruraux et autres.

4. Description des actions

Les actions que l'OASIS réalise sont incluses dans les activités de correction torrentielle, de reboisement et ouvrages hydrauliques dans les différentes vallées de Santiago. Ont bénéficié de ces actions 2.110 membres répartis entre 18 "Associations de maîtres d'ouvrage" et 13 chantiers additionnels. Ces derniers seront transformés en associations avec personnalité juridique dans le futur.

La procédure de réalisation des actions est la suivante:

- ♦ L'OASIS organise des réunions mensuelles avec la participation des représentants des associations et des responsables des chantiers additionnels afin de programmer, suivre et identifier de nouveaux projets. Cette réunion sert aussi à la résolution des difficultés internes résultant des activités en cours.
- ♦ L'OASIS collabore avec les associations de maîtres d'ouvrage pour identifier les ouvrages ou actions à réaliser. Ensuite, ces actions ou ouvrages sont soumis à la Direction Générale de l'Agriculture, Sylviculture et Elevage (DGASP) pour financement (les demandes de financement peuvent être également soumises à d'autres entités).

- ✦ La DGASP envoie ses techniciens pour vérifier sur le terrain la validité et l'impact des activités proposées par l'OASIS. Si les propositions réunissent les conditions exigées, des contrats qui responsabilisent l'organisation sont signés.
- ✦ La DGASP fait initialement une avance de 20 % du coût total nécessaire à l'exécution de l'ouvrage. Le montant restant sera payé moyennant les actes de réception des ouvrages.
- ✦ Les ouvrages à exécuter par les associations sont contrôlés et la DGASP n'accepte pas les ouvrages dont la qualité ne répond pas aux exigences du contrat. La non-réception d'un ouvrage se traduit par un préjudice financier pour l'association en question.
- ✦ Les bénéfices réalisés par les associations sont utilisés pour réaliser des actions de développement communautaire tels que la construction de jardins d'enfants, l'octroi de crédits directement ou d'aval aux associés pour l'acquisition des crédits auprès des institutions financières.
- ✦ L'OASIS est une Association des Maîtres d'Ouvrages et possède un compte bancaire, une comptabilité structurée et un comptable rémunéré.
- ✦ Le flux d'informations entre l'OASIS et les Associations se fait par des réunions programmées et des assemblées ordinaires.
- ✦ L'intervention de l'OASIS sur les terrains privés se fait moyennant des contrats spéciaux avec les propriétaires ou les exploitants directs, qui se responsabilisent pour l'entretien des ouvrages construits sur leurs terrains.
- ✦ L'OASIS assure la collecte des coûts de réception des ouvrages, afin de débloquer l'argent auprès de la DGASP et de payer à temps les salaires des travailleurs.

5. Résultats

5.1. Résultats écologiques

Il est encore trop tôt pour parler des résultats écologiques, étant donné que l'OASIS et les Associations ont été créées récemment et ne disposent donc que de trois ans d'activités.

Cependant, il est bon de souligner que l'organisation intervient dans les domaines de la conservation des eaux et des sols des bassins hydrographiques et des versants par l'implantation de dispositifs physiques et biologiques de lutte contre l'érosion. Ces dispositifs anti-érosifs vont contribuer au rétablissement de l'équilibre dynamique du milieu écologique.

5.2. Résultats techniques

Dans ce domaine, des améliorations considérables peuvent être mentionnées:

- ✦ qualité des ouvrages exécutés;
- ✦ rendements élevés et supérieurs à ceux de l'INERF (Institut National du Génie Rural et de la Forêt) dans l'exécution des ouvrages;

- ♦ initiative locale dans la gestion et l'administration des chantiers;
- ♦ amélioration du comportement des travailleurs par rapport aux chantiers de l'Etat;
- ♦ exécution des contrats assumés presque toujours avant le délai stipulé;
- ♦ entretien effectif des ouvrages par les membres des associations, les propriétaires et les exploitants bénéficiaires.

5.3. Résultats socio-économiques

L'association réalise dans la communauté des actions à caractère social comme:

- ♦ la distribution de 30 % des bénéfices réalisés aux associés;
- ♦ l'octroi de prêts aux associés pour l'acquisition de facteurs de production ou d'équipement tels que: semences, animaux de races améliorées, systèmes goutte à goutte, etc.

Les associations parviennent aussi à garantir l'emploi à leurs membres pendant presque toute l'année.

5.4. Situation des femmes

Les femmes sont promues et formées afin qu'elles puissent jouer certains rôles dans les mêmes conditions que les hommes. Ainsi, on trouve des femmes dans les fonctions suivantes: contrôleurs, comptables, maçons, trésoriers.

Les associations défendent aussi le principe que 55% des postes de travail sur les chantiers soient occupés par des femmes.

6. Conclusions

L'OASIS et les associations peuvent jouer un rôle important dans la nouvelle politique nationale. Cette politique prévoit l'appui au développement du secteur agricole sur la base de l'initiative privée à travers laquelle les individus et/ou les collectivités se responsabilisent pour les actions à exécuter.

L'OASIS et les associations peuvent jouer un rôle important dans le changement de comportement des paysans, notamment dans les domaines suivants:

- ♦ substitution du maïs dans certaines zones écologiques fragiles où cette culture favorise l'érosion;
- ♦ entretien des infrastructures;
- ♦ gestion des points d'eau;
- ♦ introduction de nouvelles technologies et facteurs de production;
- ♦ amélioration des systèmes d'élevage et plus particulièrement des races animales;
- ♦ amélioration du système d'irrigation;
- ♦ intervention de caractère social dans la communauté;

- ♦ création de groupes d'intérêts dans des domaines qui constituent le quotidien de la communauté (élevage, forêt, agriculture, etc.);
- ♦ plus d'intérêt pour les problèmes de l'environnement.

Les aspects négatifs n'ont pas été abordés dans la mesure où l'organisation est encore jeune. Cependant, il faut mentionner que le fait que l'organisation soit dépendante des projets financés par l'ACDI (Agence Internationale de Développement des Coopératives) peut briser sa capacité de négociation. Si les financements cessaient, l'organisation pourrait avoir de sérieux problèmes pour s'adapter aux nouvelles conditions.

Bibliographie

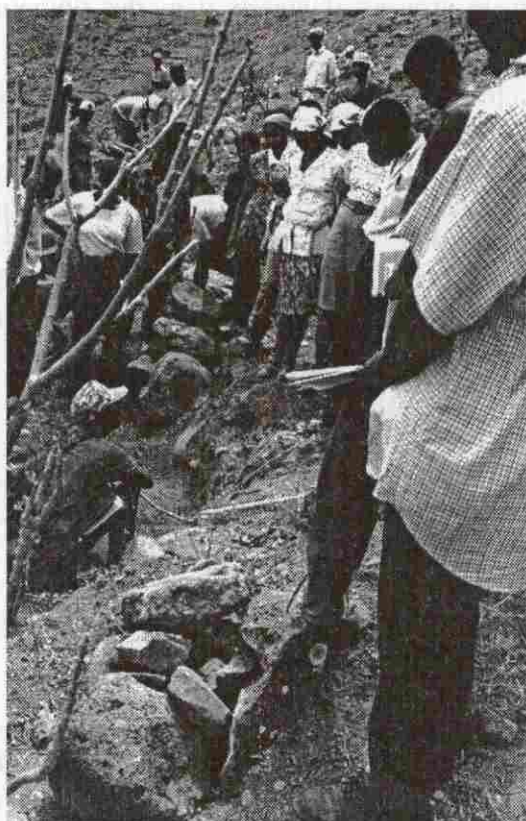
ACDI/Voca: Manuel d'exécution des programmes de conservation des sols et des eaux avec les Associations - Praia, 1997.

BARROS Eugenio Avelino: Situation des Associations Maîtres d'Ouvrages dans l'île de Santiago - Praia, mars 1996.

Documents de l'INERF: Techniques de préparation des terrains et leurs résultats dans la conservation des sols et eaux - Praia, novembre 1993.

PRECONS, Barros, E. et Andrade, A.: Fonctionnement des Associations dans l'île de Santiago - Praia, avril 1997.

Session de formation des
présidents et responsables de
chantiers dans la zone de
Picos.



Construction de murets
dans la zone de Mato
Alfonso - São Domingos

L'expérience du Projet de Lutte contre la Désertification dans la vallée de São João Baptista

Yaya KONATE

1. Présentation du projet

1.1. Zone d'intervention

La vallée de São João Baptista est située à environ 20 km de Praia, capitale du Cap Vert. La vallée s'étend à vol d'oiseau sur environ 14 km et couvre une superficie de 50,3 km². Le relief est très accidenté. Le climat est à 40 % aride, 40 % semi-aride et 20 % sub-humide. Dans les zones arides et semi-arides, la pluviométrie annuelle est très faible, mais en années exceptionnellement bonnes, elle peut atteindre 600 mm dans la zone sub-humide. Il ressort que moins de 20 % seulement de la superficie reçoit périodiquement des pluies suffisantes pour produire des denrées alimentaires.

Les pluies sont rares et souvent de grande intensité. Les pentes fortes alliées aux pluies de grande intensité provoquent l'érosion et des crues accompagnées d'importants dégâts.

Bien que l'agriculture soit la principale activité de la population, même en année de bonne pluviométrie la production agricole ne satisfait pas les besoins alimentaires de la population résidente, qui est de l'ordre de 3.500 habitants répartis en 500 familles.

1.2. Objectifs du projet

Globalement, les deux phases du projet avaient les objectifs immédiats suivants:

- ✦ L'aménagement des bassins versants à travers des actions de contrôle de l'érosion du sol (CES) et de défense et restauration du sol (DRS), en d'autres termes, la mise en place de dispositifs anti-érosifs physiques (banquettes, murets et croissants) et biologiques (reboisement).
- ✦ La maîtrise des eaux de ruissellement par la construction d'ouvrages de correction torrentielle (digues en pierres sèches, gabions).
- ✦ L'aménagement des fonds de rivières par la construction de digues en maçonnerie, digues de captage des eaux alluviales et la construction de réservoirs et de canaux d'irrigation.
- ✦ L'amélioration de la participation de la population par des activités de sensibilisation aux problèmes de la désertification, la vulgarisation de méthodes agricoles anti-érosives et l'entretien des ouvrages réalisés dans le cadre du projet (cette activité n'a été effective qu'à partir de 1992).
- ✦ L'évaluation de l'impact des aménagements.

1.3. Modalités d'exécution

Le projet a été conçu selon le modèle classique d'exécution, c'est à dire selon le modèle des chantiers de "haute intensité de main d'œuvre" avec une rémunération des paysans qui travaillent sur les chantiers. La rémunération varie de 216 à 437 escudos par jour¹⁾ en fonction de la qualification des ouvriers. Durant toute la période 1990-1994, le projet a employé environ 250 ouvriers par jour et pendant 9 mois/an. En 1994 et 1995, il y a eu une forte comparticipation de la population.

2. Participation de la population

2.1. Collecte de données socio-économiques

Les données recueillies ont servi d'une part à la population pour ses activités quotidiennes et d'autre part à la mise en œuvre de l'approche participative. Ces données ont porté sur:

- ♦ le coût des différentes activités du projet et de la population,
- ♦ l'évolution de la disponibilité en eau d'irrigation, de la superficie irriguée et du rendement des cultures,
- ♦ le nombre de paysans qui bénéficient des différentes activités du projet,
- ♦ les organisations locales, leurs activités, leur niveau d'organisation et leurs problèmes,
- ♦ les nouvelles initiatives et priorités locales de la population,
- ♦ l'appréciation (quantitative et qualitative) des différentes activités,
- ♦ l'actualisation des problèmes exprimés par la population et observés par le projet,
- ♦ les problèmes prioritaires.

L'essentiel des efforts du projet s'est concentré sur l'exploitation des différents moyens pour parvenir à une effective durabilité des acquis. Pour cela, le projet a dû s'adapter aux priorités et initiatives de développement de la vallée. Il a donc fallu que la population participe activement et se responsabilise de plus en plus.

Cette participation active de la population devait se traduire concrètement par l'appui du projet dans la réalisation des activités considérées prioritaires par la population et par l'appui à la création ou la consolidation de formes d'organisation.

Les problèmes et activités ont donc été actualisés. De même, les formes de participation et comparticipation de la population pour la réalisation des activités ont été définies cas par cas, groupe par groupe et associations par association.

2.2. Participation de la population

Dans les cas de comparticipation, il s'agit d'une participation non seulement dans la définition des problèmes, des objectifs et des activités, mais aussi dans les coûts de réalisation. Ainsi, tous les acteurs devaient connaître le coût des activités et évaluer leurs capacités financières.

¹⁾ soit 1.300 à 2.600 F CFA par jour

Pour la répartition des coûts des activités d'aménagement et des responsabilités, il y a eu de véritables négociations entre le projet et la population. En général, la participation de la population se fait en main d'œuvre. Mais même dans ce cas, il existe des problèmes qui sont liés au fait que, compte tenu de la pauvreté locale, les paysans travaillent sur les chantiers de haute intensité de la main d'œuvre organisés par l'Etat et les projets. Les salaires perçus sur ces chantiers permettent aux populations de satisfaire leurs besoins fondamentaux. L'horaire de travail sur les chantiers étant de 7 à 15 heures, ce travail ne laisse donc que peu de temps pour d'autres activités.

La participation de la population a commencé en 1994. Elle s'est concrétisée par la construction des infrastructures d'irrigation (canaux d'irrigation, petits réservoirs et creusage de puits).

Pour la participation effective de la population et des bénéficiaires des ouvrages, le projet a testé en 1995 d'autres formes de travail:

- ✦ Le travail à la tâche rémunéré pour les grands ouvrages dont l'exécution ne peut pas être faite sous forme volontaire. Il s'agit des captages et grands réservoirs. Un contrat a été conclu entre le projet et l'association des agriculteurs de Pico Leão dont les membres sont bénéficiaires des ouvrages. Le coût de chaque unité de travail réalisé a été fixé selon la moyenne des rendements des travaux sur les chantiers à haute intensité de main d'œuvre de 1990 à 1994. Les techniciens du projet ont élaboré le plan de construction et assuré l'appui technique. L'association s'est chargée du recrutement, de l'organisation du travail (y compris les jours et heures) et de la distribution du salaire. Le suivi et l'évaluation ont été faits par l'association et le projet.
- ✦ Pour les longs canaux d'irrigation, les associations et groupes bénéficiaires ont assuré 50 % du coût de la main d'œuvre et le projet a fourni les autres 50 % ainsi que le ciment et le sable.
- ✦ Pour la construction de petits réservoirs et canaux et des puits, la participation du projet s'est limitée à la fourniture de ciment et souvent du sable et à l'appui technique.

3. Conclusions

Les conclusions de l'évaluation effectuée auprès de la population sur ces nouvelles modalités de travail peuvent être résumées comme suit:

- ✦ la qualité des ouvrages construits par les bénéficiaires directs est meilleure que celle des ouvrages réalisés par des travailleurs recrutés par le projet et qui ne sont souvent ni bénéficiaires, ni même résidents de la zone;
- ✦ les rendements sont plus élevés parce que tout le monde travaille effectivement (puisque le salaire est fonction du rendement) ce qui permet de:
 - ✦ terminer plus rapidement les ouvrages "dont on a besoin rapidement",
 - ✦ gagner un salaire plus élevé,
 - ✦ participer à la réalisation de certains ouvrages,
 - ✦ combiner différentes activités: le groupe peut à un moment dispenser quelqu'un qui doit irriguer sa parcelle ou résoudre d'autres problèmes importants;

- ♦ les personnes recrutées peuvent se faire remplacer à chaque moment par quelqu'un de la famille; donc c'est la famille qui sert de référence et non l'individu.

En résumé, le projet a pu adopter deux stratégies de participation. Le volet participation de la population ayant pris un grand retard par rapport au volet aménagement, il a été nécessaire d'adopter au départ une **stratégie de mobilisation**, c'est à dire démontrer les objectifs et utilités des aménagements réalisés et solliciter la participation de la population pour la conservation, l'entretien et la valorisation des ouvrages et des ressources.

Par la suite, le projet a mis en œuvre une **stratégie de responsabilisation de la population**. Cette stratégie a consisté à redéfinir les problèmes, les priorités et les activités et à définir la responsabilité du projet et celle de la population. La population a commencé à assumer des responsabilités matérielles (en participant) et organisationnelles. Les méthodes utilisées ont été la MARP, SONDEO et SARAR. Une combinaison des techniques de ces méthodes s'est faite en fonction des étapes et des problèmes à résoudre.

De 1994 à 1995 la comparticipation du projet aux activités a été seulement de l'ordre de 16 % pour les petits réservoirs, moins de 10 % pour les puits et 50 % pour les canaux d'irrigation. Avant la mise en œuvre de l'approche participative, le projet finançait la totalité des coûts.

Les tableaux 1 et 2 présentent quelques résultats concrets des réalisations.

Tableau 1: Comparaison entre le travail sur chantier classique et le travail à la tâche

Activités	Rendement (m ³ /H/J)			Coût / m ³		
	chantier 1	chantier 2	différence a	chantier 1	chantier 2	différence b
Excavation	0,44	0,62	+ 41 %	524,6	293,9	- 44 %
Mortier de finition	0,72	0,82	+ 14 %	*	*	*
Pavement	1,22	1,74	+ 43 %	210,0	149,0	- 29 %
Construction en maçonnerie	0,10	0,16	+ 60 %	4,910	3,102	- 37 %

Légende chant. 1 chantier classique diff.a différence de productivité par rapport au chantier classique
 chant. 2 travail à la tâche diff. b différence de coût par rapport au chantier classique
 * données non disponibles

Tableau 2: Evolution de la production et des bénéfices de quelques cultures

Cultures	Avant projet (1990)					Fin de projet (1995)				
	superficie (ha)	production (t)	revenus (CVE)	coûts (CVE)	bénéfices (CVE)	superficie (ha)	production (t)	revenus (CVE)	coûts (CVE)	bénéfices (CVE)
Canne à sucre	19,0	237,5	5.938.000	1.306.000	4.632.000	17,0	248,2	6.205.000	931.000	5.274.000
Patate douce *	3,2	51,2	3.584.000	681.000	2.903.000	5,6	134,4	9.408.000	2.164.000	7.244.000
Manioc	1,8	21,6	2.592.000	570.000	2.022.000	3,4	51,0	6.120.000	1.224.000	4.896.000
Maraîchères**	-	-	-	-	-	3,2	140,8	14.080.000	4.224.000	9.856.000
Total	24,0	-	12.114.000	2.557.000	9.557.000	29,2	-	35.813.000	8.543.000	27.270.000

Légende: * 2 fois par an Prix/kg canne = 25 CVE manioc = 120 CVE
 ** 2,5 fois par an patate = 70 CVE maraîchères = 100 CVE

Gambie

- ♦ L'expérience du Projet SWMU dans le District de Foni Jarrol
Sarjoh Fatajoh, Animateur National du PRECONS
- ♦ La foresterie communautaire: une solution à la lutte contre les feux de brousse
Sarjoh Fatajoh
- ♦ L'approche participative "farmer-back-to-farmer"
Sarjoh Fatajoh
- ♦ Le rôle des communautés dans la conservation et gestion durable des ressources en
eaux et en sols
Lamin Nyangada, Coordinateur de programme, ONG Action Aid

L'expérience du Projet SWMU (Soil and Water Management Unit) dans le District de Foni Jarrol

Sarjoh FATAJOH

1. Introduction

Le District de Foni Jarrol se trouve en Gambie dans la Western Division. Il couvre une superficie de 20 - 25 km² et sa population compte environ 20.000 habitants.

En 1988, les villages Arangalien, Wassadu, Sintel Kanmamudu, Kranai et Batbutu Kantora ont demandé l'intervention de l'Unité de Gestion du Sol et de l'Eau (SWMU) pour résoudre les problèmes de salinisation dans les rizières et d'érosion du sol dans les terres arables des plateaux.

Les partenaires du projet sont la coopération technique allemande (GTZ), l'USAID et le Gouvernement Gambien.

2. Mise en œuvre du projet SWMU

La non-participation des populations rurales dans la planification et l'exécution des programmes de développement ruraux a souvent eu comme résultat l'échec de ces programmes.

Face à cette constatation, la SWMU a proposé de créer des Comités de Développement et de Conservation des Ressources (RCDC).

Travaillant avec les populations rurales du District de Foni Jarrol, la SWMU a choisi ce district comme zone-test d'expérimentation et d'évaluation des RCDC.

2.1. Objectifs de la SWMU

- ✦ Contribution à la participation des populations rurales dans la planification et l'exécution des programmes de développement rural, dont elles sont les bénéficiaires directs.
- ✦ Mettre au point un moyen de communication entre les paysans, les agences de développement rural et les vulgarisateurs.
- ✦ Favoriser l'émergence de l'esprit de coopération et de compréhension entre les paysans à l'intérieur et à l'extérieur du District.
- ✦ Renforcer l'esprit de "TESITO" (auto-promotion) en organisant les populations et en les mobilisant non pas à titre individuel, mais en tant que groupe.
- ✦ Attirer l'attention des populations du District sur les efforts de développement consentis par le Gouvernement et les ONGs qui œuvrent dans le pays.
- ✦ Former les paysans en matière de conservation des ressources et de développement.

- ✦ Réduire la duplication des efforts de développement.

2.2. Approche de la SWMU

Par rapport à ces objectifs, l'approche de la SWMU est la suivante:

2.2.1 Sensibilisation

Sensibilisation des paysans à la création d'associations et de comités au niveau de chaque village, des bassins hydrographiques et des districts.

2.2.2 Création de comités RCDC

a) Création de RCDC au niveau village

Ces comités sont composés d'au moins un homme et une femme et au maximum de deux hommes et une femme. Pour les petits hameaux, ils sont composés soit d'un homme, soit d'une femme. Les membres sont élus par le village et peuvent être remplacés à la demande des villageois. Les membres féminins représentent les femmes de leur village, habitants généralement peu ou pas écoutés. C'est pour cette raison que la pleine participation des femmes est vivement encouragée dans le processus de développement du District.

Les comités sont responsables de la communication au sein du village et à travers des réunions, de toute information venant de l'extérieur. Ils sont aussi responsables de la mobilisation des forces de travail du village pour des projets d'entre-aide adaptés.

Les membres des comités (y compris les femmes) peuvent se faire élire au Comité Central.

Les membres jouent aussi un rôle important dans la collecte d'informations utiles au sein leur comité respectif et la transmission de celles-ci aux agences qui en font la demande.

b) Création de RCDC au niveau bassin versant

Les RCDC des bassins versants sont composés d'un ou deux représentants de chaque village d'un même bassin. Les membres sont élus par les villageois parmi les membres des RCDC villageois.

Ces comités ont le pouvoir de décision sur tout ce qui touche à la conservation des ressources et au développement du bassin versant.

Au cours des réunions, les membres discutent collectivement de l'avancement des mesures de développement et de conservation des ressources et des problèmes qui affectent l'ensemble du bassin. Sont également discutés tous les détails de l'implantation des projets en cours et futurs du bassin.

Ces comités rapportent au Comité Central tous les progrès et problèmes de leur bassin. Les comités sont dirigés par un président (homme) et une vice-présidente (femme). Les membres du Comité Central sont élus parmi les membres des RCDC des bassins versants.

c) Création de RCDC au niveau de 3 bassins versants

Ces trois RCDC sont créés dans les trois bassins les plus importants du District:

- ✦ le bassin versant de Vassodu regroupant 7 villages et une superficie de 4.500 ha;

- ✦ le bassin versant de Sintel comprenant 4 villages et une superficie de près de 3.000 ha;
- ✦ le bassin versant de Kanmamudu comprenant 5 villages et couvrant 3.000 ha.

d) Création d'un Comité Central

Les membres du Comité Central de Développement et de Conservation des Ressources du District (DRCD) sont élus parmi les membres des RCDC des bassins versants.

C'est le principal organe de décision du District et il est composé d'un président, Chef de District, d'un conseiller vice-président, d'un secrétaire, d'un trésorier, d'un responsable des aides, d'un auditeur, d'inspecteurs et d'un secrétaire social.

Les tâches et fonctions du Comité Central sont:

- ✦ **la planification** de toutes les activités de développement et de conservation des ressources dans les trois bassins versants du District;
- ✦ **l'exécution**: la mobilisation des forces de travail et la supervision de l'exécution de tous les plans élaborés;
- ✦ **l'évaluation**: de façon systématique de tous les projets de conservation des ressources en cours dans le District;
- ✦ **la coopération**: travailler en tant que communicateur entre les paysans et toutes les agences de développement du District;
- ✦ **l'éducation**: former les paysans dans toutes les activités de développement présentées au Comité Central;
- ✦ **culture/politique/social**: prendre en charge tous les problèmes culturels, politiques et sociaux qui affectent le développement du District.

Dans la formation de tous les comités, le SWMU n'a pas perdu de vue le rôle important joué par les femmes dans le processus de développement national. De là, leur active adhésion et participation à la base.

Ces comités ne sont pas uniquement créés pour exécuter les projets de la SWMU. Ils doivent aussi collaborer avec toutes les agences de développement rural travaillant ou souhaitant travailler dans des projets de CES/DRS du District.

Les comités sont apolitiques. Pour leurs activités, ils sont appuyés par des agences de développement rural et des vulgarisateurs affectés par l'agence et acceptés par le Comité Central.

2.3. Instruments utilisés

- ✦ Manuel de formation sur l'organisation communautaire
- ✦ Cartes, photos et photos aériennes
- ✦ Supports audiovisuels (radio, vidéo, télévision)
- ✦ Sketches, posters et croquis.
- ✦ Cartes d'occupation des sols
- ✦ Niveaux à eau

2.4. Les étapes de l'approche

1. Sensibilisation
2. Détermination de l'échelle/zone d'intervention. Identification des problèmes relatifs aux ressources naturelles et des opportunités en relation avec les objectifs de planification.
3. Identification et inventaire des problèmes, prévision et analyse des ressources existantes et d'après-projet, en relation avec les problèmes identifiés.
4. Formulation de plans alternatifs de résolution des problèmes.
5. Evaluation des plans alternatifs.
6. Comparaison des plans alternatifs.
7. Sélection d'un plan recommandé.
8. Mise en place du plan.
9. Institutionnalisation.
10. Suivi et évaluation continus.

Le plan du bassin versant décrit toutes les alternatives de solutions, leurs impacts, le plan recommandé et constitue la base pour l'autorisation d'appui du SWMU, en accord avec ses objectifs. L'Unité de Gestion du Sol et de l'Eau du Département (SWMU) accorde son assistance pour le développement de ce plan.

Le plan est conçu pour réduire les problèmes causés par l'érosion des terrains agricoles, la sédimentation, le déboisement, la faible fertilité, la pauvreté des sols, la gestion de l'eau et la salinisation des terres de culture, problèmes particulièrement importants pour l'économie des habitants du District de Fonni.

Le tableau 1 donne un exemple de plan recommandé par rapport à des problèmes identifiés. C'est un outil technique et financier pour la mise en œuvre de pratiques de CES/DRS dans les exploitations du bassin versant.

Tableau 1

Problèmes	Plans recommandés
Erosion des terrains de culture et sédimentation	- digues en terre - culture en courbes de niveau - rotation des cultures
Economie agricole faible	- pratiques agricoles scientifiques - rotation des cultures - gestion des résidus de récolte
Salinisation des terres	- digues en terre
Fertilité du sol	- gestion des résidus de récolte - pratiques agronomiques scientifiques
Perte des ressources en animaux sauvages	- rotation des cultures
Ressources forestières	- reboisement - pratiques agroforestières

3. Résultats

Pendant près de dix ans, la SWMU a collaboré avec succès avec les populations du District dans l'implantation de mesures de conservation adaptées, tant sur les terres basses que les hautes terres, et tout en essayant de résoudre les problèmes aigus de dégradation de l'environnement.

Les mesures suivantes ont été implantées:

- ✦ digues de rétention d'eau,
- ✦ dans les terres basses, digues contre la salinisation,
- ✦ courbes de niveau,
- ✦ canaux de dérivation de l'eau,
- ✦ mesures anti-érosives sur les hautes terres.

La participation aux activités du projet a été volontaire. La participation communautaire et des comités de conservation et développement des ressources (RCDC) a été un succès et a permis la mise en place des techniques de CES/DRS.

Pendant toute cette période, la SWMU a fourni des appuis matériels (tracteurs, seaux, pioches) et humains. L'utilisation du niveau à eau a été introduite, de même que des techniques culturales adaptées (labour, désherbage, plantation, etc.). Dans les plaines et sur les pentes, les problèmes d'érosion ont été significativement réduits.

A peu près tous les villages de Foni Jarrol ont bénéficié des travaux de CES/DRS et c'est ainsi que le District a été le premier District à recevoir le label de conservation en Gambie.

La CES/DRS est devenue un processus permanent et les paysans du District sont devenus très consciencieux en ce qui concerne la réparation et l'entretien des ouvrages.

Les populations se sont également montrées intéressées par le développement d'activités agro-forestières et de programmes de gestion des pâturages, qui jusqu'à présent font défaut dans la zone.

La foresterie communautaire: une solution à la lutte contre les feux de brousse

Sarjoh Fatajoh

1. Introduction

Jusqu'à la moitié des années 80, l'attitude des populations envers la forêt était généralement négative. L'arachide constituait la seule culture de rente des paysans locaux. Le système de production était la culture itinérante, utilisant le feu comme moyen simple et bon marché pour défricher, ce qui contribua chaque année à de vastes feux de brousse. La culture d'arachides était en concurrence directe avec la couverture forestière. Les forêts avaient toujours été là, elles n'étaient utilisées par personne et ne produisaient rien de valorisable par les populations, sauf le bois de feu comme source d'énergie et des produits secondaires. A cette époque, les produits de la forêt étaient disponibles en abondance et les populations rurales et urbaines ne souffraient pas d'un manque de produits forestiers.

Heureusement, les conditions-cadre changèrent en faveur de la foresterie communautaire (community forestry). Suite à la chute des prix de l'arachide, sa production fut considérablement réduite et de là aussi la pratique de l'agriculture itinérante. Par ailleurs, pour la première fois de leur vie, les Gambiens ressentirent les impacts négatifs de la dégradation des forêts. A cause de l'augmentation du prix des lattes de rônier pour la construction, l'approvisionnement tomba à zéro. Les populations reconnurent également les changements climatiques: la baisse de la pluviométrie annuelle, les sécheresses plus fréquentes et plus sévères et la baisse du niveau des nappes phréatiques. Par ailleurs, dans le même temps, les populations voisines des stations forestières ressentirent les effets positifs de la gestion des forêts naturelles.

Actuellement, le temps est venu d'impliquer activement la population rurale dans la gestion des forêts. Dans ce but, le Gambian-German Forestry Project (Projet Forestier Germano-Gambien - GGFP) a conduit plusieurs études sur les possibilités d'introduire la foresterie communautaire en Gambie. Le Gouvernement a réagi positivement à ce développement et a élaboré une solide politique forestière qui implique la population locale dans la gestion des ressources forestières et appuie le transfert des responsabilités de leur gestion et même de leur propriété.

Une approche et une méthodologie de gestion forestière communautaire a été développée et le premier Accord de Gestion Forestière Communautaire (Community Forest Management Agreement- CFMA) a été signé en 1991 par le village de Brefet. Deux accords supplémentaires ont suivi et 8 demandes de CFMA ont été introduites auprès du Département Forestier (Forestry Department - FD) au cours de cette période. Actuellement, 100 villages participent au programme de foresterie communautaire (FC). Les effets de l'introduction de la FC ont été extrêmement positifs. Toutes les zones identifiées et déclarées comme réserves de foresterie communautaire (Forestry Community Reserves - CFRs) ont été protégées contre les feux de brousse par les communautés concernées et l'exploitation illégale a été immédiatement stoppée.

2. Stratégies d'approche générale en foresterie communautaire

Le succès de la gestion des réserves de foresterie communautaire dépend en premier lieu de la bonne volonté des populations, de leur intérêt, de leurs capacités et de leurs compétences pour gérer durablement leurs ressources. Il dépend cependant aussi des personnes et agences chargées de stimuler et de motiver les populations et qui sont sensées donner l'appui et les formations nécessaires.

La foresterie communautaire est le transfert de la gestion des zones forestières de l'Etat vers la responsabilité collective des villages. Cela implique le transfert au village des droits légaux sur une portion de forêt sur laquelle il possède traditionnellement des droits. L'idée est que si les villageois possèdent des droits reconnus par des lois sur une aire forestière, ils protégeront mieux la forêt que s'ils ne possèdent aucun droit légal sur la zone.

La quantité et la qualité de la couverture forestière de la Gambie est en rapide diminution. L'Etat et le Gouvernement ont constaté qu'ils ne peuvent gérer et protéger efficacement les forêts seuls, sans la participation des populations. Ainsi avec une nouvelle politique et législation forestières, le transfert de responsabilité aux villages a été rendu possible. Pour les villageois, la motivation est de bénéficier de la propriété de leurs ressources forestières et la reconnaissance du fait que si les ressources forestières diminuent, ils seront les premiers à en souffrir.

En général, ce que les agents impliqués dans le travail de développement peuvent faire dans ce processus de FC est de contribuer à faire de l'aménagement forestier une partie de la vie du village. De la part des villageois, cela implique un réel souhait et engagement pour prendre en charge leur forêt et une organisation cohésive au sein du village. En tant qu'agents du développement (extensionnistes), nous agissons comme facilitateurs pour les guider à travers le processus et les former à devenir des gestionnaires de forêts, de telle manière qu'ils remplissent les critères de l'acquisition de la propriété. Pour chaque village, notre assistance peut être différente. Par exemple, si un village ne voit pas clairement les effets du déboisement, notre rôle est de l'aider à mieux les percevoir. Certains villages peuvent vouloir des conseils quant à la protection de la forêt contre les feux de brousse; nous devons alors les aider. Mais en général, nous devrions les aider à construire les mécanismes qui selon l'expérience sont nécessaires pour être un bon village de FC, un village organisé qui sait quand faire quoi pour protéger et tirer des bénéfices de sa forêt.

Pour s'assurer que les villages ayant acquis la propriété de leurs forêts le méritent, il faudra vérifier qu'ils sont des gestionnaires responsables.

Le processus ou approche de FC a été divisé en trois phases:

- ♦ la phase de planification
- ♦ la phase-test de propriété
- ♦ la phase finale de propriété.

3. Phases de l'approche de foresterie communautaire

Phase 1:

Planification et accord préliminaire de gestion forestière communautaire (Preliminary Community Forestry Management Agreement/PCFMA)

Au cours de la phase de planification, le village reçoit de l'aide pour élaborer un plan de gestion de sa forêt, mais n'a aucun droit légal. En accord avec le principe de l'approche participative, chaque communauté intéressée par la FC doit introduire sa candidature pour l'acquisition de l'accord préliminaire de gestion forestière communautaire (PCFMA). L'intérêt de la population pour la FC dépend d'abord de leur niveau de sensibilisation vis-à-vis de l'environnement et de la prise de conscience de leur dépendance face à la forêt. Le temps et les moyens nécessaires à la prise de conscience suffisante de la population varient d'un village à l'autre. Dans certains villages, il est nécessaire de partir de zéro, c'est-à-dire de reprendre toute la procédure d'approche classique à partir de la base, alors que d'autres possèdent déjà une structure décisionnelle (le plus souvent sous la forme d'un Comité de Développement Villageois, CDV) et suffisamment d'expérience pour entreprendre immédiatement des actions concrètes.

Indépendamment de la capacité et de la prise de conscience de la population, les principes du concept et programme de la foresterie communautaire supposent que les responsabilités et les rôles de chaque partie impliquée soient compris de tous les participants.

Avant d'introduire la requête, quelques mesures préparatoires doivent être entreprises, incluant l'identification de la zone forestière, la collecte de toutes les données de base relatives à la population et la forêt, et l'établissement d'une structure institutionnelle responsable de la gestion forestière par une approche de "Evaluation Rurale Participative" (Participative Rural Appraisal - PRA).

La demande d'adhésion au PCFMA comprend les documents suivants:

- ✦ la demande d'adhésion;
- ✦ un traité d'accord entre les villageois pour une gestion forestière communautaire;
- ✦ une attestation du Chef de District certifiant que la zone forestière se trouve sous l'autorité villageoise et est mise à disposition de la gestion communale;
- ✦ un accord inter-villageois, dans le cas où plusieurs villages se partagent la forêt;
- ✦ une carte de localisation du village et de la forêt,
- ✦ un croquis de la zone forestière et de ses limites provisoires.

Les demandeurs peuvent être le Chef de village ("Alkallo"), le Conseil Villageois, le comité villageois de développement, le comité de gestion forestière ou toute autre structure légalement reconnue qui dépose la demande au nom de tous les membres de la communauté. La demande du PCFMA doit être signée par le demandeur ou ses représentants reconnus et tous les participants représentés par les chefs de ménage résidant dans le village.

Les résultats de cette planification sont consignés avec notre assistance dans un plan de gestion qui est soumis à l'approbation du Département Forestier (FD). Le PCFMA est un accord entre le FD et le village concerné, où la propriété de la zone forestière est transférée à la population à titre d'essai.

Le FD impose quelques critères que le village doit satisfaire avant de pouvoir entrer dans la phase-test de propriété (Trial Ownership Phase), phase où le village mettra en œuvre son plan et recevra le droit de propriété conditionnelle de l'aire concernée. Les critères imposés sont:

- ♦ un plan de gestion: document contenant un plan annuel détaillé des travaux forestiers proposés, un programme triennuel, la composition du comité, une carte de la zone forestière, une description générale de la forêt;
- ♦ les règles et règlements (légaux) de gestion forestière;
- ♦ un acte de résolution signé par le village, dans lequel les villageois certifient adhérer aux conditions de l'accord de foresterie communautaire et les autorités administratives d'être informées.

Une fois complétés, ces documents sont transmis à l'Officier de la Division Forestière (DFO) qui décide si le village peut passer à la phase-test de propriété. La demande est ensuite transmise au Directeur des Forêts (DOF) pour approbation finale. Des ateliers villageois sont ensuite organisés pour élaborer le plan de gestion préliminaire de la réserve de foresterie communautaire (CFRs) détaillant les activités qui devront être exécutées au cours de la phase préliminaire de FC, en spécifiant les fonctions du Comité ainsi que les règles et règlements de gestion forestière.

Phase 2:

Phase-test de propriété (Trial Ownership Phase)

Si la demande de propriété préliminaire est approuvée, les droits légaux du village sur la forêt communautaire changent. Le village entre alors dans la phase-test de propriété. Pour acquérir l'accord PCFMA, on estime qu'une période d'environ 6 mois est nécessaire, mais cette durée est évidemment fonction du village et des personnes qui appuient le village dans ce programme (voir tableau 1).

Au cours de cette phase-test de propriété, le village a la possibilité de démontrer qu'il est un bon gestionnaire de forêt. Le FD ne peut plus délivrer de permis de coupe pour cette zone et les produits non-ligneux de la forêt peuvent être vendus légalement, les bénéfices revenant aux villageois conformément aux accords établis lors de la résolution villageoise.

Idéalement, la phase-test de propriété dure trois ans, durée prévue dans le plan de gestion pour les activités telles que la protection contre les feux, la plantation de rideaux coupe-feu, la sylviculture etc.

Ensuite, le village est évalué pour décider s'il est assez compétent pour accéder à la phase finale de propriété, phase où il obtiendra tous les droits légaux sur la zone concernée et sera autorisé à disposer de tous les bénéfices issus des produits forestiers, pourvu qu'il respecte le plan de gestion.

- ♦ l'organisation et la mobilisation des forces de travail;
- ♦ les mécanismes de prise de décisions et l'implication des femmes dans ces processus;
- ♦ le niveau de performance des activités accomplies;
- ♦ le partage des bénéfices;
- ♦ la gestion des revenus, s'ils existent.

Si les résultats de l'évaluation sont positifs, l'étude et la délimitation finales de la forêt communale sont effectuées, ainsi que le rapport d'étude et la carte. Ensuite, le formulaire d'Accord de Gestion de Foresterie Communautaire (Community Forestry Management Agreement - CFMA) est complété par le Chef de l'Unité de Foresterie Communautaire. Le rapport d'étude et un éventuel résumé du rapport d'évaluation font partie du CFMA. Le chef de l'unité de FC transmet tous les documents au Ministre responsable via le Directeur du Département des Forêts et recommande l'octroi du CFMA à la communauté en question. Après l'approbation du Ministre, une cérémonie de signature/remise du CFMA est organisée dans le village en présence du Ministre et des autorités locales. Avec la signature du CFMA, la zone forestière passe du statut de "zone forestière communautaire" (CFA) à celui de réserve forestière communautaire (CFR).

Si les résultats de l'évaluation indiquent que les villageois ne sont pas parvenus à respecter les termes et les conditions du PCFMA, le Chef de l'unité de FC recommande au Directeur du FD l'annulation du PCFMA, en lui soumettant le rapport d'évaluation. Le Directeur du FD révoque alors le PCFMA avec pour conséquences, l'annulation de tous les droits temporairement attribués à la communauté. La "zone forestière communautaire" (CFA) redevient une "forêt d'accès libre" (Open Access Forest - OAF).

Phase 3:

Phase de Propriété Finale - Accord de Gestion Forestière Communautaire (Community Forestry Management Agreement - CFMA)

Le CFMA garantit à la communauté le plein droit d'utilisation de la réserve forestière avec un notion de propriété conditionnée. Le CFMA spécifie les composantes du projet de FC et les objectifs de gestion à long terme de la réserve forestière. Il détaille les rôles et responsabilités du Département des Forêts (FD), des ONGs partenaires et de la communauté dans la réalisation, la supervision et le contrôle des activités de gestion forestière. De plus il contient les règles générales et les lois régissant la gestion forestière.

Le CFMA n'est pas limité dans le temps, mais il est suspendu par ordre du Ministre en place si la communauté ne respecte pas les règles et les lois mentionnées dans le CFMA et si la mauvaise gestion mène à la détérioration et/ou à la destruction du couvert forestier.

La gestion des réserves de foresterie communautaire doit respecter des principes de gestion durable. Les activités menées dans la réserve doivent être spécifiées dans le plan de gestion à moyen terme élaboré par les villageois avec l'assistance du FD. La durée des plans de gestion est de cinq ans. Toute utilisation commerciale de produits forestiers doit reposer sur un principe de récolte réglementée spécifié dans le plan de gestion et soumis à l'approbation du Chef du FD divisionnaire.

Les figures 1 à 3 donnent un aperçu de tout le processus, partant du concept de base, en passant par les phases légales, jusqu'à des exemples de certaines activités pouvant être développées lors de chaque phase.

4. Conclusions

En Gambie, la foresterie communautaire est un concept en évolution qui s'améliore au fil des expériences. Le succès dépend de notre aptitude à nous, agents du développement, à appuyer les villageois pour saisir cette opportunité de pouvoir posséder et gérer les ressources forestières de la Gambie. Actuellement, l'unité de FC élabore un guide simple et un manuel traitant tous les aspects de la FC, des légalités aux méthodes d'approche des villages, des exemples de problèmes du passé, etc.

L'approche et la mise en œuvre de la FC ont entraîné une diminution de la pratique annuelle des feux de brousse en Gambie. On peut espérer qu'en retirant des bénéfices et en protégeant leur capital contre les feux et les activités illégales, les villages deviendront de vigilants gardiens des forêts dont ils sont légalement propriétaires. Ainsi le bien-être du village sera assuré non seulement pour le présent mais aussi pour le futur.

Les personnes intéressées par la FC ou désireuses de suivre le développement de cette activité pourront accéder facilement à l'information grâce à ce nouveau guide.

5. Abréviations

FC	Foresterie Communautaire (Community Forestry)
CFMA	Community Forestry Management Agreement (Accord de Gestion Forestière Communautaire)
FD	Forestry Department (Département des Forêts)
CFR	Community Forestry Reserve (Réserve de Foresterie Communautaire)
PCFMA	Preliminary Community Forestry Management Agreement (Accord Préliminaire de Gestion Forestière Communautaire)
DVO	Divisional Forestry Officer (Officier de la Division Forestière)
DOF	Director of Forestry (Directeur des Forêts)
CFA	Community Forestry Area (Zone Forestière Communautaire)
OAF	Open Access Forest (Forêt d'Accès Libre)

	CF Phases			
	General Sensitization	Preparatory Measures	Preliminary Phase	Implementation/Consolidation Phase
Milestones	Villagers express interest	Villagers filed PCFMA application	PCFMA Award Evaluation CFMA	Award
Legal Forest Status	Open Access Forest (Licensing System)	Open Access Forest (Licensing System)	Open Access Forest (for the benefit of the applicant) = Communal Forest Area (CFA)	Community Forest Reserve (CFR) ("restricted" resource ownership rights)
Concerned Legislation/ Forest Management Rules and Regulations		Constitution Land Provinces Act & Regulations Forestry Act Forestry Regulations		+ CFMA + by-laws
Management Planning	none	none (Strategy for Approaching and Supporting - SAS)	Preliminary Management Plan (3 years) Work plans	Medium-term Forest Management Plan (5 years) Work Plans
Villagers' Rights/Benefits		Forest products utilization for household consumption including grazing		extended user rights (commercial production *)

* only according to the approved (preliminary) forest management plan and (preliminary) by-laws

Figure 1: Transfert progressif de la propriété de la forêt vers les communautés locales et implications légales.

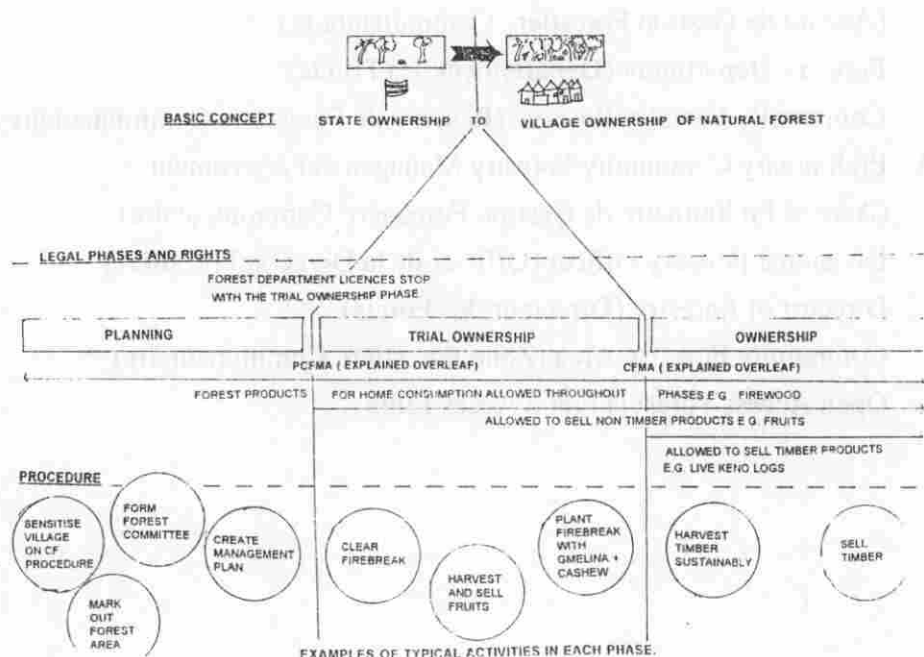


Figure 2: Principales activités de chaque phase

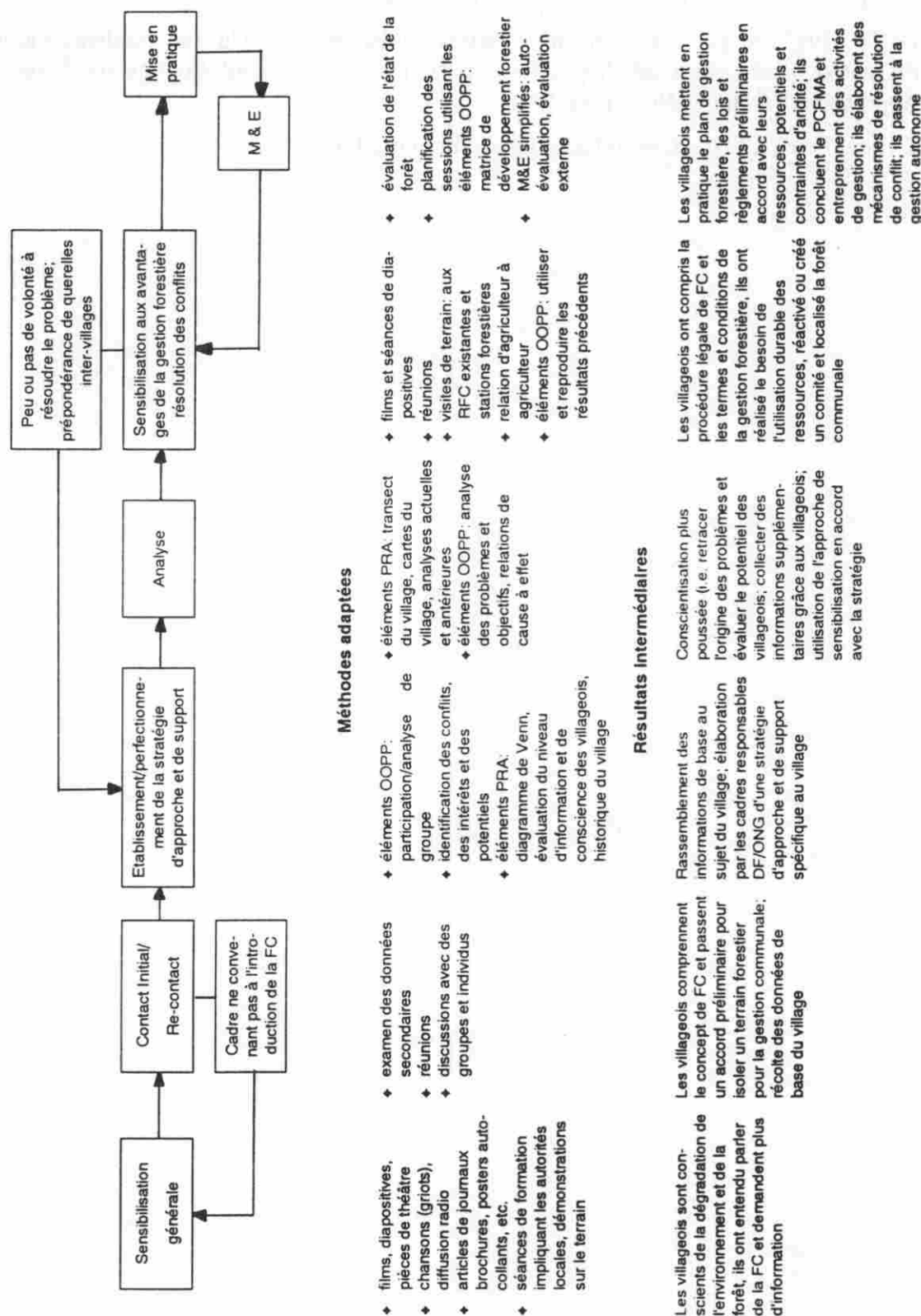


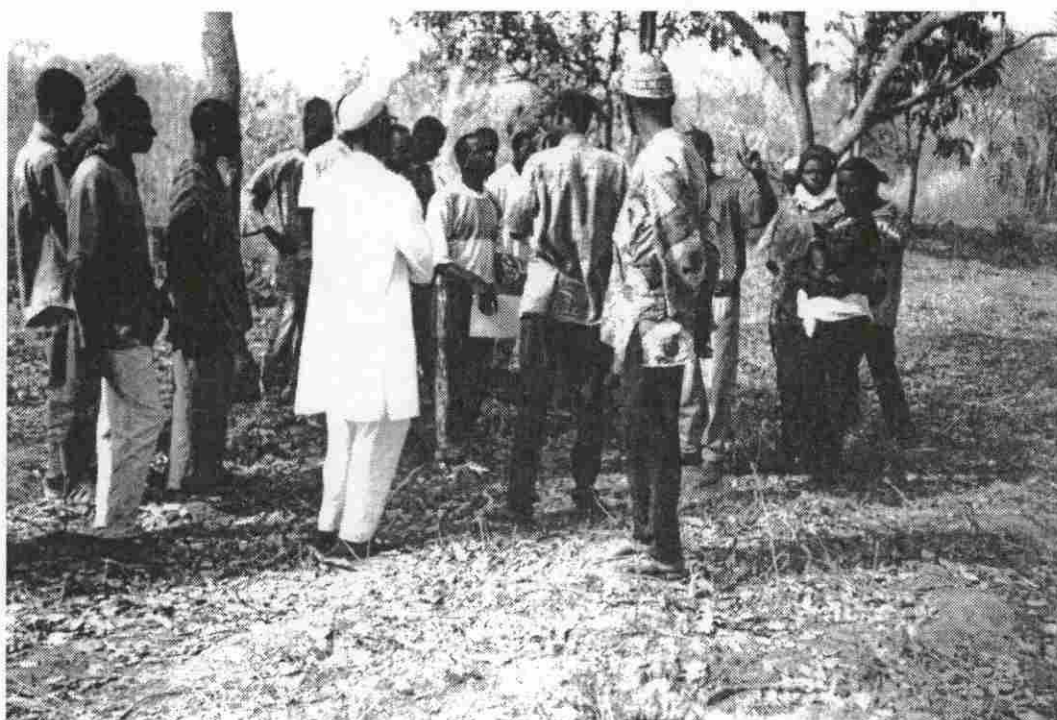
Figure 3: Etapes principales de l'approche villageoise

6. Bibliographie

GGFP, 1995: The Gambian Forest Management Concept (GFMC)

GGFP, 1997: Steps in Community Forestry Initiation, Start-Up and Implementation. Presented during the workshop series on "Orientation Toward Community Forestry Approaches". October-November 1996.

O'Hara, Peter, 1997: An introduction to Community Forestry.



Etude des ressources de la forêt communautaire avec le Comité Villageois



Feu contrôlé le long des coupe-feux
de la réserve de foresterie communautaire

L'approche participative "farmer-back-to-farmer" (du-paysan-au-paysan) dans la North Bank Division

Sarjoh FATAJOH

1. Introduction

Le processus "farmer-back-to-farmer" est un processus cyclique qui part du paysan et se termine au niveau du paysan.

Le modèle a été initié et testé en 1995 par le service forestier (Divisional Forestry Office), en étroite collaboration avec FORUT et les "Peace Corps Volunteers", dans les régions basse et haute du District de Baddibou, North Bank Division (NBD).

La NBD est une des zones les plus déboisées du pays et l'agriculture y est l'activité principale de la majorité des familles. Au cours des précédentes générations, année après année, les villageois ont coupé des arbres pour se procurer du bois de chauffe et acquérir de nouvelles terres agricoles.

Pendant longtemps, la culture d'arachide a constitué la principale source de revenu. La diminution du nombre d'arbres, l'aridité des sols, la réduction de la fertilité des terres par l'érosion, les changements climatiques (diminution de la durée de la saison des pluies) et la chute des prix de l'arachide ont eu pour résultat qu'actuellement, les paysans travaillent plus pour gagner moins et sont contraints de trouver d'autres sources de revenus pour compenser les faibles revenus de l'arachide.

Face à cette situation, l'approche "farmer-back-to-farmer" (du-paysan-au-paysan) a été proposée/adaptée pour favoriser la prise de conscience des paysans, encourager leur responsabilisation et leur auto-promotion, notamment par la vulgarisation de la culture en couloirs qui associe aux anacardiens, l'arachide, le mil ou le sorgho.

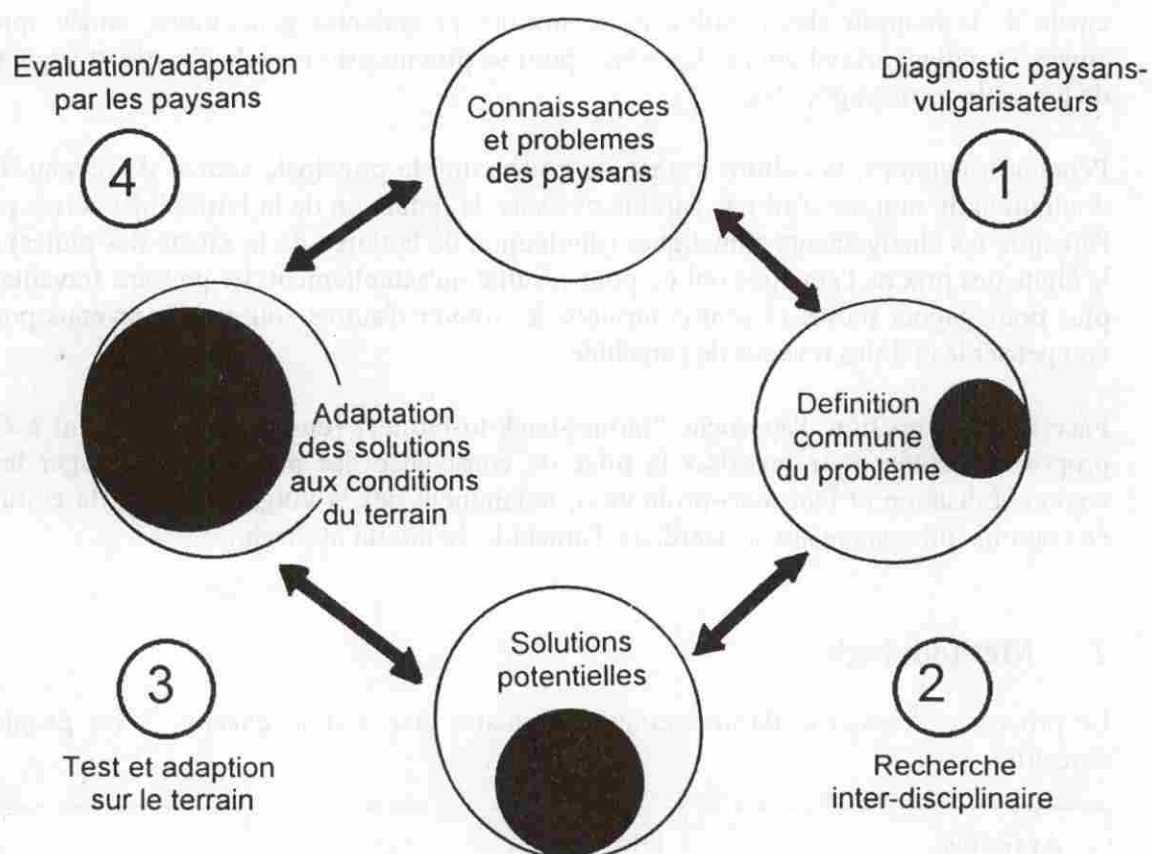
2. Méthodologie

Le processus "farmer-to-farmer" comprend quatre étapes dont chacune a ses propres objectifs.

Activités	Objectifs
1. Diagnostic	Définition générale du problème par les paysans et l'équipe des vulgarisateurs
2. Recherche inter-disciplinaire	Identification et développement de solutions potentielles au problème

Activités	Objectifs
3. Test et adaptation sur le terrain	Adaptation des solutions aux conditions des paysans
4. Evaluation/adaptation par les paysans	Adapter les techniques aux conditions locales Comprendre les préoccupations du paysan Adoption d'un système de suivi et de contrôle

Ce modèle peut être représenté schématiquement comme suit:



La méthodologie "farmer-back-to-farmer" (Rhoades, 1984)

Note: Les surfaces noires dans les cercles indiquent l'accroissement de la compréhension technologique du problème, à mesure que la recherche avance. Il faut remarquer que la recherche doit constamment être adaptée.

3. Description des étapes

Etape 1: Sensibilisation / Savoir-faire paysan / Identification des problèmes

L'objectif des sessions est d'amener les paysans, à partir de leurs connaissances, à prendre conscience de l'importance des arbres en tant que composante de l'environnement et source de revenu, et de démarrer un dialogue sur la manière de résoudre les problèmes causés par le déboisement. La sensibilisation a pour objectif d'inciter les paysans à agir. C'est un processus continu.

Identification des besoins exprimés par les paysans: le dialogue est continu pour appuyer les paysans dans l'identification de leurs priorités relatives au reboisement, en tenant compte de leurs ressources, de leur disponibilité et d'autres contraintes locales. Face aux problèmes prioritaires, différentes solutions sont discutées et analysées et un plan d'action est élaboré.

Etape 2: Analyse des problèmes

L'objectif est de mieux comprendre les problèmes les plus importants (définition commune des problèmes). Pendant le processus d'identification des problèmes prioritaires des paysans (faibles rendements des arachides, faible fertilité du sol, faible pluviométrie, bois de feu inadéquat), l'équipe interdisciplinaire acquiert assez de d'informations pour identifier les points-clés des études ultérieures.

L'élaboration de l'arbre à problème est réalisée avec les paysans, ce qui favorise les discussions et échanges d'idées. C'est également l'occasion de démontrer les relations entre causes et effets des principaux problèmes (par ex. déboisement).

Après l'analyse des problèmes, une rencontre est organisée au village pour la présentation des résultats. D'autres vulgarisateurs, des dirigeants de la communauté et des ONGs sont aussi invités. Au cours de la réunion "l'arbre à problèmes" visualisant les causes et les effets, a été présenté pour sensibiliser le public.

Etape 3: Recherche de solutions possibles

Face aux problèmes des paysans, l'objectif est de trouver des solutions qui soient socialement, économiquement et pratiquement réalisables durablement.

Au cours de la réunion, les paysans doivent partager leurs connaissances techniques traditionnelles sur la croissance des arbres, leur savoir acquis depuis des années et expliquer leurs pratiques traditionnelles d'utilisation des arbres.

De même, ils expliquent les récents changements survenus au sein de leur environnement: croissance démographique, envahissement des zones forestières, déboisements,

feux de brousse, systèmes d'utilisation des terres, régime foncier, passage de l'économie de subsistance à l'économie de marché, etc.

De cette manière, on souhaite que les paysans participent activement aux activités de recherche et développement et utilisent au maximum leur connaissance des opportunités et contraintes existantes.

Les solutions potentielles proposées ont suggéré que les techniques d'utilisation des terres devaient être modifiées, ce qui améliorera le sol et augmentera les revenus des paysans de même que cela diminuera la surface agricole.

La principale solution à ces problèmes est la culture en couloirs, où les cultures de rente et l'anacardier sont associés sur la même parcelle, correctement espacés et gérés.

Les paysans ont également suggéré que les espèces à utilisation multiple (légumineuses) pouvaient être plantées entre les lignes d'anacardier à des espacements de 5 x 5 m dans la ligne et 20 m entre les lignes. Finalement, il s'établira une symbiose et les arbres plantés amélioreront la fertilité du sol, joueront le rôle de brise-vent, apporteront revenus, nourriture et bois de chauffe.

A ce stade, 25 paysans innovateurs ont été identifiés pour une visite terrain à Sokone, au Sénégal. Ils ont visité le PASA (Projet Anacardier Senegal Allemagne), où la culture en couloirs a été réalisée avec succès.

Étape 4: Test et adaptation de la culture en couloirs dans des champs d'essai

A ce stade, les paysans innovateurs ont reçu des fonds des "Peace Corps" et de FORUT pour l'acquisition de semences d'anacardiers et de 2.400 sachets de polyéthylène. Ils ont délimité leurs fermes et creusé des trous avant les pluies. Vers la fin de la saison des pluies, des protections contre les animaux ont été installées autour des arbres, protections subsidiées à 50 % par le projet.

Chaque année, ce programme est testé à petite échelle avec la participation des paysans. Si les paysans sont convaincus et adoptent la culture en couloirs, l'étape suivante est l'identification des contraintes à l'accroissement de ce nombre de paysans innovateurs.

Le facteur le plus limitant est l'absence de moyens simples et bon-marchés pour protéger les arbres contre bétail, moutons et chèvres pendant la saison sèche. Ce problème rend la pratique de la culture en couloirs (plantation d'arbres dans le champ) très difficile, compte tenu des arbres, des techniques de protection et du niveau des ressources disponibles.

4. Conclusions

L'objectif du programme " Cultures en Couloirs" est d'introduire la plantation d'arbres comme une activité durable nécessitant un minimum d'aide et d'assistance extérieurs.

La création de comités villageois en faveur des arbres (Village Tree Committees/VTC) est un aspect de cette stratégie. Le mouvement se développe dans un nombre constamment

croissant de villages et on espère que les différents comités pourront se regrouper en une association qui se chargera de l'acquisition des semences, des sachets de polyéthylène, etc.

Les comités villageois en faveur des arbres sont également chargés de poursuivre les actions de sensibilisation dans leur village.

Pour cela, les avantages de l'initiation du programme "farmer-back-to-farmer" sont:

1. le diagnostic des problèmes conjointement par les paysans et l'équipe inter-disciplinaire;
2. la recherche interdisciplinaire de solutions;
3. le test et l'adaptation de solutions techniques sur le terrain (champs d'essai);
4. l'évaluation des solutions techniques et l'adaptation aux conditions locales par les fermiers eux-mêmes.

Le rôle des communautés dans la conservation et la gestion durable des ressources en eaux et sols

Lamin NYANGADO

1. Introduction

La gestion des ressources en eaux et sols est primordiale pour le maintien de la vie sur la terre. Malheureusement, ce problème ne reçoit qu'une attention limitée de la part des communautés et des agences de développement.

En Gambie, on a longtemps considéré que la conservation des eaux et des sols relevait du domaine de l'Unité de Gestion des Eaux et des Sols (SWMU) du Département des Services Agricoles; les autres services du même Ministère ne semblaient pas vouloir partager cette responsabilité. Peut-être les problèmes relatifs aux ressources en eaux et sols n'étaient-ils pas aussi aigus et de ce fait pas ressentis comme un besoin urgent de la part des populations, particulièrement des agriculteurs.

Cependant, avec la pression grandissante de la part d'une population constamment croissante cherchant à satisfaire ses besoins primaires, et la conséquente réduction de leur potentiel de base de même que des autres revenus, il est devenu absolument nécessaire pour tous de s'engager dans la protection et la conservation de ces ressources, afin d'assurer leur disponibilité pour la satisfaction des besoins humains de base maintenant et à l'avenir.

L'eau et les sols sont essentiels pour assurer la sécurité alimentaire. Pour cela, maintenir leur qualité est fondamental dans le processus général de réduction de la pauvreté, ce qui demandera des efforts stratégiques et concertés.

2. Leçons du passé

Par le passé, de nombreuses erreurs graves ont été commises dans la mise en œuvre de programmes de conservation des eaux et des sols. Ces erreurs constituent des leçons considérables pour les agents du développement comme les ONGs, pour l'élaboration des futures stratégies et actions.

Le modèle de planification traditionnel supposait que la bureaucratie gouvernementale et ses administrateurs détenaient l'essentiel des informations indispensables et étaient compétents pour atteindre les objectifs fixés.

En même temps, les agents de la conservation et les ingénieurs sous-estimaient l'intelligence et les compétences des communautés avec lesquelles ils travaillaient. Ainsi, ils concevaient des projets et des activités de conservation indépendamment des populations concernées.

Il est également clair que les services de développement ne se sentaient responsables que vis-à-vis des bailleurs de fonds et étaient donc constamment pressés et préoccupés par l'atteinte des délais fixés par ces bailleurs. Ceci conduisit à négliger les valeurs et savoir-faire locaux, les actions furent menées rapidement afin d'assurer une plus grande disponibilité de fonds créant plus d'opportunités d'emploi pour eux-mêmes.

En conséquence, les bénéficiaires devinrent des acteurs passifs et écoutant les discours des projets boiteux ayant des fonds de plus en plus faibles. Les projets de conservation furent évalués rapidement, aucune provision ne fut faite pour des actions postérieures, qui étaient, après tout jugées inutiles.

3. Passage vers la participation effective des communautés

Avec cet arrière-plan ainsi que la reconnaissance du fait que la participation communautaire est essentielle pour la conservation durable des eaux et des sols, les ONG et autres agences gouvernementales ont démarré l'édification de bases pour une meilleure et plus effective collaboration dans les activités de conservation.

Dans ce processus, les agriculteurs sont formés en approches de planification communautaire de base (community base planning / CBP) qui comprennent l'identification de problèmes et solutions, l'analyse et le développement de plans d'action utilisant la technique "apprentissage et action participatifs" (PLA/ Participatory Learning and Action) et d'autres techniques pratiques.

Ainsi, les communautés développent un sens d'appropriation et commencent à assumer de plus grandes responsabilités pour leurs projets. Comme les communautés prennent de plus en plus de responsabilités, les agents de la conservation sentent leur pouvoir menacé et sérieusement diminué.

Mais d'un autre côté, ce changement est compensé par le fait que leur fonction dans la société a légèrement changé et requiert seulement un ajustement de leur rôle. Ils assument maintenant des responsabilités plus complexes et plus variées, par exemple en jouant un rôle de stratégestes, en planifiant créativement plutôt que mécaniquement, en interprétant les aspirations communautaires, en traduisant les valeurs communautaires en actions appropriées répondant à leurs besoins.

4. Rôle des agriculteurs

La participation des agriculteurs est bien illustrée dans la philosophie d'une "approche centrée sur la communauté", où le rôle principal est joué par les populations elles-mêmes. D'une manière générale, une implication significative de la communauté dans la conservation des ressources en eaux et sols est réalisée si les populations sont convaincues qu'elles peuvent convertir raisonnablement les coûts et investissements consentis en bénéfices nets.

Comme le niveau de sensibilisation des populations a raisonnablement augmenté, leurs rôles et responsabilités deviennent plus prononcés par leur dévouement grandissant à leur cause. En résultat, les communautés et leurs organisations proposent leur propre pro-

gramme de développement et deviennent les acteurs de la mise en œuvre de ce programme. Ils identifient et analysent ensemble leurs problèmes et en même temps recherchent les opportunités pour l'indépendance et l'autonomie. Dans ce processus, le paysan choisit librement son partenaire et le type de relation de partenariat, et surtout, quels besoins à satisfaire en priorité et à quel moment.

Les communautés identifient et expriment leurs problèmes, elles négocient les solutions appropriées, et la manière avec laquelle elles le font devrait être entièrement leur apanage et pas être contrôlé par l'extérieur.

Cependant, une organisation d'appui devrait en temps utile être à leurs côtés pour guider le processus. Dans la même voie, les communautés font eux-mêmes leur analyse d'objectifs et les convertissent en actions/plans/propositions concrets.

Finalement, les communautés prennent la responsabilité de mesurer la performance du projet sur la base de critères et indicateurs définis par eux, de même qu'elles déterminent et conçoivent les futures activités à entreprendre.

Par exemple, les communautés peuvent ne pas être intéressées par l'élégance d'une structure de conservation, mais plutôt par la durabilité qu'elle va avoir. Une activité de conservation coûteuse et nécessitant de gros frais d'entretien risque de ne pas être adoptée par les agriculteurs gambiens.

Souvent, ils sont bien plus intéressés par la production qu'ils peuvent espérer en tirer. Par exemple, dans quelle mesure la quantité produite par unité de surface, maintenant réduite suite à l'érosion, peut-elle être augmentée suite aux actions de conservation.

5. Conclusions

La gestion permanente de la qualité des ressources en sol et eau assure une production alimentaire durable, augmentant la sécurité alimentaire et améliorant ainsi la qualité générale de la vie. La participation reflète une stratégie de développement focalisée sur le rôle central que les populations jouent dans toutes les sphères de la vie. Il est à noter qu'avec une participation effective, la société alloue des ressources à des secteurs et des activités à l'intérieur du secteur.

Dans tous les efforts de développement et de conservation des eaux et des sols en particulier, le rôle des femmes (c'est-à-dire les principaux producteurs) et les groupes défavorisés de la société, devrait être mieux reconnu et valorisé.

Ils devraient être autorisés à prendre leur position vitale dans la société pour démontrer pleinement leurs potentialités. Ceci réduira considérablement les différences et augmentera le respect mutuel, la confiance, la compréhension et l'acceptation.

En Gambie, les femmes jouent un rôle prédominant dans les ménages. Cependant, ces fonctions importantes sont largement sous-évaluées, puisqu'elles sont rarement appréciées dans un contexte économique. Les femmes cultivent la majorité des aliments consommés dans le ménage, elles cultivent des légumes (pour l'alimentation) et s'occupent

des enfants. Ces activités et bon nombre d'autres ne sont jamais quantifiées dans l'estimation de leur contribution au ménage.

Par exemple, les femmes du village de Nema cultivent beaucoup de légumes surtout en saison sèche. Une partie est utilisée pour la consommation familiale et l'autre partie est vendue pour rembourser les dettes du mari. Ces femmes sont souvent privées de crédits, qui dans la plupart des cas ne sont accordés qu'à leurs maris, alors que ce n'est pas toujours la meilleure solution.

Les crédits doivent être conçus pour être accessibles aux femmes qui travaillent jour après jour seulement pour être considérées faibles et non productives à la fin.

La participation peut-être brièvement exprimée en terme de bénéfices et de coûts relatifs comme l'illustre l'équation de Joseph Makokha:

$$P = (B \times Pr) - C$$

Ceci veut seulement dire que:

"la participation P est fonction des bénéfices B que l'on peut espérer en tirer avec une probabilité Pr qu'ils vont vraiment se réaliser, moins les frais C du travail à leur rencontre.

Autrement dit, les populations participent à une activité si elles sentent que les bénéfices à tirer dépassent le temps et l'effort consentis pour les acquérir.

Guinée Bissau

- ♦ Projet de Promotion de l'Approche Participative dans les Programmes Forestiers
Domingos Bancessi, Technicien Forestier, MDRA
- ♦ Récupération des terres de mangrove dans le cadre de l'Association des Agriculteurs de Cupedu
Francisca da Silva Baticam, Animatrice Nationale du PRECONS
- ♦ La Planification Côtière en Guinée Bissau
Guilherme Da Costa, Directeur National du Bureau de Planification

Projet de Promotion de l'Approche Participative dans les Programmes Forestiers

Domingos BANCESSI

1. Introduction

Au niveau de notre sous-région, l'action du climat et de l'homme ont contribué au processus de dégradation progressive de l'environnement, surtout de la couverture végétale. Cette dégradation a comme conséquences:

- ✦ une diminution des ressources en eau,
- ✦ une forte réduction de l'espace destiné au pâturage,
- ✦ une diminution graduelle de la production agricole.

Par rapport aux pays voisins, la Guinée-Bissau a des conditions écologiques et climatiques très favorables, néanmoins la population rurale a déjà commencé à sentir les effets de la désertification et est amenée à développer ses propres stratégies pour mieux vivre.

La rapide dégradation des ressources forestières et les faibles moyens d'intervention de l'Etat dans la protection de l'environnement conduisent à la nécessité d'une meilleure responsabilisation des populations dans la conduite des actions de développement. Ce sont entre autres ces raisons qui justifient la création du projet de promotion de l'approche participative dans le domaine forestier.

Dans ce cadre, le gouvernement a demandé l'assistance technique de la FAO pour la mise en œuvre du projet "Promotion de l'Approche Participative dans les Programmes Forestiers". L'objectif de cette assistance est d'appuyer la Direction Générale des Forêts et de la Chasse dans le développement de l'approche participative au sein des programmes et projets forestiers, dans le but d'une implication effective des populations au programme national de gestion des ressources naturelles.

2. Démarche du projet

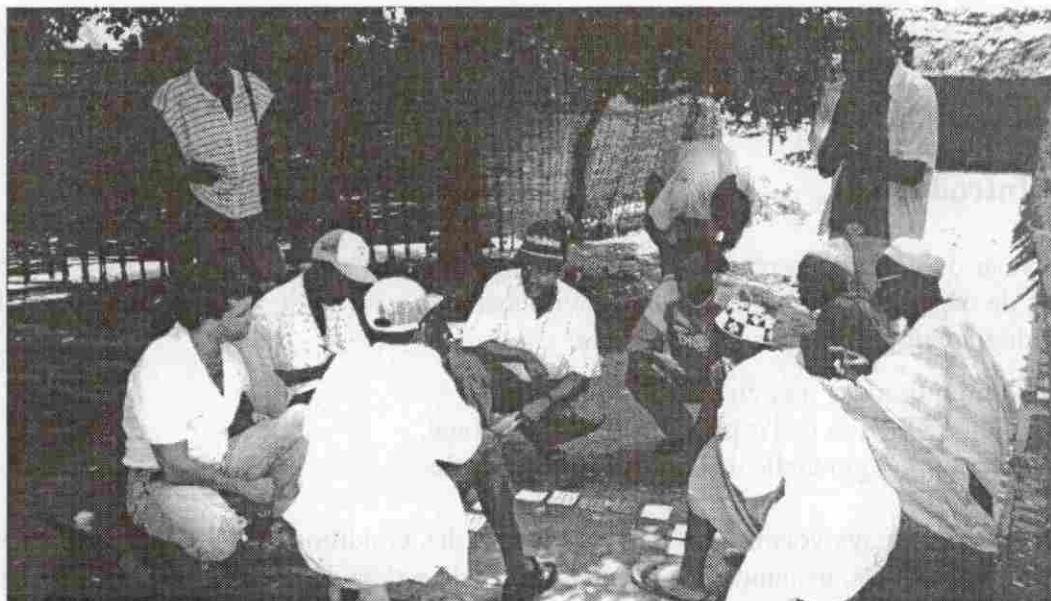
Les activités du projet sont exécutées en trois étapes: le diagnostic, la formation et la stratégie.

2.1. Le diagnostic

Au cours de cette étape, nous avons réalisé une première journée de réflexion au cours de laquelle a été élaboré un examen/diagnostic de la situation.

Après une partie théorique commune, deux équipes interdisciplinaires ont été constituées pour l'exercice pratique de terrain. Cet exercice s'est déroulé dans deux villages à l'est du

pays et en étroite collaboration avec le Projet Agro-Sylvo-Pastoral (PASP) et le Projet Parc National de Dolombi.



Diagnostic rural à Dulombe (Est)

Les deux objectifs de l'exercice ont été atteints:

- ♦ formation de dix cadres de la Direction Générale des Forêts et de la Chasse dans l'application de la méthode accélérée de recherche participative (MARP);
- ♦ réalisation de deux diagnostics ruraux dans deux villages où interviennent les deux projets de développement rural.

La réalisation des diagnostics nous a permis de récolter des informations sur la gestion des terroir villageois, notamment:

- ♦ les opportunités et les contraintes à l'amélioration des pratiques locales d'utilisation et de gestion de ressources forestières;
- ♦ les systèmes d'utilisation des ressources forestières et agro-sylvo-pastorales pratiqués localement.

2.2. La formation

Les actions de formation en approche participative réalisées dans le cadre du projet ont les objectifs suivants:

- ♦ conceptualisation de l'approche participative dans les programmes forestiers et de gestion des terres rurales,
- ♦ initiation des cadres de la DGFC à l'application des méthodes et instruments de l'approche participative, ainsi qu'aux supports de communication interactive.

La méthodologie de travail adoptée est celle qui consiste à valoriser l'expérience des participants, le formateur jouant le rôle de facilitateur, présentant le thème à discuter et animant les discussions en plénière. Les travaux sont effectués individuellement, en sous-groupes ou en plénière.

Au niveau contenu, nous avons pu réaliser:

- ✦ deux séminaires de formation pour les cadres forestiers sur l'approche participative,
- ✦ des stages d'application,
- ✦ des voyages d'étude au Sénégal et aux îles du Cap Vert.

Les stages de d'application

Les stages d'application sont conçus de manière à répondre aux besoins concrets en formation et en recyclage des équipes des délégations forestières régionales.

Ils ont pour objectif d'approfondir la connaissance et la maîtrise de la méthodologie de l'approche participative. Ils ont été organisés à peu près de la même manière dans toutes les régions.

Les discussions se sont concentrées sur:

- ✦ les principes de l'approche participative (à titre de révision),
- ✦ des thèmes spécifiques,
- ✦ les techniques de la MARP (à titre de révision),
- ✦ l'élaboration de plans de travail individuels, ainsi que de plans de travail des délégués régionaux et responsables de secteurs.

2.3. Stratégie

Au cours de l'étape de la stratégie, un deuxième atelier de concertation a été organisé. Nous avons également élaboré un plan thématique de formation et d'application de l'approche participative (Document de terrain n°3, p. 31-35 du projet TCP/GBS/4451).

3. L'approche participative

3.1. Introduction

Un principe généralement admis est que les populations prennent en charge les actions au début de tout programme ou projet de développement. Ce concept veut souligner les points suivants:

- ✦ la responsabilisation des populations dans les actions entreprises;
- ✦ l'engagement des populations avec leurs partenaires dans les zones de développement;
- ✦ le respect des modes de pensée, des stratégies originales et des objectifs des populations dans l'exploitation de leurs ressources et dans l'aménagement de leur environnement.

Tout cela comprend les éléments d'un débat qui a été mené ces dernières années sur les stratégies, les méthodes et les moyens de promouvoir un développement durable, et il prend le nom de "participation". A tout cela, il manquait une méthodologie, un moyen systématique qui permette de mettre en pratique ce principe et d'en mesurer l'impact. Cette méthodologie a été dénommée "approche participative" et elle gravite autour du concept de participation.

La participation n'est ni une adhésion à une option, ni non plus un moment dans un projet. Elle est plutôt une dynamique qui se réactive incessamment, qui est fonctionnelle et pragmatique et dans laquelle les agents du développement et les populations mettent ensemble leurs savoirs, leurs savoir-faire et leur volonté dans des actions qui ont été conçues en "partenariat" en vue d'améliorer, de manière durable, la prise en charge et la gestion des activités entreprises.

L'approche participative permet à l'agent de développement de donner aux populations la place et le rôle principaux dans la réalisation de leurs aspirations et, aux populations de prendre leurs responsabilités dans la conception et dans la réalisation de leurs entreprises.

Il s'agit donc de conduire les populations à:

- ♦ analyser leurs problèmes,
- ♦ rechercher des améliorations,
- ♦ choisir des actions appropriées,
- ♦ organiser leurs activités.

Mais il s'agit aussi pour l'agent de développement de:

- ♦ se concerter avec les populations,
- ♦ soutenir leurs initiatives,
- ♦ répondre à leurs sollicitations.

L'approche participative est une démarche en partenariat, mais également une démarche globale, car elle développe la réflexion sur tous les aspects d'un problème.

Le processus de l'approche participative, rigoureux et chronologique, est en même temps pédagogique. En effet, à travers ce processus, les populations apprennent à:

- ♦ se servir de leurs connaissances et de leur savoir-faire,
- ♦ utiliser une démarche efficace pour la résolution des problèmes.

Les agents de développement apprennent à:

- ♦ mieux connaître leur zone d'intervention,
- ♦ respecter les stratégies et initiatives des populations,
- ♦ utiliser une démarche efficace de résolution des problèmes,
- ♦ agir en tant que partenaire.

Par conséquent, elle favorise:

- ♦ la prise en charge et la gestion par les populations des activités que ces mêmes populations auront conçues et décidées.

- ✦ la recherche systématique de solutions à l'ensemble des problèmes que les populations vivent et expriment.

Ainsi, ces mêmes populations acquièrent progressivement une autonomie d'analyse et de résolution des problèmes, un élargissement de leurs expériences et une ouverture à d'éventuelles innovations permettant une résolution plus performante des problèmes.

En conclusion, l'approche participative est un instrument qui permet à l'agent de développement d'amener graduellement les populations à la responsabilisation et à l'autonomie dans la prise en charge de la gestion de leurs activités.

3.2. Phases de l'approche participative

- ✦ La programmation à la base
- ✦ La réalisation des programmes
- ✦ La gestion des programmes

3.2.1. Echange d'informations et de connaissances entre partenaires

- Objectifs: ✦ établir un premier diagnostic socio-économique et écologique de la zone d'intervention
- ✦ créer une base de concertation entre partenaires

3.2.2. Sensibilisation/conscientisation

- Objectifs: ✦ favoriser la prise de conscience dans la capacité d'agir des populations

3.2.3. Identification des problèmes et solutions possibles

- Objectifs: ✦ identifier les situations ressenties et exprimées comme problèmes par les populations
- ✦ recenser les manifestations de ce problème
 - ✦ identifier les solutions susceptibles de résoudre ce problème
 - ✦ recenser les stratégies de résolution des problèmes
 - ✦ hiérarchiser les problèmes et les actions à entreprendre en fonction de leur priorité et de leur faisabilité

3.2.4. Organisation/programmation à la base (étape déterminante)

- Objectifs: ✦ planifier en partenariat l'ensemble des dispositions pratiques relatives aux actions retenues dans les étapes précédentes
- ✦ définir avec précision les rôles des partenaires
 - ✦ partager les responsabilités
 - ✦ initier à la gestion des activités
 - ✦ formaliser les engagements entre partenaires par des protocoles, des contrats, des procès verbaux de réunions, etc.

3.2.5. Formation thématique à la base

Objectifs: ♦ faciliter aux populations l'acquisition progressive des connaissances techniques relatives à l'ensemble des thèmes qui les concernent. innovations techniques = formation théorique, démonstrations pratiques, visites/ échanges

3.2.6. Suivi-évaluation en cours de réalisation

Objectifs: ♦ identifier d'éventuels blocages et défaillances et y remédier à temps
♦ contacter et mesurer l'efficacité d'une innovation
♦ rendre les populations conscientes du fait que l'activité leur appartient et qu'elles en sont les maîtres d'œuvre tant dans la réussite que dans l'échec

3.2.7. Auto-évaluation

Objectifs: ♦ analyse critique
♦ mesure de l'efficacité

En ce qui concerne l'application de la méthodologie dans le temps et dans l'espace, il faut souligner qu'il faut:

- ♦ respecter la vitesse d'évolution et de progression des populations dans le temps selon leur degré d'assimilation,
- ♦ adapter toute intervention à la progression des populations.

Avec l'auto-évaluation et l'évaluation-bilan, les populations acquièrent les informations sur les activités et programmes entrepris, ce qui leur permet de mettre en œuvre des nouvelles activités, c'est-à-dire programmer, réaliser et évaluer.

En d'autres termes, après l'appropriation progressive de la démarche participative, les populations seront en mesure d'entreprendre une nouvelle application de la démarche participative.

Récupération des terres de mangrove dans le cadre de l'Association des Agriculteurs de Cupedu (Guinée Bissau)

Maria Francisca DA SILVA BATICAM

1. Introduction

Actuellement, la Guinée-Bissau se trouve confrontée aux sérieux problèmes suivants:

- ✦ la production alimentaire est insuffisante pour couvrir les besoins de la population, ce qui oblige le pays à importer plus de 15.000 tonnes de céréales par an;
- ✦ en zone littorale, on assiste à une dégradation de l'environnement et de la production agricole.

Voici quelques éléments importants de ce processus:

- ✦ depuis 1970, baisse de la pluviométrie;
- ✦ déplacement de la population des rizières profondes vers les terrains pauvres, situés plus en hauteur, accélérant l'érosion;
- ✦ mauvaises interventions au niveau de l'écosystème mangrove;
- ✦ intensification de l'acidité et de la salinisation.

Dans le pays, il existe un certain nombre de projets de développement du littoral dans lesquels une attention particulière est accordée à l'agriculture.

L'écosystème de la mangrove couvre un tiers du territoire national. Sa valeur considérable est aujourd'hui reconnue et se manifeste à trois niveaux:

- ✦ au niveau local, l'écosystème de la mangrove fournit à la population d'innombrables produits comme le riz, le poisson, les huîtres, le sel, le miel, les médicaments et le bois;
- ✦ au niveau national, l'économie dépend en grande partie des produits provenant directement ou indirectement de l'écosystème mangrove;
- ✦ au niveau international: la valeur écologique des forêts de palétuviers dépasse les frontières du pays; ces forêts constituent des relais importants pour de nombreux oiseaux au cours de leurs migrations trans-africaines.

2. Les projets de récupération des mangroves

A partir de l'indépendance de la Guinée Bissau en 1973 et jusqu'en 1985, les projets de récupération des terres de mangrove ont réalisé de nombreux travaux de construction des barrages anti-sel, investissant d'importantes sommes d'argent. L'objectif principal de ces réalisations était d'atteindre l'autosuffisance alimentaire du pays.

Dix ans plus tard, une évaluation globale de ces projets a été réalisée et a révélé que l'objectif de départ n'avait pas été atteint. Au niveau alimentaire, la Guinée-Bissau n'est toujours pas autosuffisante.

Par ailleurs, plus de la moitié des barrages anti-sel construits ont été abandonnés par la population. Les causes principales en sont:

- ♦ l'absence d'études socio-économiques avant la construction des barrages: ces études auraient permis d'avoir une perception réelle de l'intérêt de la population concernée pour l'aménagement et de déterminer la rentabilité de l'investissement appliqué par rapport à la production rizicole;
- ♦ le manque d'intérêt des populations pour les investissements réalisés: la population n'ayant pas été impliquée dans la conception du projet, elle considère les ouvrages comme une "importation";
- ♦ l'importance des superficies récupérées grâce aux aménagements (parfois plus de 1.000 ha) a créé des problèmes de gestion de l'eau, qui sont trop difficiles à maîtriser par les populations;
- ♦ la diminution des pluies, ce qui augmente la salinisation et l'acidité des sols.

Les résultats de l'évaluation sus-mentionnée ont conduit le Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture (MDRA) et le Département d'Hydraulique Agricole et des Sols (DHAS) à modifier leur stratégie par rapport à la conception des projets:

- ♦ impliquer la population au niveau de toutes les phases du projet,
- ♦ réaliser des petits projets en utilisant les techniques traditionnelles améliorées,
- ♦ responsabiliser la population aux travaux d'entretien des ouvrages.

Cette nouvelle approche paraît porter ses fruits. Un exemple démonstratif est celui l'Association des Agriculteurs de Cupedu dans la Région de Biombo. Cette Association avait sollicité auprès du DHAS, l'appui pour la fermeture d'un bras de rivière afin de récupérer des terres de mangrove pour la production de riz.

3. La récupération traditionnelle des terres de mangrove

Les mangroves se localisent dans les plaines d'estuaire sur des sols alluvionnaires très riches, mais particulièrement délicats à mettre en valeur. En effet, les conditions des mangroves favorisent les réactions chimiques réductrices, et si on modifie ces conditions, on assiste aussitôt à une oxydation intense qui dégage des composés acides pouvant conduire à la stérilisation complète du sol.

En Guinée Bissau, l'ethnie Balante qui vit à proximité des fleuves et sur les terres basses des glacis et des versants, a mis au point une technique traditionnelle de riziculture qui maintient la fertilité des sols de mangrove: le système des "bolanhas".

Les systèmes "bolanhas" se retrouvent dans les larges plaines alluviales plus au moins influencées par les marées. Ce sont ces bolhanas qui dominent dans les villages balantes, les terres de plateau ne sont pas mises en valeur. Les Balantes ne cultivent que des

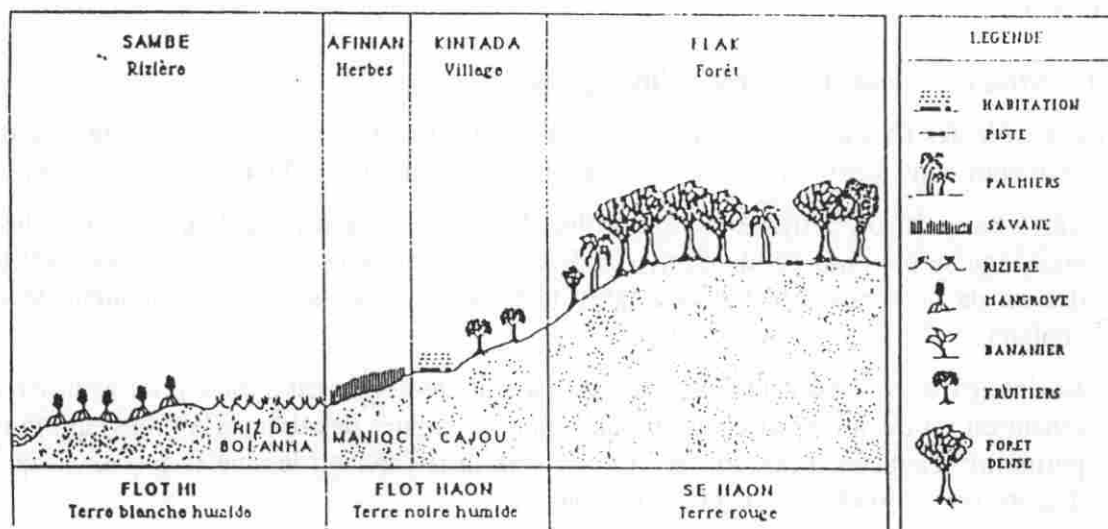


Figure 1: Modélisation de la toposéquence pour les systèmes "Bolanha" et dénomination Balante des principales unités de terroir.

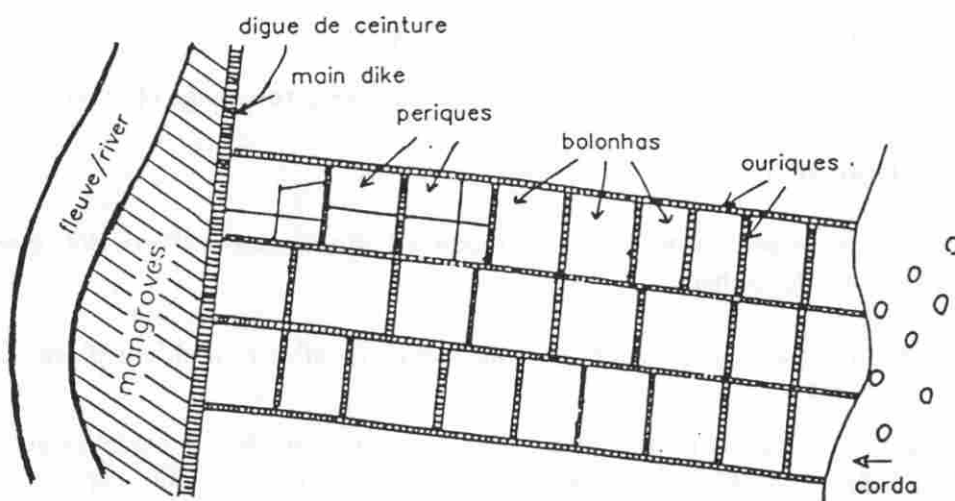


Figure 2: Rizières de mangrove

jardins de case, quelques petits champs de manioc et pratiquent l'exploitation rizicole des terres de mangrove.

3.1. Mise en valeur des terres de mangrove

- a) **contrôle des flux d'eau:** l'étape consiste à construire une digue de ceinture ou un barrage pour contrôler le niveau de l'eau et isoler le terrain de l'influence de l'eau salée;
- b) **défrichement:** on défriche la zone isolée; l'agriculteur abat les palétuviers et le dessouchage se poursuit pendant environ 5 ans; pendant cette période, le paysan réalise des essais de semis direct du riz, afin de tester le processus de dessalement de la "bolanha";
- c) **lessivage du sol:** c'est l'étape au cours de laquelle le terrain est lessivé pour abaisser la teneur en sel du sol; pour cela, on place dans les digues des drains (bombas) qui vont permettre d'évacuer l'eau chargée en sel vers la rivière; on lessive le terrain jusqu'à disparition complète des végétaux halophytes;
- d) **aménagement et entretien** de la rizière: pour cela, le paysan utilise le "kebinde", pelle oblongue, dont l'élasticité facilite le retournement de la terre; le billonage est la seule opération culturale de préparation du sol; il permet de travailler d'une année à l'autre sur la même couche superficielle de terre et d'éviter la remontée du sel et des substances toxiques à la surface.

Les travaux de labour peuvent être divisés en deux temps:

- ✦ le premier labour consiste à fendre les billons de l'année précédente et à retourner les mottes sur les sillons;
- ✦ le deuxième labour consiste à former les nouveaux billons à l'emplacement des anciens.
- ✦ l'important est d'éviter au maximum l'aération du sol.

Les autres opérations culturales comportent le repiquage, le gardiennage et la récolte.

3.2. Entretien des aménagements

La gestion de l'eau est la seule opération d'entretien à réaliser, mais celle-ci doit être permanente tout au long de l'année.

Les drains permettent le passage contrôlé des eaux douce et salée et assurent plusieurs fonctions:

- ✦ en saison sèche, la lutte contre les mauvaises herbes par submersion des parcelles avec de l'eau salée; ce processus contribue à régénérer la fertilité du sol en contrecarrant les réactions d'oxydation;
- ✦ en saison des pluies, le réglage de la hauteur d'eau dans les parcelles de riz.

L'organisation des travaux des "bolanhas" est une combinaison de deux grandes catégories de main d'œuvre:

- ✦ la main d'œuvre familiale, qui intervient particulièrement dans l'entretien des digues et le gardiennage des récoltes;
- ✦ la main d'œuvre collective, pour les travaux de labour, repiquage, vannage, récolte et abattage.

4. Le contexte de l'Association

4.1. Localisation

Le village de Cupedu se trouve dans la région de Biombo, secteur de Quinhamel. Il appartient à la fois au royaume traditionnel de Tor et de Biombo.

L'Association des Agriculteurs regroupe 62 villages et comprend un total de 1.550 individus membres.

4.2. Objectifs et activités

L'objectif principal de l'Association est d'améliorer le régime alimentaire de la population et d'atteindre l'autosuffisance alimentaire.

Pour atteindre ces objectifs, l'Association réalise plusieurs activités:

- ✦ dans le cadre de l'autosuffisance alimentaire, l'Association produit du riz;
- ✦ dans le cadre des activités économiques, chaque village possède une plantation d'anacardières, dont les fruits (pomme Cajou) sont pressés par les femmes pour la production de jus et les noix destinées à l'exportation;
- ✦ l'Association compte un groupement de pêcheurs, composé d'hommes et de femmes.

5. Description de l'expérience

En vue de récupérer 80 ha de terres de mangrove pour la production rizicole, les paysans de Cupedu souhaitaient réaliser la fermeture d'un bras de rivière. Pour réaliser les travaux nécessaires, les membres de l'Association de Cupedu ont introduit une demande d'appui au DHAS.

Le DHAS a organisé une réunion d'information et de sensibilisation avec l'Association, afin de s'assurer de l'appui de ses membres dans l'exécution des travaux et répartir les tâches et responsabilités de chaque partie.

L'Association a procédé à la collecte de fonds afin de financer le carburant des engins et machines et d'assurer l'hébergement et la restauration de l'équipe du DHAS.

Elle a mis sur pied des brigades de travail, constituées des membres ainsi que des populations des villages avoisinants (ou d'alliance familiale). Les brigades ont été réparties selon le sexe et les classes d'âges.

Après avoir obtenu l'autorisation du Ministère MDRA pour l'exécution des travaux, le DHAS a donné son appui en fournissant l'équipement de travail nécessaire ainsi que du personnel technique.

Le matériel utilisé comprenait:

- ✦ les tracteurs, les bulldozers, les camions et autres engins du DHAS,
- ✦ le matériel agricole traditionnel "Kebinde" et autre matériel des paysans.

En fonction du nombre de personnes disponibles, une longueur de digue variant entre 100 et 150 m a été construite quotidiennement. Ainsi, en 30 jours, 4 km de digue de ceinture ont pu être construits à la main. Les engins du DHAS ont travaillé à la fermeture du bras de la rivière.

Le repiquage est une tâche réservée aux femmes. Les jeunes filles font les travaux de vannage et de transport du riz. La nourriture est préparée par les femmes.

Traditionnellement, la terre appartient par héritage à la population du village concerné. Les terres nouvellement mises en valeur ont été distribuées entre les personnes ayant participé à la construction de la digue de ceinture, même lorsqu'elles n'étaient pas membres de l'Association.



Construction d'une digue de ceinture

6. Résultats

6.1. Données techniques du barrage

Distance accumulée	355,11 m	
Largeur de la rivière	86,10 m	
Profondeur de la rivière	6,00 m	
Hauteur du barrage	3,40 m	
Base majeure de la digue	11,20 m	
Base mineure de la digue	5,20 m	
Volume de la digue	2.938,35 m ³	
Volume du barrage	7.671,61 m ³	+ 12 % du coefficient de glissement
Volume total	11.530,55 m ³	

6.2. Analyse économique du barrage

	En PG	En FCFA	En ECU
1. Détermination des coûts			
Coût du barrage	240.625.000,00	5.350.000	8.313
Superficie récupérée	80 ha	80 ha	80 ha
Coût de la récupération par ha	3.007.812,00	66.875	104
2. Détermination des bénéfices			
Production riz (2 t/ha - 25%)	120 t/an	120 t/an	120 t/an
Prix du riz (marché local) par kg	± 12.000,00	267	0,41
Bénéfice par an	1.440.000.000	32.040.000	49.200
3. Bénéfice net (1ère année)			
total	1.199.375.000	26.690.000	40.887
par hectare	ca. 15.000.000	ca. 333.625	511

Ces chiffres ne tiennent pas compte du coût de la main d'œuvre. L'investissement financier effectué peut être récupéré après une année de production.

6.3. Participation des populations

a) Participation financière

	En PG	En FCFA	En ECU
En espèces	100.000.000	2.227.171	3.454
En carburant (gasoil)	42.000.000	935.412	1.451
Total	142.000.000	3.162.583	4.905

b) Participation directe

- ✦ construction de la digue de ceinture de 4 km
- ✦ participation directe de 50 à 100 personnes par jour
- ✦ alimentation du personnel du DHAS
- ✦ hébergement du personnel du DHAS

Les populations ont été sérieusement responsabilisées à la gestion et l'entretien des travaux d'aménagement. La digue de ceinture est entretenue annuellement par tous les exploitants du périmètre aménagé et au sein du périmètre, chaque parcelle est entretenue par son propriétaire.

7. Analyse des résultats

7.1. Résultats positifs

L'objectif fondamental actuel du MDRA est la promotion d'une agriculture sédentarisée et durable. Le premier résultat positif de ces travaux est la fixation des populations dans leur région, alors qu'auparavant elles étaient obligées de se déplacer pour rechercher des terres agricoles.

D'un point de vue écologique, la production du riz sur les terres de mangrove diminue la pression agricole sur les plateaux, ce qui diminue le défrichement, la pratique des feux de brousse et donc l'érosion.

Du point de vue socio-économique, l'augmentation de la superficie de production du riz permet aux familles de rester ensemble toute l'année. Les dépenses autrefois consacrées à l'achat de riz, surtout en saison des pluies, où les prix sont particulièrement élevés, sont évitées. En cas d'excédent de production, celui-ci peut être commercialisé.

7.2. Les contraintes et difficultés

Parmi les contraintes rencontrées, on peut citer la difficulté de changer la mentalité des populations, de les sensibiliser à participer aux travaux en fonction de leurs moyens, le DHAS n'ayant pas les moyens de financer tout. Toutefois, les réunions de sensibilisation ont permis de surmonter cette résistance des populations.

D'une manière générale, la récupération des mangroves signifie parallèlement une destruction du biotope des poissons, des mollusques et crustacés (huîtres, crevettes, etc.) et donc une diminution, voire une disparition de cette faune.

Une autre conséquence négative est le déboisement des mangroves, ce qui peut entraîner la diminution des pluies, la sécheresse et donc un manque d'eau pour dessaler les "bolanhas".

8. Conclusions

Les résultats obtenus par la récupération de la "bolanha" de Cupedu sont très encourageants et montrent clairement l'importance de l'approche participative dans la stratégie de conservation des sols et des eaux.

Lorsque l'ensemble des travaux d'aménagement étaient financés par les projets, la population ne s'occupait pas des entretiens, elle préférait abandonner les terres dès que des problèmes surgissaient ou demander de l'argent pour faire les travaux.

Actuellement, la participation active des populations à toutes les étapes d'exécution des travaux et dans le financement partiel des travaux a conduit à une prise de conscience de leur part de l'effort consenti par l'Etat et les a responsabilisées dans la gestion et l'entretien des travaux réalisés.

Cette stratégie est envisageable dans les zones de mangroves et là où la pluviométrie atteint au moins 1.600 mm/an, c'est-à-dire en Gambie, Guinée-Bissau et dans la région de la Casamance au Sénégal.

La Planification Côtière en Guinée Bissau

Guilherme DA COSTA

1. Introduction

Située sur la côte occidentale de l'Afrique, la Guinée-Bissau a une superficie de 36.125 km², une population d'un million d'habitants avec un taux de croissance de 1,9 % par an.

La Guinée-Bissau fait partie des pays les moins avancés. L'agriculture constitue la base de l'économie en occupant environ 75 % de la population du pays. Le Gouvernement porte toute son attention sur ce secteur, vu la contribution décisive de l'agriculture à l'autosuffisance alimentaire et l'implication de la majorité des populations rurales.

D'autre part, ce secteur a fait l'objet de grandes pressions. De l'indépendance à 1996, près de 230.000 ha de terre ont été distribuées à 1.430 "ponteiros" (agriculteurs modernes). On estime actuellement que ce nombre s'élève à 2.200 agriculteurs qui exploitent une superficie des 320.000 ha, soit 27 % de la superficie cultivable du pays.

Le Gouvernement a opté pour l'intensification de l'exploitation des ressources naturelles afin de faire face aux problèmes de développement et résoudre les compromis sur la dette extérieure.

Avec l'appui de la communauté internationale, la Guinée Bissau a entamé au moment de l'indépendance en 1974, un vaste programme de restructuration économique en effectuant de gros investissements dans d'immenses projets, sans articulation intersectorielle, ce qui a évidemment conduit à des échecs.

Le Programme d'Ajustement Structurel (PAS) de la Banque Mondiale et du FMI a été mis en place dans le pays depuis 1987. Il s'est basé sur

- ♦ le développement de la monoculture de l'anacardier en vue de l'exportation de la noix de cajou,
- ♦ l'augmentation de l'exportation du bois,
- ♦ l'augmentation de l'octroi de permis de pêche aux embarcations étrangères avec toutes les conséquences sociales et économiques pour la population rurale.

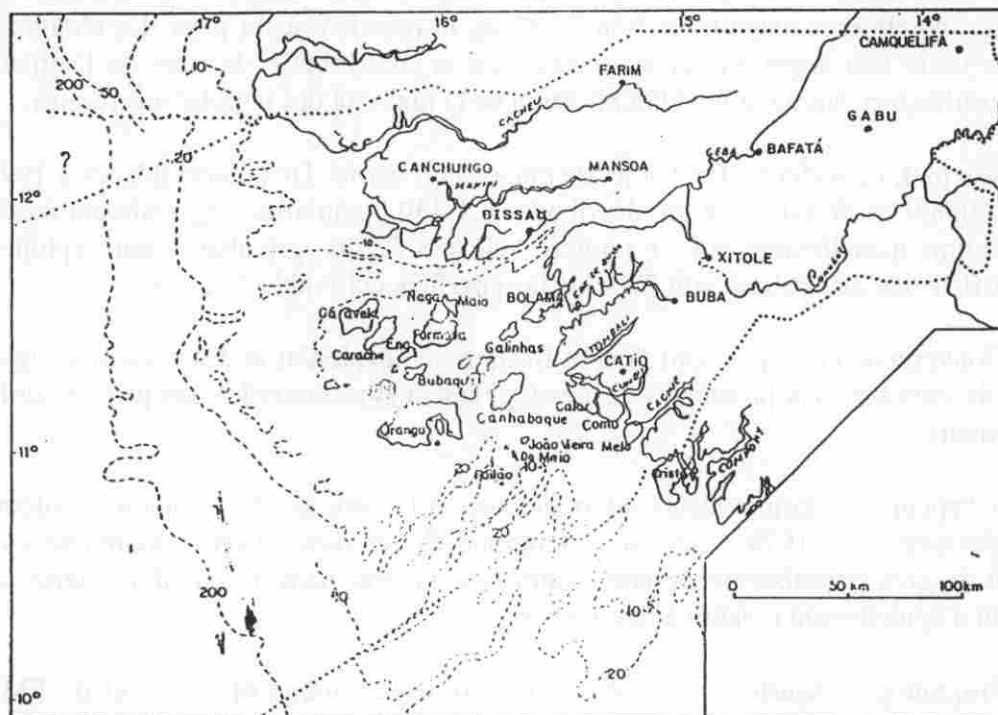
Selon Padovani (1991), une autre cause de l'échec du PAS est l'utilisation irrationnelle des ressources financières et le manque de contrôle dans l'attribution des crédits (faibles taux de remboursement).

Pour cette raison, on considère opportune la mise en œuvre d'une nouvelle approche qui implique les populations rurales dans la gestion des ressources naturelles de leurs zone de juridiction, en bénéficiant d'un pourcentage des recettes de l'exploitation de ces ressources.

2. Les caractéristiques de la zone côtière

La zone côtière de la Guinée-Bissau est d'une extrême importance tant au niveau de ses ressources naturelles que de ses caractéristiques physiques et biologiques.

Au niveau de la côte occidentale de l'Afrique, le littoral de la Guinée-Bissau représente une des plus grandes plate-formes continentales. Il est découpé par les estuaires et les fleuves par l'intermédiaire desquels la salinité avance jusqu'à environ 150 km à l'intérieur du pays (carte 1).



Carte 1: Plate-forme continentale de Guinée Bissau (IUCN/MDRA-DGFC, 1992)

Le littoral est bordé d'une frange de mangroves, un des écosystèmes les plus importants de la côte qui occupe une superficie d'environ 7 % du territoire national.

La richesse de la côte et le fait qu'elle abrite 65 % de la population du pays justifient la nécessité d'une planification de l'utilisation des espaces à différentes fins. Il faut promouvoir une politique de développement durable des ressources du pays, particulièrement de sa zone côtière.

Suite à la demande du Gouvernement et de la Suisse en 1989, la Planification Côtière a été mise en place et est exécutée conjointement par le Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture (MDRA) et l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN).

3. La première phase du projet de Planification Côtière

Le projet a débuté en 1989 par des travaux d'identification et de définition de la zone côtière sur la base de critères tels que la limite d'influence de la marée saline à l'intérieur du pays, les sous-bassins hydrographiques et les divisions administratives. Le résultat fut la définition d'une bande continentale de 50 à 100 km de large.

Pour la zone marine, on a considéré une limite de 12 miles (mer territoriale et limite minimum de pêche industrielle) à partir de la ligne de base.

Les travaux de terrain ont été réalisés au cours de la saison sèche. Les interviews ont été conduites avec l'appui de trois types de questionnaires, dirigées par 23 Présidents de Secteur et/ou autres autorités locales, dans 40 "tabancas" (villages), 61 "moranças" (concessions/quartiers) et 11 campements de pêcheurs.

De plus, 14 interviews institutionnelles ont eu lieu dans les régions (projets, délégations, etc.).

Ont également été observés et décrits environ 1.500 km de l'environnement naturel ainsi que 35 km d'espaces côtiers et de zones fluviales. Ces observations ont été par la suite généralisées à partir de la comparaison d'images satellite relativement récentes avec des cartes d'utilisation du sol éditées auparavant.

Au cours des interviews avec les présidents des secteurs côtiers, on a cherché à récolter des informations générales sur le secteur, d'analyser les dynamiques socio-économiques et les caractéristiques environnementales importantes, outre l'indication des principaux villages et zones à visiter.

Au niveau des tabancas (villages), les entretiens de groupe avaient pour objectif la collecte d'informations sur ce qui était plus représentatif pour la majorité des habitants en ce qui concerne l'exploitation des ressources dans les divers milieux naturels.

Pour les concessions, on a essayé de déterminer avec détail les différentes activités réalisées, leurs potentialités, les difficultés et conflits actuels, ainsi que les différences dans l'exploitation des ressources en fonction du système foncier traditionnel.

Dans ce contexte, chaque fois que cela a été possible, on a interviewé les familles fondatrices des villages et celles qui ont été les dernières à s'installer dans la région, compte tenu du fait que les familles fondatrices détiennent de plus grandes superficies et une exploitation économique plus diversifiée.

Il faut souligner que la population rurale a participé à tout ce processus dynamique en appuyant la méthodologie participative. Cette participation conduit à la conservation et l'amélioration du système de production et favorise la résolution des problèmes de la population rurale.

4. La deuxième phase du projet

Depuis le début de la deuxième phase en 1991, la population rurale participe avec le Cabinet aux discussions et présentations de propositions pour la création de zones protégées, ce qui permet aux populations de vivre à l'intérieur de ces zones.

Un autre type de participation de la population a été l'identification conjointement avec l'équipe du projet, d'une série de micro-réalisations dans des domaines de leur intérêt, notamment de l'eau et de l'assainissement, du maraîchage, de la pêche artisanale, de la santé de base, de l'enseignement, et ce dans le but d'améliorer les conditions de vie de ces populations.

La matérialisation des priorités

La Planification Côtière a donné priorité aux actions qui conduisent à la création de zones protégées, à la conservation de l'écosystème de mangrove et à la gestion rationnelle des ressources halieutiques.

4.1. La création de zones protégées

Les zones protégées sont créées dans plusieurs buts:

- ✦ préserver les principales formations végétales,
- ✦ entretenir des banques génétiques,
- ✦ conserver la faune terrestre et aquatique.
- ✦ contribuer à la préservation des ressources naturelles mondiales, afin de mieux satisfaire les nécessités matérielles et culturelles actuelles et futures de l'humanité.

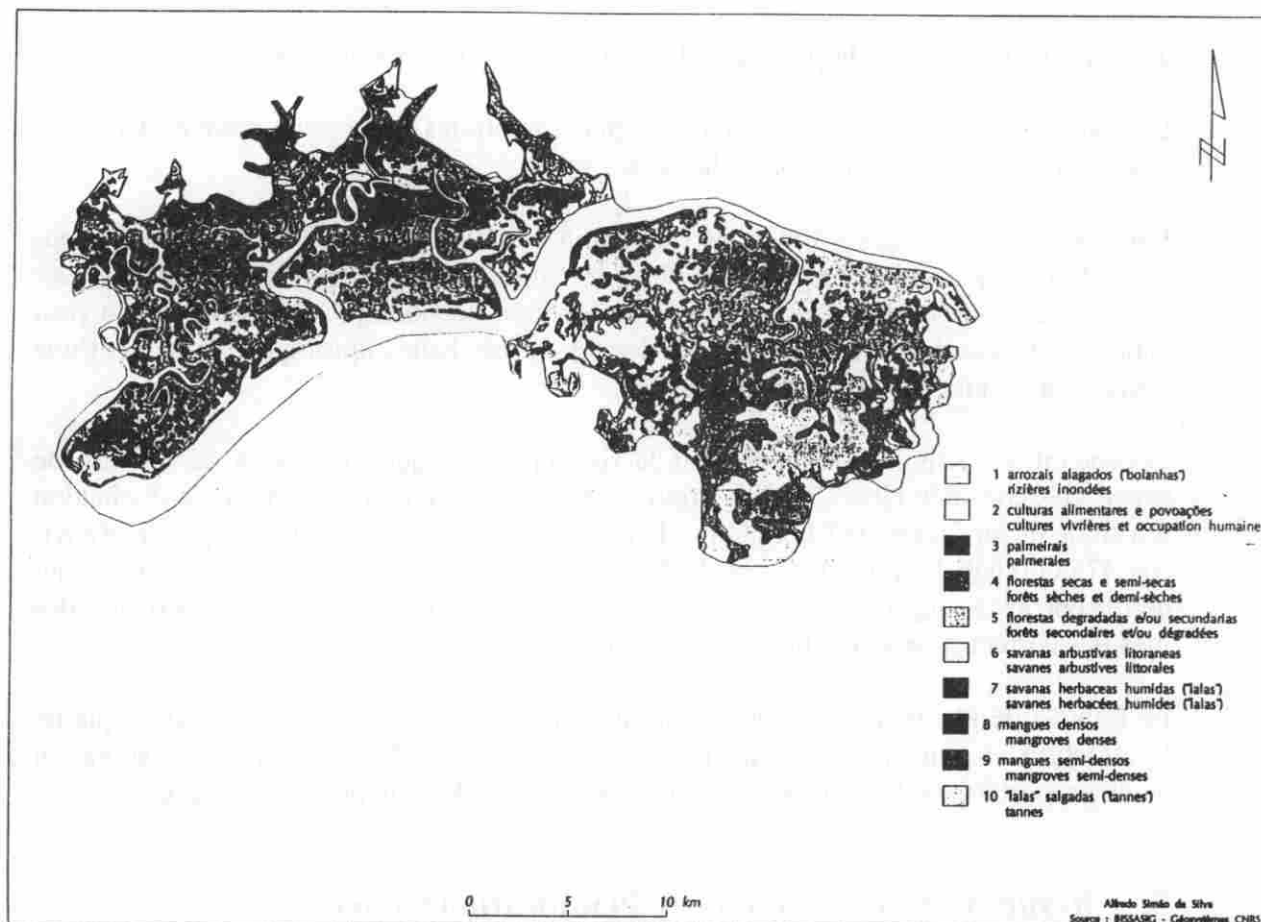
La Guinée-Bissau ne pouvait pas se soustraire de cette règle. Ainsi, elle a opté pour ce modèle de développement en impliquant la population rurale des zones concernées dans les négociations de création de chaque zone protégée.

Dans le processus de création, il est proposé de diviser les zones de la manière suivante:

- ✦ noyaux de préservation ayant pour fonction la protection presque totale des écosystèmes;
- ✦ zones d'exploitation ou de gestion contrôlée ayant le rôle de ressource, sans destruction de la couverture végétale et garantissant la continuité de leurs fonctions d'écosystèmes principaux;
- ✦ zones de transition (tampon) pour protéger les zones citées ci-dessus, mais aussi pour le développement à l'intérieur de ses limites.

4.1.1 Parc National de "Tarrafes" (mangroves) du Fleuve Cacheu

Ce parc couvre une superficie de 48.402 km² et est situé dans la région de Cacheu au nord-est du pays. L'origine de sa création est l'existence d'une densité élevée de mangrove (47 % de la superficie) qui joue un rôle important dans la productivité des ressources halieutiques. Ces ressources constituent une source inestimable de devises pour le pays.



Carte 2: Parc National des mangroves du fleuve Cacheu (BISSASIG/CNRS)

L'écosystème en question est indispensable à l'alimentation, reproduction et protection de la faune. Cet environnement est aussi utilisé par la population en quête de mollusques, la pêche artisanale, l'extraction de miel, la production de médicaments, la construction d'habitations, etc.

Une autre raison qui justifie la création du parc est la présence de l'espèce animale rare "Sitatonga" (*Tragelaphus spekei*) et d'une grande diversité de faune.

4.1.2 Parc National d'Orango

Le groupe d'îles situé dans l'archipel des Bijagos a une superficie d'environ 1/3 de la superficie totale de l'archipel (26.751 ha). L'archipel est composé des îles d'Orango, Orangozinhe, Imbone, Canogo, Meneque, Adança et Anhetibe (figure 4). L'île d'Orango est la plus grande de l'archipel.

Le parc a été créé à cause de sa grande diversité biologique et la présence de palmeraies et arbustes de la savane. A la périphérie des îles se trouve de grandes plantations de manguiers (19.372 ha).

L'archipel possède une grande valeur écologique à cause de sa diversité et de l'abondance de sa faune.

4.2. La promotion de la politique de gestion durable des mangroves

La mangrove est un des écosystèmes les plus importants de la zone côtière et occupe environ 7 % de la superficie totale du pays.

Elle assure de nombreuses fonctions écologiques comme celle de la productivité halieutique. D'autre part, elle constitue le refuge de nombreuses espèces animales endémiques et d'oiseaux migratoires, sans parler de sa fonction économique et sociale. Au niveau national, elle contribue à la production des ressources halieutiques qui représentent une source importante de devises pour le pays.

Cependant, les sols sont utilisés pour la riziculture, ce qui entraîne la destruction de superficies considérables. Cette situation est préoccupante compte tenu de la diminution drastique de sa superficie (diminution de près de 50 % de la superficie originelle d'environ 475.000 ha). Le plus grave est la dilapidation par les pêcheurs des pays voisins qui détruisent les mangroves de manière irrationnelle pour fumer le poisson sans que des mesures correctes ne soient prises par qui de droit.

Le Cabinet de Planification Côtière a fait une étude de la situation actuelle, ainsi que de la structure et dynamique, ce qui permettra a posteriori de contribuer à l'élaboration d'une proposition de législation et d'utilisation durable de cette précieuse ressource.

5. Résultats du Programme de Planification Côtière

Suite aux études réalisées au cours de la première phase, des propositions et recommandations ont été formulées. Leur exécution par les différents partenaires constitue l'essence du programme de Planification Côtière et permettra le développement durable du pays en général et de la zone côtière en particulier.

Depuis sa création, les interventions du Cabinet de Planification Côtière se sont traduites, entre autres, par:

- ✦ En 1990, adhésion du pays à la Convention de Ramsat, Convention sur les Zones Humides d'Importance Internationale (particulièrement les habitats des oiseaux aquatiques) et à la Convention de Washington, Convention sur le Commerce International des Espèces de Faune et Flore menacées d'extinction (CITES).
- ✦ Mobilisation de l'opinion publique nationale sur les grands thèmes environnementaux à travers des projets sur le terrain, des séminaires, les medias, réalisés en collaboration avec différents partenaires.
- ✦ Influence sur la politique de gestion de l'aménagement du territoire, de la pêche artisanale (projet Rio Grande de Buba) et de la forêt tropicale (Mata de Cantachês) par un groupe d'ONGs nationales.
- ✦ Appui à la création et au fonctionnement d'institutions nationales gouvernementales et non gouvernementales travaillant dans le domaine du développement durable avec le Programme de Planification Côtière.

- ♦ Acceptation et exécution des recommandations de la Planification Côtière par la société civile.
- ♦ Elaboration d'instruments juridiques relatifs à la création des zones protégées.
- ♦ Création d'un ensemble de zones protégées, dont la mise en place se situe dans un stade avancé en ce qui concerne l'approche de gestion de l'espace de la zone côtière.
- ♦ Dans la capitale et les villes de la zone côtière, programme d'éducation environnementale destiné à 12.000 élèves de 10 à 15 ans.
- ♦ En collaboration avec le Centre d'Etudes Environnementales et de Technologie Appropriée de l'Institut National d'Etudes et Recherche (CEATA/INEP), la banque de données du Système d'Information Géographique (SIG) de la planification Côtière et de l'Archipel des Bijagos a récemment été introduite par la France (Laboratoire des Géosystèmes). Ceci représente un instrument utile dans le processus de planification et d'aide dans la prise de décisions.
- ♦ Grâce au travail intense et à la coopération inter-institutionnelle et internationale, création de la Réserve de Biosphère dans la région de Bolama-Bijagos.

6. Recommandations

Considérant l'expérience consolidée par le Cabinet depuis le début du projet, les recommandations suivantes peuvent être formulées:

- ♦ l'expérience acquise par le Cabinet doit être diffusée au niveau des pays membres du CILSS, afin de garantir la participation des populations rurales dans la gestion durable des ressources naturelles;
- ♦ la population rurale doit bénéficier d'une partie des recettes provenant de l'exploitation des ressources naturelles dans leurs zones de résidence;
- ♦ les populations doivent être impliquées dans les prises de décision relatives à la gestion des ressources naturelles.

Bibliographie

1. Padovani, 1991: Planificação na Guiné-Bissau. In Maretti *et al.*, 1993.
2. Géosystèmes, 1993 in Simão Silva (1995): Evolution de l'utilisation des zones de mangrove en Guinée-Bissau.

Mali

- ♦ L'expérience du Projet Environnement Communautaire de Tominian (PECT)/SOS Sahel GB
Zazé Norbert Dembélé, Ingénieur des Eaux et Forêts, Directeur du Projet
- ♦ Associations intervillageoises de gestion des ressources naturelles à Yanfolia
Bakary Fomba, Ingénieur Hydrologue, PAAP-CAT/GRN
- ♦ Projet Elevage Mali Nord-Est Gao
Abdoulaye Idrissa Maiga, Chef Division Programmation, Coordination et Suivi du Projet
- ♦ Projet "Forêt et Sécurité Alimentaire en Afrique Sahélienne"
S. Ouattara et D. Sidibé, Cellule d'Etude de Formation et d'Appui (CEAC), Sikasso
- ♦ Relations entre décentralisation, aménagement et foncier au Mali
Tingougou Sanogo
- ♦ L'expérience du Projet Aménagement Agro-Pastoral (PAAP) 3ème Région du Mali
Toumani Sidibé, Animateur National du PRECONS

L'expérience du Projet Environnement Communautaire de Tominian (PECT) / SOS Sahel GB

Zazé Norbert DEMBELE

1. Introduction

La première génération de projets de développement de types intégrés et sectoriels mis en œuvre au Mali remonte à la période de la grande sécheresse qui a frappé la zone sahé-lienne au début des années 1970.

Le constat général qui découle des expériences de développement de cette période à nos jours, révèle que les résultats de ces expériences sont toujours mitigés par rapport à leurs impacts sur les populations bénéficiaires et sur l'environnement. Les raisons généralement évoquées pour expliquer cet état de fait sont entre autres:

- ♦ la non-implication des populations à l'identification et la formulation des projets, entraînant souvent leur non-adhésion aux objectifs et à l'exécution de ces projets;
- ♦ l'approche sectorielle orientée exclusivement sur des objectifs de production au mépris des objectifs de développement;
- ♦ la courte durée de vie des projets;
- ♦ la faible capacité de gestion des institutions responsables.

La réaction des Etats sahéliens à ce constat d'échec généralisé des projets de développement s'est faite sentir au cours de leur conférence régionale sur la désertification tenue à Nouakchott en fin 1984. En effet, à la suite de cette conférence, nombre d'entre eux ont élaboré et mis en pratique des stratégies de lutte contre le phénomène de la désertification. Parmi ces stratégies, l'approche Aménagement et Gestion des Terroirs (AGT) s'est montrée l'option populaire.

Cette approche est un instrument d'analyse globale des problèmes du développement. Elle a une vision de la bonne gestion des ressources à long terme. Son principe clé est la décentralisation des prises de décisions par les pouvoirs centraux en faveur des structures villageoises.

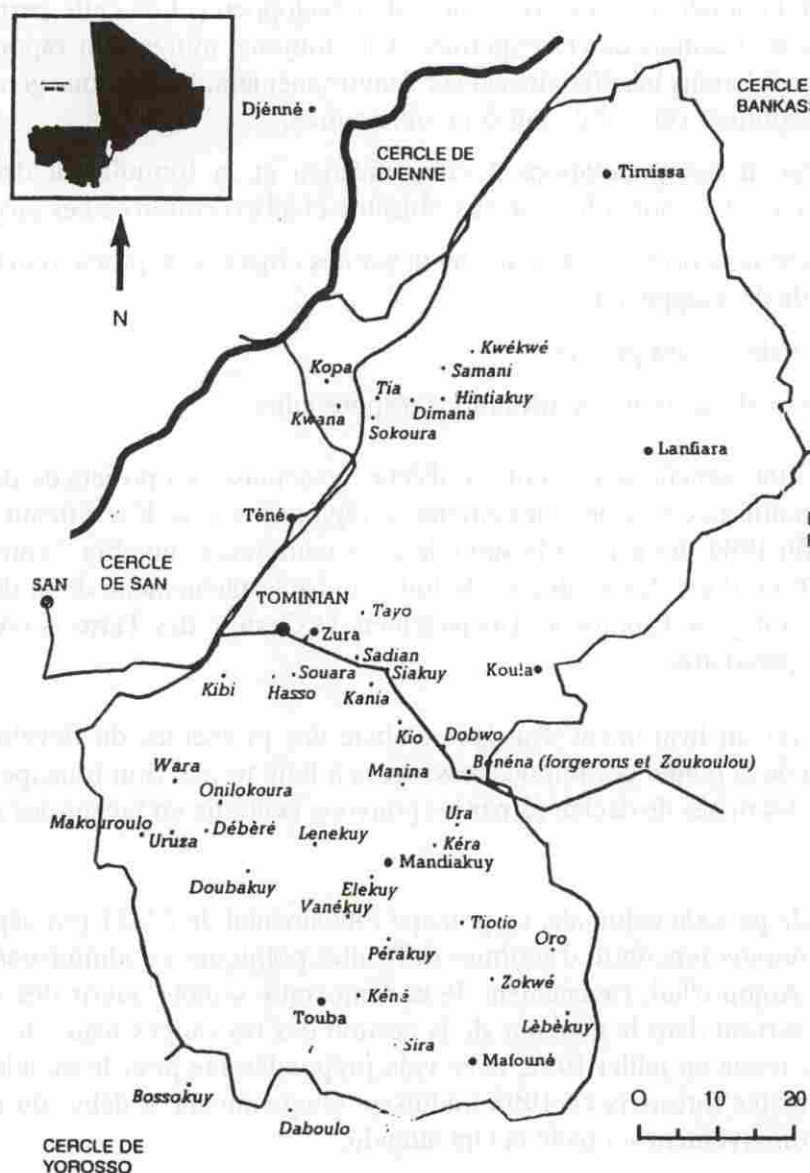
Au Mali, depuis la période coloniale, ce principe fondamental de l'AGT (en dépit de son acceptation) a toujours rencontré d'énormes difficultés politiques et administratives dans son application. Aujourd'hui, l'avènement de la démocratie semble ouvrir des voies à la décentralisation surtout dans le domaine de la gestion des ressources naturelles. La conférence nationale tenue en juillet 1992, avec voix prépondérante pour le monde rural, et la relecture des textes forestiers en 1993 traduisent éloquemment le début du processus de décentralisation vivement souhaité et tant attendu.

2. Mise en œuvre du projet

2.1. Présentation et zone d'intervention

Le Projet Environnement Communautaire de Tominian (PECT) est né de la coopération entre le Gouvernement de la République du Mali et le Comité Britannique de SOS Sahel International. Son intervention dans la zone remonte à avril 1989.

Le cercle de Tominian est situé dans la Région de Ségou, il couvre une superficie de 6.350 km² et est occupé par une population fortement rurale de 165.000 habitants, répartie dans 314 villages. Son climat est du type soudano-sahélien, recevant 500 à 900 mm de pluie par an.



Carte 1: Cercle de Tominian

La végétation de type savane sèche et sahélienne, est en constant déclin. En effet, depuis la fin des années 1960, cette zone connaît un caprice climatique permanent se traduisant par une mauvaise répartition de la pluie et/ou un déficit réel.

Les ressources renouvelables sérieusement affectées par le climat sont la proie de divers systèmes de production agricole, pastorale et forestière dont l'adaptabilité autrefois incontestée, est aujourd'hui remise en question.

L'agriculture est pratiquée par une population fortement rurale (92 %). L'interprétation des images SPOT a montré que sur les 44 % des terres cultivables du cercle, 73 % sont déjà sous exploitation agricole, le reste pouvant être absorbé dans une période de 29 ans pour satisfaire la demande toujours croissante. Cette activité se fait de façon extensive et ronge continuellement la base de son support: jeunes jachères, la régénération naturelles et les terres non-encore occupées.

Il convient de noter que les techniques culturales appliquées, les amendements organiques et chimiques et les mesures de protection physiques et biologiques pratiqués à nos jours, sont de loin insuffisants pour révolutionner la production agricole dans la zone, qui du reste est encore moyenne voire faible.

Quant à l'élevage, pratiqué de façon extensive partout dans le cercle, il se butte à une alimentation insuffisante en quantité et en qualité; le complément est généralement prélevé sur les pâturages aériens dont la capacité de charge régresse continuellement.

Enfin, l'exploitation forestière est surtout consommatrice de bois mort et de bois vert pour satisfaire des besoins divers. L'exploitation de cette ressource se fait dans les terroirs de façon irrespectueuse des lois coutumières (celles-ci ayant été affaiblies), encore moins de la législation moderne.

2.2. Objectifs

Dans sa phase actuelle (1994 - 1998), le projet vise la création et/ou l'appui d'institutions villageoises et supra-villageoises capables de poser, d'analyser et de comprendre les problèmes de gestion des ressources naturelles de leurs terroirs dans un contexte décentralisation, et de s'organiser pour faire face aux solutions de leur bonne gestion.

Cela pourra s'accomplir à travers:

- ✦ la responsabilisation des institutions villageoises et supra-villageoises dans la gestion des ressources naturelles de leurs terroirs;
- ✦ la promotion des systèmes de production pour une satisfaction durable des besoins des populations;
- ✦ l'appui au rétablissement et à la conservation de l'équilibre socio-économique et écologique dans les villages partenaires du projet.

Pour atteindre ses objectifs, le projet repose sa stratégie sur l'approche Aménagement et Gestion des Terroirs (AGT) qui, par principe responsabilise plus les bénéficiaires tout en ayant une vue plus large du terroir.

Concrètement, le Projet a utilisé et continue d'utiliser les méthodes suivantes:

- ♦ La Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARPA), pour l'identification des villages-partenaires. Le choix définitif de chaque village bénéficiaire a été fait sur la base de la volonté de celui-ci de collaborer avec le projet, de sa capacité à se mobiliser et de la pertinence des actions qu'il souhaite mener avec l'appui du projet.
- ♦ Les concertations entre le projet et les villageois ont permis au projet de faire connaître aux villageois son domaine d'intervention et ses principes de travail.
- ♦ Les concertations villageoises et inter-villageoises et la mise en place de structures locales: les inter-actions entre villageois, basées sur la connaissance du projet, ont favorisé dans les villages volontaires, la création de structures villageoises et supra-villageoises légales pour prendre en charge la gestion des ressources de leurs terroirs.
- ♦ L'élaboration de plans d'action annuels, généralement conçus par les villageois partir des arbres à problèmes et des objectifs.
- ♦ La réalisation d'actions concrètes de développement à deux niveaux:
 - ♦ niveau collectif: micro-barrages, hydraulique villageoise, aménagement et surveillance de forêts, d'aires naturelles de pâture et d'exploitation du bois, etc.;
 - ♦ niveau individuel: zai, demi-lunes, fosses compostières, pépinières/reboisement construction de foyers améliorés, actions de promotion féminine, etc.

L'animation et la formation continues des bénéficiaires: à travers ces actions, les paysans reçoivent des informations vitales sur un grand nombre de thèmes techniques (animation directe, cassettes auditives, théâtres) et la formation nécessaire pour leur maîtrise.

Les évaluations internes se font chaque année et portent sur certains aspects d'envergure tels que la vie des structures supra-villageoises, l'impact des cassettes auditives, etc.

+

3. Résultats obtenus

3.1. Par rapport à l'organisation des populations

Bien que le point central soit l'approche du projet en matière de lutte anti-érosive, il convient logiquement de faire mention de l'aspect organisationnel sur lequel repose tout le processus.

Parti en 1989 avec 5 villages, le projet travaille aujourd'hui avec 99 villages, soit le tiers des villages et de la population totale du cercle.

Dans le cadre la gestion communautaire des ressources naturelles des terroirs, 83 structures villageoises et 12 structures supra-villageoises (en voie d'être légalisées) ont été mises en place.

Chaque structure supra-villageoise compte en moyenne 8 villages. Par endroits, elles commencent à faire leurs preuves en matière de gestion communautaire des ressources.

Cette gestion se base sur des conventions locales, comme par exemple:

- ✦ convention sur la saisie/relâche des animaux,
- ✦ convention sur le respect de la période de maturation des fruits sauvages,
- ✦ convention sur la période des feux précoces,
- ✦ convention sur l'exploitation du bois, etc.

En ce qui concerne la formation des ressources humaines, environ 1.500 paysans ont été formés et maîtrisent assez bien les techniques et technologies de lutte anti-érosive enseignées par projet.

3.2. Par rapport à la lutte anti-érosive

Grâce aux diverses mesures de conservation des eaux et des sols (demi-lunes, zaï, diguettes, haies vives, apport de compost, reboisement, fascines, etc.) enseignées par le projet (et les autres intervenants dans le domaine), plusieurs centaines d'hectares de terres dégradées, autrefois considérées impropres à l'agriculture par leurs propriétaires, ont pu être récupérées et sont très prisées.

4. Difficultés rencontrées

Un profane au développement conclurait vite que le PECT incarne une santé de fer dans sa démarche de mise en œuvre. Cela n'est pas vrai, les péripéties du chemin sont nombreuses et certaines sont bien sérieuses.

4.1. Difficultés d'ordre technique

La lenteur d'écoulement, voire la mévente des plants par les promoteurs privés, le taux de mortalité assez élevé des plants. Les solutions mises en pratique ont été le creusement de puits et l'organisation de l'arrosage.

L'insuffisance, voire le manque total de matériaux de construction (pierres) au niveau de certains sites.

La destruction de certains dispositifs non protégés par des mesures biologiques, par les eaux de pluie.

La non-maîtrise de certaines techniques de construction d'ouvrages.

4.2. Difficultés d'ordre sociologique

Pauvreté matérielle et sous-équipement des paysans, fermeture et/ou compréhension "limitée" des paysans, le manque d'ambition et la faible capacité des acteurs à la base de se mobiliser.

Les solutions adoptées ici sont le lancement du crédit agricole, l'information/animation continues et l'organisation/création de structures supra-villageoises.

4.3. Difficultés liées au foncier

L'appartenance des terroirs est souvent floue, donc d'affectation et de contrôle difficiles.

Les investissements de reconstitution (ouvrages anti-érosifs, reboisement) ne sont pas autorisés pour les exploitants non-propriétaires des terres.

4.4. Difficultés d'ordre législatif

La législation qui régit la gestion des ressources naturelles ne donne pas suffisamment d'ouverture aux producteurs à la base. Or les lois coutumières dont l'adaptabilité est confirmée à beaucoup de niveaux, sont affaiblies. La décentralisation en cours qui aurait pu être le salut des producteurs contient déjà du plomb dans l'aile.

5. Enseignements à tirer

Les enseignements que le projet tire de son expérience se résument en 3 points:

- ♦ les paysans ont soif de comprendre leurs droits et devoirs dans l'exercice de la démocratie dans le pays;
- ♦ ils réclament vivement leur place dans les prises de décisions concernant la gestion de leurs terroirs; ils sont prêts à s'organiser pour y faire face.
- ♦ l'organisation et les activités des structures doivent être soutenues par un programme d'investissement cohérent.

6. Perspectives et attentes

En dépit des difficultés surtout d'ordre législatif rencontrées, le projet entend poursuivre les initiatives ici entamées.

Le projet bouclera sa phase actuelle en septembre 1998. Les communautés souhaitent vivement son renouvellement ou tout au moins, obtenir un autre financement (en cas d'arrêt du financement en cours) pour accompagner au moins le premier mandat de la décentralisation au Mali.

L'expérience des associations intervillageoises de gestion des ressources naturelles à Yanfolila

Bakary FOMBA

1. Introduction

La région de Sikasso et d'une manière générale le Mali-Sud ont connu au cours des dernières décennies de profonds changements dûs à un certain nombre de facteurs liés au climat et au processus de développement socio-économique.

En effet, les sécheresses de 1973 et 1984 ont provoqué de grands mouvements migratoires des régions du nord et de l'est du pays vers la région de Sikasso. Il s'en est suivi une augmentation progressive de la population et du cheptel, engendrant une pression de plus en plus prononcée sur les ressources naturelles (surpâturage, surexploitation agricole, exploitation anarchique et abusive des ressources naturelles forestières, fauniques et halieutiques).

C'est ainsi que sont apparus des conflits entre autochtones et immigrants, notamment à cause de l'opposition entre leurs stratégies d'occupation et d'exploitation de l'espace agro-sylvo-pastoral.

Pendant cette même période a été observée une diminution particulière des pluies. Le régime pluviométrique s'est caractérisé par une mauvaise répartition des précipitations, dont les plus fréquentes sont torrentielles et ont favorisé une érosion hydrique des sols. Le vent dominant, l'harmattan, souffle en saison sèche, au moment où les sols sont nus, ce qui a provoqué une érosion éolienne des terres agricoles.

Ces phénomènes d'érosion des sols ont entraîné une baisse de fertilité et une perte de terre engendrant la baisse du niveau de production. Aussi, l'évolution des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux, a joué un rôle important dans la dégradation des ressources naturelles. Le monde rural a évolué d'une économie de subsistance vers une économie de marché.

Suite à ces constats signalés par les paysans, les éleveurs et agro-éleveurs de la région, les autorités du Mali ont montré une volonté politique de mobilisation, d'utilisation des ressources nationales nécessaires et de négociation de ressources financières et matérielles auprès des bailleurs de fonds.

Ainsi est né le Projet Aménagement Agro-Pastoral (PAAP) en 3ème Région (Sikasso), dont la Cellule Aménagement de Terroirs/Gestion des Ressources Naturelles (CAT/GRN) constitue la composante expérimentale de son programme de gestion des ressources naturelles.

Les expériences vécues par l'auteur au sein de ce programme dans le cercle de Yanfolila, au sud de Sikasso font l'objet de la présente communication.

2. Mise en œuvre du programme

2.1. Objectifs

Les objectifs assignés au programme sont:

- ✦ l'aménagement et la gestion de l'espace villageois et de ses ressources naturelles;
- ✦ l'appui à la mise en œuvre de la décentralisation par le renforcement des compétences des groupes socio-professionnels, afin qu'ils puissent jouer un rôle efficace dans la prise en charge du développement local en général, et la gestion durable des ressources naturelles de leurs terroirs en particulier.

2.2. Démarche

Pendant trois décennies se sont succédées au Mali différentes stratégies de développement basées sur l'approche sectorielle productiviste. Contrairement à ces stratégies, l'approche de la CAT/GRN sur terrain est globale, holistique et itérative. Elle repose sur une démarche participative et décentralisée en vue de responsabiliser les populations rurales dans la prise en charge de leur développement et la gestion durable des ressources naturelles.

Cette démarche est caractérisée par des principes opérationnels qui sont:

- ✦ la participation qui privilégie tout au long des actions non seulement la concertation avec et entre les populations, mais également une responsabilisation de ces dernières pour qu'elles analysent leurs problèmes, recherchent des améliorations, s'organisent et choisissent des solutions appropriées et les conduisent;
- ✦ le partenariat, qui implique une mise en commun des efforts et connaissances, ainsi que le partage des responsabilités et un engagement mutuel des deux parties (population et agents techniques);
- ✦ l'autogestion: c'est le principe par lequel a été développé un processus visant à terme la prise en charge de la gestion de l'action entreprise par les bénéficiaires-mêmes de la démarche.

Ce divorce avec l'approche sectorielle de développement nécessite alors non seulement une responsabilisation et la formation pour la participation active du monde rural à la gestion des terroirs et des ressources naturelles, mais aussi de lui restituer le pouvoir de décision.

C'est certainement le principe le plus difficile à appliquer, bien qu'un partenariat entre populations rurales et partenaires du développement soit incontournable pour consolider une confiance réciproque. C'est cela le principe clé de l'aménagement/ gestion des terroirs et de la décentralisation, qui est un transfert du pouvoir de décision des structures gouvernementales vers les structures de base (fractions, villages, organisations professionnelles, etc.).

Une des problématiques de cette politique de développement concerté est comment rendre responsables les dites populations dans le processus. L'approche participative et décentralisée est le moyen le plus efficace pour répondre à cette question.

Ainsi, en s'autogérant par des pratiques de planification villageoise ou intervillageoise, les comités de gestion peuvent libérer nos Etats de certaines dépenses qui alourdissent les budgets. Il est donc important d'insister sur la contribution originale que peuvent apporter les communautés villageoises à qui la décentralisation aura désormais confié des responsabilités socio-économiques et politiques bien définies.

2.3. Appui à l'organisation du monde rural

La prise en compte du pastoralisme dans l'aménagement du terroir rend nécessaire d'élargir la réflexion au niveau intervillageois en intégrant tous les utilisateurs de ce terroir. En effet, l'espace pastoral est rarement limité au terroir d'un village et les besoins en eau rendent souvent nécessaires des déplacements au-delà du terroir d'un village (voir fig. 1).

Pour ce faire, la stratégie adoptée par la CAT/GRN consiste à:

- ♦ consolider les Comités Paritaires d'Arrondissement (CPA),
- ♦ favoriser l'émergence d'Associations Agro-Pastorales dans les zones à faible niveau d'organisation,
- ♦ créer les Comités Villageois de Gestion des Ressources Naturelles (CVGRN),
- ♦ appuyer les organisations socio-professionnelles existantes en matière d'organisation et de fonctionnement.

Ces structures sont complémentaires et visent le même objectif à savoir l'auto-promotion des populations.

a) Comités Paritaires d'Arrondissement (CPA)

Ils sont composés de représentants du monde rural et de ceux des services techniques. Ils ont pour rôle d'établir un programme annuel d'investissement dans l'arrondissement et de mobiliser les bénéficiaires.

Ce comité constitue l'embryon de structure communale de décision en matière de gestion des terroirs villageois.

b) Associations Agro-Pastorales (AAP)

Dans l'arrondissement de Yanfolia, cinq zones-test composées chacune de 4 à 6 villages et hameaux et répondant à la problématique de gestion des ressources naturelles ont été identifiées et organisées en associations intervillageoises de gestion des ressources naturelles ou Associations Agro-Pastorales (AAP). Les regroupements se font volontairement entre villages dont les terroirs sont contigus et qui de là possèdent des intérêts en communs, car ils exploitent le même espace agro-sylvo-pastoral.

Ces associations ont pour objectifs:

- ♦ la gestion et l'exploitation rationnelle et soutenue des ressources naturelles,
- ♦ la prévention et le règlement à l'amiable des conflits liés à l'opposition entre les stratégies d'occupation de l'espace par les autochtones et les intervenants extérieurs,

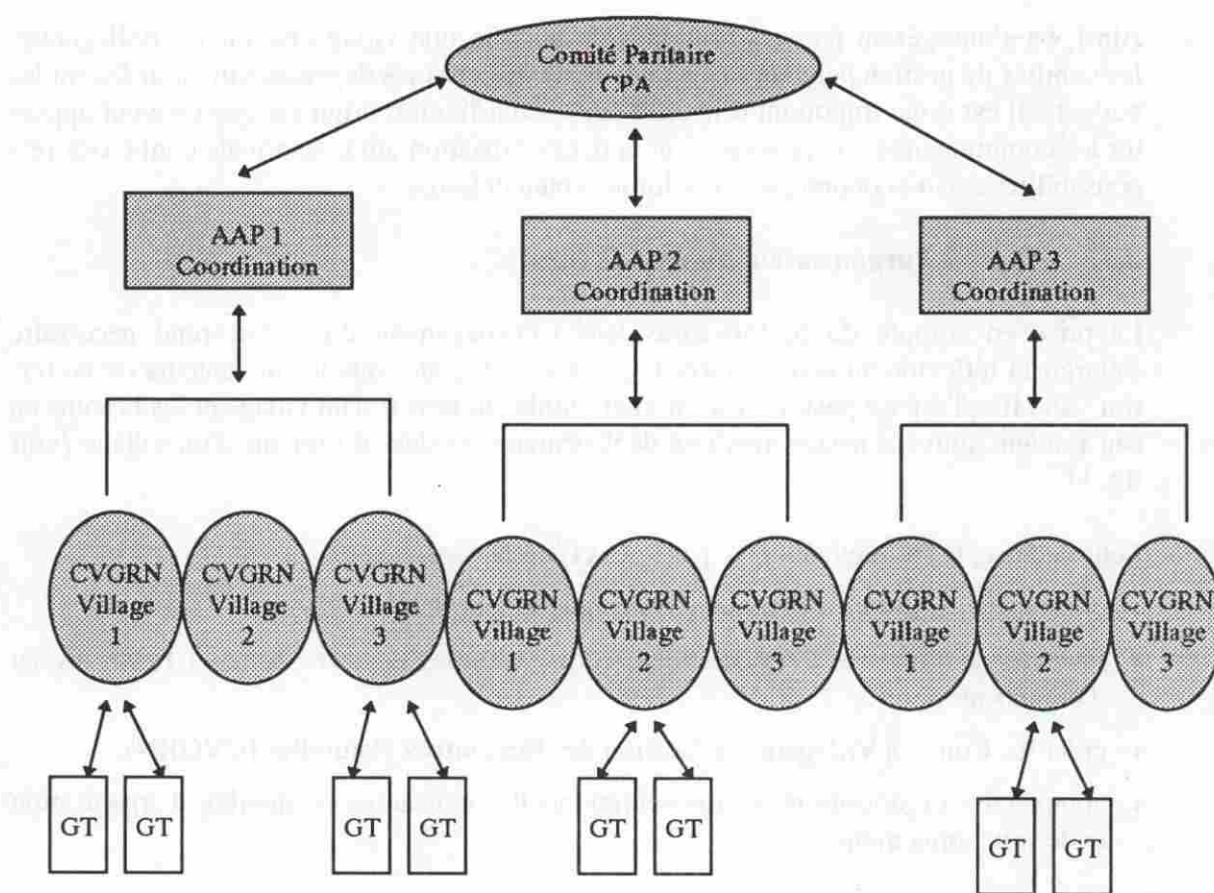


Figure 1: Organigramme des associations agro-pastorales

- ♦ l'identification, la programmation et la mise en œuvre des actions de développement local en général et de gestion durable des ressources naturelles en particulier.

Les associations intervillageoises sont gérées par une coordination composée des chefs de village et d'un ou deux conseillers qui élisent en leur sein un président. La coordination est l'organe de décision et garant de la convention locale de gestion des ressources naturelles, progressivement élaborée par les villages avec l'appui de l'encadrement technique (dispositif spécialisé).

Les différentes AAP se concertent à travers le Comité Paritaire d'Arrondissement.

c) Comités villageois de gestion des ressources naturelles (CVGRN)

Pour atteindre leurs objectifs, les AAP sont structurées en dispositifs opérationnels pour mieux responsabiliser leur villages et pérenniser la dynamique de concertation indispensable à la réussite de leur mission. Ainsi, dans chaque village, il est mis en place un organe appelé Comité Villageois de Gestion des Ressources Naturelles.

Les CVGRN sont composés du chef de village (président), de conseillers de village, de jeunes et de femmes. Sa composition est laissée à l'initiative du village.

d) Groupes de travail, sous-commissions, équipes techniques

Les CVGRN sont à leur tour structurés en groupes de travail, sous commissions et équipes techniques.

Les groupes de travail comprennent 20 à 40 personnes dirigées par un responsable. Ce sont essentiellement des jeunes en âge de travailler pour l'exécution des activités collectives. Selon la taille de la population du village, il peut y avoir deux ou plusieurs groupes.

Les équipes techniques sont des groupes de 5 à 10 personnes formées avec l'appui de l'encadrement technique pour constituer des relais villageois dans la conduite de certaines actions (lutte anti-érosive, photolecture, suivi des pâturages, techniques de conduite des arbres etc.).

Des cahiers des charges élaborés par les GVGRN avec l'appui-conseil de l'encadrement définissent les tâches de toutes structures.

2.4. Outils

Les méthodes et les outils utilisés pour l'identification, l'organisation, la programmation, le suivi et l'évaluation des activités sont variés, mais complémentaires:

- ♦ assemblées villageoises et intervillageoises, discussions;
- ♦ séances d'explication, de formation et d'information, ateliers de formation, de restitution, réunions techniques, bilan;
- ♦ les cahiers:
 - ♦ cahiers d'enregistrement mensuel des actions exécutées collectivement et individuellement,
 - ♦ cahiers de suivi des réunions villageoises,
 - ♦ cahiers des données de base initiales recueillies ensemble avec les paysans pour l'étude comparative;
- ♦ représentations théâtrales, cassettes audio et vidéo;
- ♦ la documentation existante, les visites de terrain, photolecture.

Les méthodes les plus utilisés ont été le GRAAP et la MARP.

3. Les résultats obtenus

Cette approche a permis d'atteindre des résultats très encourageants qui sont:

- ♦ la prise de conscience des populations en leur donnant une vision globale et intégrée du développement. Ceci a été concrétisé par la mise en place de structures d'auto-promotion et d'auto-gestion, chargées de la gestion des ressources naturelles et de l'application d'une convention locale de gestion de l'espace agro-sylvo-pastoral, progressivement élaborée par les bénéficiaires-mêmes de la démarche. Ces structures sont:

- ❖ les associations agro-pastorales, structurées en CVGRN qui supervisent l'activité des groupes de travaux et des équipes techniques;
- ❖ le comité paritaire, qui sert de cadre de concertation entre les coordinations des associations agro-pastorales (AAP) d'une part, et entre celle-ci et les partenaires techniques d'autre part (cf organigramme des AAP);
- ✦ la réalisation d'un outil de planification des actions de développement des terroirs concernés (le SAT);
- ✦ la réalisation des projets de développement économique et social;
- ✦ la réalisation d'actions de protection de l'environnement:
 - ❖ actions de lutte anti-érosive collectives et individuelles: lignes et barrières en cailloux, fascines, haies vives sur courbes de niveau;
 - ❖ mesures d'accompagnement: fosses fumières, parcs améliorés, défrichement amélioré, ouverture de pistes à bétail, mise en défens d'une zone sylvo-pastorale, aménagement de forêts villageoises en cours.

Les changements profonds résident donc dans le changement positif du comportement des populations face à l'environnement. Aussi le terrain est bien préparé pour la mise en place de nouvelles structures de la décentralisation. On note un renforcement de la cohésion sociale, une restitution de la fertilité des espaces agro-pastoraux.

Au départ, la difficulté majeure était due à la non-acceptance par les populations de certaines actions qui n'ont pas d'incidence financière immédiate. Les contraintes à la démarche participative sont le faible niveau de formation sur l'approche des agents et l'analphabétisme de la majorité des populations. Ceci amène souvent des biais dans l'application de la méthode.

Cependant, les actions de lutte anti-érosive doivent être accompagnées du financement d'actions à caractère économique, afin de palier à l'insuffisance de main d'œuvre, due à l'exode rural et à l'exploitation de l'or qui constitue la principale source de revenus de la zone.

4. Perspective et attentes

La perspective des programmes vise à aller vers le maintien du potentiel productif puis à la gestion des ressources naturelles.

Pour cela les attentes se résument:

- ✦ au niveau local: par la mise au point d'outils, de plans d'aménagement et de gestion des terroirs, la réalisation d'actions communautaires qui entrent dans la réalisation des PAT;
- ✦ au niveau national: par la réalisation d'études, de recherches développement destinés à améliorer la connaissance de la problématique foncière;
- ✦ au niveau de la sous-région sahélienne: par la capitalisation des expériences nécessaires à la mise en œuvre d'une politique sous-régionale cohérente d'aménagement des territoires et de gestion des ressources naturelles pour limiter les effets de la désertification.

5. Recommandations

Toute approche de gestion des terroirs villageois doit être fondée sur le respect de la logique paysanne. L'approche des populations ne s'improvise pas de la manière dont elle sera effectuée, elle déterminera la réussite ou non de l'action entreprise.

L'objectif recherché doit être la responsabilisation et la participation effective des populations dans l'entreprise d'activités qui les concernent. Ceci cadre bien avec l'option de la politique de décentralisation entreprise par nos Etats pour un développement durable et équilibré.

Les outils d'application de la démarche participative sont nombreux et variés. Il est donc nécessaire pour les agents d'établir un choix judicieux, afin de faciliter par leur emploi, l'expression des populations à chaque étape de la chaîne.

Aussi, la participation et la responsabilisation effective des populations exige leur formation, ce qui nécessite une formation performante des agents d'encadrement qui doivent devenir des agents polyvalents.

L'approche participative est aujourd'hui la voix incontestée pour atteindre ces objectifs. Impliquant les populations en amont et en aval de toutes les actions, elle permet de percevoir l'innovation comme une réponse aux problèmes ressentis par eux-mêmes et non pas comme une imposition venue de "l'extérieur". Elle permet également de dégager des actions durables faisables et reproductibles.

Abréviations

PAAP:	Projets Aménagement Agro-Pastoral en 3 ^e Région
CPA:	Comité Paritaire d'Arrondissement
CAT/GRN:	Cellule d'Aménagement des Terroirs/Gestion des Ressources Naturelles
CVGRN:	Comité Villageois de Gestion des Ressources Naturelles
SAT:	Schéma d'Aménagement des Terroirs Villageois
PAT:	Plan d'Aménagement des Terroirs Villageois
PGT:	Plan de Gestion des Terroirs Villageois
MARP:	Méthode Accélérée de Recherche Participative
GT:	Groupe de Travail
GRAAP:	Groupe de Recherche et d'Appui à l'Auto-Promotion Paysanne
ARFS:	Appui à la Recherche Forestière de Sikasso

L'expérience du Projet Elevage Mali Nord-Est Gao en matière d'approche participative pour la CES/DRS

Abdoulaye Idrissa MAIGA

1. Introduction

La présente contribution retrace le processus suivi par le Projet Elevage Mali Nord-Est dans la mise en œuvre de sa composante "amélioration de l'élevage" en 7^e Région, notamment les aspects liés à l'aménagement et à la gestion des ressources pastorales.

Elle relate la philosophie d'intervention du projet fondée sur la participation réelle des bénéficiaires à la réalisation des objectifs, ainsi que les conditions et modalités d'implication des populations.

Un accent particulier a été mis sur la démarche opérationnelle, afin de situer l'expérience du projet dans le cadre du renforcement des perspectives du développement pastoral, conformément au Plan d'Action Environnemental et à la Convention Internationale sur la Désertification.

2. Présentation du projet

2.1. Introduction

Ce projet de développement agro-pastoral s'adresse aux populations qui, après avoir perdu avec la sécheresse une grande partie de leur cheptel, se sont en grand nombre regroupées autour de points d'eau pour y recevoir une aide alimentaire. Face à la pénurie de vivres et de ressources qui a suivi les sécheresses, d'autres se sont sédentarisées et se sont investies dans la pratique du maraîchage en zone pastorale exondée. Le plus grand mérite du projet consiste à aider ces populations fortement éprouvées par la sécheresse.

2.2 Zone d'intervention

Elle couvre une superficie de 90 000 km², répartis en zones Haoussa (70 000 km²) Gourma (20 000 km²).

Le projet prévoit un ensemble d'actions à caractère économique et social qui apporteront à la zone, les moyens de réaliser les mutations souhaitées dans la vie et les activités des populations concernées. Ces actions tournent autour de cinq axes:

- ✦ les investissements productifs: reconstitution du cheptel, hydraulique pastorale et agricole, aménagement de pâturages;
- ✦ les investissements sociaux: hydraulique villageoise, santé humaine (dispensaire);
- ✦ le renforcement institutionnel;
- ✦ la formation des bénéficiaires et la vulgarisation de techniques améliorées;

- ✦ l'organisation collective des nomades.

2.3. Modèle d'aménagement et de gestion

Pour toute intervention agro-pastorale dans la zone du projet (et singulièrement dans le Gourma), les études de faisabilité ont identifié des modèles d'aménagement et de gestion:

- ✦ le modèle d'unité d'appui au développement agro-zooteknique (CDA);
- ✦ le modèle d'utilisation des eaux de ruissellement en bas de pente;
- ✦ le modèle d'aménagement de jardins de décrue des mares.

Le modèle d'aménagement et de gestion est axé sur trois types d'interventions:

- ✦ la gestion et réglementation de l'espace pastoral (cadre du code à élaborer);
- ✦ la production maraîchère;
- ✦ la production céréalière sur aménagement de bas de pente.

L'hypothèse qui sous-tend ce modèle est que comme l'élevage tend à se satisfaire de pâturages "en restriction continue", les différents groupes d'éleveurs vont être obligés de constituer des réserves de pâturages à protéger. La tendance à une réduction de la pluviométrie persistant depuis deux décennies, impose une reconsidération de l'économie de l'élevage. Une telle pratique de l'activité pastorale met en relief:

- ✦ l'état des ressources pastorales soumises à de fortes pressions;
- ✦ la concentration de l'activité autour des points de fixation avec le risque de devenir des points de rupture dans l'équilibre souhaité entre les potentialités naturelles et le capital "animal". Tout cela implique une autre forme de gestion pastorale, notamment l'observation de règles d'exploitation et de discipline collective par les usagers traditionnels.

C'est pourquoi, le projet "Elevage Mali Nord-Est" privilégie les modèles d'aménagement susceptibles d'atténuer les effets liés à l'agressivité de l'environnement dont l'habitat constituerait le point d'ancrage de toutes les activités (à travers le développement d'une économie oasienne).

2.4. Objectifs

Aider et soutenir les efforts des éleveurs et proposer là où les conditions s'y prêtent, une alternative de développement fondée sur:

- ✦ la modernisation de l'élevage par une rationalisation de la gestion des troupeaux et de l'exploitation des pâturages;
- ✦ l'encouragement à la sédentarisation par la promotion d'une "économie d'oasis" et des infrastructures adaptées;
- ✦ la conservation et l'amélioration des ressources fourragères par la protection et l'aménagement du milieu naturel.

3. Résultats

3.1. Résultats quantitatifs

- ✦ 50 puits pastoraux réhabilités (amélioration du maillage hydraulique);
- ✦ aménagement de 13 forages par la construction de puits citerne;
- ✦ récupération de 155 ha de glakis (infiltration de l'eau et germination spontanée);
- ✦ 675 ha de cultures fourragères par l'aménagement de bas de pente.

3.2. Résultats qualitatifs (dans le cadre de la gestion des pâturages)

- ✦ cartographie des parcours des divers groupements concernés;
- ✦ réactualisation des règles traditionnelles de gestion (en adoptant de nouvelles normes d'exploitation et de nouvelles techniques comme la mise en défens);
- ✦ constitution d'unités pastorales (unités de gestion de l'espace);
- ✦ partenariat avec les associations pastorales (avec reconnaissance juridique dans le cadre de l'amélioration des pâturages);
- ✦ régénération du pâturage des zones à potentiel élevé et ayant subi des dégradations importantes (aménagements de bas de pente ...);
- ✦ régénération des zones dégradées aux abords des points d'eau (zones de piétinement);
- ✦ aide à la mise en place d'un code pastoral;
- ✦ mise en place d'associations pastorales chargées de mettre en valeur et de gérer des unités pastorales (sur la base d'un cahier de charges détaillé).

4. Démarche opérationnelle

Pour la mise en œuvre de cette activité, la démarche a été la suivante.

4.1. Au niveau organisationnel

a) réunions d'information et de sensibilisation

avec les partenaires sociaux et des structures d'appui au développement (CLD, CRD, chambres consulaires, CFA, Associations) sur l'organisation et la gestion des composantes du projet au regard de sa philosophie (développement participatif);

b) missions d'identification des sites d'intervention et inventaire exhaustif des besoins; élaboration d'une programmation des actions du projet en coopération avec les bénéficiaires. Ce cheminement a l'ambition de respecter le pouvoir et la capacité des différents groupes, tant au stade de la planification, de l'exécution que du suivi et de l'évaluation.

c) organisation collective des bénéficiaires: définition des tâches dont l'exécution leur était dévolue:

- ✦ contrôle collectif et suivi des actions d'investissement;
- ✦ la promotion d'une meilleure gestion des ressources locales;

- ✦ la clarification des rôles et des responsabilités de tout intervenant négociée au début de chaque opération
- ✦ le faire-valoir direct des connaissances et compétences du terroir
- ✦ la prévention des conflits sociaux et fonciers autour des investissements par des dispositions concrètes

Ainsi, l'implication des populations dans la réalisation du projet "Elevage Mali Nord-Est" s'est opérée par ces approches ci-dessus énumérées dans le seul souci de développer avant la fin du projet, le sentiment de propriété des investissements. Il en résulte aujourd'hui que l'appropriation et la responsabilité des populations vis-à-vis des investissements productifs et sociaux sont des leviers stratégiques appliqués et éprouvés dans la pratique.

4.2. Au niveau technique

a) D'une manière générale

- ✦ sur la base du zonage agro-écologique effectué lors des études de faisabilité et des études d'exécution, définition de trois classes de noyaux d'intervention et à l'identification des zones aménageables ainsi que des actions agro-sylvo-pastorales à entreprendre;
- ✦ implication des populations appréciée par le niveau de participation aux actions tests d'aménagement pastoral (récupération des glaciés, régénération des bourgoutières, gestion des ressources pastorales (bourgoutières, pâturages exondés, points d'eau réalisés, doueraies ...).

b) D'une manière spécifique

- ✦ élaboration par un agro-pastoraliste d'un programme annuel et pluriannuel des méthodologies de travail pour la réalisation des aménagements agro-sylvo-pastoraux de protection et d'amélioration des pâturages;
- ✦ réalisation d'une étude sur les règles de gestion traditionnelle;
- ✦ mise en place de centres de démonstration et d'appui (CDA)
- ✦ le suivi des aménagements et l'élaboration d'indicateurs de progrès permettant d'intégrer progressivement le cadre de l'aménagement à celui de la gestion des ressources pastorales par le biais des actions d'animation et d'échanges avec les partenaires sociaux, acteurs de leur propre changement (tant qu'il s'agit de satisfaire véritablement leurs besoins primordiaux et que l'impact mesuré avec eux soit ressenti).

5. Résultats positifs

L'évaluation des approches et expériences du projet dans le cadre de l'aménagement et de la gestion des ressources pastorales présente les résultats positifs ci-après:

- ✦ Les actions menées dans l'ensemble sont appréciées par les populations bénéficiaires en raison de leur utilité, même si la gestion des ressources pastorales n'a pu être développée comme il aurait été souhaitable à cause de l'instabilité sociale qui a marqué la zone d'intervention.

- ✦ La faisabilité technique des actions de récupération des glacis sur une grande échelle.
- ✦ Des cartes d'occupation de sols ont été produites dans le Gourma et des monographies villageoises réalisées aux fins de l'établissement de schémas d'aménagement du terroir et de plans de gestion des sites encadrés.
- ✦ La responsabilisation des populations fait de ces dernières des interlocuteurs attentifs à toutes les questions relatives au développement de leur terroir (entente autour des actions programmées; réalisation dans l'ordre des priorités retenues; strict respect du cadre réglementaire fixé: entrée et sortie dans les bourgoutières, sanctions à appliquer aux contrevenants; conditions d'accès préférentielles aux membres des associations, etc.), prise en charge des aménagements à partir de la troisième année de vie.
- ✦ En certains lieux (Magnadoué, Ouani, Hâ), des brigades de surveillance sont organisées dans le cadre de la gestion des bourgoutières et des doueraises; en d'autres lieux, un système rotatif permet d'organiser la participation des différents groupes de travail désignés à cet effet.
- ✦ Le savoir traditionnel a été capitalisé au cours de plusieurs ateliers thématiques organisés par le projet (environnement, sécurisation des productions, intégration-complémentarité, organisation des populations, session d'initiation, etc.).
- ✦ Bien que les aspects liés à la gestion restent encore redoutables pour la plupart des associations peu organisées, l'appropriation des investissements est de plus en plus réelle.

Quant à l'impact sur l'environnement, il a été bien ressenti d'autant plus que l'appui technique du projet stimule les capacités internes des bénéficiaires directs et indirects à protéger leur milieu naturel en vue d'une productivité sécurisante. C'est dans cette optique qu'il faut situer les aménagements fonciers réalisés avec les populations:

- ✦ retenues d'eau, récupération des glacis;
- ✦ actions de fixation des dunes, reboisement.

6. Contraintes

Elles sont de plusieurs ordres:

- ✦ La principale contrainte rencontrée dans la mise en œuvre du projet a été incontestablement celle relative à l'instabilité de l'environnement du projet. Ce qui a eu des répercussions importantes sur le séquentiel des actions et de certaines opérations nécessitant une plus grande présence physique sur le terrain. Il en a résulté un retard dans l'exécution.
- ✦ La seconde relève de la psychologie et de la sociologie du milieu pastoral marqué par les affres de la sécheresse à la suite desquelles d'autres acteurs du développement (ONGs en général et projets "de conjoncture") ont perpétué des pratiques de moindre effort (aides alimentaires gratuites, dons, etc.) et conforté un état d'esprit reflétant l'image "d'éternels assistés".
- ✦ Ce qui va remettre en cause, en certains endroits, la philosophie de développement participatif que prône le projet "Élevage Mali Nord-Est" dans le cadre des aménagements fonciers ("agro-pastoraux").

- ✦ La faible structuration des éleveurs contraste avec l'approche collective usitée dans le cadre des réformes foncières visant à assurer un développement pastoral intégrant l'agriculture suivant un plan d'aménagement du terroir.
- ✦ La non définition claire du statut foncier des bourgoutières rend leur gestion balbutiante et les efforts de régénération peu valorisés avec le risque lié à la transformation de ces espaces collectifs en rizières (propriété individuelle).
- ✦ Les controverses liées à l'accès à certaines ressources (aire de l'habitat, point d'eau, fonio ...) du fait des statuts sociaux divers définis par une hiérarchie structurée.

7. Leçons tirées et propositions

Le projet "Elevage Mali Nord-Est" s'intègre dans une stratégie globale de lutte contre la désertification. A cet effet, les propositions concrètes visant une meilleure intégration de l'aménagement et de la gestion des ressources pastorales, et au regard des objectifs qu'il poursuit sont:

- ✦ Pour s'assurer de l'implication des populations, il importe de répondre aux attentes des éleveurs par des voies qui ne remettent pas fondamentalement leur existence en cause et préservent leur identité. C'est le principe de la réceptivité "aux innovations techniques".
- ✦ La réactualisation des règles traditionnelles de gestion, en considérant que les systèmes traditionnels qui ont permis jusque là d'occuper ces espaces subdésertiques ont été désorganisés sous l'effet des péjorations climatiques. Il faut mieux les comprendre et les consolider avant d'entreprendre toute modification d'échelle.
- ✦ Pour tirer durablement profit des aménagements intégrant la gestion des ressources pastorales, l'organisation et la sensibilisation des éleveurs doivent être assurées à toutes les étapes "de l'identification des actions à entreprendre, à la constitution des groupements chargés de la gestion des ressources".

Ceci suppose:

- ✦ Une **territorialisation de l'espace** où les droits d'usage sont reconnus de manière à en améliorer la mise en valeur assortie d'une sécurité foncière réelle.
- ✦ Un **plan d'aménagement du terroir** (pastoral) sur la base d'une structuration de l'espace définissant les types d'aménagements et leur mode d'exploitation qui tiendrait compte des droits d'usage des tiers (la mobilité étant une constante de la transhumance).
- ✦ La mise en place d'**associations pastorales** et d'une structure de gestion, qui sera le principal interlocuteur chargé d'exécuter les plans d'exploitation approuvés par les éleveurs.

8. Conclusions

L'évaluation des approches d'aménagement et de gestion des ressources pastorales est aussi complexe que celle des pratiques pastorales en zones arides, en raison du dilemme qui oppose bien souvent les intérêts liés à la conduite d'une exploitation pastorale indivi-

duelle (troupeau, pâturage, eau, production/"pratiques" = savoir-faire) à ceux déterminant un besoin de contrôle collectif de l'utilisation globale des ressources pastorales.

C'est pourquoi, l'animation, l'information, la formation devraient être administrées par une approche plus ouverte sur les mutations socio-pastorales en cours pour en comprendre les raisons, les circonstances, les stratégies de gestion et d'organisation. Ceci nécessite une implication parfaite des éleveurs dont la collaboration s'avère capitale à la définition des nouveaux types de rapports avec leur environnement dans le respect de la Convention Internationale sur la Désertification. Mais il serait souhaitable que cela s'inscrive dans le contexte de l'élaboration du Code Pastoral.

10. Références bibliographiques

1. MAIGA, Abdoulaye Idrissa: Identification des sites d'intervention et mise en œuvre d'un plan d'exécution des Aménagements agro-sylvo-pastoraux dans le Gourma. Mars 1991.
2. MAIGA, Abdoulaye Idrissa: Actions entreprises dans le cadre de l'exécution du Sous-programme FAI "Développement agro-sylvo-pastoral en 7^è Région". Oct. 1990.
3. Projet "Elevage Mali Nord-Est": Rapport d'Evaluation (BAD) Projet "Développement Agro-Sylvo-Pastoral". Rép. du Mali. Septembre 1987.
4. Projet "Elevage Mali Nord-Est": Etudes de faisabilité "du projet Annexe/V". Etude Agro-Sylvo-Pastorale.
5. Projet "Elevage Mali Nord-Est": Notes d'information sur le projet "Elevage Mali Nord-Est"

L'expérience du Projet FAO "Forêt et Sécurité Alimentaire en Afrique Sahélienne" au Mali

S. OUATTARA et D. SIDIBE

1. Introduction

Le présent document illustre l'expérience en matière de CES/DRS, du projet FAO "Forêt et Sécurité Alimentaire en Afrique Sahélienne" de Sikasso. L'objectif est de montrer comment le projet applique l'approche participative, tout en faisant ressortir les aspects organisationnels des populations, la formation, les outils méthodologiques conçus et utilisés, les contraintes et perspectives.

2. Présentation du projet

2.1. Justification

L'impact des moyens mis en œuvre par le Mali en matière de lutte contre la dégradation des écosystèmes forestiers et pastoraux et de satisfaction des besoins des populations en produits forestiers et en pâturage, a été limité pour plusieurs raisons comme: la sectorisation des projets, la faible participation des populations à l'élaboration et à la mise en œuvre desdits projets.

Par ailleurs, la crise du bois de feu, la diminution de l'espace pastoral et les conflits sociaux qui en découlent, ont mis en évidence la nécessité de concevoir des projets d'aménagement de l'espace agro-sylvo-pastoral qui contribueront à la protection des exploitations agricoles, à la conservation de la faune et à la sécurité alimentaire des populations rurales.

Pour faire face à cette situation, il a été sollicité et obtenu de la FAO, le financement du Projet GCP/RAF/303/ITA "Forêt et Sécurité Alimentaire en Afrique Sahélienne" pour trois pays de la sous région : le Burkina Faso, le Cap Vert et le Mali.

2.2. Zone d'intervention

Au Mali, la première phase (1992-1993) a concerné le village Kaboïla et ses quatre hameaux dans le Cercle de Sikasso. Suite au financement d'une deuxième phase de 3 ans (1994-1996), la zone d'intervention s'est étendue sur le cercle de Kadiolo.

2.3. Objectifs

a) A long terme

- ✦ avec la participation des populations rurales, accroître la contribution du secteur forestier à la sécurité alimentaire de la sous-région;

- ✦ en étroite collaboration avec les institutions, contribuer à responsabiliser les populations de la sous-région pour la prise en charge graduelle de la gestion de leur terroir.

b) Objectifs spécifiques

- ✦ de concert avec les populations des sites du projet, élaborer et exécuter les schémas d'aménagement des terroirs et initier dans les villages, des formes appropriées d'aménagement de l'espace;
- ✦ assister les populations dans l'élaboration d'un plan d'aménagement et/ou de gestion du domaine forestier (classé et/ou protégé) de leur terroir;
- ✦ à la demande des villageois, mettre en œuvre diverses micro-réalisations génératrices de revenus et/ou de services qui contribuent à la réduction de la pression sur l'environnement, tout en sécurisant les populations du point de vue alimentaire;
- ✦ contribuer à l'information et la formation d'un plus grand nombre de cadres, principalement forestiers et agronomes, à l'approche participative et aux techniques de commercialisation interactive en les impliquant dès le début dans toutes les phases de réalisation du projet.

2.4. Stratégie

Le choix des sites est lié aux objectifs du projet. Quatre des sept sites sont concernés par les forêts classées.

Les axes principaux de la stratégie du projet sont :

- ✦ l'approche participative
- ✦ la communication multi-média et interactive
- ✦ les micro-réalisations.

Nous insisterons ici sur l'état d'avancement du processus de mise en œuvre de l'approche participative du projet, en matière de CES/DRS.

2.5. Activités

Elles sont réparties en cinq volets:

- ✦ volet forestier: chargé de la mise en œuvre avec les populations des plans d'aménagement des forêts classées et des terroirs villageois et de toutes les actions relatives à la foresterie villageoise;
- ✦ volet agro-micro-réalisations: chargé de l'amélioration de la production agricole et des MRL;
- ✦ volet communication-animation: chargé de la formation, de la mobilisation et de la responsabilisation des populations, du renforcement de la participation des femmes aux activités du développement;
- ✦ volet élevage: chargé de l'appui à l'élevage et aux aspects pastoraux;
- ✦ volet cartographie: chargé de la cartographie et de la photo-interprétation.

3. L'approche participative dans le contexte du projet

3.1. Concept et étapes

L'approche participative est une démarche par laquelle on cherche à atteindre un objectif donné, tout en privilégiant la participation et la responsabilisation du bénéficiaire. Elle peut être comprise comme une conception, une pratique, un comportement qui repose sur le respect et la valorisation de l'autre.

Dans son application, l'approche participative peut être divisée en trois phases et huit étapes qui sont:

Phase 1: Programmation des actions à entreprendre

- ✦ étape 1: information / connaissance
- ✦ étape 2: sensibilisation / prise de conscience progressive
- ✦ étape 3: identification des problèmes, recherche de solutions
- ✦ étape 4: organisation de la prise en charge de l'action / programmation

Phase 2: Réalisation et gestion du programme

- ✦ étapes 5+6: auto-évaluation des actions en cours

Phase 3: Après l'action

- ✦ étape 7: suivi-évaluation du programme
- ✦ étape 8: retour à la phase de programmation / auto-promotion

3.2. Application

Pour être opérationnelle, l'approche participative en tant que démarche, a besoin de méthodes et outils. Dans le cadre du projet, elle a été appliquée au niveau des activités d'aménagement et de gestion des terroirs villageois et/ou de domaines classés de l'Etat.

Les outils et méthodes auxquels le projet a fait recours dans sa démarche ont été essentiellement:

- ✦ la méthode accélérée de recherche participative et ses outils (carte de terroir, transects, diagramme de Venn, calendrier agricole, profil historique, etc...),
- ✦ les cassettes audio, la radio rurale et les radios privées de la zone d'intervention,
- ✦ les albums photographiques, la vidéo, le diapo-langage,
- ✦ les démonstrations, le théâtre,
- ✦ les réunions d'information sur le projet avec les autres partenaires,
- ✦ les voyages d'étude,
- ✦ l'élaboration de fiches techniques sur la communication, l'approche participative et l'aménagement des massifs forestiers villageois,

- ✦ l'exploitation des documents,
- ✦ les moyens traditionnels de communication.

3.3. Etat d'avancement

Etapes 1 et 2

L'objectif opérationnel de ces étapes est de recueillir dans tous les villages de la zone d'intervention du projet des informations sur les réalités socio-économiques et culturelles susceptibles de permettre une meilleure collaboration entre le projet et les villageois sur la base de la connaissance mutuelle.

Sur la base des hypothèses de ces études, des séances d'animation, de sensibilisation et d'information ont démarré.

Parmi les séances de sensibilisation, on peut noter entre autres:

- ✦ l'information des villageois sur l'approche du projet, ses objectifs; outils utilisés: moyens traditionnels de communication, assemblées villageoises, radios rurales;
- ✦ la sensibilisation des villageois sur l'aménagement de la forêt classée tenant compte des besoins des populations;
- ✦ l'animation sur l'organisation de la coupe du bois dans les terroirs; outils utilisés: diapo-langage, voyages d'étude;
- ✦ la démonstration et la sensibilisation relatives aux foyers améliorés;
- ✦ la sensibilisation sur les avantages du pourguère: cette séance a été organisée conjointement avec le projet ONUDI FIDA. Le théâtre a été l'outil principal utilisé avec le Groupe "KOROKARA";
- ✦ des voyages d'études ont été organisés dans des projets similaires au Mali en compagnie des villageois. Au cours de ces rencontres/échanges, des prises de vues ont été réalisées servant ainsi des supports méthodologiques pendant les séances de restitution dans les villages.

Sur la base des besoins exprimés par les villageois, dont leur satisfaction constitue une des conditions de franche collaboration entre le projet et les villages, il a été installé dans certains villages encadrés par le projet, des micro-réalisations qui sont entre autres: pépinière villageoise, forages équipés de pompes manuelles, radiers, presses à karité, magasins de stockage et fonds de roulement alloués aux villageois.

La participation des villageois se faisait soit en investissement humain, soit par apport matériel ou financier (cotisation des femmes pour la construction de la case de la presse à karité).

Etapes 3 et 4

Ces étapes consistent à réaliser avec les villageois un diagnostic concerté, soit une évaluation commune des ressources du terroir. La collecte d'informations pendant les étapes antérieures constituait déjà une base, mais cette recherche supplémentaire a permis

d'avoir une banque de données complète pour l'élaboration du Schéma d'Aménagement du Terroir (SAT).

Pour mener à bien les activités initiées, le projet a appuyé les populations dans l'organisation de la prise en charge des actions. Ainsi, dans chaque village bénéficiaire ont été mis en place des micro-réalisations, des SAT et des structures sociales telles que: un comité villageois de gestion qui coordonne et gère toutes les activités initiées par le projet, des comités d'eau, des comités de gestion des presses à karité (au niveau des femmes).

Pour la collecte des informations pour l'élaboration des SAT, ont été mis en place:

- ♦ au niveau du projet: une équipe fixe pluridisciplinaire composée de 1 - 2 agents par volet et qui doit séjourner dans le village;
- ♦ au niveau du village: une équipe villageoise composée d'agriculteurs, d'éleveurs, d'exploitants forestiers, etc. qui ont une bonne connaissance des ressources de leur terroir. Le nombre de membres de cette équipe varie selon la taille du village.

L'équipe fixe (EF) du projet et l'équipe villageoise forment une équipe mixte (EM) qui se charge de l'exécution de tout le programme de collecte, traitement et de restitution des données aux populations.

Ce type d'évaluation des ressources du terroir est originale, car contrairement aux autres projets qui mènent leurs études seuls, le projet les réalise en collaboration avec les populations: diagnostic technique et diagnostic villageois. Seul le traitement des données est effectué par l'équipe fixe seule qui se retire au bureau.

Après la collecte et le traitement des données, les résultats ont été restitués aux populations avec l'appui de l'équipe du projet. La restitution a permis de présenter et discuter les résultats avec les populations. Ainsi toute une série d'assemblées villageoises ont été organisées pour permettre à chacun de se prononcer sur les résultats des études. Après ces restitutions a été élaboré le SAT.

Il faut signaler que pour les villages ne disposant pas d'une équipe fixe, une équipe technique mobile a continué les séances d'animation et de sensibilisation. Ces séances ont porté sur les thèmes suivants: les avantages de l'approche participative (fiche technique), l'approche gestion terroir (fiche technique), la lutte contre les feux de brousse, le lien entre les micro-réalisations et les activités d'aménagement des ressources naturelles.

Etape 6

Il s'agit ici d'une auto-évaluation des actions programmées par le projet et les populations. L'objectif est d'identifier et d'analyser les sources de blocages techniques ou organisationnels, de développer les capacités des populations à maîtriser la mise en œuvre et la gestion du programme et des actions en cours.

4. Contraintes et opportunités

Dans l'application de l'approche participative, le projet a rencontré les difficultés suivantes:

- ✦ Difficile changement de mentalité et de comportement des populations vis-à-vis des ressources naturelles. Selon les populations, ces ressources sont inépuisables, ce qui les amène à ne pas faire la liaison entre l'exploitation et le processus de dégradation des ressources naturelles et à ne pas percevoir leur responsabilité dans l'évolution des dites ressources. Ceci peut s'expliquer par le fait que la zone d'intervention du projet regorge des potentialités énormes et variées et de ressources forestières qui ne sont pas du tout à l'abri du désert.
- ✦ L'aménagement de l'environnement donne généralement des résultats à moyen et long terme. D'où, une faible motivation du paysan dans la conduite des activités d'aménagement et de gestion des ressources forestières et pastorales.
- ✦ Les approches mises en œuvre précédemment dans la zone du projet (aménagement en régie) ont rendu difficile la responsabilisation des populations dans le sens de s'approprier les acquis du projet.

L'analyse de ces contraintes a abouti à exploiter certaines opportunités par le projet en vue de réussir dans la démarche.

- ✦ Identification et diversification des outils méthodologiques des séances d'animation et de sensibilisation des populations dans le sens d'une prise de conscience progressive des enjeux environnementaux.
- ✦ La formation des populations aux techniques de coupe de bois appropriées à leur terroir, la mise en place de micro-réalisations ou mesures d'accompagnement (actions d'accrochage) génératrices de revenus et/ou de services dans le sens de l'amélioration des conditions de vie des populations.
- ✦ La formation continue des cadres du projet aux techniques d'animation et de communication interactive.
- ✦ Les visites inter-villageoises pour favoriser l'échange entre les paysans.

5. Perspectives et recommandations

A la lumière des contraintes et succès enregistrés dans la zone du projet tout au long de l'application de l'approche participative en matière de CES/DRS, nous pouvons retenir que bien que difficile à appliquer, cette démarche demeure la plus efficace pour mobiliser et responsabiliser les populations dans les activités qui les amènent à s'auto-promouvoir.

Les résultats obtenus doivent être continus et consolidés, tandis que les contraintes doivent faire l'objet d'une attention particulière pour la bonne réussite de l'application de l'approche participative dans le contexte d'aménagement et de gestion des terroirs villageois.

Le projet pourrait dans l'avenir orienter ses efforts vers la MARP d'évaluation qui permet une évaluation des activités par et pour les villageois. Il s'agit en fait d'une démarche d'auto-évaluation des populations à mi-chemin et à la fin des programmes.

Pour la poursuite du processus d'approche participative, le projet devrait mettre un accent particulier sur la formation paysanne en vue d'un transfert graduel des compétences et de la pérennisation des acquis.

En ce qui concerne l'harmonisation des approches et la collaboration avec les autres partenaires, le projet pourrait renforcer ses efforts dans la formation des cadres des autres services à la MARP, aux techniques de communication interactive, organiser des séminaires et échanger des documents.

Bibliographie

1. S. Ouattara: Document de travail sur l'expérience du Projet GCP/RAF/303/ITA en matière d'approche participative.
2. S. Ouattara: Document méthodologique sur le Schéma d'Aménagement du Terroir de Saniéna.
3. Plan d'aménagement de la forêt classée de Kaboïla. Avril 1993.
4. Schéma d'aménagement du terroir de Saniéna. 1996.

Relations entre Décentralisation, Aménagement et Foncier au Mali

Tingougou SANOGO

1. Introduction

La présente contribution a pour but de faire la lumière sur la relation de cause à effet susceptible d'exister entre l'Aménagement du Terroir, stratégie de développement local, et le foncier considéré par beaucoup d'intervenants comme le butoir des actions de développement en milieu rural.

En fait, il s'agit d'apporter une lumière sur les problèmes fonciers liés à l'aménagement du terroir, bien nombreux et bien complexes.

De ces problèmes, les intervenants (projets, services techniques, ONGs et même les populations) peuvent en parler à longueur de temps, sans pour autant épuiser le sujet.

Selon l'observateur du foncier en 3ème Région, il est plus exact de parler plutôt de **foncier aménagé du terroir**, puisque c'est de cela qu'il s'agit réellement.

Ce type de foncier aménagé du terroir a été créé par les intervenants en milieu rural, plutôt les développeurs. Il est provoqué par l'aménagement du terroir qui le conditionne et le détermine.

Aujourd'hui, les exigences de développement sont fondées sur les initiatives locales, avec la participation et la responsabilisation des populations qui sont parties prenantes de leur propre devenir. Il n'est plus besoin d'épiloguer sur cette dernière née des stratégies de développement, il vaut mieux en parler directement.

En effet, en milieu rural, l'aménagement est partout présent, presque à tous les espaces de production: agriculture, pastoralisme, pêche, sylviculture.

L'aménagement du terroir se matérialise par des infrastructures hydro-agricoles (péri-mètres villageois), des ouvrages agro-pastoraux (barrages de retenue), des ouvrages pastoraux (surcreusement de mares, puits à grand diamètre).

L'ensemble des ouvrages et les superficies qu'ils occupent forment ce qu'il est convenu d'appeler le **foncier aménagé**. Il est mis en place dans une situation de partenariat mettant ainsi en présence divers acteurs: l'Etat et ses services techniques, les bailleurs de fonds publics ou privés, les ONGs et les populations organisées en associations ou groupements. Les financements proviennent soit de l'Etat seul, soit de projets de développement avec participation des populations bénéficiaires (PAAP, CMDT).

Dans tous les cas, la mise en place d'infrastructures aménagées implique toujours l'implantation sur un espace géographique du terroir villageois, d'une technologie qui permet de rentabiliser les systèmes de production.

Ainsi, le foncier aménagé constitue un enjeu économique de premier ordre. En effet, il pose le plus souvent le problème des droits des individus et des groupes autochtones et étrangers au lieu d'implantation des aménagements.

Il pose également un problème au statut juridique et de modalités de gestion des infrastructures aménagées, de même qu'un problème de communalisation en ce qui concerne son statut et sa gestion.

Toutes les interrogations qui sont posées autour du foncier aménagé du terroir, appellent que soient fixés ses contours.

2. La tenure foncière (avant la mise en œuvre effective de la décentralisation)

Au Mali, la question foncière est caractérisée par une dualité, mieux la superposition de deux règles de gestion, tirant leur légitimité de deux logiques différentes: le droit officiel et le droit coutumier.

La terre n'est pas un espace neutre, elle est l'objet d'une maîtrise sociale qui régleme son accès, son usage et sa transmission.

Le régime foncier est dominé par un droit coutumier encore vivace et une législation étatique inadaptée et fort éloignée des réalités paysannes. En effet, dans la conception du paysan malien, toutes ethnies confondues, la terre est la propriété des puissances naturelles, génies et ancêtres défunts, avant d'appartenir aux hommes.

Ainsi avant d'occuper une terre, toute communauté doit s'assurer de la bienveillance de ces esprits, le Chef des terres servant d'intermédiaire. La famille fondatrice a le droit d'attribuer les terres. Après avoir suivi certaines démarches, le demandeur se voit provisoirement attribuer le terrain assorti de certaines conditions (quitter en cas de réclamation, informer la descendance des conditions d'obtention, interdiction de planter des arbres fruitiers, suivre normes de conduite et interdits du lignage, etc.).

Le Chef de terre est craint, car détenant le pouvoir des anciens, et il doit posséder certaines vertus. Ce régime foncier traditionnel est actuellement en perte de vitesse et les règles de conduite ne sont plus scrupuleusement respectées à cause de la forte introduction de l'Islam.

Le droit foncier moderne est exposé dans le code domanial et foncier, régi par la loi n°86-91/AN-RM du 1er Août 1986. Selon cette loi, le domaine national comprend le sol et le sous-sol et se subdivise en:

- ✦ domaine public et privé,
- ✦ domaine public et privé des collectivités territoriales décentralisées,
- ✦ domaine foncier des personnes physiques ou morales bénéficiaires d'un titre foncier.

Selon le droit foncier moderne, toute terre non immatriculée au profit d'une personne physique ou morale et n'appartenant pas au domaine public, fait partie du domaine privé de l'Etat ou des collectivités.

Cependant, la loi reconnaît les droits coutumiers maintenus à titre de droits d'usage (utilisation des terres) ou de disposition (possibilité de vendre son droit), mais garantis par l'obligation de publicité lors de la procédure d'immatriculation ou de délivrance d'une concession rurale.

Ainsi, les tenants d'un droit coutumier peuvent soit solliciter le bénéfice du régime de concession, soit faire abandon de leurs droits à une tierce personne selon la procédure prescrite et recevoir une indemnité préalable si le terrain est déjà mis en valeur.

Les tenants des droits coutumiers peuvent être expropriés pour cause d'intérêt général ou d'utilité publique. L'expropriation est prononcée par un arrêté du Ministre chargé des domaines après enquête publique et contradictoire (art. 133), avec une indemnisation dont le montant est soit fixé à l'amiable, soit déterminé par une commission administrative.

3. Les contours du foncier aménagé du terroir

Du fait que la main de l'homme contribue à la réalisation du foncier aménagé, les infrastructures qui en résultent constituent une ressource foncière artificielle. En tant que tel, le foncier aménagé du terroir se distingue des autres ressources foncières naturelles du terroir.

Sa structure repose sur l'interaction de quatre paramètres:

♦ Paramètre financier

C'est en fait le coût des investissements; il est étatique, privé ou participatif et de ce fait, dépasse l'effort individuel.

♦ Paramètre technique

C'est la maîtrise de l'eau résultant des réalisations physiques, ce qui nécessite un entretien et une maintenance des ouvrages. Ces fonctions de maintenance et d'entretien dépendent de facteurs institutionnels et organisationnels liés aux relations sociales entre usagers exploitants.

♦ Paramètre économique

Il a trait à la sécurisation technique de la production dont le rendement est accru, ce qui donne une grande valeur à la terre, objet d'enjeu important.

♦ Paramètre social

Il concerne toutes les relations qui se nouent entre les diverses catégories socio-professionnelles du site des aménagements (agriculteurs, pasteurs, agro-pasteurs, autochtones étrangers). La ressource artificielle qu'est la terre aménagée devient source d'enjeu entre les divers usagers cités ci-dessus, chacun voulant s'approprier la nouvelle terre et en avoir le contrôle.

De ce qui précède, il ressort que le foncier aménagé du terroir repose sur une structuration très complexe, ce qui pose le problème du statut juridique du foncier aménagé du terroir et celui non moins important de sa gestion.

3.1. Statut juridique du foncier aménagé du terroir

Pour connaître le régime juridique du foncier aménagé du terroir, il suffit de se poser la question suivante: qui a financé les travaux de réalisation des aménagements?

Parce que tout simplement, les travaux qui sont à l'origine des aménagements dépassent l'effort individuel.

Ainsi, lorsque les ouvrages sont financés par l'Etat, il en devient propriétaire. Cette propriété résulte d'un acte de classement des aménagements dans le domaine public artificiel de l'Etat, avec immatriculation du périmètre issu des travaux, au nom de l'Etat.

Quand les ouvrages sont financés d'une manière participative, ils constituent la propriété collective du village, c'est-à-dire des populations bénéficiaires organisées soit en association villageoise, soit pastorale ou agro-pastorale. Tel est le cas du foncier aménagé du terroir réalisé par la CMDT (à raison de 95 % pour la CMDT et 5 % pour les populations).

Il en va de même en ce qui concerne les réalisations CAT/GRN (à raison de 80 % pour la CAT/GRN et 20 % pour les populations), et celles de la DRE/PAAP au même taux que la CAT/GRN.

Cette propriété commune du village vaut pour les infrastructures et ses dépendances qui, du fait de l'aménagement sont purgées de toute entreprise antérieure.

En d'autres termes, l'exercice des droits coutumiers est confirmé pour autant que l'Etat n'ait pas besoin des terres sur lesquelles ils s'exercent (article 127, alinéa 2 du code domanial et foncier).

Le plus souvent, il n'existe pas dans le terroir d'implantation du foncier aménagé, un besoin étatique qui puisse être matérialisé par un titre quelconque.

De plus, du fait que les aménagements trouvent toujours leur source dans des travaux publics fondés sur l'intérêt général des populations bénéficiaires, ils sont regardés en droit public comme des ouvrages publics à caractère immobilier.

Cette qualification du foncier aménagé du terroir, emporte une protection juridique qui trouve sa manifestation dans le principe de l'intangibilité de l'ouvrage public.

Cela signifie qu'aucune décision (administrative ou juridique) ne peut porter atteinte à l'intégrité ou au fonctionnement de l'ouvrage en question.

Tout cela traduit la neutralité de l'Etat, pour ce qui concerne le foncier aménagé du terroir; cette neutralité prend corps dans le désengagement de l'Etat central vis-à-vis des aménagements issus des initiatives locales.

3.2. Gestion du foncier aménagé du terroir

D'entrée de jeu, il faut rappeler ici un principe de droit selon lequel "celui qui est propriétaire d'une chose en est le gestionnaire".

Conformément à ce principe, il faut observer que le foncier aménagé du terroir classé au domaine public artificiel de l'Etat, relève de la gestion étatique. Cette gestion est assurée par le Ministre des Finances qui est le gestionnaire attitré des domaines.

Dans ce cas, les aménagements relèvent du droit public, en ce sens qu'ils sont inaliénables, imprescriptibles ou non saisissables.

Quant aux dépendances des ouvrages, le plus souvent un périmètre, elles relèvent de l'application des règles de droit privé.

Le foncier aménagé du terroir, propriété villageoise, relève de la gestion villageoise. Cette gestion se fait par le groupement associatif du village, lequel doit être doté de la personnalité morale. Une telle institution a vocation de réglementer l'accès aux ouvrages hydrauliques et à veiller à l'entretien et la maintenance des ouvrages.

Dans le cadre de la communalisation, il faut se demander à qui sera dévolue la gestion du foncier aménagé du terroir.

4. Le foncier aménagé du terroir dans le cadre de la communalisation

Envisager la place du foncier aménagé du terroir dans le cadre communal revient à prendre position pour l'appropriation et la gestion par la commune, des ouvrages déjà réalisés et situés sur le territoire communal. Ceci revient aussi à reconnaître implicitement l'existence d'un foncier communal.

Aussi, après avoir la lumière sur le sort des ouvrages situés sur le territoire communal, il faudra mettre à nu les principes directeurs du foncier communal.

4.1. Sort des ouvrages situés sur le territoire communal

Ici deux choses vont nous préoccuper: le statut juridique des ouvrages et la gestion des ouvrages.

4.1.1 Statut juridique des ouvrages

En droit positif malien, il pèse sur tous les biens non-immatriculés, le principe d'une présomption de propriété au profit de l'Etat.

D'une manière plus spécifique, une analyse des dispositions du code domanial et de la loi du 27 Février 1990 fixant le régime juridique des eaux, laisse apparaître le principe d'une incorporation au domaine public artificiel de l'Etat, les différentes catégories d'ouvrages (navigation, irrigation, drainage), les conduites d'eau, d'égout, les ouvrages hydroélectriques.

Plus précise est la loi du 27 Février 1990 qui se réfère au domaine hydrique artificiel de l'Etat y inclus pratiquement tous les types d'ouvrages liés de près ou de loin, à l'hydraulique, notamment ceux destinés à faciliter la retenue des eaux.

Le projet de loi relatif aux principes de constitution et de gestion du domaine des collectivités territoriales, fixe l'assiette du domaine public artificiel des collectivités: les aménagements et ouvrages réalisés pour raison d'intérêt régional, de cercle ou de commune, ainsi que les terrains qui les supportent, à l'issue d'un classement résultant d'un inventaire.

Cet inventaire est en cours. Aussi par rapport aux aménagements financés par l'Etat et situés en territoire communal, aucun problème ne se pose. En effet, il suffit pour l'Etat de les immatriculer et de les transférer à la commune qui en devient propriétaire.

Tout autre est le cas des ouvrages réalisés avec la participation des populations bénéficiaires (ouvrages DRE/PAAP, ouvrages CAT/GRN, ouvrages CMDT, ouvrages ONG). Si lesdits ouvrages figurent à l'inventaire de la puissance publique, ils vont lui appartenir et être transférés en direction de la commune de leur situation. Bien entendu, on peut s'attendre à des résistances de la part des populations bénéficiaires, surtout quand on pense que l'Etat s'est désengagé de ce genre d'opérations.

Face à cette difficulté, il est permis de s'interroger sur le mode de gestion communal desdits ouvrages.

4.1.2 La gestion des ouvrages

Notre expérience de terrain nous a permis de recueillir l'avis de populations bénéficiaires d'ouvrages pastoraux ou agro-pastoraux en 3^e Région et en 7^e Région.

Interrogées sur l'éventualité d'un transfert desdits ouvrages à la commune qui les abrite, les populations bénéficiaires nous ont donné la réponse suivante:

"Une fois mise en place, la commune ne pourra et ne devra gérer que les infrastructures réalisées par elle et pour son compte. Quant à nos ouvrages, leur gestion restera au niveau villageois. Toutefois, si l'on s'entend, les villages bénéficiaires pourront de commun accord avec les nouvelles autorités communales, mettre en œuvre les modalités d'une gestion appropriée à la situation".

Quelle est la position du droit malien sur cette question?

La réponse à une telle préoccupation doit être recherchée à travers une analyse des dispositions conjuguées du code domanial, du code des collectivités et du projet de loi portant principes de constitution et de gestion du domaine des collectivités territoriales.

A la lumière de ces textes, il ressort que pour qu'un ouvrage réalisé avec la participation des populations puisse relever de la gestion communale du lieu de situation dudit ouvrage, il faut que soient réunies les conditions prévues par la loi à savoir:

- ♦ être un ouvrage ou un aménagement réalisé pour raison d'intérêt régional, de cercle ou d'intérêt communal, ainsi que les terrains qui le supportent,
- ♦ déterminé par la loi ou ayant fait l'objet d'une procédure de classement,
- ♦ avoir été inventorié au domaine public artificiel de l'Etat pour cause d'intérêt général ou d'utilité publique,
- ♦ avoir fait l'objet d'un transfert à la commune pour en assurer la conservation.

Une fois toutes ces conditions remplies, la commune sera à même de gérer ledit ouvrage, conformément à la réglementation en vigueur.

Dans ce cas, plusieurs options sont offertes qui ne se présentent pas de la même façon selon que l'ouvrage concerné est situé sur le territoire d'une seule et même commune ou s'il est à cheval entre deux ou plusieurs collectivités.

Dans la première hypothèse, ou la commune gère directement l'ouvrage ou bien elle fait délégation de son pouvoir de gestion aux autorités villageoises riveraines de l'ouvrage ou bien alors, par contrat de gestion, elle confie la gestion de l'ouvrage à toute personne physique, morale publique ou privée (association pastorale, agro-pastorale, chef de village ou les conseillers etc.).

Dans la seconde hypothèse, l'ouvrage est un bien et droit d'individus entre collectivités. Sa gestion est de ce fait, dévolue à une commission spéciale comprenant un nombre égal de représentants de chacune desdites collectivités.

La création de cette commission se fait par voie d'arrêté du haut commissaire lorsque les collectivités sont situées dans la même région. Dans le cas inverse, c'est un arrêté du Ministre en charge des collectivités qui met en œuvre ladite commission dont le président est élu en son sein par les membres.

Tout renouvellement des conseils délibérants emporte renouvellement de la commission spéciale dont les délibérations obéissent aux mêmes règles que celles des conseils délibérants des collectivités concernées.

Tous les principes, de gestion communale ci-dessus exposés prouvent, s'il en est besoin, l'existence d'un foncier communal.

4.2. Principes directeurs du foncier communal

Aujourd'hui, avec l'apparition sur la scène juridique des textes législatifs et réglementaires de la décentralisation, l'arsenal juridique malien enregistre l'existence d'un foncier communal.

Les grands principes qui régissent ce foncier communal sont à rechercher à travers deux textes de base:

- ✦ la loi n° 93-008 du 11 Février 1993 déterminant les conditions de la libre administration des collectivités territoriales;
- ✦ la loi n° 95-210/PP-RM du 30 Mai 1995 déterminant les conditions de nomination et les attributions des représentants de l'Etat au niveau des collectivités territoriales.

Deux principes essentiels se dégagent de l'analyse de ces textes: la domanialité du foncier communal et le caractère bicéphale des institutions de gestion.

4.2.1 Domanialité du foncier communal

Dans la mise en œuvre du foncier communal, le législateur malien a fait recours à la fois aux mécanismes de droit public et privé. Le ton est donné à l'article 12 de la loi du 11 Février susvisée.

Ce texte fixe l'assiette du domaine des collectivités: un domaine public et privé comprenant des biens meubles et immeubles acquis à titre onéreux ou gratuit.

A la suite de l'article 12 qui pose un principe général de droit, les articles 238 à 243, du code des collectivités confortent ce principe. En effet, après avoir affirmé que le domaine d'une collectivité territoriale se compose d'un domaine privé, l'article 238 reprend mot pour mot le contenu de l'article 12 ci-dessus visé.

Comme si cette redondance ne suffisait pas, l'article 239 fixe la composition des domaines publics et privés des collectivités décentralisées.

Entre dans la composition du 1er tous les immeubles déterminés comme tels par la loi ou ayant fait l'objet d'une procédure spéciale de classement.

Le second quant à lui, comprend tous les immeubles détenus en vertu d'un titre foncier établi ou transféré au nom des collectivités. Suite à une cession par l'Etat d'un terrain immatriculé nu ou mis en valeur, l'acquisition à titre onéreux ou gratuit de tout terrain immatriculé, la transformation, à titre définitif du droit de concession rurale après mise en valeur.

Enfin les articles 240 et suivants traitent:

- ✦ du droit pour les collectivités de disposer de leur privé à l'instar de l'Etat
- ✦ de la faculté que celle de l'Etat d'affecter ou de céder des biens de son domaine privé à une collectivité
- ✦ de la possibilité pour l'Etat de transférer la gestion d'une partie de son domaine public à une collectivité, pour cause d'intérêt général ou d'utilité publique, soit automatiquement, soit par contrat.

De ce qui précède, il apparaît sans conteste aucun que le foncier communal est entièrement un foncier domanial. Son caractère domanial est tel qu'un projet de loi est en préparation, s'il n'est pas déjà voté, qui porte principe de constitution et de gestion du domaine des collectivités territoriales.

Rien ne peut, mieux que ce projet de loi, traduire le principe d'une domanialité outrancière du foncier communal qui plus est soumis à un système de gestion bicéphale.

4.2.2 Caractère bicéphale des institutions de gestion du foncier communal

Il faut le dire, le foncier communal est géré à deux niveaux: celui de la commune, et celui de l'Etat.

a) Au niveau de la commune

Du point de vue de la gestion foncière, la communalisation a engendré un grand foisonnement institutionnel. A tous les échelons de la décentralisation se trouvent plusieurs institutions exerçant des attributions en matière foncière.

Ainsi au niveau de la commune rurale, le conseil communal qui exerce toutes les compétences en matière de gestion foncière, après consultation des conseils de villages, de quartier et de fraction.

A la tête du conseil communal les autorités que sont le maire et ses adjoints détiennent tous les pouvoirs fonciers.

Au niveau du cercle, toutes les attributions en matière de gestion foncière sont dévolues au conseil de cercle, avec répartition sur la tête du président et des vice-présidents du conseil de tous les pouvoirs fonciers.

Au niveau de la région, l'assemblée régionale a plénitude de compétence en matière de gestion foncière, tandis que tous les pouvoirs fonciers sont exercés par le président et les vice-présidents à la tête du bureau de l'assemblée régionale.

Au terme de l'analyse des institutions communales appelées à gérer toutes les questions foncières, il faut dire que tous les pouvoirs de gestion du foncier communal s'exercent sous la tutelle du gouvernement.

b) Au niveau de l'Etat

Traditionnellement, on est enclin à penser que la décentralisation opère moins d'Etat, pour ce qui regarde l'omniprésence des pouvoirs publics dans la gestion des affaires du pays. Cette assertion n'est pas toujours vérifiée. Il suffit de rappeler tous les pouvoirs que ceux des représentants l'Etat au niveau des collectivités territoriales.

Au premier chef, se trouve le pouvoir de tutelle exercé par les représentants de l'Etat au niveau des collectivités. Ces représentants sont appelés délégués du gouvernement dans la commune et le cercle. Au niveau régional, ils portent la dénomination de haut commissaire.

Ces autorités étatiques disposent chacune d'un pouvoir de contrôle à priori qui s'exerce par voie d'approbation, des sursis à exécution et d'annulation.

Pour mesurer toute la portée du pouvoir ainsi reconnu aux instances étatiques, il suffit de rappeler que toutes les délibérations, des instances communales, en matière foncière, ne sont exécutoires qu'après approbation des représentants étatiques.

Au surplus, ce sont les représentants de l'Etat qui ont en charge les questions relatives à:

- ♦ la planification et l'aménagement du territoire,
- ♦ la coordination et l'harmonisation des programmes de développement des cercles de la région,

- ♦ la programmation, la coordination et le contrôle des actions de développement des collectivités décentralisées de la région.

Enfin tous les services techniques qui œuvrent pour le développement relèvent de leur autorité.

5. Conclusions

De ce qui précède, la décentralisation opère au niveau local un renforcement des institutions étatiques.

Ceci nécessite, à n'en point douter, plus qu'une collaboration, c'est-à-dire une situation de partenariat entre instances communales et instances étatiques, afin que réussisse l'œuvre de développement économique, social et culturel durable, tenant compte des contemporaines exigences de protection de l'environnement.

Bibliographie

1. Caractérisation et dynamiques foncières, résultats An I de l'OFF Bamako Février 1996
2. Gestion foncière et Développement Pastoral à Koumantou par Me Tignougou SANOGO O.R.F Sikasso, 6 Juin 1996.
3. Appropriation de la terre en Afrique Noire. Emile le Bris, Etienne le Roy, Paul Mathieu- Editions Kartala, 1991.
4. La décentralisation: textes législatifs et réglementaires J.O Rép. Mali Spécial n° 3 Octobre 1995
5. Le code domanial et foncier
6. La loi n° 90-17 du 27 Février 1990 fixant le régime des eaux
7. Analyse critique du projet de la loi portant principes de constitution et de gestion du domaine des collectivités territoriales réalisé par l'OFM sur invitation de la commission des lois de l'Assemblée Nationale du Mali - Juillet 1996.

L'expérience du Projet Aménagement Agro-Pastoral (PAAP) en 3ème Région du Mali

Toumani SIDIBE

1. Introduction

Le Sahel est une zone fragile, donc sensible aux effets combinés des aléas climatiques et des facteurs anthropiques. En effet, depuis les années 70, les agriculteurs, les pasteurs, les agro-pasteurs, les hommes et les femmes de cette zone sahélienne et même soudanienne du Mali, se trouvent confrontés à un phénomène accéléré de dégradation de leur environnement.

L'Homme exerce une forte pression sur son milieu à travers des pratiques telles que les feux de brousse, les jachères de plus en plus courtes, les techniques culturales inadaptées, l'utilisation accrue du bois de chauffe, le surpâturage, l'absence de schémas et de plans de gestion des ressources naturelles, etc. Cette pression favorise de façon alarmante la dégradation des sols et des eaux. De plus en plus, la couverture végétale diminue, les cours d'eau et les puits tarissent, les arbres meurent, les animaux maigrissent.

Dans les zones à vocation agricole dominante du Mali-Sud se pratique un élevage sédentaire et le régime foncier est du type classique soudanien, caractérisé par une structure sociale villageoise et une organisation du village dans l'espace.

Au niveau de cette zone, on note une surexploitation actuelle des ressources naturelles. L'extension anarchique de l'agriculture, la sédentarisation de l'élevage ont aggravé cette surexploitation.

2. Contexte

Comme déjà signalé, le Sud du Mali est aujourd'hui soumis à la pression conjointe d'une agriculture en pleine expansion et d'un élevage qui se développe très rapidement. Cet accroissement du cheptel de la zone qui atteint de nos jours les 1,2 millions de têtes de bovins résulte de plusieurs facteurs:

- ✦ accroissement du troupeau villageois qui représente pour le paysan la seule forme sûre d'épargne et de réinvestissement dans le contexte d'une économie agricole cotonnière en plein développement et fortement encadrée par la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT);
- ✦ déplacement progressif et installation de troupeaux transhumants chassés de la zone nord du pays par les grandes sécheresses successives des années soixante dix et quatre vingts;
- ✦ reflux des troupeaux maliens installés dans la zone nord de la Côte d'Ivoire, où ils se trouvent en situation de relative insécurité et de concurrence accrue sur les espaces pastoraux aménagés disponibles.

Cette pression pastorale de plus importante se situe dans un espace déjà largement occupé par l'agriculture et où l'enjeu du foncier sur les terres disponibles émerge progressivement.

Face à l'ensemble de ces facteurs conflictuels, l'idée d'intervenir en matière de gestion des espaces pastoraux dans la Région de Sikasso a commencé à mûrir depuis 1986 pour aboutir à l'avènement du "Projet Aménagement Agro-Pastoral en 3^e Région", créé par l'ordonnance N° 90-17/P-RM du 29 Avril 1990, financé par la Caisse Française de Développement. Il couvre la totalité de la Région de Sikasso, soit 75.790 km², 7 cercles, 46 arrondissements, 1.821 villages pour 1.414.180 habitants.

Si par endroits la densité est encore estimée assez faible, certaines zones sont déjà soumises à une très forte occupation humaine, notamment la zone Nord. La région se caractérise jusqu'ici par l'existence de zones à faible occupation, ainsi que par une situation climatique favorable avec des précipitations allant de 700 à 1.350 mm. Cette réserve foncière potentielle est aujourd'hui progressivement, mais sûrement, occupée par une agriculture en pleine expansion et par un troupeau bovin de plus en plus important. Malgré la relative réserve d'espace, la très faible disponibilité de ressources en eaux pérennes rend difficile une mise en valeur équilibrée des pâturages existants.

L'absence de points d'abreuvement suffisants en saison sèche a plusieurs effets négatifs:

- ♦ la faible capacité de mobilisation des ressources hydrauliques pastorales locales, entraînant des conflits pour l'accès à l'eau;
- ♦ la concentration des troupeaux et le surpâturage sur un nombre limité de zones;
- ♦ l'obligation à des mouvements de transhumance vers le sud, notamment en Côte d'Ivoire, avec le risque que cela comporte en termes de pertes de bétail, de maintien sanitaire des troupeaux et surtout de conflits avec les populations locales;
- ♦ la fuite d'une partie du cheptel malien qui a tendance à s'installer dans les zones pastorales aménagées par un gigantesque projet d'élevage au nord de la Côte d'Ivoire, avec la perte économique que cela représente pour le Mali.

3. Objectifs du projet

3.1. Objectifs généraux

- ♦ développement et amélioration des conditions d'élevage;
- ♦ aménagement du territoire et gestion de l'espace;
- ♦ organisation des agro-pasteurs.

3.2. Objectifs spécifiques

- ♦ concevoir, planifier et programmer des actions pour atteindre l'objectif d'aménagement du territoire, par la mise au point d'une démarche d'aménagement des terroirs villageois (SAT, PAT) et des outils de gestion de l'espace et des ressources naturelles;
- ♦ contribuer à la connaissance de la problématique foncière en 3^e Région pour aplanir les conflits entre les différents utilisateurs des ressources naturelles (cadres de concer-

tation, conventions locales, comités villageois et intervillageois de prévention et de gestion des conflits);

- ✦ contribuer à la valorisation et à la structuration de l'espace agro-pastoral à travers la réalisation d'infrastructures pastorales et agro-sylvo-pastorales;
- ✦ apporter un appui à la valorisation des filières de production et de commercialisation animales;
- ✦ initier et encourager le désengagement du service public de l'élevage, dans la perspective de mise en œuvre de la décentralisation et ce par des appuis technique, matériel et financier aux partants volontaires des agents de la fonction publique;
- ✦ contribuer à la capitalisation et la diffusion des expériences et connaissances nécessaires à la mise en œuvre d'une politique régionale cohérente d'aménagement du territoire (Schéma Directeur d'Aménagement Régional).

Il importe de souligner la spécificité du montage financier de ce programme, innovant en la matière une triple contribution: Caisse Française de Développement, Taxes de Développement Régionales et Locales (TDRL) et populations bénéficiaires.

4. Démarche d'intervention

La démarche du projet est basée sur l'approche participative et décentralisée, en vue d'associer les bénéficiaires à toutes les étapes du processus de mise en œuvre des actions.

Le projet s'intéresse particulièrement à l'aménagement de l'espace pastoral, en adoptant une approche villageoise et intervillageoise dans l'organisation des hommes et de l'espace, en recherchant les voies et moyens susceptibles de faciliter l'insertion des éleveurs sédentarisés et transhumants dans les zones d'accueil.

Les principales étapes sont: l'information et la sensibilisation des populations, le diagnostic, l'organisation et la programmation, la formation sur les thèmes des solutions proposées, la mise en œuvre des actions, le suivi-évaluation.

Dans la recherche de solutions, les tâches et les responsabilités des différents intervenants (populations, encadrement, partenaires extérieurs) sont bien définies. Pour identifier les répondants, des structures d'appui ont été mises en place depuis la base:

- ✦ des associations villageoises et intervillageoises pour la mise en valeur des points d'eau (AVAMVPE) au niveau de chaque site bénéficiaire;
- ✦ des Comités Paritaires d'Arrondissement (CPA);
- ✦ un Comité Paritaire Régional (CPR);
- ✦ des Associations Agro-Pastorales (AAP);
- ✦ des Comités villageois et intervillageois de prévention et de gestion des conflits (CVPGC);
- ✦ des Comités villageois et intervillageois de gestion des ressources naturelles (CVGRN).

5. Description des actions réalisées

5.1. Appui et organisation du monde rural

D'une façon globale, le projet a contribué à la mise en place de:

- ✦ 23 comités paritaires d'arrondissement élargis aux représentants du monde rural et services techniques locaux;
- ✦ un comité paritaire régional;
- ✦ 32 associations villageoises et intervillageoises pour la mise en valeur des points d'eau (AVAMVPE),
- ✦ 15 associations agro-pastorales (AAP);
- ✦ 50 comités villageois et intervillageois de gestion des ressources naturelles (CVGRN);
- ✦ 109 comités de prévention et de gestion des conflits (CVPGC).

5.2. Investissements réalisés en aménagement et gestion des terroirs

Parmi les investissements, on peut citer la réalisation de:

- ✦ points d'eau: surcreusement de mares, barrages/retenues collinaires, forages, contre-puits, puits à grand diamètre, accès à des marigots;
- ✦ infrastructures de production et de commercialisation pastoraux: pistes à bétail, marchés à bétail et à volailles, rampes d'embarcation, aires d'abattage, parcs de vaccination;
- ✦ périmètres de reboisement et maraîchers;
- ✦ étangs piscicoles;
- ✦ foyers améliorés;
- ✦ moulins multifonctionnels;
- ✦ parcs améliorés;
- ✦ savonneries;
- ✦ centres de santé communautaire;
- ✦ mini-laiteries, etc.

Les modalités de mise en œuvre varient selon les types de réalisations mais pour l'essentiel on peut retenir:

- ✦ le diagnostic participatif à partir d'une demande d'appui formulée par la population;
- ✦ le ciblage des actions;
- ✦ la mise en place du groupement;
- ✦ le financement à 80 % par le projet et 20 % par la population avec la fourniture gratuite de la main d'œuvre non-qualifiée;
- ✦ la formation des bénéficiaires à l'aide d'outils pédagogiques appropriés: boîtes à images, cartes du terroir, photos aériennes, séries GRAAP, diapositives, cassettes, fiches techniques;
- ✦ l'organisation des travaux;
- ✦ la mise en place d'un comité de gestion;
- ✦ l'élaboration de plan d'aménagement;
- ✦ l'auto-évaluation;
- ✦ les propositions de perspectives d'après-projet.



Photo 1: Parc amélioré



Photo 2: Séance de CES/DRS

6. Résultats

6.1. Résultats positifs

a) Sur le plan écologique

- ✦ des conventions locales de gestion des ressources naturelles: une convention a été élaborée et signée par 12 villages et l'administration locale;
- ✦ 10 conventions locales de taxation pour l'abreuvement aux points d'eau aménagés ont été élaborées et mises en application;
- ✦ la réorganisation de l'espace pastoral;
- ✦ la relance d'actions d'accompagnement comme les cultures fourragères, la valorisation des résidus de récolte, les parcs et foyers améliorés;
- ✦ la gestion des pâturages;
- ✦ l'installation de pépinières villageoises.

Ces actions ont considérablement contribué à atténuer la pression animale et humaine sur l'espace.

b) Sur le plan socio-économique

La gestion des infrastructures et l'application des conventions locales ont permis la mise en place de fonds destinés à la création de caisses villageoises qui octroient dès aujourd'hui des prêts bancaires à certains villages.

Ainsi, un des douze villages signataires de la convention locale a pu constituer un fonds de caisse important qui lui a permis d'accéder à la ligne de crédit de développement local. Grâce à ce crédit, le village a payé sa contribution d'environ 4 millions de FCFA pour la réalisation d'un barrage. La construction de ce barrage a permis de générer d'autres sources de revenus:

- ✦ pisciculture dans la retenue,
- ✦ taxation de l'abreuvement du cheptel transhumant,
- ✦ maraîchage dont les produits sont directement vendus sur le marché ivoirien situé à seulement 3 km,
- ✦ pépinière dont les plants sont totalement payés par une ONG sur place,
- ✦ embouche bovine par les hommes et ovine par les femmes.

Au bout de deux campagnes, le village a entièrement remboursé le crédit et a pu en bénéficier d'un nouveau pour diversifier les actions de son groupement: construction de salles de classe, d'un centre de santé communautaire, de magasins de stockage, équipement en matériel agricole.

c) Sur le plan technique

Maîtrise par la population de certaines techniques de CES/DRS.

6.2. Résultats négatifs

On peut citer:

- ✦ au plan écologique: le risque d'apparition de plaques de dégradation autour des points créés à cause de l'attroupement constant des animaux;
- ✦ au plan socio-économique: à cause de l'esprit individualiste de certains membres, éclatement de quelques groupements suite à des conflits quant à la gestion des revenus générés.

7. Analyse des résultats

7.1. La contribution de l'approche participative

L'approche participative a contribué au succès du projet: grâce à la participation effective de la population bénéficiaire, cette dernière s'est sentie responsabilisée et l'appropriation des réalisations et la pérennisation des actions a été favorisée.

L'approche participative a permis à la population de déterminer elle-même son développement. Comme le dit un adage de chez nous "On ne peut pas raser la tête en l'absence de son propriétaire".

7.2. Les opportunités mises à profit

Comme opportunités mises à profit, on retiendra essentiellement:

- ✦ la politique de décentralisation qui s'installe et qui engage les populations dans leur auto-promotion;
- ✦ pour les populations, c'est une aubaine que le projet les appuie dans la résolution des problèmes auxquels elles s'étaient attaquées avec des moyens propres très limités;
- ✦ un des premiers critères a été le regroupement qui a résolu beaucoup de distensions au sein de la communauté d'un terroir et joué un rôle important dans le renforcement de la solidarité sociale.

7.3. Les difficultés survenues et les solutions trouvées

Elles sont de plusieurs ordres:

a) Les difficultés liées aux procédures de passation des marchés de réalisation

L'approche aménagement des terroirs initiée par le projet vise à responsabiliser les bénéficiaires à tous les niveaux de décision avec une participation financière assez significative (20 %). Cependant, selon les textes législatifs financiers du Mali, ces mêmes bénéficiaires n'ont aucun pouvoir dans le choix des entreprises attributaires des marchés, dès que ces marchés atteignent un montant de 10 millions de FCFA.

Ainsi les principaux goulots d'étranglement ayant joué sur le rythme d'évolution du projet ont été:

- ✦ la lourdeur et la lenteur de la procédure de passation des marchés entraînant de très longs délais entre la décision d'engager une action et sa réalisation;

- ✦ les coûts élevés des travaux par rapport à ce que pourraient négocier les villages en régie, ce qui entraîne un sentiment de méfiance chez les villageois;
- ✦ en cas de non-respect des termes de la lettre de marché par les entreprises, les procédures de résiliation sont très complexes; il s'en suit une démobilisation des bénéficiaires et leur perte de confiance vis-à-vis du projet;
- ✦ le non-respect des procédures comptables (factures) par les populations et le risque de détournement des fonds à des fins personnelles, s'il n'y a pas de co-gestion;
- ✦ l'absence d'un code de financement par type d'investissement.

b) Les difficultés liées à la conduite des actions sur le terrain

- ✦ la complexité de la mise en œuvre d'une démarche d'aménagement des terroirs transsectorielle dans un contexte dominé par l'approche sectorielle;
- ✦ la contrainte de mobilisation de la contre-partie des bénéficiaires du fait de l'insuffisance de leurs revenus;
- ✦ le faible niveau de formation rendant l'appropriation des outils difficile;
- ✦ les contraintes d'accès des populations au crédit bancaire à moyen terme pour le financement des investissements;
- ✦ de nombreux ouvrages d'hydraulique pastorale réalisés n'ont pas retenu assez d'eau en première saison des pluies pour la conduite des actions d'accompagnement (maraîchage, empoissonnement, etc.), ce qui a provoqué l'inquiétude des bénéficiaires;
- ✦ le non-respect des clauses de la convention locale par certains qui refusent le paiement des amendes;
- ✦ l'exploitation nocturne par des groupes, notamment les transhumants, de zones aménagées ou mises en défens; la solution se limite pour le moment à une vaste campagne d'information et de sensibilisation de ces groupes par le comité villageois et un contrôle plus accru;
- ✦ au niveau de certains terroirs, les membres de la brigade de protection de l'environnement ont eu tendance à se substituer aux agents forestiers, allant même jusqu'à réclamer des tenues et des armes; ceci a amené l'administration à suspendre l'application de la convention en ces endroits, avant de la rendre conforme aux lois du pays;
- ✦ une fois l'aménagement réalisé, la remise en cause de la bonification du site par le propriétaire terrien; il a fallu un rappel du contrat signé dans ce sens pour amener ces personnes à la raison.

8. Recommandations

De l'analyse des résultats, un certain nombre de recommandations et perspectives peuvent être formulées. Il apparaît en effet important:

- ✦ de ne pas remettre en cause la dynamique paysanne suscitée par les actions menées;
- ✦ de prendre en compte, dans la mise en œuvre de la décentralisation, les associations villageoises et inter-villageoises mises en place dans le cadre du projet;

- ✦ de réinvestir les bénéfices générés par la gestion des réalisations dans d'autres actions à caractère pastoral;
- ✦ de poursuivre l'appui-conseil nécessaire pour prendre plus de mesures sanitaires et de sécurité aux alentours des points d'eau créés (un enfant s'est noyé lors d'une baignade dans une retenue);
- ✦ de mener une plus grande recherche de maîtrise du système foncier en vue de minimiser les risques d'exploitation;
- ✦ de veiller au danger constaté quant au regroupement de certains individus mal intentionnés qui profitent de l'appui des projets et ONGs et détournent cet appui à des fins personnelles;
- ✦ de minimiser les coûts des réalisations et de les adapter aux possibilités des populations bénéficiaires, pour leur permettre de s'acquitter facilement de leur contribution;
- ✦ de renforcer les acquis du projet et de développer la mise en œuvre des Schémas d'Aménagement des Terroirs;
- ✦ de poursuivre les actions d'aménagement programmées et celles déjà entamées;
- ✦ de faciliter le transfert des compétences aux élus locaux;
- ✦ de développer les modalités de financement.

9. Conclusions

Le projet PAAP utilise une démarche basée sur l'approche participative et décentralisée, en vue d'associer les bénéficiaires à toutes les étapes de mise en œuvre des actions.

Le projet s'intéresse particulièrement à l'aménagement de l'espace pastoral, mais il a mis à profit les acquis d'autres expériences pour adopter une approche villageoise et inter-villageoise. Par l'initiation à la base de conventions locales et d'actions d'accompagnement ayant servi de porte d'entrée, le projet a recherché des voies et moyens susceptibles d'intégrer l'activité pastorale dans une zone fortement et potentiellement agricole. Le principal enseignement à tirer est que la gestion des ressources naturelles doit être considérée comme un ensemble.

Dans sa mise en œuvre, l'innovation essentielle apportée par le projet a été d'amener la population à proposer des actions concrètes pour une exploitation judicieuse et durable de ses ressources naturelles, par l'élaboration et la mise en application de conventions locales.

A défaut de critères de mesure de l'impact du projet, on constate de plus en plus une multiplication de cette expérience au niveau national. Alors pourquoi ne pas tenter cette expérience dans d'autres pays, en l'adaptant aux différents contextes pour davantage l'améliorer?

Mauritanie

- ✦ L'expérience du Projet de Développement Rural Intégré de Guidimakha (DRIG)
Amadou Tidiane Dia, Zootechnicien Pastoraliste au CNERV à Nouakchott
- ✦ L'expérience du Projet "Gestion Intégrée des Ressources Naturelles de l'Est Mauritanien" (GIRNEM)
Abdellahi Magrega
- ✦ L'expérience du Projet de Lutte contre l'Enselement et Mise en Valeur Agro-Sylvo-Pastorale
Baba Ould Tar, ITER, Homologue au Projet PLEMVASP

L'expérience du Projet de Développement Rural Intégré du Guidimakha (DRIG)

Amadou Tidiane DIA

1. Introduction

A l'instar des autres pays sahéliens, la Mauritanie est frappée depuis la fin des années 60, par les effets négatifs de plusieurs années de sécheresse. Cette calamité s'est traduite par une dégradation des écosystèmes pastoraux, avec comme corollaire une forte mortalité des animaux élevés, une baisse des productions animales et une détérioration des conditions de vie des agro-pasteurs.

Face à cette situation, différentes stratégies ont été mises en place par le gouvernement mauritanien (création de projets de développement, aménagement de puits pastoraux, etc.) et par les éleveurs (choix de races plus adaptées à la sécheresse).

C'est dans ce cadre qu'il faut situer la création du Projet de Développement Rural Intégré du Guidimakha (DRIG) en 1980. Une des priorités de ce projet a été la mise en place d'un système de gestion rationnelle des parcours avec la participation des éleveurs.

La présente synthèse tente de décrire l'approche utilisée et d'analyser les acquis.

2. Contexte

Les activités exécutées par le projet DRIG se sont déroulées de 1980 à 1982. Les sites concernés étaient Katamenghé, Diégui et Niarowallé dans le département de Sélibaby (Guidimakha).

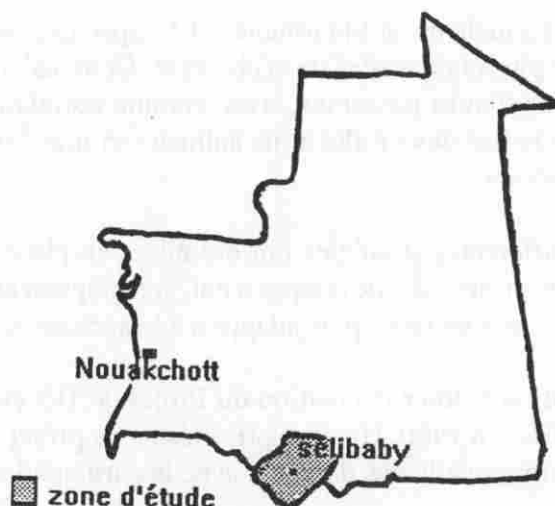
En année de pluviométrie normale (plus de 400 mm), la production fourragère dans cette zone est supérieure aux besoins des troupeaux locaux. Par contre, pendant les périodes déficitaires, les maigres pâturages subissent une double pression, d'une part des animaux locaux et d'autre part des troupeaux transhumants. En conséquence, on assiste à une dénudation des sols de la région, ces sols étant riches en composants fins et situés sur des pentes. Cette dénudation entraîne une forte érosion et une dégradation permanente.

Dans une situation de pénurie de pâturages, les éleveurs développent trois stratégies:

- ✦ faire transhumer les animaux, option difficilement envisageable pour les Soninkés, de tradition sédentaire,
- ✦ vendre un certain nombre de têtes de bétail avant la tombée des prix,
- ✦ constituer des réserves fourragères pour nourrir une partie du bétail (veaux, femelles en lactation) pendant la période de soudure.

Le projet DRIG a finalement retenu la troisième stratégie et introduit des mesures d'accompagnement: constitution de bassins de captation et régénération des terres dégradées.

Les conditions posées pour la création des réserves sont qu'elles soient installées sur des terres appartenant aux villageois et que leur utilisation s'effectue en fin de saison sèche suivant des modalités fixées par un conseil de gestion composé des éleveurs et des cadres du projet.



Carte de la zone d'étude

3. Activités

Trois types d'activités ont été menées. Il s'agit de la constitution de réserves de pâturage, la création de bassins de captage et la régénération des terres dégradées.

3.1. Constitution de réserves de pâturage

La création de réserves de pâturages a été retenue parce qu'elle est moins chère et n'empiète pas sur les travaux cultureux, contrairement à la fauche et à la conservation des fourrages. Elle offre l'avantage de mettre à la disposition des éleveurs du fourrage (même s'il est de faible valeur nutritive) pour leurs animaux pendant la période de soudure.

Dans la réserve de pâturages du site de Katamanghé, le nombre d'animaux a été déterminé en fonction de la disponibilité du fourrage. L'expérience a duré deux ans. Pendant deux saisons chaudes, des parties du site ont été ouvertes au pâturage sous le contrôle du projet. Les éleveurs du Sélibaby ont vite saisi l'occasion pour utiliser ces réserves.

Cette expérience a fait tache d'huile, car tous les villages ont vite compris l'avantage d'une réserve, mais tous ont émis le souhait de se voir dotés d'une clôture.

En 1982, le village de Diégui a exprimé le désir d'établir une réserve. Avec l'appui du projet, les villageois ont clôturé 80 ha de sol sablonneux situés à 3 km d'un point d'eau permanent dans l'oued Niordé. La réserve est riche en ligneux comme en herbacées (graminées et légumineuses). Après une mise en défens pendant l'année 1982, la production fourragère a atteint 1576 kg de MS/ha et la réserve entière a été estimée à 448 UBT (Unité Bétail Tropical = bovin de 250 kg) /mois pâturage.

3.2. Création de bassins de captation

Cette activité a vu le jour suite à la demande des éleveurs de Sélibaby de mettre en place des bassins pour permettre l'abreuvement de leurs veaux à la fin de la saison des pluies et avant la fin des récoltes.

En effet, à cette période l'abreuvement est source de conflits entre éleveurs et agriculteurs à cause de la divagation des jeunes animaux dans les champs au sein desquels se trouvent les sites d'abreuvement.

Les éleveurs ont été surtout enthousiastes pour la création de bassins situés à 8 km au maximum de la ville de Sélibaby, car ils craignaient la concurrence des transhumants au-delà de cette limite.

3.3. Régénération des terres dégradées

Avec une simple mise en défens, il n'est pas évident de parvenir à une reprise spectaculaire des espèces annuelles sur des terres dénudées, caractérisées par un sol compact, imperméable et sec. C'est partant de ce constat que le projet DRIG a initié une remise en valeur de ces terres.

Ainsi en 1981, sur le site de Niarouwalle, une défonceuse à une dent attelée à un tracteur a permis de procéder à l'ouverture du sol avec par des rayures de 4m d'écartement. Ces rayures ont piégé des semences de *Panicum laetum* et y ont fait stagner de l'eau. Le résultat ne s'est pas fait attendre: en mi-saison 1981, on a constaté une forte production herbacée sur un sol auparavant quasiment dénudé. Le même constat a été fait en 1982 sans entretien des rayures.

A l'aide d'une charrue à disque, des sillons et des billons ont été établis sur des courbes de niveaux afin de réduire un ruissellement qui menaçait le site de Katamanghé (pente de 3%) Sur ces billons et sillons une reprise des graminées annuelles a été notée. La production fourragère y est passée à 600 kg de MS/ha.

4. Résultats

Les réserves de pâturages ont connu un succès comme le montre l'augmentation de la demande. L'utilité des pâturages dans le cas de déficit s'est avérée vraie pour les années normales. Les animaux les plus vulnérables ont passé la période de soudure sans transhumer et sans une pression néfaste à la préservation de l'environnement de la zone.

La création de bassins de captage a permis de circonscrire les conflits entre agriculteurs et éleveurs.

Les terres dénudées ont commencé à reverdir avec les pousses d'herbacées.

Une seule inquiétude a hanté les éleveurs locaux: les conflits avec les éleveurs étrangers.

5. Conclusions

La constitution de réserves de pâturages semble se justifier par l'augmentation de la demande. C'était le cas en 1983 du village de Klébiya dans le département de Ould Yengé. Par ailleurs, cette technique reste une solution pour combler le déficit fourrager surtout pendant les années défavorables.

Comparée à la régénération des terres dégradées, cette opération revient moins chère. Le seul risque posé par la création de réserves sont les conflits avec les éleveurs étrangers. Le soutien de l'administration est essentiel pour sécuriser les réserves au profit des autochtones.

Les activités menées par le projet DRIG ont le mérite d'avoir été conduites avec la participation consciente et volontaire des populations locales. Elles sont parties de l'observation des problèmes des pasteurs pour essayer de sélectionner ceux qui sont facilement réalisables.

Bibliographie

Gregory Greenwood, 1982: Gestion du volet pâturage. Rapport final du projet DRIG. Sélibaby, Mauritanie. 123 p.

L'expérience du Projet "Gestion Intégrée des Ressources Naturelles de l'Est Mauritanien" (GIRNEM)

Abdellahi MAGREGA

1. Introduction

Le Projet "Gestion Intégrée des Ressources Naturelles de l'Est Mauritanien" GIRNEM est le fruit de la Coopération Mauritano-Allemande. Il intervient dans trois régions de l'Est Mauritanien.

Son orientation et ses objectifs reflètent les termes de l'Agenda 21, du Plan d'Action Forestier Tropical (PAFT), du Plan Directeur de Lutte contre la Désertification (PMCLD). Ainsi, l'objectif du GIRNEM s'intègre à la politique du gouvernement mauritanien qui vise à atteindre l'autosuffisance alimentaire, la régénération des ressources du milieu naturel et l'inversion du mouvement d'exode des populations durement éprouvées par les effets conjugués de la désertification et d'une gestion inadaptée de leurs ressources.

Plus généralement, sa philosophie et son approche (participative et intégrée) sont susceptibles d'offrir un appui significatif au processus global de développement régional. A ce titre, le modèle de gestion de l'effort de développement qui, s'il doit servir les objectifs spécifiques du projet, n'en est pas moins mis à la disposition de l'ensemble des instances impliquées dans le processus de développement en Mauritanie et dans les autres pays sahéliens.

2. Concept du GIRNEM

Dès le début des années 1970, une nouvelle approche dite "gestion des terroirs" a vu le jour. Cette approche a fait de nombreux projets de type expérimental avant d'être formellement adoptée par toute une nouvelle génération de projets d'appui au développement.

Cette méthode suppose:

- ✦ une connaissance plus approfondie des réalités physiques et sociologiques du terrain;
- ✦ la mise à la disposition des populations rurales concernées d'un ensemble de solutions techniques à la fois plus complètes et plus spécifiques, discutées avec les populations cibles et conçues dans un cadre intégré et librement accepté;
- ✦ des réformes politiques et administratives, accompagnant et renforçant l'implantation de structures décentralisées de concertation/coordination de l'effort de développement des terroirs.

Par cette méthode, l'approche "gestion des terroirs" permet de dépasser les obstacles typiquement générés par les modèles plus "classiques" d'appui au développement des terroirs.

2.1 Echec des approches classiques

L'échec enregistré par toute une génération d'approches "classiques" d'appui au développement des terroirs se mesure essentiellement en terme de:

a) Non participation des populations cibles

Bien que l'idée de l'importance d'une participation dynamique des populations cibles ait été formulée dès la première génération des projets du MDRE, cette notion n'a pas été matérialisée au niveau de l'exécution concrète des programmes et activités entreprises.

b) Absence de planification régionale

Elle est due à la fois à la marginalisation des populations cibles, à la main-mise de l'esprit sectoriel et aux habitudes de planification verticale.

Une telle démarche s'est exprimée par les faits suivants:

- ♦ absence de concertation entre les différents services,
- ♦ décision et programmation des financements unilatéralement par des structures basées à la capitale,
- ♦ faible présence des services d'encadrement technique,
- ♦ programmation et supervision des réalisations effectuées à distance par les services centraux concernés,
- ♦ absence de rationalité dans les procédures administratives de priorisation des requêtes d'appui technique et de matériel exprimées par les populations,
- ♦ multiplication anarchique des structures de gestion de l'environnement et du développement.

Une telle somme de conditions a rendue difficile une intégration efficace et une pérennisation des actions entreprises pour stimuler le développement régional.

Ces différents échecs ont conduit tout au moins à l'amorce d'un mouvement de décentralisation de l'administration et d'un changement du mode d'action des services techniques.

2.2. Interface population villageoise / terroir

Le modèle "gestion des terroirs" est donc issu de l'expérience acquise au cours de plusieurs décades d'appui au développement en milieu rural. En particulier, on a peu à peu pris conscience que le développement durable ne pourrait résulter que d'une approche nouvelle de l'aménagement et de la gestion de l'espace par les communautés concernées. Elles et elles seules détiennent la véritable clé du développement durable.

L'interface population villageoise/terroir constitue le lieu privilégié où sont durablement articulés les multiples dimensions d'un développement intégré.

3. Stratégie du GIRNEM

La stratégie du GIRNEM découle de l'expérience acquise durant la première phase de sa mise en œuvre (1991-1994). Elle s'articule autour de deux axes clés:

- ✦ L'engagement des populations cibles dans l'effort de développement de leur terroir par leur participation/responsabilisation aux activités entreprises (par le projet ou d'autre intervenants).
- ✦ Un niveau de concertation optimal entre l'ensemble des intervenants du processus de développement (dont les populations des terroirs) afin d'assurer une coordination maximale des actions entreprises (définition, conception, programmation, exécution, suivi/évaluation).

C'est avant tout le modèle de développement par la base, où le terroir villageois et la population qui l'animent forment les acteurs clés. Dans ce modèle, la base (interface population/terroir) est "reine", laissant au projet une simple fonction d'appui.

Une expansion du processus de développement ainsi opéré peut s'obtenir outre la multiplication des sites et leur recoupement en pôles, par phénomène de contagion, c'est à dire sur la base des améliorations concrètes.

Dans cette logique, il est facile de comprendre pourquoi le GIRNEM accorde une priorité absolue à la fonction d'encadrement de départ des groupes cibles à travers le réseau COVICODERE de gestion du développement régional afin de poursuivre le processus de démultiplication évoqué auparavant.

4. Réseau COVICODERE de concertation/coordination/programmation

Le réseau COVICODERE (Comité Villageois, Communal, Départemental et Régional) est un dispositif mis en place par le projet pour assurer la communication, la concertation, la coordination et la programmation et au sein duquel:

- ✦ les populations expriment des besoins, participent à l'élaboration des plans d'aménagement, des plans de travail et exécutent les activités ainsi programmées en assurant le suivi des réalisations;
- ✦ les services techniques dispensent l'encadrement nécessaire et les conseils afin d'aider les populations à comprendre et à maîtriser les innovations induites;
- ✦ le projet appuie à la fois les efforts des population et ceux des services techniques, par l'initiation de l'ensemble des acteurs impliqués et par la fourniture des équipements nécessaires à l'exécution des activités programmées.

Le réseau COVICODERE comprend 4 niveaux: villageois, pôle communal, départemental et régional. L'implantation du réseau COVICODERE procédée par étapes devra traduire conjointement:

- ✦ un engagement progressivement croissant des populations,
- ✦ un désengagement progressif du projet GIRNEM,
- ✦ un double mouvement d'engagement/désengagement progressif des services d'encadrement technique publics et privés.

Enfin, il est évident qu'une structure de concertation/coordination/programmation du niveau central ne sera pas d'une grande portée et c'est pourquoi a été créé un Conseil National pour l'Environnement et le Développement.

5. Conclusions

Cette approche participative a obtenu des résultats encourageants, c'est pourquoi certains projets utilisent les dispositifs mis en place par le GIRNEM pour la réalisation de leurs objectifs de développement.

L'expérience du Projet de Lutte contre l'Ensablement et Mise en Valeur Agro-Sylvo-Pastorale (PLEMVASP)

Baba OULD TAR

1. Introduction

La Mauritanie est sans doute le pays sahélien le plus frappé par les effets négatifs des deux décennies de sécheresse. Au sein de l'ensemble sahélien, la Mauritanie occupe un espace géoclimatique tout à fait particulier. Par sa localisation, c'est un pays de transition entre le Sahara, couvrant la plus grande partie du territoire, et une frange sahélienne dans la zone méridionale.

La pluviométrie imprévisible et irrégulière a une influence prépondérante sur l'équilibre fragile de l'écosystème. Elle détermine et explique les variations des frontières climatiques et l'implication sur la vie économique. La sécheresse permanente a rendu le milieu naturel extrêmement sensible à la pression économique et démographique. La diminution de la productivité biologique, la dégradation du couvert végétal et ligneux, la décimation des troupeaux de bétail et la chute de la production agricole ont légitimement conduit la population en constante croissance à surexploiter le milieu naturel déjà fragile, afin d'assurer sa propre survie.

La sédentarisation de pratiquement toute la population résulte de l'insécurité de fonctionnement du système d'élevage extensif, largement tributaire des pluies devenues irrégulières, voire inexistantes. Dans les zones de fixation des néosédentaires, la précarité des conditions de vie et le maintien des troupeaux familiaux ont fortement contribué à la dégradation du milieu. L'absence d'une tradition agricole et la difficulté de maîtrise technique de l'agriculture pluviale, elle-même devenue aléatoire, ont provoqué une nouvelle fuite en avant de ces populations vers les quartiers périphériques urbains.

Face à cette situation alarmante, le Gouvernement Mauritanien a mis sur pied des structures décentralisées afin de combattre ou du moins limiter ces calamités. Le projet PLEMVASP est l'une de ces structures. Il s'appuie sur un vaste programme d'études, de recherches et d'expérimentations pour l'élaboration d'outils techniques et méthodologiques de lutte contre la désertification. Les grandes lignes du projet visent à associer les populations cibles, à promouvoir une prise de conscience des populations sur les relations de cause à effet du processus de dégradation et à leur fournir les techniques adaptées capables d'allier à la fois la conservation de l'environnement et le développement d'un potentiel productif.

2. La lutte contre l'ensablement

L'ensablement est un phénomène qui résulte de la dynamique de l'érosion éolienne. Sous l'action des vents, les grains de sable se déplacent selon des mouvements diffus qui se transforment en mouvements de masse lorsqu'ils rencontrent un obstacle qui les bloque. L'ensablement est donc la conséquence d'une accumulation de sable. Il peut entraîner la

formation de dunes qui avancent progressivement vers les infrastructures socio-économiques et conduisent à la mise à nu des sols déjà fragiles. Les facteurs tels que le manque de pluies et la dégradation du couvert végétal favorisent l'ensablement.

Pour lutter contre l'ensablement, le projet PLEMVASP a mis au point plusieurs techniques de lutte avantageuses et simples. On distingue les méthodes mécaniques et les méthodes biologiques.

Les méthodes mécaniques permettent de stabiliser et de fixer le sol de façon à éviter les effets néfastes de l'érosion éolienne: le déracinement ou l'ensevelissement total des jeunes plants d'arbres. La stabilisation mécanique consiste à établir un réseau de protection contre le transport de sable éolien par la mise en place d'un quadrillage de palissades (claires) confectionnées avec des matériaux végétaux locaux (*Euphorbia balsamifera*, *Leptadenia pyrotechnica*, feuilles de palmiers, branches d'épineux, etc.).

Une fois mis en place, le clayonnage limite le déplacement des grains de sable à l'intérieur du maillage et permet la régénération de la couverture végétale. Il joue également le rôle de brise-vent, jusqu'à ce que les arbres plantés puissent eux-même assurer cet objectif.

La lutte biologique contre l'ensablement consiste en la mise en place de plantations d'arbres composées de plusieurs espèces, tant en zone dunaire qu'en zone de déflation.

3. Le projet PLEMVASP

En Mauritanie, la désertification est considérée à la fois comme une crise écologique, sociale et alimentaire. C'est pourquoi, il faut réduire ses effets par des actions urgentes et rapides de protection et de conservation des ressources naturelles. Ceci n'est possible qu'avec la participation active des populations locales qui disposent d'une excellente connaissance de leur milieu.

Le Projet de Lutte contre l'Ensablement et Mise en Valeur Agro-Sylvo-Pastorale (PLEMVASP) intervient dans huit régions du pays: Adrar, Assaba, Brakna, Guidimaga, Hodh-Charghi, Hodh-Elgharbi, Tagant et Trarza.

Les objectifs généraux de développement du PLEMVASP sont:

- ♦ accroître la lutte contre l'ensablement et réduire la pression humaine et animale sur l'environnement;
- ♦ améliorer le niveau de vie des populations rurales, afin de freiner l'exode rural.

Pour atteindre ces objectifs, le projet utilise la stratégie suivante:

- ♦ en réponse aux demandes croissantes des populations, généralisation des activités de lutte contre l'ensablement par l'approche participative et avec l'appui des structures décentralisées de la Direction de l'Environnement et de l'Aménagement Rural (DEAR);
- ♦ poursuite des activités de mise au point et de développement d'approches et de techniques vulgarisables pour l'aménagement intégré de l'espace rural, viables sur le plan écologique, économique et social et adaptées au contexte mauritanien;

- ✦ analyse des facteurs économiques et des coûts des opérations;
- ✦ promotion et renforcement des organisations rurales pour une prise en charge et une gestion durable des ressources naturelles et des actions de développement;
- ✦ préparation du transfert des activités d'encadrement des communautés rurales et des connaissances acquises du projet vers les services techniques concernés.

4. La démarche du PLEMVASP

Au niveau régional et départemental, le projet intervient annuellement au niveau de 30 sites sélectionnés en fonction de critères tels que le degré d'ensablement, la disponibilité de matériel végétal pour la confection du clayonnage, la présence de points d'eau pour l'arrosage des pépinières et plantations, etc.

Le projet intervient suite à la demande des villages. Le responsable ou chef de village formule une demande d'intervention du projet dans sa zone. Cette demande passe par la voie hiérarchique: les élus locaux, puis le responsable du service technique départemental qui la transmet à son chef au niveau régional. Ce dernier enfin envoie la demande à la direction du projet. Une équipe technique du projet accompagnée des responsables régional et départemental se rendent sur le terrain pour l'identification du site à aménager. Une étude sociologique vérifie qu'il n'existe pas de problèmes fonciers sur le site d'intervention.

Au niveau de chaque site de village, on crée un comité de gestion dont le rôle est de servir d'interlocuteur légal entre le village et le projet. C'est avec ce comité que le projet établit un contrat légal dans le cadre juridique défini par les lois du pays.

Le comité de gestion a pour tâches de:

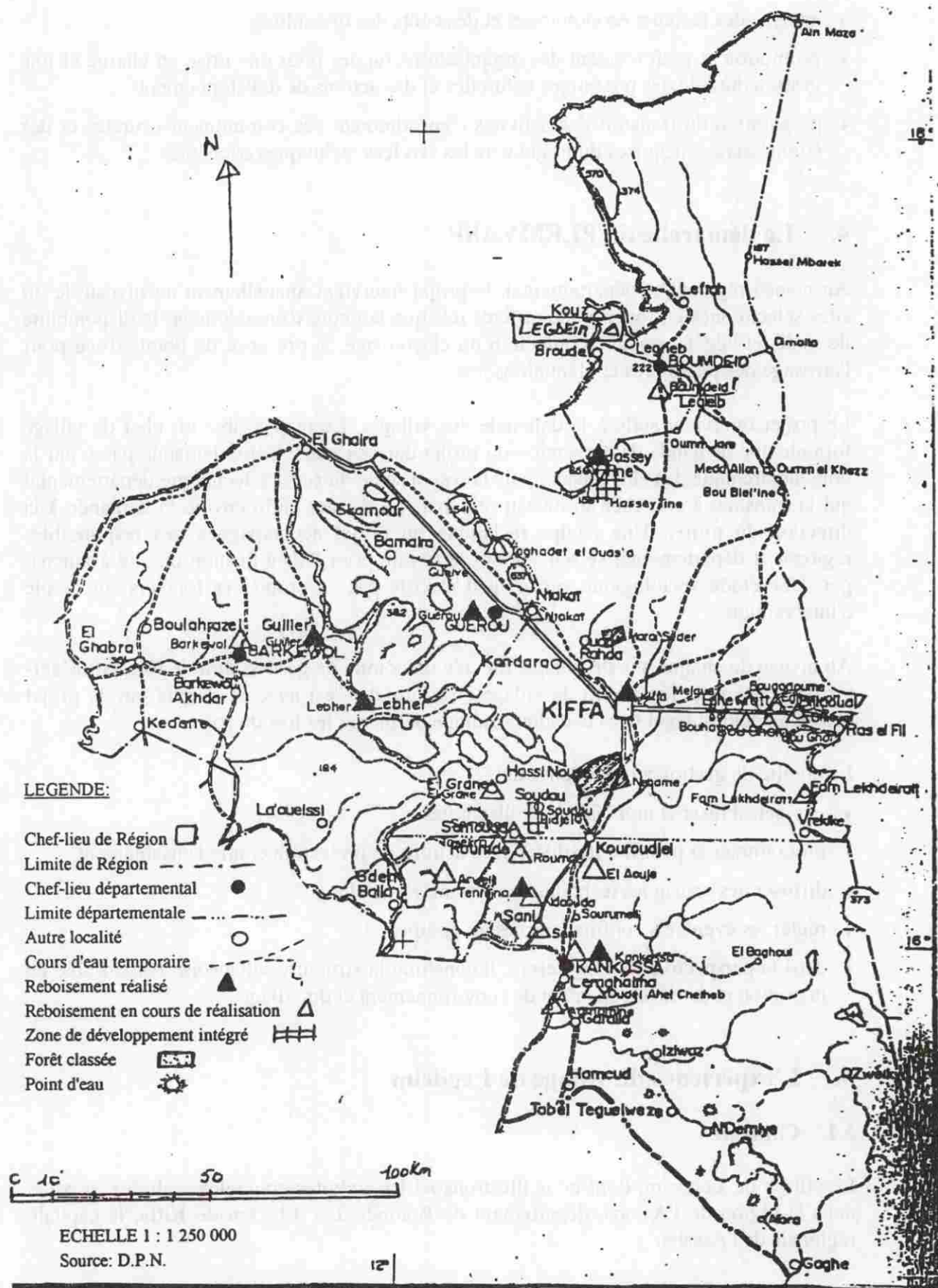
- ✦ sensibiliser et mobiliser les collectivités,
- ✦ programmer et planifier les différentes actions de protection contre l'ensablement,
- ✦ diffuser des consignes techniques et organisationnelles,
- ✦ régler les éventuels conflits internes au groupe,
- ✦ dans la perspective du long terme, il constitue la structure villageoise responsable de la gestion et du développement de l'environnement et du village.

5. L'expérience du village de Legdeim

5.1. Contexte

Le village de Legdeim, dont nous illustrons ici les activités concrètes réalisées, se situe dans la région de l'Assaba, département de Boumdeid, à 138 km de Kiffa, la capitale régionale de l'Assaba.

Avant l'intervention du projet, cette agglomération menaçait d'être ensevelie par les dunes de sable. Grâce au concours conjugué des acteurs de développement qui sont la



Carte 1: Localisation du village de Legdeim

délégation du MDR/E, l'inspection départementale du MDR/E, le comité de gestion, les techniciens du projet et la population villageoise, le village est aujourd'hui en voie de reconstruction.

5.2. Activités réalisées

Les actions réalisées ont été les suivantes:

- ✦ la sensibilisation des populations et leur prise de conscience du danger de l'avancement des dunes;
- ✦ l'élection d'un comité de gestion, comprenant obligatoirement un quota important de femmes
- ✦ l'identification des sites menacés par l'ensablement;
- ✦ la planification des actions par les différents partenaires en étroite collaboration avec le comité de gestion porte-parole de la population villageoise, choix des différentes décisions locales au niveau du village suivant les secteurs de développement, recensement des potentialités du site, des contraintes liées à chaque secteur (disponibilité en eau, de la main d'œuvre, etc.), proposition de solutions pour lever les contraintes;
- ✦ les outils utilisés sont la conversation et les échanges de points de vue avec les populations, les sensibilisations, les réunions, la radio rurale;
- ✦ ensuite la fixation des dunes de sable par la mise en place du clayonnage, la plantation, la mise en défens et le reboisement tout autour du village.

5.3. Résultats

Le projet a permis la création d'une ceinture verte autour du village. Le périmètre d'une superficie de 8 ha a été aménagé en forme de "L", orienté perpendiculairement à la direction des vents dominants, donc est-nord-ouest.

Grâce à une clôture de grillage, une parcelle de 150 ha a été mise en défens. Ceci permettra de reconstituer le parcours pour assurer la couverture des besoins en fourrage du bétail pendant la période de soudure.

Les femmes ont été intégrées à toutes les activités de lutte contre l'ensablement. Les hommes étant pour la plupart partis en ville pour chercher du travail, le travail de reboisement démarre généralement avec les femmes: elles collectent les graines, remplissent les sachets, sèment les graines, arrosent, désherbent, plantent et surveillent les plantations pendant la journée.

A côté des travaux champêtres et de gardiennage des animaux, les hommes restés au village assurent les travaux de stabilisation mécanique des dunes: coupe et transport des matériaux de confection des claies, confection et pose de claies. Ils sont également chargés de la surveillance des plantations pendant la nuit.

5.4. Analyse des résultats

Grâce à l'appui du projet et à la bonne sensibilisation de la population locale, il y a eu une très nette amélioration du couvert végétal par l'apparition d'espèces herbacées sur une grande superficie, telles que *Panicum turgidum*, *Aristida pungens*, *Cenchrus buflorus*.

Cette amélioration a eu lieu grâce aux reboisements, mais aussi parce que devenues conscientes du danger des coupes abusives du bois et étant responsabilisées, les populations limitent la coupe du bois, ce qui favorise la régénération naturelle des arbustes.

Au niveau technique, grâce aux formations, les populations ont acquis de très grandes connaissances en production de plants en pépinière, en techniques de reboisement et de lutte mécanique et biologique contre l'ensablement. Les populations n'ont plus besoin que du matériel et de conseils pour appliquer les différentes techniques.

Dans les zones d'intervention du projet, les problèmes socio-économiques ont pratiquement disparu, alors que la menace subsiste dans les autres régions.

Malgré ces résultats positifs, des difficultés énormes sont survenues au cours de la mise en œuvre des actions: le manque de disponibilité du matériel végétal pour la confection du clayonnage, la rareté des pluies, la vitesse du vent, et au début de l'intervention, l'incompréhension des populations du danger.

Les solutions trouvées sont l'utilisation du matériel synthétique pour faire le clayonnage, l'apport d'eau pour arroser les plants plantés en brise-vent, la sensibilisation des populations.

6. Conclusions

L'approche participative a permis aux populations de prendre conscience du danger de l'ensablement et a contribué au succès de la lutte contre l'ensablement.

L'implication de la population dans toutes les étapes, les décisions, l'animation et la sensibilisation leur a permis de sélectionner et d'adopter toute une série de techniques efficaces et convaincantes pour lutter contre l'ensablement. Ainsi, l'idée de la programmation, de l'exécution, du suivi et de l'entretien s'est développée auprès des populations.

Les options techniques aisément reproductibles ont donné des résultats très motivants dans un laps de temps relativement court. Généralement soucieuses de voir avant de croire, les populations sont maintenant convaincues de l'intérêt de telles pratiques et un important mouvement de prise de conscience sur les relations de cause à effet du schéma de dégradation écologique s'est mis en route.

Il s'en suit qu'actuellement, les collectivités sollicitent spontanément la collaboration du projet pour la protection de leur terroir.

Bibliographie

Baba Ould Tar, 1995: Contribution de la population à la fixation des dunes: Cas de Kiffa (Assaba). Rapport de fin d'étude.

Moustapha Ould Mohamed, 1996: Rapport annuel de programmation des activités du PLEMVASP.

PLEMVASP, 1987: Document de projet - Phase II.

UNSO, 1991: Brochure de publication technique.

Niger

- ♦ Projet de Développement Rural Intégré de Keita
Karim Ladan Kaoura, Chef Division Génie Rural, Projet Keita
- ♦ Projet de lutte contre l'ensablement des terres de culture
Zabeirou Toudjani, Service de Sylviculture et Restauration des Terres, Niamey

L'expérience du Projet de Développement Rural Intégré de Keita

Karim Ladan KAOURA

1. Introduction

La détérioration des conditions climatiques des deux dernières décennies a entraîné l'appauvrissement du couvert végétal, accélérant le processus de l'érosion hydrique et éolienne. La pression démographique et le surpâturage ont également contribué à la déstabilisation des équilibres existants.

On assiste à une réduction des terres cultivables des glacis, versants et fonds de vallées. Les plateaux qui jadis étaient des zones de pâturage, sont de nos jours dépourvus de végétation ligneuse ou herbacée et ne forment plus qu'une cuirasse latéritique caillouteuse. Sur certaines terres (glacis, plateaux), les rendements des cultures vivrières sont devenus pratiquement nuls. Cette situation a obligé les agriculteurs à émigrer pour chercher à combler le déficit alimentaire toujours croissant.

C'est dans ce contexte que le Projet de Développement Rural Intégré de Keita, fruit de la coopération Nigéro-Italienne, a vu le jour.

2. Présentation du projet Keita

2.1. Zone d'intervention

La zone d'intervention du projet couvre une superficie de 2.570 km², à savoir:

- ✦ le bassin versant des vallées de Loudou au nord, Keita et Tamaské au centre et Laba au sud;
- ✦ les plateaux de Tamaské, Seyté et Laba.

La zone comprend 153 km² de plateaux, 2.165 km² de versants et 252 km² de plaines alluviales (fadama).

Au cours de la seconde phase du projet, l'intervention s'est étendue à la zone sud pastorale de l'arrondissement d'Abalak et la zone nord de l'arrondissement de Bouza.

En plus de la zone d'intervention, l'arrondissement comprend un vaste plateau (Garhanga) et la vallée de Darey-Doudoubey au sud.

2.2. Objectifs

Les objectifs du projet sont les suivants:

- ♦ promotion de tous les aspects de la production agricole en vue de réduire le déficit alimentaire de la zone et d'atteindre l'autosuffisance;
- ♦ renforcement de la production et de la commercialisation des produits maraîchers;
- ♦ conservation et restauration des ressources en sols et en eaux et amélioration de l'environnement par des aménagements de terroirs adaptés;
- ♦ élévation du niveau de vie de la population concernée;
- ♦ renforcement des institutions paysannes au niveau des villages.

2.3. Activités de CES/DRS

Dans le domaine spécifique de la CES/DRS, les actions sont réalisées en fonction des unités physiographiques:

- ♦ terres de plateau: aménagements sylvo-agricoles, sylvo-pastoraux et agro-sylvo-pastoraux;
- ♦ terres de glaci: construction de diguettes anti-érosives et plantations;
- ♦ versants rocaillieux: tranchées de reboisement;
- ♦ ravins ou koris: construction de seuils et barrages d'écêtement, fixation des berges;
- ♦ terres dunaires: brise-vent, fixation des dunes.

2.4. Approches

Les actions suivent deux approches inter-reliées:

- ♦ une **approche territoriale**: concevoir et exécuter des aménagements du terroir qui sont spécifiquement liés aux caractéristiques des sous-bassins versants qui le composent et équiper les communautés villageoises d'infrastructures et d'instruments de promotion leur permettant d'accroître leur efficacité;
- ♦ une **approche promotionnelle** s'appuyant sur la réorganisation et le renforcement des économies locales et des ressources humaines des communautés à travers des interventions ponctuelles.

La condition préalable à observer est le retour à l'équilibre écologique par le contrôle de l'érosion et de la destruction des glaci et fadamas.

3. Méthodologie d'intervention

3.1. Choix des actions

Les photographies aériennes de la zone d'intervention sont les outils utilisés pour une première identification des terroirs. Elles permettent d'évaluer le degré de dégradation des terres et de prévoir en conséquence les types d'aménagement à réaliser.

Une mission de sensibilisation sur les interventions du projet est organisée dans les villages de la zone d'intervention. Suite à cela, les différents villages émettent des demandes selon la spécificité de leur zone et leurs besoins urgents. Les demandes sont recueillies au

niveau du conseil sous-régional qui organise une assise du conseil pour l'examen des demandes et la programmation des activités du projet.

Les représentants des différents villages, les autorités coutumières, administratives et les cadres techniques de la zone se réunissent pour discuter des différents demandes inscrites. Les propositions du conseil sous-régional sont envoyées en consultation au conseil régional (niveau départemental). Enfin, une réunion tripartite (Italie-Niger-FAO) est tenue pour étudier et approuver le programme.

Les actions se basent sur le choix des populations, ce qui garantit leur participation massive aux travaux dans tous les domaines d'intervention.

3.2. Organisation des actions

Les ouvrages mécaniques de CES/DRS sont conçus et dirigés par le service du génie rural. Les mesures biologiques de la CES/DRS sont réalisées par le service de l'environnement (plantation d'arbres, fixation des dunes, brise vent, protection des biologique des berges des koris, plantation des tranchées etc.).

Sur le terrain, les chantiers sont encadrés par des techniciens et des chefs d'équipe désignés par le village. Les techniciens sont des agents de l'Etat mis à la disposition du projet et payés par l'Etat. A défaut d'affectation de cadres, le projet recrute des agents.

La participation de la population au niveau des travaux de CES/DRS est la condition préalable pour la réalisation des travaux. Elle est liée au type d'activité et à l'importance du village.

Pour les travaux CES/ DRS, les populations sont rémunérées en vivre PAM; pour les travaux de construction de puits villageois et maraîchers ou d'infrastructures socio-économiques (écoles, dispensaires, magasins, etc), la participation est gratuite.

La participation villageoise est gérée par un chef de chantier choisi par l'assemblée villageoise. Le chef de chantier doit être une femme si la majorité des participants sont des femmes, et un homme dans le cas contraire. Il est secondé par un sage du village et est chargé du recrutement des participants, de la distribution des rations PAM après le travail. Pour faciliter l'exercice de leur fonction, ils sont formés et alphabétisés.

Au niveau de chaque communauté villageoise est aussi mis en place un comité villageois de gestion qui assure la gestion, la maintenance et le suivi des réalisations exécutées avec le village et pour le village.

Pour la protection des acquis du projet en matière de reboisement, des réglementations sont mises en vigueur. Des gardiens sont choisis au niveau du village et rémunérés avec des vivres PAM pour la surveillance des plantations contre le bétail, pour une durée d'au moins trois ans, avant de libérer ces espaces qui constitueront par la suite des zones de pâturage.



Photo 1: Travaux sur le terrain (source: Projet Keita)



Photo 2: Distribution des rations (source: Projet Keita)

4. Résultats

Les résultats initiaux du programme sont les suivants:

4.1. En génie rural

- ✦ réalisation d'ouvrages de régulation et de correction des koris;
- ✦ défense et restauration des sols: au niveau des glacis, 60% ont été aménagés;
- ✦ hydraulique villageoise et pastorale;
- ✦ creusement de puits maraîchers;
- ✦ construction de 80 km de pistes rurales;
- ✦ études et observations hydrologiques: renforcement du réseau d'observation du Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement, étude du potentiel en eau de l'arrondissement.

4.2. En foresterie

- ✦ plantation sur les ouvrages, dans les zones de restauration;
- ✦ plantation de brise-vent dans les champs;
- ✦ plantations pour la fixation des dunes;
- ✦ aménagements et reboisements forestiers.

4.3. En agriculture

- ✦ création d'un centre polyvalent d'adaptation et de diffusion des techniques et de 50 antennes villageoise auto-encadrées, formation de paysans démonstrateurs;
- ✦ amélioration des techniques culturales et mise en valeur de nouvelles surfaces en terres de culture de contre saison;
- ✦ relance de la culture de la patate douce et du manioc sur les terres de décrue;
- ✦ amélioration des cultures pluviales.

4.4. En élevage

- ✦ appui au programme de santé animale (infrastructures para-vétérinaires);
- ✦ amélioration du potentiel des pâturages;
- ✦ promotion de l'embouche bovine;
- ✦ amélioration du cheptel ovin;
- ✦ appui au développement de l'aviculture;
- ✦ promotion de l'utilisation de la force motrice.

4.5. Coopératives, commercialisation, crédits

- ✦ renforcement des structures en place;
- ✦ formation des animateurs paysans.

5. Analyse des résultats

5.1. Les résultats écologiques

L'observation du comportement des ouvrages mis en place a permis de corriger/améliorer leur fonctionnement. Ceci a amené le projet à concevoir des ouvrages techniquement fiables et de longue durée de vie, nécessitant que peu d'entretien de la part des bénéficiaires.

Le niveau de dégradation des terres étant très avancé, l'utilisation de moyens mécaniques appropriés s'est avérée indispensable. Grâce à la participation massive de la population (en moyenne de 3.500 personnes/jour), il a été possible de récupérer des terres et d'améliorer les rendements à un niveau très satisfaisant.

Le traitement des versants a permis la régénération d'une couverture herbacée et ligneuse favorisant la réapparition d'une faune disparue depuis plus de 20 ans.

La correction des ravins a fixé les lits des ravins et les berges, ainsi qu'une remontée de la nappe phréatique au voisinage des ravins, rendant possible la culture maraîchère par les exploitants riverains.

Les plantations massives d'arbres sur les différentes unités physiographiques (dunes, plateaux, vallées) avec les paysans, leur ont fait prendre conscience de l'importance de cette action et ont contribué à une diminution de l'abattage anarchique des arbres constaté pendant les années précédentes. Les versants et les plateaux aménagés ont été reconsidérés par les éleveurs comme des aires de pâturage réduisant ainsi leur ingérence dans les zones agricoles qui entraînait de nombreux conflits agriculteurs-éleveurs.

La création de nouveaux points d'eau, barrages et mares artificielles, ont rendu possible la pratique de cultures de contre saison par les nomades et sédentaires des zones pastorales.

5.2. Résultats économiques

L'aménagement des terres de vallées érodées et la construction de seuils d'épandage ont permis le redémarrage des cultures de décrue du maïs, du coton, de la tomate, des courges, etc. Les puits maraîchers permettent l'arrosage d'une superficie maraîchère irriguée de 2.500 m² (oignon, poivron, maïs, manioc associé à oignon).

Un résultat positif marquant est la fixation des populations autour des points d'eau, réduisant le phénomène d'exode rural grâce à la possibilité d'emploi agricole.

La construction de moulins villageois, de boutiques et de pharmacies gérés par des femmes a contribué à un changement du statut de la femme au niveau du village. Elles participent aux prises de décision des affaires communautaires au même titre que leur mari et frères.

Les 80 % de la participation aux travaux étant féminine, les chantiers sont dirigés par des femmes élues démocratiquement par le village. Un groupe de femmes du village ayant participé aux travaux exploite des parcelles situées en aval des barrages et qui sont arrosées par les eaux d'infiltration provenant des drains et filtres de la digue, ce qui

permet la mise en valeur par la culture maraîchère et fruitière. Cette opération vise non seulement l'organisation de cette couche sociale, mais aussi l'amélioration de la qualité de l'alimentation des familles.

Au niveau des zones de production de tomate, une unité de transformation de tomate est mise en place avec les femmes pour la fabrication des purées de tomate.

5.3. Difficultés rencontrées

Les premières années d'intervention du projet ont soulevé un certain nombre de problèmes fonciers. Les terres à récupérer étaient devenues des glacis incultivables, abandonnés depuis plus de 20 à 35 ans.

Une fois aménagées, la redistribution de ces terres a été faite sur la base de la propriété foncière (ont droit ceux à qui appartiennent les terres) et de la participation aux travaux de récupération pour les personnes ne disposant pas de terre et aspirant à en avoir après la restauration des terres abandonnées. Le découpage des terres récupérées en parcelles avait entraîné des chevauchements des limites des champs initiales. Certaines parcelles étant de meilleure qualité que d'autres, cette situation avait engendré des conflits entre les nouveaux et les anciens propriétaires.

Une méfiance s'installa dans l'esprit des paysans vis-à-vis des interventions du projet en matière de récupération des terres. Une solution fut trouvée à ce problème qui consista à redistribuer les terres récupérées, conformément à leurs limites initiales sans découpage.

L'aménagement des bas-fonds en périmètres maraîchers collectifs nécessite d'importantes expropriations en terres alluviales. Ceci a provoqué des conflits qui ont engendré des refus de ce type d'aménagements. La solution à ce problème a consisté à aménager des périmètres individuels dans les champs des agriculteurs intéressés.

Au niveau technique, quelques problèmes ont surgi dans le cadre de ces périmètres individuels: les nappes captées étant alluviales et superficielles, leur rechargement était lié aux pluies. La densité des ouvrages (4 puits par ha) a donc conduit à un prélèvement d'eau important et les puits ont rapidement tari, ce qui a entraîné leur abandon.

Les ouvrages mécaniques de CES/DRS ne sont efficaces que s'ils sont accompagnés de techniques agronomiques (labour avec traction animale, maintien de la couverture du sol etc.). Ainsi, le projet a équipé les agriculteurs de matériel aratoire. Cependant, la composante vulgarisation n'ayant pas été renforcée, plusieurs paysans ont vendu le matériel reçu, laissant leurs exploitations reprendre l'aspect de glacis.

Le matériel a été attribué à titre de crédit (une pour 15 ha aménagés). Les bénéficiaires doivent labourer les parcelles des autres paysans non dotés sur la base d'un taux de 3.500 FCFA/ha labouré. Lors des campagnes agricoles déficitaires, les exploitants ayant bénéficié de labour se voient dans l'incapacité de remplir leur engagement. Cette situation a provoqué le refus des prestations de labour exposant des centaines d'hectares de terre récupérée.

Les baisses de rendement ont été enregistrées dans plusieurs parcelles, ce qui a provoqué leur abandon par les propriétaires. Les terres du plateau récupérées sont très pauvres en

matière organique et présentent un pH fortement acide. La nécessité d'incorporer de la matière organique était donc indispensable pour une meilleure exploitation de celles-ci. Une technique de couchage des résidus agricoles a été vulgarisée au niveau des exploitations agricoles restaurées. Avec la présence de l'auto-encadrement, l'opération s'est généralisée. La divagation des troupeaux dans les champs a fait que les tiges ont été broutées avant leur dégradation par les termites. Cette approche échoua. L'incorporation des résidus dès à la récolte s'est avérée plus concluante.

Au niveau des espaces restaurés pour le pastoralisme, la zone d'intervention étant à composante dominante éleveurs -agriculteurs. Le vagabondage des animaux rendait difficile la repousse des jeunes plants d'arbre plantés. Un système de gardiennage avec prise en charge par le village a été instauré. La zone étant devenue fréquemment déficitaire en pluies très faibles, n'arrivait pas à assurer la prise en charge du gardiennage ce qui n'a pas permis d'enrayer le phénomène de divagation des animaux causant des dégâts dans les aménagements. Cette situation fut remédiée par la prise en charge par des rations de vivres PAM les gardiens choisis par le village.

Le gardiennage est fait pendant les quatre premières années de la plantation.

Au niveau des nouveaux points d'eau créés, les parcelles exploitées en irrigation ou en contre saison se voient menacées par les troupeaux d'animaux en transhumance occasionnant de fréquents conflits. La délimitation d'un couloir d'accès aux points d'eau par compromis entre les deux camps a pu solutionner le problème.

6. Conclusions

Le traitement des principaux axes de drainage de la vallée a donné des résultats positifs sur l'ensemble du bassin versant. Suite à la régulation de l'écoulement dans les koris, l'alimentation en eau des nappes a été plus importante et a permis une remontée de ces nappes au voisinage des axes.

Tant au niveau des terres de glaci, plateaux et vallées (ravinement), les ouvrages réalisés pour la restauration des sols sont une amélioration des techniques traditionnelles de lutte contre l'érosion hydrique.

La participation très massive de la population aux travaux de récupération et la réussite des opérations du projet témoignent de la capacité de la population de nos pays d'assurer son développement avec l'appui technique et logistique de l'Etat.

La formation reçue par les agriculteurs et leur niveau de prise de conscience assurera une prise en charge définitive des actions choisies par eux et exécutées par eux.

L'amélioration de la situation sur les terrains restaurés permet d'espérer que la zone sahélienne peut retrouver son équilibre biologique avec une volonté politique soutenue, une prise de conscience des cadres de l'Etat appelés à concevoir et exécuter les opérations de développement et avec une population mobilisée et courageuse.

Les travaux d'aménagement conçus avec la population et exécutés en partie avec eux garantira la prise de conscience de la nécessité de la lutte contre le fléau qui menace les terres de culture et de pâturage et de ce fait engendrera une prise en charge sûre des réalisations par les bénéficiaires qui n'avaient bénéficié que d'appui matériel pour les travaux.

L'expérience du Projet de Lutte contre l'Ensamblage des Terres de Culture

Zabeirou TOUDJANI

1. Introduction

Les sécheresses récurrentes des dernières années ont entraîné de profondes modifications écologiques au Niger, particulièrement dans la zone d'intervention du projet, les Départements de Zinder et Diffa.

De nombreuses formations forestières se sont dégradées, les terres agricoles se sont appauvries, d'importants champs dunaires ont fait leur apparition, les pâturages se sont ensablés.

Face à cette situation, le Gouvernement du Niger a mis en œuvre en collaboration avec ses partenaires du développement et les populations locales, un programme conséquent de lutte contre la désertification.

L'Organisation des Nations-Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) a financé un projet d'assistance à ce programme dans les Départements de Zinder et Diffa, conjointement avec la Direction de l'Environnement (1987 - 1988). Cette assistance préparatoire a permis de démontrer la faisabilité technique et la réelle possibilité et volonté de participation des populations à la lutte contre l'ensablement.

Le PNUD a ensuite financé une deuxième phase, le Projet de Lutte contre l'Ensamblage des Terres de Culture (Projet NER/89/004) qui a démarré ses activités en 1990. Le projet a pris fin en 1995, après cinq années d'exécution.

La présente communication traite de l'expérience du Projet au cours de ces cinq années de son exécution.

2. Présentation du projet

2.1. Zone d'intervention

La zone d'intervention du Projet était constituée de l'Arrondissement de Gouré dans le Département de Zinder et de celui de Mainé-Soroa dans le Département de Diffa, deux zones menacées d'ensablement et subissant de plein fouet les effets de la désertification.

L'analyse faite par le Groupe d'Elaboration du Schéma Directeur de Développement de ces deux régions a mis en évidence les quatre contraintes majeures pesant sur le développement économique et social:

- ✦ la désertification;
- ✦ le déficit alimentaire;

- ✦ l'insuffisance de la couverture d'autres besoins sociaux;
- ✦ l'enclavement interne de ces régions.

Les conséquences de cette situation se reconnaissent à travers:

- ✦ la permanence des inquiétudes des populations qui chaque année vivent le spectre de la famine avec tous ses corollaires (attitudes de fatalisme qui bloquent toute initiative de lutte, exode rural, découragement, etc.);
- ✦ la paupérisation des populations dont le pouvoir d'achat ne fait que décroître.

C'est dans ce contexte que le Projet était intervenu pour encadrer et initier les populations cibles, afin qu'elles luttent de manière responsable, efficace, durable et avec des moyens peu onéreux, contre l'ensablement de leurs habitations, cuvettes, terres de cultures et pastorales, infrastructures socio-économiques, etc.

2.2. Objectifs

a) Objectifs de Développement

La satisfaction des besoins alimentaires et la lutte contre la désertification.

b) Objectifs Immédiats

Sur la base de la démarche de l'approche participative, développer les actions de lutte contre l'ensablement des terres de cultures et infrastructures socio-économiques dans les Arrondissements de Gouré et Mainé-Soroa, par:

- ✦ l'adoption, le perfectionnement et l'application de techniques de lutte contre l'ensablement;
- ✦ la réalisation d'actions-pilote de fixation des dunes par des moyens mécaniques et biologiques dans ces zones;
- ✦ la sensibilisation des paysans au moyen d'un programme d'animation et de vulgarisation pour leur permettre de participer aux actions de lutte contre l'ensablement;
- ✦ la formation et l'entraînement sur le terrain des populations et des cadres nigériens afin qu'ils puissent assurer la poursuite de diverses actions de lutte contre l'ensablement en particulier après le retrait du projet.

Le deuxième objectif vise le développement des capacités de planification et d'exécution des services et projets des deux Départements (Zinder et Diffa) par la disponibilité d'un programme cohérent de protection et de restauration des pâturages et des cadres nationaux formés en la matière.

3. Activités et résultats

3.1. Activités de lutte contre l'ensablement

- ✦ activités de fixation des dunes,
- ✦ production de plants,

- ✦ plantations sur dunes,
- ✦ essais agro-forestiers,
- ✦ amélioration des parcours par mises en défens enrichies,
- ✦ organisation des communautés en 28 comités villageois de gestion des périmètres de protection.

3.2. Activités d'appui et de renforcement de capacités

- ✦ réalisation d'études sur la protection de la route de l'Unité contre l'ensablement, les aspects socio-économiques et la cartographie des situations d'ensablement dans les Arrondissements de Gouré et Mainé-Soroa;
- ✦ élaboration de fiches techniques sur l'approche participative, la fixation mécanique et biologique des dunes et la production des plants;
- ✦ formulation d'un projet de lutte contre l'ensablement des terroirs et d'aménagement des cuvettes dans les Départements de Zinder et Diffa;
- ✦ formation des cadres et agents d'animation et de vulgarisation à travers l'organisation de sessions de formation et de voyages d'étude à l'extérieur et à l'intérieur du pays;
- ✦ formation des populations: sur le tas, en sessions, organisation de voyages inter-sites et à l'extérieur du pays.

3.3. Stratégie de mobilisation de la population

Elle est basée sur la démarche de l'approche participative adaptée au secteur du développement forestier.

La première préoccupation a été d'amener les cadres et agents du projet à maîtriser cette démarche.

L'approche participative est la méthode par laquelle on peut mobiliser de manière efficace, durable, consciente et responsable les populations autour de leurs intérêts, afin qu'elles prennent en charge de manière définitive les actions pouvant conduire à l'amélioration de leurs conditions de vie et ce en comptant sur leur propre force et leurs capacités matérielles, économiques, socio-culturelles, techniques et structurelles. Les apports extérieurs ne viennent qu'en appui indispensable.

La seconde préoccupation a concerné l'identification des phases les plus importantes de la démarche à développer pour que les populations de la zone arrivent au terme du projet à prendre en charge de manière définitive les activités qui ne nécessitent pas de charges récurrentes insupportables. Cependant, la démarche est quelque peu tronquée puisqu'elle ne part pas des besoins réels identifiés en priorité par les populations.

Le Projet a identifié les créneaux suivants:

- ✦ l'appui des autorités politico-administratives et coutumières, compte tenu du rôle très important qu'elles continuent de jouer dans la conduite des opérations de développement avec la participation effective des populations;
- ✦ la prise en compte de la composante "femme" dans toutes les activités conduites;

- ✦ l'utilisation de moyens de communication performants pour la sensibilisation des populations (matériel audio-visuel, albums-photos, fiches techniques, etc.);
- ✦ la formation technique et le recyclage des cadres et de la population;
- ✦ l'utilisation des mesures incitatives adaptées (distribution de vivres PAM, appui et soutien aux groupements d'intérêts économiques, création d'infrastructures hydrauliques sous forme de subventions aux collectivités villageoises, etc.);
- ✦ la création de l'esprit d'émulation, par l'organisation de visites d'échange d'expériences et connaissances entre villageois;
- ✦ la création de relations synergiques avec les services techniques, projets et ONGs intervenant dans le même domaine que le Projet;
- ✦ l'importance accordée aux actions de suivi et évaluations périodiques: mise en place d'un dispositif d'encadrement rapproché qui s'allégeait au fur et à mesure de la maîtrise technique des activités;
- ✦ l'organisation des acteurs en comités de gestion.

4. Impacts du projet

4.1. Impacts psycho-sociologiques

Grâce aux résultats physiques du projet et à la formation des cadres, agents et populations en techniques de fixation des dunes, le Projet a pu démontrer la faisabilité technique de la protection des terroirs villageois contre l'ensablement. L'esprit de fatalité des habitants de la zone a cédé le pas à celui de la confiance.

4.2. Impacts techniques

Les cadres, agents de vulgarisation et populations ont appris et maîtrisé les techniques de lutte contre l'ensablement simples, efficaces et peu onéreuses (origine de la formation des dunes, pose des palissades et claies, plantation d'arbres, etc.).

4.3. Impacts économiques

- ✦ récupération des terres autrefois abandonnées aux dunes de sables et qui peuvent être de nouveau exploitées; un millier d'hectares de dunes ont été fixées dans la zone du projet;
- ✦ protection des cuvettes humides contre la salinisation et l'ensablement, d'où amélioration et augmentation de la production agricole;
- ✦ reconstitution des ressources forestières et fourragères, contribuant à accroître de manière substantielle le revenu des paysans;
- ✦ désensablement de la Route de l'Unité.

5. Difficultés rencontrées

5.1. Difficultés psychologiques et culturelles

Au démarrage et après quelques années de l'exécution, le Projet a dû convaincre les personnes qui ne croyaient pas à la faisabilité technique des opérations de fixation des dunes dans les zones où le phénomène a pris de l'ampleur.

Par ailleurs, la mise au travail des femmes sur les chantiers de fixation des dunes à côté des hommes n'a pas été également une tâche facile, à cause des mœurs et coutumes qui commandent la répartition des tâches par sexe.

L'intensification de la sensibilisation, les actions de formation technique, de suivi régulier et d'utilisation des mesures incitatives ont permis au projet de surmonter ces difficultés.

5.2. Difficultés d'harmonisation des techniques d'approche des populations

Au démarrage du projet, plusieurs intervenants intervenaient dans la fixation des dunes avec la participation villageoise (Projet Danois à Gouré, Africare à Gouré, PADDAD à Mainé-Soroé).

Ces différents projets appliquaient chacun leur approche, sans rechercher une harmonisation à quelque niveau que ce soit. Cette situation a freiné le développement de la démarche que le Projet tentait de mettre en œuvre.

Les diverses rencontres organisées avec les différents partenaires ont permis une amélioration de l'ambiance de travail en milieu rural.

5.3. Difficultés techniques

Le gardiennage des sites de fixation des dunes à forte pression de bétail a été difficile à assurer par les populations. Ceci a entraîné une faible réussite des plantations dans les espaces les plus exposés, exigeant la pose d'une clôture grillagée.

La pénurie des matériaux à certains endroits de la zone d'intervention du projet a freiné quelque peu les activités du projet.

6. Enseignements à tirer

6.1. Matériaux de fixation mécanique des dunes

Il est recommandé d'utiliser des matériaux que l'on peut trouver localement, afin d'éviter les coûts insupportables pour les acteurs. Dans la zone d'intervention du Projet, tous les matériaux sont d'origine végétale.

6.2. Choix des espèces de fixation biologique

Ce choix doit se faire avec soin, en fonction des modèles dunaires, de la situation topographique, des exigences desdites espèces et des désirs exprimés par les populations. Il se fera après une bonne sélection des semences et des provenances d'introduction.

6.3. Association des arbres par modèle dunaire

Autant que possible, il faut planter les arbres en association sur les dunes pour les raisons suivantes:

- ✦ la plantation d'une seule espèce est à proscrire à cause des catastrophes qui peuvent survenir suite aux attaques massives par les ennemis des végétaux;
- ✦ les espèces buissonnantes devraient être associées aux espèces à port franc pour diversifier les résultats attendus de plantation (couverture et protection des sols, obtention des produits ligneux ou non, etc.).

6.4. Importance des entretiens et de la protection des arbres plantés

Pour parvenir dans un délai raisonnable à la réalisation de la fixation biologique des dunes, les arbres mis en place doivent être bien entretenus, correctement suivis et bien protégés contre la divagation des animaux.

En matière de fixation des dunes, l'éducation et la recherche d'un engagement volontaire, réel et durable des populations est toujours un préalable indispensable, car la lutte contre l'ensablement est une bataille de longue haleine.

7. Conclusions et perspectives

En cinq années d'exécution, le Projet a su créer les bases objectives de la lutte contre l'ensablement dans sa zone d'intervention.

Les populations mobilisées sur la démarche de l'approche participative maîtrisent dorénavant les techniques simples et efficaces de fixation des dunes.

Pour consolider et développer les précieux acquis de l'exécution du Projet, tant au plan physique qu'organisationnel, un document pour une deuxième phase du projet a été élaboré: "Programme de Lutte Contre l'Ensamblage des Terres et d'Aménagement de Cuvettes dans les Départements de Zinder et Diffa".

Ce programme fait toujours l'objet de recherches de financement par le Gouvernement du Niger auprès de ses partenaires de coopération.

Sénégal

- ✦ L'expérience du Projet de Conservation des Terroirs du Littoral Secteur Nord Lowga Ngagne Fall
- ✦ L'expérience du Projet "Systèmes de Production Intégrés pour la Protection des Ressources Naturelles en Moyenne Casamance" (PSPI/GTZ)
Ibrahim Mamadou Kane, Coordinateur du PSPI
- ✦ L'expérience du Projet PRECOBA/Fatick
Cheikh Tidiane Ndiaye, Animateur National du PRECONS
- ✦ L'expérience du Projet PREVINOBA
Cheikh Tidiane Ndiaye
- ✦ L'expérience du Projet PROWALO/Saint-Louis
Cheikh Tidiane Ndiaye
- ✦ L'expérience du Projet Autonome de Développement Rural de Basse-Casamance (DERBAC)
Ibra Soukarou Ndiaye, Ingénieur des Eaux et Forêts
- ✦ Le Projet PROBOVIL et son expérience en gestion de terroirs villageois
Malick Ndiaye, Responsable Cellule Documentation Communication, BIFS, et Cheikh Tidiane Ndiaye, Animateur National du PRECONS

L'expérience du Projet de Conservation des Terroirs du Littoral Secteur Nord Lowga

Ngagne FALL

1. Introduction

Le projet de Conservation des Terroirs du Littoral Secteur Nord s'est inséré dans le cadre global de la lutte contre la désertification au Sénégal, notamment le reboisement de la grande côte Dakar-St. Louis sur 182 km de long et 5 à 10 km de large.

Ce projet est né en 1988 d'un protocole d'accord entre les gouvernements du Sénégal et du Canada (ACDI) et sur les cendres de l'ancien projet gandiola.

Sa zone d'intervention est caractérisée par un climat de type sahélien, avec alternance d'une saison sèche (octobre-juin) et une saison humide (juillet-septembre). Les vents de la région sont l'Alizé, l'Harmattan et la mousson. L'altitude varie de 0 à 20 m. Le type de sols est fonction de la toposéquence; c'est ainsi que de la côte vers l'intérieur, on rencontre: du sable coquiller marin, des dunes blanches, des dunes jaunes, des dépressions (zones maraîchères) et des dunes rouges fixées.

Enfin, la végétation est dominée par l'*Acacia tortilis*. On rencontre également des reliques de cocotiers, *Celtis integrifolia*, *Dialium guinensis* et *Parinari macrophylla*.

2. Mise en œuvre du projet

2.1. Objectifs de développement

Les objectifs généraux du projet sont de contribuer à:

- ✦ la lutte contre la désertification,
- ✦ la satisfaction des besoins énergétiques et alimentaires des populations,
- ✦ la création de conditions pour un développement durable autogéré,
- ✦ l'accroissement de la compétitivité de l'économie locale.

2.2. Objectifs spécifiques

a) Gestion durable du milieu

- ✦ Consolider la bande de filao (31 km) pour préserver les potentialités maraîchères et sécuriser les habitations.
- ✦ Promouvoir l'autogestion environnementale par les populations.

b) Accroissement de la productivité des exploitations

- ✦ Créer un secteur rural dynamique et performant:

- ♦ structuration des groupements villageois autour d'activités économiques,
- ♦ formation des populations sur les thèmes prioritaires co-identifiés avec elles,
- ♦ promotion de l'éducation environnementale,
- ♦ accroissement des possibilités d'autofinancement.

2.3. Stratégie d'intervention

Les axes qui sous-tendent la mise en œuvre du programme sont:

a) Information, sensibilisation, animation et planification

Cette activité est menée par les agents du projet avec l'appui de personnes ressources.

Les outils et techniques privilégiés pour une meilleure implication des populations sont: les réunions villageoises, les contacts, la radio rurale, les séances du GRAAP (Groupe Recherche et Appui à l'Autopromotion populaire), MARP (Méthode Accélérée de Recherche Participative), expositions et supports publicitaires.

b) Formation

Elle est assurée par les ressources internes (agents du projet appuyés par les relais villageois), mais aussi par les structures spécialisées et porte sur les thèmes prioritaires identifiés sur la base d'une planification participative.

c) Suivi-évaluation

Il s'opère principalement à 2 niveaux à savoir:

♦ Au niveau interne

Pour les réalisations villageoises, les acteurs sont les agents, les populations, les élus locaux et les autres opérateurs.

La périodicité s'établit comme suit:

- ♦ une assemblée générale annuelle d'auto évaluation,
- ♦ 1 fois en fin de campagne/village avec les groupements,
- ♦ exceptionnellement pour cause d'insuffisance notoire,
- ♦ sevrage de l'appui puis mise en observation.

Pour les travaux en régie par contre, le suivi évaluation porte sur:

- ♦ taux de reprise 1 mois après les plantations,
- ♦ taux de survie 1 an après les plantations,
- ♦ taux de réussite au-delà de 1 an,
- ♦ impact sur l'amélioration de la productivité des exploitations et des conditions d'existence des populations.

b) Au niveau externe

- ♦ Comité Directeur présidé par le Directeur des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols;
- ♦ Comité de gestion du FCCS, présidé par le Secrétaire Permanent (Fonds de Contrepartie Canado-Sénégalais);
- ♦ Personnes ressources (Bureau Suivi-Evaluation-Formation de la DEFCCS et privés).

3. Résultats

3.1. Actions en régie

De 1988 à 1995, le projet a réalisé 1.151,25 ha de plantations sur dunes. Dans la perspective du désengagement, ces actions se poursuivent en partenariat avec les groupements spécialisés (protection mécanique, biologique et production de plants).

3.2. Réalisations villageoises (1992-1995)

a) Formation

- ✦ 10 thèmes (gestion de l'environnement, crédit, épargne, santé, foyers améliorés)

b) Réalisations physiques

- ✦ villages encadrés: 84
- ✦ classes d'alphabétisation: 20 pour 630 auditeurs
- ✦ superficie reboisée: 148,23 ha
- ✦ nombre de plants produits: 739 236
- ✦ nombre de foyers construits: 251
- ✦ puits forés pour pépinières: 83
- ✦ projets d'appui: 23 co-financés par les groupements féminins.

3.3 Impacts

- ✦ Sédentarisation de la population qui était souvent contrainte au déguerpissement par l'ensablement.
- ✦ Accroissement de la productivité des exploitations, surtout maraîchères et pastorales (développement d'un tapis herbacé et régénération d'espaces fourragers).
- ✦ Contribution à la satisfaction des besoins en bois de chauffe et de service.
- ✦ Revenus monétaires (vente de plants et prestations de service).
- ✦ Reconstitution timide de la faune.

4. Analyse

Les contraintes foncières constituent certes un facteur limitant dans le développement des actions communautaires par les groupements féminins, mais avec la systématisation de l'encadrement individuel, chaque femme a l'opportunité de s'investir au niveau de l'exploitation familiale aux côtes de son époux maître des terres

Difficultés rencontrées	Solutions appliquées
♦ Manque de terres pour les réalisations collectives des groupements de promotion féminine	♦ Systématisation de l'encadrement individuel et/ou familial
♦ Coupes frauduleuses et divagation des animaux	♦ Animation, sensibilisation, visites inter-villageoises ♦ Création de comités locaux d'auto-police appuyés par les patrouilles de police forestière
♦ Manque d'eau pour la production de plants	♦ Création de puits-pépinières
♦ Manque de capitaux pour autofinancer des microréalisations (économie et environnement)	♦ Achat par le projet des productions villageoises de plants (40F/pl.) pour 2 campagnes - création G.I.E.
♦ Manque de motivation de certains villageois	♦ Information, sensibilisation et visites organisées

Les réalisations (production de plants et plantation) ont largement dépassé les prévisions pour l'année 1996.

Compte tenu de l'impact de la bande de filao dans l'amélioration de la productivité des exploitations maraîchères et la stabilisation dunes au niveau des habitations, les populations acceptent de plus en plus de s'investir physiquement et financièrement (par l'achat de plants aux groupements) dans des actions de restauration de leur milieu.

Il est également à noter que les séances de sensibilisation et d'information ont progressivement développé chez les populations le réflexe d'une meilleure gestion des ressources naturelles (assistance à la régénération, diffusion de foyers améliorés et mise en place de comités d'auto-police forestière).

5. Perspectives et attentes

- ♦ Aménagement des peuplements de filao et poursuite des actions de fixation des dunes avec l'implication des populations.
- ♦ Accroissement des capacités opérationnelles des populations (organisation et formation sur les thèmes prioritaires).
- ♦ Accroissement des possibilités d'autofinancement dans le secteur privé rural (agriculture, embouche et commerce).
- ♦ Enfin, satisfaction des besoins énergétiques et en bois de service.

L'expérience du Projet *"Systèmes de Production Intégrés pour la Protection des* *Ressources Naturelles en Moyenne Casamance" (PSPI/GTZ)*

Ibrahima Mamadou KANE

1. Introduction

La première orientation du Projet date de 1988 et concernait la plantation de 2000 ha d'anacardiens en régie dans l'arrondissement de Tanaff. Avec l'évolution de la politique nationale et en accord avec la coopération allemande, le projet a été orienté vers la gestion des ressources naturelles avec un accent particulier sur l'arboriculture et l'aménagement de la forêt classée de Balmadou, dans le respect strict des principes de la participation, de la responsabilisation et de l'autopromotion des populations concernées.

La Moyenne Casamance, zone d'intervention du PSPI, dispose d'un important potentiel de production pour les cultures pluviales. Cependant, elle connaît également une dégradation inquiétante de ses ressources naturelles et les paysans, leurs organisations traditionnelles et les services techniques ne sont pas bien préparés à cette nouvelle situation et donc pas en mesure de planifier et exécuter efficacement des activités de gestion durable des ressources de base.

2. Mise en œuvre du projet

Le PSPI/GTZ se propose de contribuer à la mise en place d'un réseau d'acteurs payants et de partenaires (Etat, ONG, Bailleurs) capable de promouvoir une gestion durable des ressources naturelles en Moyenne Casamance.

Le Projet prévu pour 16 ans, a démarré en 1994 par une phase-pilote de trois ans (1994-1996), dont l'objectif est la vulgarisation "de modèles d'organisation et d'instruments pour l'exploitation rationnelle et pérenne des systèmes de production agro-forestiers dans l'arrondissement de Tanaff par et pour les paysans et leurs organisations".

2.1. Structures mises en place

Pour une participation organisée des acteurs paysans et de leurs structures, le Projet a effectué des diagnostics participatifs dans six villages-pilotes repartis dans les cinq communautés rurales de l'arrondissement et initié la création de plusieurs organes paysans:

- ✦ **6 Cadres de Concertation (CDC)**, chaque CDC regroupant plusieurs villages et traitant des questions de gestion rationnelle de leurs terroirs et en assurant la coordination et le suivi.
- ✦ **Plates-formes techniques** (arboriculture, systèmes de production, transformation de produits locaux et épargne-crédit): ce sont des organes de conseil, d'assistance et de suivi technique; elles sont composées des paysans-leaders responsabilisés.

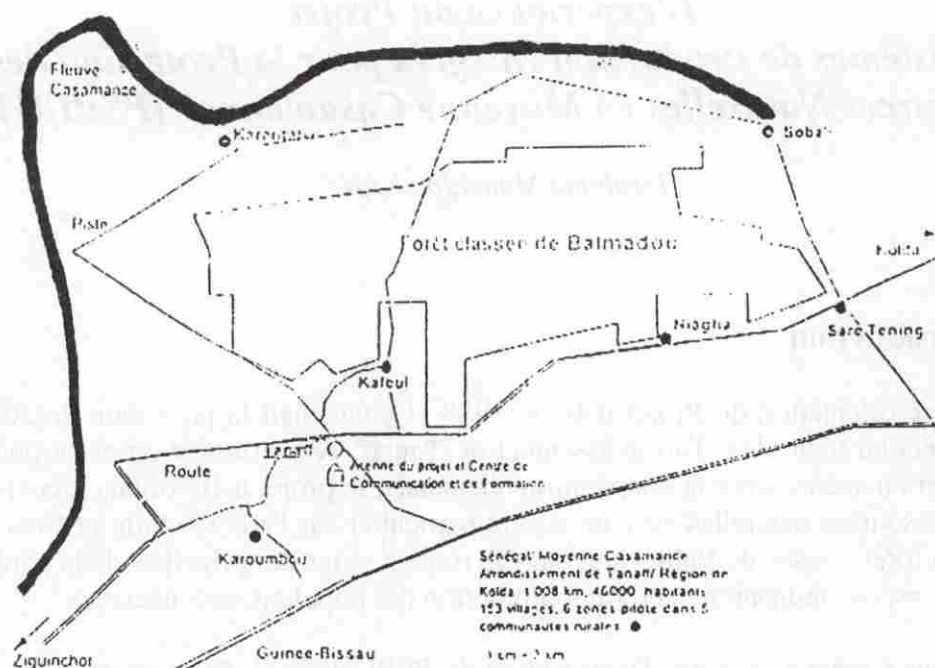


Figure 1: Zone actuelle d'intervention du Projet: Arrondissement de Tanaff

- ✦ **8 commissions de commercialisation et 3 comités-tests de gestion de la forêt de Balmadou.** Tous ces organes sont dirigés par des paysans et des structures locales avec l'appui du Projet, des services techniques (CERP), d'ONGs locales et d'Organisations Paysannes expérimentées.
- ✦ Il existe également un **Cadre de Concertation Arrondissemental (CCA)** qui regroupe les CDC, les Plates-formes et les Organisations paysannes de grande envergure. Dans le respect des principes de l'autopromotion et de la responsabilisation, le Projet est coordonné par une structure pluraliste composée d'un Coordinateur National (MEPN), d'un Coordinateur Allemand (GTZ) et d'un Représentant des paysans (FONGS).

2.2. Activités

Sur le plan technique, le Projet a vulgarisé des mesures concrètes:

- ✦ de promotion de l'arboriculture (pépinières fruitières, greffage, parcs à bois),
- ✦ d'amélioration de la fertilité des sols (compostage, épandage de matières organiques ...),
- ✦ de gestion rationnelle des eaux de surface (digues de retenue, diguettes de parcellement, diguettes filtrantes ...),
- ✦ à la il faut ajouter la création de Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit pour le développement d'activités rentables comme la transformation et la commercialisation de produits agro-forestiers.

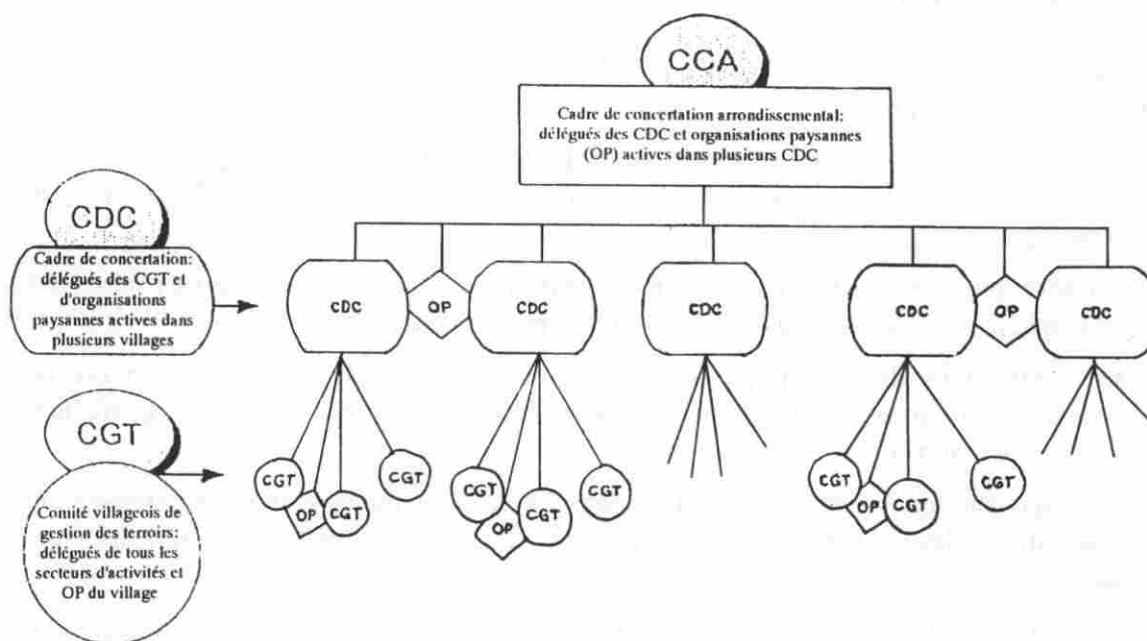


Figure 2: Structures Paysannes pour la GRN au PSPI

Toutes les activités du Projet sont sous-tendues par une planification participative, une actualisation mensuelle ou trimestrielle du plan d'opérations et des ateliers réguliers de réflexion et d'évaluation des programmes avec et par les structures paysannes.

3. Résultats obtenus

La mission d'évaluation du Projet et tous les partenaires, ont jugé l'approche du Projet pertinente au regard de la politique actuelle de régionalisation et de protection de l'environnement définie par le Sénégal.

Le Projet, les services techniques étatiques et les ONG assurent un appui technique et organisationnel pour accompagner le processus d'apprentissage et d'auto-organisation des paysans et de leurs structures, qui sont les véritables acteurs sur le terrain.

En matière de gestion conservatoire des ressources naturelles, on peut citer quelques résultats:

- ♦ esquisse d'un plan d'aménagement communautaire d'une forêt classée (Balmadou);
- ♦ vulgarisation de techniques, de technologies et d'approches CES pour l'amélioration et l'intégration des systèmes de production retenus par les paysans;
- ♦ opérations-tests d'activités de transformation et de commercialisation de produits locaux avec l'appui des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit.

4. Analyse des résultats

L'évaluation des programmes a mis en évidence des points faibles qui demandent à être approfondis et améliorés:

- ✦ la plupart des activités testées connaissent des lacunes techniques (ce qui n'est pas très inquiétant dans une approche d'autopromotion où les échecs et problèmes servent d'enseignement);
- ✦ les nombreuses formations sont parfois confrontées au niveau de base très faible des paysans; d'où la nécessité d'un bon choix des participants;
- ✦ les subventions du Projet, même si-elles sont justifiées dans une phase-pilote de démarrage, pourraient compromettre l'objectif d'autopromotion si elles sont maintenues au niveau actuel;
- ✦ les organisations paysannes déléguées dans les CDC et Plates-formes ne représentent pas toujours les villages, ce qui est un biais pour une bonne gestion des terroirs villageois;
- ✦ le suivi des activités de terrain s'est avéré insuffisant, tant en qualité qu'en fréquence. Il faut noter que ce suivi est actuellement pris en charge par le Projet.

L'enseignement majeur qu'il faut retenir est la difficulté de concilier au départ l'objectif d'autopromotion et de responsabilisation à la nécessité de subventionner certaines activités de gestion de ressources naturelles qui ne sont pas forcément rentables à court et moyen terme.

5. Perspectives et attentes

Au plan local, les actions de CES ainsi que les mesures d'amélioration des techniques de transformation, de conservation et des circuits de commercialisation des produits contribuent à l'augmentation des rendements agricoles et des revenus des populations, mais aussi à la préservation de l'environnement.

Au plan national, le Gouvernement encourage fortement le développement à la base et prévoit le transfert de certaines compétences et responsabilités au niveau des collectivités locales. Le PSPI travaille déjà sur la base des principes de cette régionalisation annoncée par l'Etat. Il est de ce fait un Projet modèle et avant-gardiste.

Si ce modèle de gestion participative et conservatoire des ressources naturelles est jugé reproductible (avec adaptations), alors cette expérience du Projet Sénégal-Allemand Tanaff gagnerait en importance dans la sous-région sahélienne.

L'expérience du Projet de Reboisement Communautaire (PRECOBA) / Fatick

Cheikh Tidiane NDIAYE

1. Introduction

Le concept de l'approche participative et la démarche méthodologique sont les mêmes que pour le projet PROWALO.

Cependant, on peut ajouter que l'approche participative est une stratégie qui permet d'engager progressivement les populations dans la prise en charge effective et pérenne des actions de développement, afin de générer une dynamique favorable à leur autopromotion.

Le PRECOBA applique l'approche participative au niveau de trois champs d'action:

a) l'approche participative et le reboisement communautaire

Pour le PRECOBA, la communauté rurale représente la structure administrative qui planifie et finance les actions de reboisement. Elle est chargée d'impulser une dynamique interne au sein des villages en vue d'une prise de conscience et d'une mobilisation constante.

b) l'approche participative et la foresterie rurale

Depuis 1986, le projet a initié le processus de la participation des groupes cibles aux actions de développement. Ceux-ci acceptent de réaliser sans rémunération les travaux de reboisement et les conseils ruraux règlent l'achat des plants.

c) l'approche participative et l'aménagement intégré

A partir de 1989, l'approche participative a débouché sur la gestion intégrée du développement, en s'appuyant sur le concept de gestion de terroir pour induire la participation consciente ayant comme objectif le développement endogène du terroir.

Les points clés des actions envisagées s'articulent autour du reboisement, de l'agroforesterie, de l'amélioration des parcours, des bois d'environnement, de l'économie d'énergie, de la CES/DRS, de la formation et de l'appui aux organisations paysannes.

2. Mise en œuvre

La mise en œuvre des paquets techniques s'appuie sur l'approche participative, elle-même étant facilitée par l'utilisation des outils de communication multimédia (sociale et éducative).

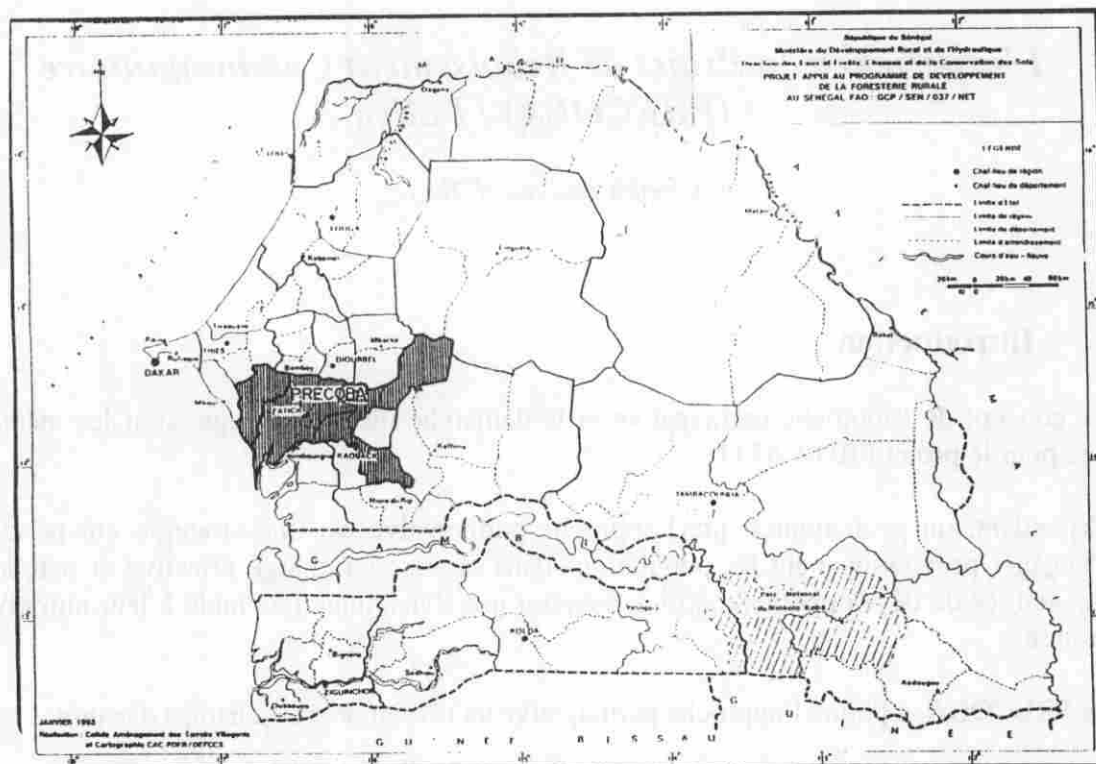


Figure 1: Zone d'intervention du PRECOBA

Dans la plupart des cas, elle fait l'objet de contrats entre le projet et les groupes cibles représentés par des comités de gestion. L'essentiel du programme d'activités se résume comme suit:

- ♦ les reboisements (massifs, linéaires) communautaires, villageois, collectifs et individuels;
- ♦ les aménagements de terroirs villageois, de parcours à bétail et d'exploitations agricoles;
- ♦ formation;
- ♦ l'organisation des populations.

3. Décentralisation, concept et mise en œuvre

Ayant d'emblée enclenché un processus de responsabilisation de la communauté rurale, la conception de la décentralisation développée au PRECOBA a une certaine longueur d'avance par rapport aux autres structures.

Du point de vue de la déconcentration, le projet a mis sur pied un schéma de pilotage concret et se rapprochant de celui défini par le processus de décentralisation:

- ♦ une direction opérationnelle comprenant la division aménagement intégré des terroirs, une division sensibilisation-animation-vulgarisation et un bureau suivi évaluation;
- ♦ une liaison hiérarchique avec l'Inspection des Eaux et Forêts utilisant ses 4 secteurs et 10 brigades;

- ♦ une relation fonctionnelle avec l'autorité régionale et ses démembrements, le conseil rural et l'ensemble des 33 communautés qui la composent, mais aussi avec le service du développement à la base en s'appuyant sur les centres d'expansion rurale polyvalente pour le suivi des communautés rurales et l'exécution des actions par leurs agents;
- ♦ l'impulsion de groupements villageois (mixtes, féminins, jeunes, individuels, masculins etc.).

4. Outils

Au niveau du PRECOBA, les outils utilisés pour l'information et la conscientisation sont divers et variés. On peut citer les outils de diagnostic (MARF) et les supports de communication: diaporama, diapositives, calendriers, manuels, radio rurale, réunions paysannes et démonstrations.

Bien que classiques, ces outils ont la particularité de s'orienter vers l'essentiel, c'est-à-dire tenter de mettre en évidence les vrais problèmes du terroir afin que les groupes cibles définissent eux-mêmes les solutions envisageables.

5. Succès

Les succès enregistrés par le projet se résument comme suit:

- ♦ engouement réel des populations dans l'effort de reboisement pour lutter contre la désertification et améliorer leur environnement;
- ♦ impulsion d'une dynamique des autorités locales prenant en charge l'achat des plants;
- ♦ réadaptation du projet par rapport au concept d'aménagement de terroirs;
- ♦ diversification des activités tenant compte des différents secteurs;
- ♦ mise en œuvre et consolidation d'une franche collaboration entre plusieurs partenaires;
- ♦ amélioration du niveau de vie des populations (GIE) regroupés au sein des ententes qui s'organisent en inter-GIE pour prendre en charge le financement et la gestion des actions;
- ♦ formation des groupes cibles (270 sessions) sur différents thèmes en vue d'une maîtrise et d'une gestion durable de leurs activités;
- ♦ identification des besoins réels des groupes cibles à partir des caractéristiques du milieu socio-économique débouchant sur l'élaboration de plans d'aménagements de terroirs (14).

6. Difficultés

Tout naturellement, dans la vie d'un projet du secteur du développement rural, il existe des difficultés majeures freinant certaines actions. On peut noter:

- ♦ l'analphabétisme;

- ✦ la faiblesse de l'épargne;
- ✦ la sollicitation du projet dans plusieurs domaines;
- ✦ une rigueur climatique traduite par la dégradation des systèmes de production;
- ✦ la sécheresse et la salinisation augmentant la pression foncière;
- ✦ le nombre élevé des encadrés ne permettant pas un suivi rapproché des actions;
- ✦ difficulté d'automatiser les actions notamment la production/vente des plants;
- ✦ la rareté des terres de bonne qualité;
- ✦ les conflits d'intérêt des différents acteurs (agriculteurs/pasteurs);
- ✦ l'exode rural (mouvement des personnes ressources);
- ✦ l'irrégularité des paiements des engagements des communautés rurales;
- ✦ les changements dans l'équipe (affectation des agents, destitution chez les élus locaux).

7. Perspectives

Le désengagement du projet qui se traduit par:

- ✦ le transfert progressif des activités vers l'Inspection des Eaux et Forêts;
- ✦ le processus de prise de décisions chez les populations;
- ✦ la responsabilisation des paysans dans l'organisation et la gestion de leur terroir.

8. Recommandations

- ✦ renforcement de la capacité des organismes montés;
- ✦ appui et accompagnement des acquis transférés;
- ✦ formation solide dans divers domaines (gestion, communication, suivi-évaluation);
- ✦ consolider le système d'organisation paysanne mise en œuvre;
- ✦ suivi-évaluation des acquis (Inspections, Direction et partenaires ...);
- ✦ programmation de la gestion de terroir en tenant compte de la décentralisation.

Bibliographie

Anonyme: Note de présentation du PRECOBA.

FAO, 1992: Rapport terminal.

FAO, 1995: Rapport de mission d'évaluation tripartite.

FAO: Document de projet, phase IV.

Florence Miroux: Rapport de mission.

Abdoulaye Sy, 1995: Rapport de présentation du PRECOBA

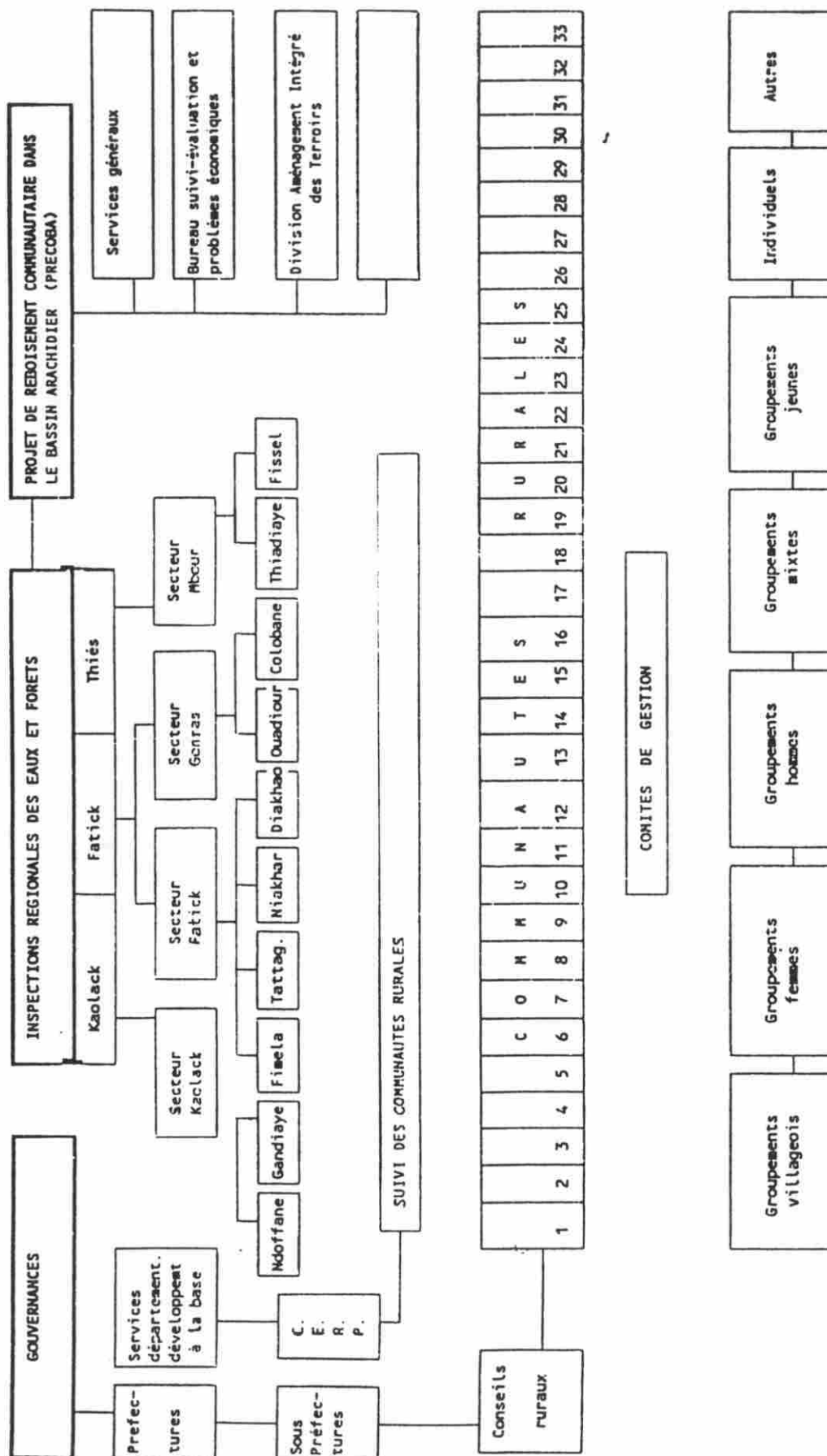


Figure 2: Organigramme et fonctionnement du PRECOBA

L'expérience du Projet de Reboisement Villageois dans le Nord-Ouest du Bassin Arachidier (PREVINOBA)

Cheikh Tidiane NDIAYE

1. Introduction

Dès son démarrage en 1986, le Prévinoba a adopté une méthodologie d'approche participative basée sur les expériences acquises au niveau d'autres projets de foresterie rurale dans des pays sahéliens en général et au Sénégal en particulier.

Cette approche est conçue pour mettre en place une démarche souple et progressive afin de créer les conditions d'un dialogue entre les populations et les agents d'encadrement. Il s'agit d'amener les populations à devenir des partenaires solidairement responsables de la conception, de la réalisation et de l'évaluation des actions.

Appliquée dans le cadre de la foresterie rurale, cette démarche participative progressive et évolutive suit une série d'étapes:

- ✦ identification/connaissance du milieu;
- ✦ sensibilisation/prise de conscience;
- ✦ identification des problèmes/recherche de solutions;
- ✦ prise de décision/programmation;
- ✦ formation thématique;
- ✦ évaluation périodique et enfin suivi-évaluation.

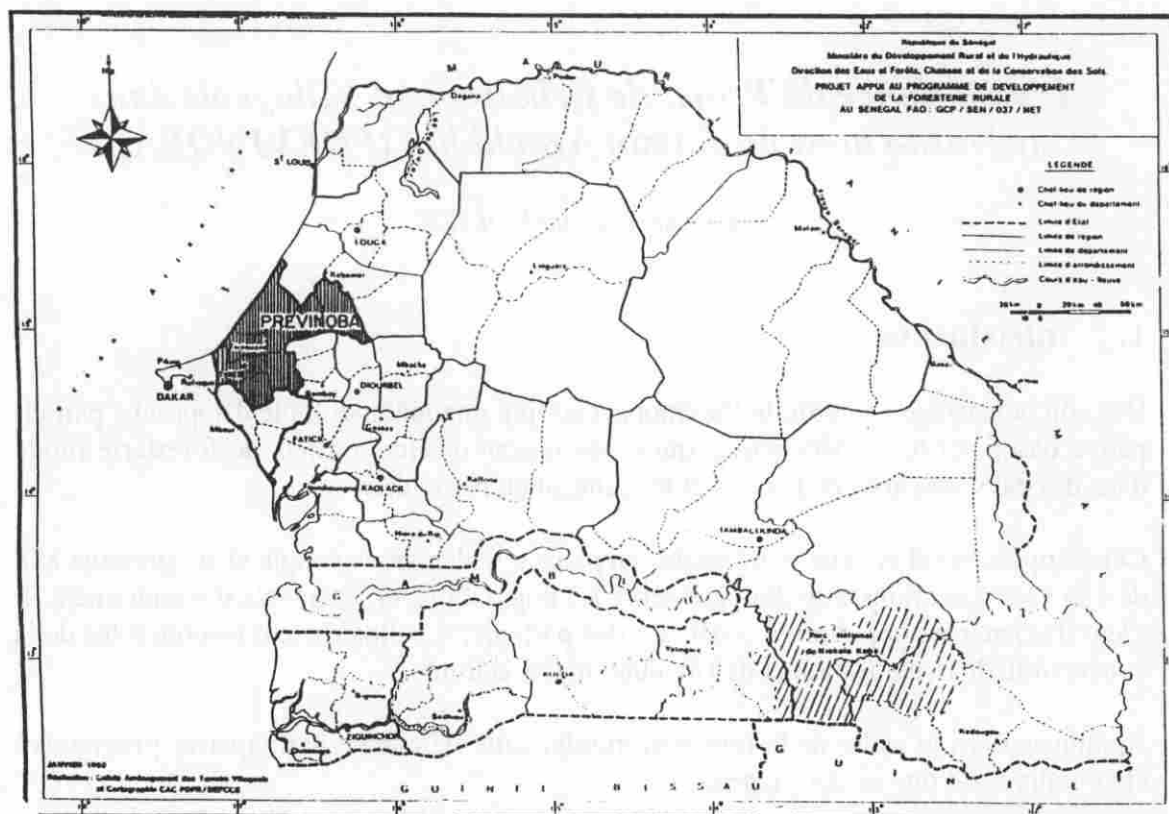
Le Prévinoba a utilisé l'approche participative à deux niveaux:

- ✦ l'application à la foresterie rurale avec un objectif de gestion optimale des ressources naturelles;
- ✦ application à la gestion des terroirs villageois devant déboucher à l'autopromotion des villages encadrés.

2. Mise en œuvre de l'approche participative

En ce qui concerne la mise en œuvre de l'approche participative, le dialogue fructueux et permanent avec les partenaires constitue la toile de fond, dialogue réalisé à travers différents canaux: réunions paysannes, réunions au niveau des organes consultatifs (Conseil Régional de Développement, Conseil Départemental de Développement, Conseil Local de Développement), les cadres de concertation, les média (radio rurale).

La finalité de cette démarche repose sur une méthodologie d'approche participative basée sur la prise de conscience des ruraux sur la nécessité d'une intégration durable des arbres dans les systèmes agro-sylvo-pastoraux.



Carte de la zone d'intervention du PREVINOBA

Ce serait une erreur de penser que le Projet sait "tout" ou sait "tout faire". De ce point de vue, son ouverture d'esprit dans l'acceptation de l'idée de "l'AUTRE" commence par le paysan, passe par les autres partenaires nationaux et internationaux, et cette ouverture ne s'arrête pas à la recherche/développement.

3. Décentralisation, conception et mise en œuvre

La décentralisation est un moyen de liberté d'action et d'autonomie financière visant à favoriser l'expression des aspirations populaires en vue de rendre effective la participation des populations à la gestion de leurs affaires locales.

La gestion des ressources naturelles n'échappe pas à la règle dans la mesure où ces mêmes populations s'identifient aux potentialités de leur terroir.

Au Sénégal, la décentralisation est aussi vieille que la colonisation à travers l'institutionnalisation des quatre communes (Dakar, Gorée, Rufisque et Saint Louis), même si celle-ci obéissait à des préoccupations du colonisateur et par ricochet, était méconnue par le reste du pays.

En 1960, date de l'indépendance, la décentralisation s'est notablement élargie. C'est précisément en 1972, avec la réforme de l'administration territoriale (loi n° 72.01 du 01/02/72) que le monde rural est entré dans un réel apprentissage de la décentralisation.

De fait, pour des raisons techniques les départements ministériels, notamment le Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature, n'ont pas attendu l'innovation juridique de cette décentralisation (annoncée en 1992 par le Président de la République et appliquée en 1997) pour établir, par la déconcentration, des ramifications de leurs services jusqu'au plus bas niveau local.

Ainsi, le PREVINOBA, structure technique de la Direction des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols, a mis sur pied un cadre de travail à deux niveaux:

- ✦ **niveau directionnel:** trois divisions techniques chargées de la conception de l'exécution et du suivi-évaluation des programmes (Division Formation Communication, Division Aménagement Sylviculture, Division Suivi-Evaluation);
- ✦ **niveau décentralisé:** les chefs de poste affectés aux arrondissements et les Chefs de zone aux communautés rurales.

Parallèlement à ce dispositif, la déconcentration du projet concerne l'implication de l'Inspecteur Régional des Eaux et Forêts et les Chefs de secteurs d'une part, et la collaboration avec les autres structures de l'Etat notamment les Centres d'Expansion Rurale Polyvalente, mais aussi avec les ONGs intervenant dans la zone du Projet.

4. Outils

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme, le PREVINOBA utilise deux types d'outils pour organiser l'émission-reception de l'information:

- ✦ les outils de diagnostic: ce sont essentiellement ceux de la méthode de recherche et de planification active (MARPA) comprenant: les transects, les diagrammes de Venn, les calendriers, etc. et le GRAAP.
- ✦ les supports de communication: il s'agit de brochures, d'affiches, de blocs-notes géants, de guides méthodologiques, de diapositives, de films vidéo et de cassettes audio.

5. Succès

Les succès enregistrés sont aussi bien techniques, socio-économiques et écologiques. Il s'agit notamment:

- ✦ d'une mise en valeur des connaissances et expériences paysannes;
- ✦ d'un renforcement réel des connaissances et capacités de gestion locale;
- ✦ d'une meilleure maîtrise des thèmes et outils;
- ✦ d'impulser les leviers d'un programme national d'approche participative;
- ✦ d'une transformation de la physionomie de l'écosystème du terroir;
- ✦ d'une rupture avec la mentalité "d'éternel assisté";
- ✦ d'un meilleur climat de confiance entre le projet et les populations;
- ✦ d'une participation effective des autorités administratives.

6. Difficultés/contraintes

Par rapport au développement de l'approche participative, certaines contraintes se sont dressées sur le chemin notamment:

- ✦ le manque d'eau pour la gestion des pépinières;
- ✦ le manque de ressources financières;
- ✦ l'absence d'un réseau décentralisé de commercialisation;
- ✦ le déséquilibre des potentialités entre les terroirs;
- ✦ le milieu fortement dégradé par la monoculture de l'arachide et les mauvaises pratiques culturales;
- ✦ l'exode rural.

7. Perspectives

- ✦ amélioration de la productivité des systèmes agro-sylvo-pastoraux;
- ✦ réduction de l'intensité de l'érosion;
- ✦ récupération des terres dégradées;
- ✦ poursuite de la formation thématique et de la mise en œuvre d'un programme soutenu d'alphabétisation;
- ✦ multiplication des échanges inter-villageois en vue de produire le maximum d'effets d'entraînement;
- ✦ renforcement des rapports initiés avec les institutions mutualistes d'épargne/crédit;
- ✦ inscription dans la démarche nationale d'harmonisation du mode de financement des micro-réalisations au sein des projets de gestion de terroirs;
- ✦ renforcement de la collaboration existante avec les autorités administratives, les élus locaux, les services techniques, les ONGs et les organisations paysannes.

8. Recommandations

- ✦ consolider les acquis de toutes les phases du projet;
- ✦ préparer les populations au désengagement du projet;
- ✦ prévoir un modèle d'exécution des plans d'aménagement établis;
- ✦ réorienter certaines activités par rapport à la décentralisation;
- ✦ former et informer les élus locaux sur leur rôle et responsabilités par rapport à la gestion des ressources naturelles compte tenu de la décentralisation.

Bibliographie

Actes de l'Atelier sur le projet de régionalisation au Sénégal, du 2 au 4 mai 1996.

VOYNI, Baba et HAMADIL, Alio, 1997: Plan de travail.

PREVINOBA, 1996: Rapport de présentation des plans d'aménagement et de gestion de terroirs. Project Progress Report.

LEFEVRE, Annie: L'application de l'approche participative dans le développement forestier au Sénégal.

FAO: Approche, participation, communication et gestion des ressources forestières en Afrique sahélienne.

FAO: Reboisement villageois dans le nord ouest du bassin arachidier. Conclusions et recommandations.

L'expérience du Projet d'Aménagement des Forêts et de Gestion des Terroirs Villageois du Walo (PROWALO)/Saint-Louis

Cheikh Tidiane NDIAYE

1. Introduction

Le PROWALO conçoit l'approche participative comme un outil méthodologique basé sur le dialogue permanent et concerté avec les partenaires pour développer des paquets techniques en vue d'atteindre l'autopromotion paysanne.

L'application de cette méthode, englobant tous les programmes, recherche entre autres la responsabilisation des acteurs, afin que ces derniers puissent décider, exécuter et évaluer leurs propres activités.

2. Mise en œuvre

Durant la vie du projet, plusieurs formules ont été appliquées parmi lesquelles:

2.1. Approche mixte et gestion forestière du PROGONA

Initialement (1984-1990), le projet avait comme objectif principal la reconstitution des peuplements de gonakiés, *Acacia nilotica* (massifs classés) et la mise en place de bois villageois.

Pour ce faire, le projet a combiné simultanément l'approche régie dans la régénération des gonakiés et l'approche participative au niveau des bois de villages.

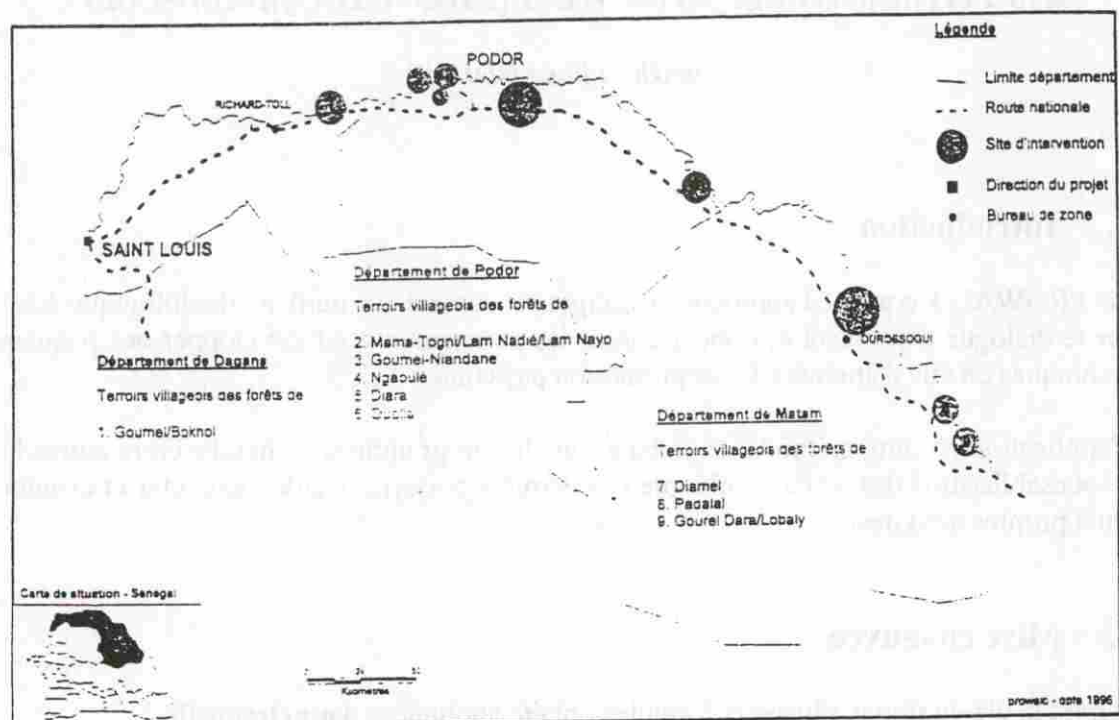
Cette méthode a très tôt montré ses limites dans la mesure où l'engouement populaire souhaité ne suivait pas le rythme des actions envisagées par le projet.

En couplant ces deux méthodes, le projet a introduit la foresterie rurale à travers des actions de brise-vent, de haies vives, des bosquets villageois, les plantations d'environnement et un accent particulier a été mis sur la foresterie scolaire durant les deux dernières années de la deuxième phase (1990 - 1995).

2.2. Approche participative et gestion de terroirs

De plus en plus convaincu que le développement est un tout, le projet applique actuellement l'approche participative dans le domaine de la gestion intégrée de terroirs, avec comme noyau la forêt, qu'elle soit classée ou non.

Le domaine d'intervention étant clairement défini, on retiendra que la foresterie est la porte d'entrée, sans être forcément le secteur prioritaire. Elle est une composante parmi tant d'autres que le projet met en œuvre en respectant les desiderata des populations.



Zoné d'intervention du PROWALO

Au total, 10 forêts classées (Dagana 2, Podor 7 et Matam 1) et un massif villageois constituent les sites concernés par l'approche terroir. Pour ces massifs, il s'agira de finaliser des plans de gestion intégrés opérationnels, c'est-à-dire que le projet et ses partenaires appliqueront des paquets techniques immédiatement réalisables, pendant que les autres aspects seront exécutés à partir du moment où les ressources technico-financières seront en place. L'idée est de ne pas ficeler des plans viables qui ne seront pas réalisables après le projet.

3. La décentralisation

S'il est vrai que Saint-Louis est l'une des 4 vieilles communes où la décentralisation a été appliquée, il n'en demeure pas moins vrai que cela répondait au souci du colonisateur.

Avec l'indépendance et surtout bien après, les départements ministériels se sont appliqués à utiliser la déconcentration, base de la décentralisation, en adoptant une structuration qui puisse leur permettre de développer judicieusement leurs activités dans l'espace et dans le temps.

En ce qui concerne le PROWALO, cette déconcentration se traduit par la mise sur pied:

Au niveau central

- ✦ d'une direction opérationnelle légère comprenant une division production forestière et aménagement, une division suivi-évaluation-formation-sensibilisation et un bureau administration gestion financière, le tout, sous la co-responsabilité du Directeur de projet et de l'Inspecteur Régional des Eaux et Forêts.

Au niveau du terrain

- ✦ de trois zones correspondant aux départements, où le chef de zone, s'il ne cumule pas les fonctions, assume les responsabilités avec le chef de secteur;
- ✦ de sept postes, confondus soit avec une brigade soit avec un triage, pour lequel le travail est assuré par un agent du projet et/ou de la brigade, appuyé par une animatrice.

Du point de vue fonctionnel, la décentralisation des activités du projet se traduit par une collaboration avec les autres partenaires, notamment à travers les cadres de concertation (région, département, arrondissement) qui constituent le lieu privilégié d'échange et surtout d'harmonisation des approches pour asseoir un développement endogène.

4. Outils

Si l'approche régie, interventionniste, n'a pas utilisé beaucoup de moyens d'implication des populations, l'approche participative par contre a développé toutes les stratégies possibles en vue d'informer et de sensibiliser les groupes cibles, afin qu'ils s'approprient des paquets techniques destinés au développement de leurs terroirs.

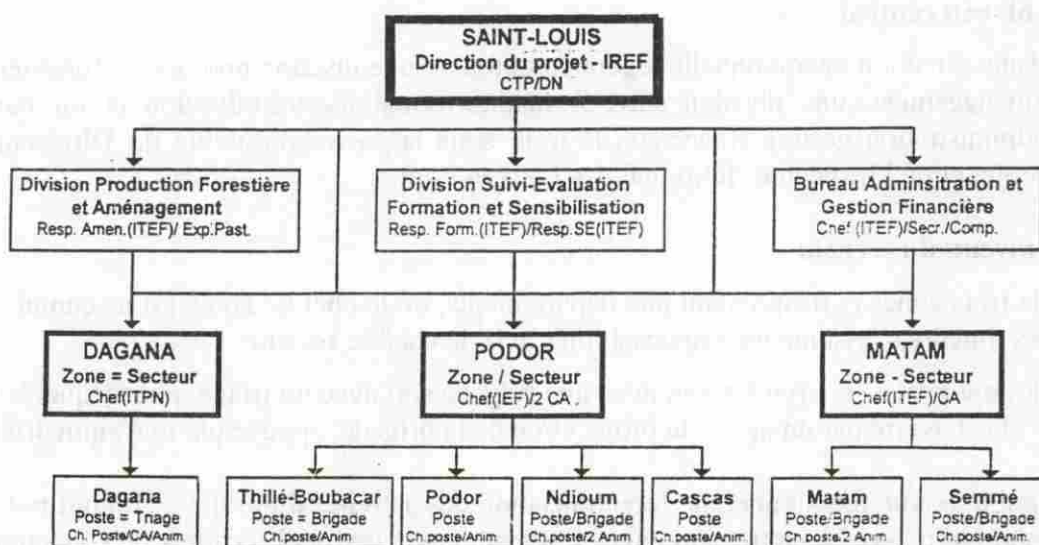
A ce niveau, le projet a utilisé:

- ✦ des outils de diagnostic: MARP (diagramme de Venn, calendriers, transects, etc.) et le GRAAP;
- ✦ des supports de communication: guides, boîtes à images, cassettes audio, albums photo etc., afin de sensibiliser les populations ciblées;
- ✦ des outils de suivi: tableau de planning.

5. Succès

Des mutations profondes et positives ont été enregistrées à travers:

- ✦ une meilleure organisation des producteurs: GIE, unions de producteurs, comités de gestion de terroirs;
- ✦ économie d'énergie avec les foyers améliorés;
- ✦ synergie entre le personnel national et expatrié;
- ✦ ancrage de la foresterie scolaire et introduction de l'apiculture;
- ✦ la terre fertile reste la pierre angulaire accrochant les populations;
- ✦ un développement de la culture environnementale;
- ✦ une implication et une responsabilisation des populations;



Organigramme du PROWALO

- ♦ l'intégration de l'arbre dans l'aménagement hydro-agricole (plantation près du canal assurant à l'arbre une certaine humidité);
- ♦ la conservation et la restauration des sols (charrue Delphino);
- ♦ le développement des systèmes agro-sylvo-pastoraux;
- ♦ allégement des travaux féminins (crédits, moulins, maraîchage, etc.).

6. Difficultés

- ♦ perturbation de l'écosystème;
- ♦ rigueur et péjoration climatique, salinisation des terres;
- ♦ problèmes fonciers liés à la tenure des terres à la moyenne vallée;
- ♦ passage d'un système agricole traditionnel (culture pluviale et de décrue) vers un système sophistiqué (culture irriguée);
- ♦ manque de personnel d'encadrement au niveau des centres d'expansion rurale polyvalente (CERP);
- ♦ difficile accès au crédit, problème d'épargne.

7. Perspectives

Dans l'amélioration des capacités techniques et l'accroissement du niveau de vie des groupes cibles estimés à 80.000 habitants, les perspectives globalement contenues en dehors de celles que le projet appuie dans le cadre des micro-réalisations se résument comme suit:

- ♦ élaboration et application de modèles de référence d'activités agro-sylvo-pastorales pour une autopromotion rurale;
- ♦ renforcement technique et organisationnel des structures pérennes;
- ♦ intégration des activités prioritaires des populations à travers des plans de gestion viables pour leur développement durable;
- ♦ un encadrement soutenu et circonscrit au niveau du terroir.

8. Recommandations

- ♦ recentrer certaines activités en tenant compte des nouveaux pouvoirs et responsabilités des élus locaux;
- ♦ développer l'esprit d'investissement pour préparer le désengagement du projet;
- ♦ formation en gestion des ressources naturelles des autorités décentralisées;
- ♦ étudier les passerelles (paquets techniques) possibles pour la zone du Diéri, pour assurer un équilibre Walo/Diéri (surtout par l'Inspection);
- ♦ développer l'éducation environnementale (santé, pollution etc.).

Bibliographie

Présentation du projet, 1995.

Document de projet, 1995.

PTA, 1997.

L'expérience du Projet Autonome de Développement Rural en Basse Casamance (DERBAC)

Ibra Soukarou NDIAYE

1. Introduction

Le Projet Autonome de Développement Rural de la Basse Casamance a été créé grâce à l'accord de prêt signé en 1987 entre le Gouvernement du Sénégal et le Fonds Africain de Développement (FAD).

Il intervient dans l'ensemble du territoire de la région de Ziguinchor au sud du Sénégal et couvre une superficie de 7.339 km². La pluviométrie varie entre 1000 et 1200 mm.

Le projet a son siège à Ziguinchor, mais une délégation est installée dans chacun des trois départements que compte la région.

Les réalisations ont démarré en 1992 après une phase d'orientation et d'installation, et va se poursuivre jusqu'en 1997.

2. Mise en œuvre du projet

2.1. Objectifs

Le Projet vise à :

- ✦ contribuer à la politique d'autosuffisance alimentaire,
- ✦ contribuer à l'autopromotion et à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales.

De façon spécifique, le projet entend :

- ✦ améliorer les systèmes de production agricole,
- ✦ renforcer la capacité d'intervention des populations en vue d'une gestion rationnelle des ressources naturelles.

Ainsi, il a été envisagé l'aménagement de 26 petits bassins versants et la récupération de 1.200 ha de rizières salées.

2.2. Méthodologie et pratiques

2.2.1. Stratégie

La stratégie dégagée pour la mise en œuvre du projet s'appuie sur :

- ✦ l'intégration des actions,

- ✦ l'approche participative.

Au cours de tournées de prospection menées par l'équipe technique du projet, la méthodologie consiste à :

- ✦ identifier et aménager des vallées pilotes avec l'adhésion des populations,
- ✦ procéder à la demande des populations intéressées, à l'extension des résultats satisfaisants à d'autres sites.

2.2.2. Activités

En Basse Casamance, les systèmes de culture sont étroitement liés à la topographie, ce qui fait que le projet a développé deux grands types d'interventions :

a) Aménagement des bas-fonds

Il concerne surtout la récupération des terres salées et/ou acides.

✦ Problématique

Suite à la réduction de la pluviométrie au cours de ces dernières décennies, la baisse régulière de la nappe phréatique a engendré une remontée de la langue salée vers les terres rizicultivables et une migration des sels par remontée capillaire. Dans certains cas, des phénomènes de toxicité et d'acidité se sont développés également au niveau de ces cuvettes.

✦ Interventions

Les interventions commencent par la construction d'ouvrages évacuateurs, munis d'un système de batardeaux permettant les vidanges périodiques. Ce dispositif est complété par une digue longitudinale.

Les travaux sont menés en collaboration avec les populations concernées qui sont regroupées en comités villageois ou intervillageois de gestion des ressources naturelles (CVG), comptant chacun une quarantaine de membres.

Dans les contrats signés avec les tâcherons pour la construction des ouvrages, la main d'œuvre temporaire (non qualifiée) doit être recrutée parmi les membres des CVG. Toutefois, ces derniers se chargent de l'exécution des travaux de terrassement avec l'appui du projet.

L'option retenue pour ces travaux est la mise en œuvre de techniques reproductibles par les populations. La construction des digues se fait dans la mesure du possible avec le matériau en place, cependant, parfois la recherche de matériaux d'emprunt est nécessaire pour la consolidation des digues.

b) Aménagement des zones intermédiaires et de plateau

✦ Problématique

Aux environs des bas-fonds, se trouvent les zones intermédiaires en pente et des plateaux, zones occupées par les champs de brousse, les formations forestières de terroir, etc. Leur déboisement a créé des conditions favorables à l'accentuation de l'érosion hydrique dont les effets sont néfastes pour les cultures :

- ✦ perte de fertilité des terres sur les plateaux,

- ♦ ensablement des zones de bas-fonds.

Les mauvaises pratiques culturales (labours selon la pente) participent également à ce processus.

♦ Interventions

Les actions menées pour freiner le phénomène s'articulent autour de:

- ♦ la mise en place de bandes anti-érosives autour de certaines rizières;
- ♦ le cloisonnement des champs de grandes cultures situés sur les terrains en pente au niveau des plateaux;
- ♦ la construction de diguettes isohypses et de ceinture dans les zones intermédiaires.

Les diguettes de ceinture servent également à lutter contre la salinité en préservant une partie de certaines rizières (exemple de la zone des *Kalounayes*) et des palmeraies. En raison de leur rôle anti-érosif, ces peuplements assuraient jadis l'équilibre du système écologique et pédologique.

D'autres actions de protection, de régénération naturelle, de lutte contre l'érosion éolienne etc. sont également entreprises dans le cadre du programme.

Pour les besoins des interventions, des pépinières mixtes sont créées dans les différentes vallées. Elles sont entièrement gérées par les CVG qui produisent les plants nécessaires. La clôture, le matériel, le fonçage, la mise en eau des puits et l'encadrement sont assurés par le projet.

Les actions de vulgarisation sont menées à travers les émissions radio, l'organisation de séances pratiques de formation et des visites intervillageoises au sein d'une même vallée ou à l'extérieur de celle-ci.

2.2.3. Suivi-évaluation

Le contrôle interne de la bonne marche des activités de terrain relève de la cellule suivi-évaluation du projet qui procède par des enquêtes diagnostics.

L'entretien des réalisations, ainsi que leur suivi sont assurés par les CVG qui font appel au projet en cas de nécessité.

Enfin, la supervision de l'ensemble du projet est du ressort du FAD qui envoie régulièrement ses experts sur le terrain.

3. Résultats et analyse

3.1. Résultats

Les résultats obtenus sont:

- ♦ la récupération de 607 hectares de rizières salées,
- ♦ l'aménagement de 10 petits bassins versants.

Dans le cadre de ces dernières réalisations, on peut noter la mise en place de 8 km de diguettes anti-érosives et de 20 hectares de bandes de protection des rizières.

Des changements appréciables ont pu être constatés. Dans certaines localités, des rizières qui étaient abandonnées sont en train d'être reprises par les populations.

Les capacités d'intervention des populations sont substantiellement renforcées grâce aux sessions de formation (gestion et production de plants, greffage ...) et au matériel fourni.

Enfin, les activités de pêche se développent suite au stockage de l'eau réalisé avec les barrages anti-sels.

3.2. Analyse

Malgré de bons résultats, la mise en œuvre du projet se heurte à un certain nombre de difficultés.

En effet, le manque de terres ne permet pas la réalisation des dispositifs suivant des critères techniques rigoureux. La gestion des ouvrages pose souvent des problèmes entre les exploitants situés en amont et ceux situés en aval des zones protégées.

Par ailleurs, la non-prévision d'aménagements complémentaires après la protection des zones (casiers, vulgarisation de paquets techniques pour accélérer la lutte contre l'acidité), réduit les rendements obtenus. Par contre, le savoir-faire paysan consistant en l'épandage de débris phosphatés de feuilles de *Parkia biglobosa* et de *Mangifera indica*, est mis en valeur dans la lutte contre l'acidité et la toxicité ferrique ou aluminique.

La rareté du matériau approprié pour certaines interventions (barrages filtrants pour la suppression du ravinement et la consolidation des digues, etc.) renchérit les coûts.

Ces problèmes sont surtout exacerbés par les difficultés rencontrées dans la mobilisation à temps des moyens financiers.

4. Perspectives

Avec l'accord du bailleur de fonds, une révision des objectifs quantitatifs du projet est en cours, afin de mieux prendre en compte les spécificités locales et dégager une enveloppe suffisante pour certaines actions.

La régionalisation qui se profile à l'horizon offrira un nouveau cadre favorable à une participation plus marquée des populations dans la planification, la réalisation et le suivi des actions du projet.

Le Projet de Boisement Villageois (PROBOVIL) et son expérience en gestion de terroirs villageois

Malick NDIAYE et Cheikh Tidiane NDIAYE

1. Introduction

Dans un contexte de profondes mutations socio-écologiques, de dysfonctionnement des systèmes de production actuels combiné aux effets climatiques pervers des années 1970, les services de développement rural ont tenté d'apporter des réponses pour parer à la dégradation généralisée des ressources naturelles.

C'est face à ce défi majeur que le programme SAHEL, financé par la Suède, a mis en œuvre le Projet de Boisement Villageois (PROBOVIL) qui comprend trois antennes au Sénégal: Louga, Mbacké et Bakel.

2. Le PROBOVIL

2.1. Zone d'intervention

La zone d'intervention du PROBOVIL comprend deux aires distinctes (voir carte):

- ✦ une première située dans le bassin arachidier (Louga-Mbacké); elle est caractérisée par la pauvreté des sols généralement de texture sablonneuse;
- ✦ l'autre partie est située à l'extrême est du pays (Bakel); cette zone est caractérisée par des facteurs de ruissellement et des conditions topographiques particulièrement favorables à l'érosion hydrique qui pose d'énormes problèmes.

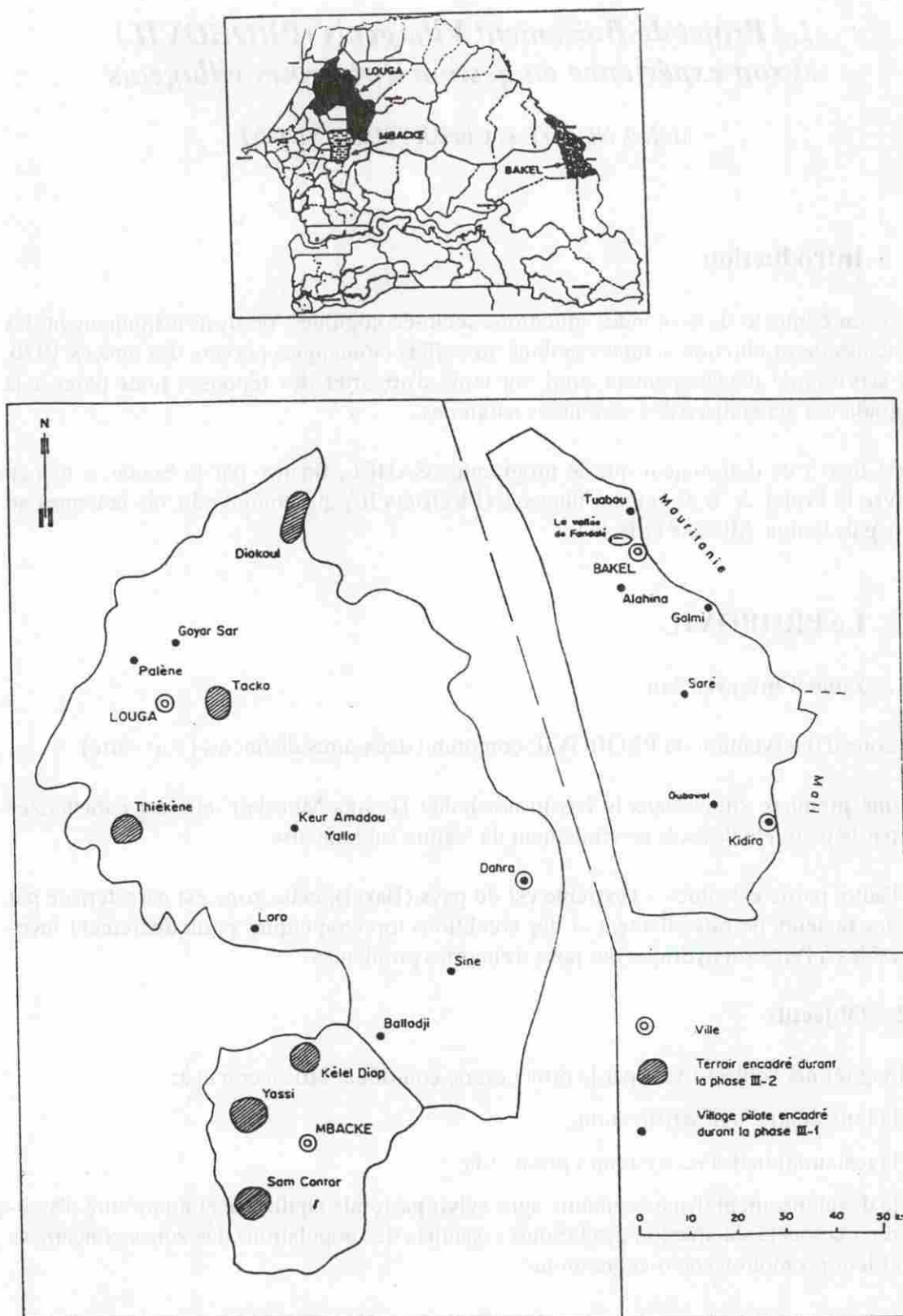
2.2. Objectifs

A long terme, l'objectif visé par le projet est de contribuer efficacement à:

- ✦ la lutte contre la désertification,
- ✦ la restauration des écosystèmes productifs,
- ✦ le développement d'une économie agro-sylvo-pastorale équilibrée et en mesure d'assurer à la fois la satisfaction des besoins essentiels des populations des zones concernées et leur promotion socio-économique.

Pour le court et le moyen terme, les objectifs fixés se résument par:

- ✦ la mise au point et la diffusion dans les villages encadrés de paquets techniques susceptibles de stabiliser, voire d'améliorer les bases de la production des systèmes agraires,
- ✦ l'organisation des populations pour une auto-gestion pérenne des ressources naturelles,



Situation des terroirs (phase III-2) et villages pilotes (phase III-1) encadrés par le projet PROBOVIL.

Zone d'intervention du PROBOVIL

- ✦ le renforcement des capacités conceptuelles et opérationnelles du projet et de ses partenaires dans une perspective du désengagement du bailleur de fonds.

2.3. La gestion de terroirs et l'approche participative

2.3.1. Approche participative

L'approche gestion de terroirs villageois fait référence à la notion d'éco-développement, c'est à dire assurer le maintien d'un équilibre naturel suffisant pour satisfaire les besoins actuels des populations sans compromettre ceux des générations à venir.

A cet effet la participation collective ou individuelle des populations à la sauvegarde du cadre de vie et plus particulièrement à la gestion des ressources naturelles, a connu une évolution tout à fait instructive.

Avec l'abolition de la notion de "l'Etat providence omnipotent et omniprésent", la difficulté était de savoir comment partager les responsabilités de la gestion des ressources naturelles.

Dans cette réflexion le service forestier du Sénégal a opté pour l'approche participative: une démarche dynamique, fonctionnelle et pragmatique, dans laquelle tous les acteurs concernés conjuguent leurs savoirs, leur savoir-faire et leurs volontés dans des actions concertées en partenariat, en vue de mener de façon durable la prise en charge de la gestion des actions entreprises.

L'adoption d'une approche participative a été décidée à la fin de la 2ème phase du projet en 1989. Son application a été effective au cours de la 3ème phase, de 1990 à 1993.

Avec cette nouvelle démarche, l'objectif essentiel du projet était d'assurer:

- ✦ l'établissement d'un rapport de partenariat entre les populations et l'encadrement, qui favorise la mise en œuvre de programmes concertés;
- ✦ l'émergence de formes nouvelles d'organisation sociale (comités de gestion, groupements d'intérêt économique), chargés des fonctions en amont et en aval des réalisations.

Cette nouvelle orientation du projet a permis de déboucher sur une réelle prise en compte des préoccupations des populations et un aménagement plus efficace et plus adapté des terroirs de la zone concernée.

Les divisions techniques du projet (DCES, DSR et DSAV) qui étaient au départ constituées d'agents ayant une formation forestière de base, ont été renforcées par d'autres spécialités: un ingénieur du génie rural, un agro-économiste, un socio-économiste et un planificateur. Par ailleurs, des consultations ponctuelles ont permis de faire appel à une expertise d'appoint.

Cette approche supposant aussi l'établissement de rapports de concertation dans lesquels la participation des populations reste déterminante, il a fallu par la formation favoriser un

changement des mentalités des agents du projet et d'autres services collaborant avec le projet.

Compte tenu de la complexité et de la conception récente de l'approche, la prudence a dicté la nécessité de choisir des champs d'action réduits, susceptibles à terme d'extension par effet boule de neige.

2.3.2. Le concept de gestion de terroirs

Le concept repose sur trois leviers principaux qui sont:

- ✦ la planification spatiale traduite par l'aménagement de l'espace villageois (terroir) à partir de la connaissance préalable des écosystèmes dont on cherche à sauvegarder les équilibres;
- ✦ le développement d'une collaboration population/encadrement recherchant la substitution des rapports dirigistes par la mise en œuvre d'un système de partenariat et d'un développement concerté;
- ✦ l'émergence de nouvelles formes d'organisations sociales visant la compatibilité entre les objectifs de développement et les besoins des populations.

En définitive, l'approche gestion de terroirs intègre une dimension de planification spatiale et une autre dimension de planification de développement économique et social.

Dans toute la zone d'intervention du projet, l'amélioration des rendements agricoles constitue la préoccupation majeure des populations: ainsi, les paquets technologiques développés par le projet sont presque tous orientés vers la gestion de la fertilité des sols à travers des systèmes agroforestiers et/ou agrosylvopastoraux combinés à des mesures conservatoires de eaux et des sols en vue de soutenir la production globale des villages concernés.

2.4. La démarche du PROBOVIL

2.4.1. Le zonage du champ d'application

La zone du projet est subdivisée en sous-zones homogènes sur la base de critères géophysiques et socio-économiques.

2.4.2. Types de villages

Après avoir délimité le champ d'intervention, le PROBOVIL procède au choix des villages à encadrer en tenant compte d'un certain nombre de critères. Les villages se répartissent en trois types:

- ✦ Villages pilotes: ils constituent le premier niveau. Par choix raisonné à l'intérieur de chaque zone, les villages pilotes sont identifiés en fonction de leur capacité de polarisation par rapport aux autres villages. Ils sont privilégiés par l'application de tous les paquets techniques du programme du projet.

- ✦ Villages satellites: ils constituent le dispositif du second niveau et sont sélectionnés en raison de leur polarisation par les villages pilotes. Leur nombre autour des villages pilotes est variable parce qu'il est fonction du rayon d'attraction de ceux-ci.
- ✦ Villages parallèles: sous ce vocable se trouvent groupés les anciens villages d'intervention du projet. Ils ont atteint un certain niveau de sensibilisation, exécutent des activités générales et reçoivent des appuis et conseils ponctuels.

2.4.3. Etapes de l'intervention

a) Diagnostic du milieu physique et socio-économique

Il permet d'identifier les principales contraintes de la CES/DRS au niveau des villages d'intervention.

A la lumière de ces contraintes rencontrées par les populations et conformément aux objectifs du projet, un paquet d'actions prioritaires est mis en œuvre parallèlement au niveau des villages pilotes et à un moindre degré dans les villages satellites et parallèles.

b) Sensibilisation

Un catalogue des contraintes hiérarchisées sert de base pour le choix et l'élaboration d'outils de sensibilisation.

Des séances de travail entre l'équipe pluridisciplinaire et les paysans sont organisées. Au cours des premières séances, les populations analysent la situation, proposent des solutions ou stratégies capables de lever les contraintes décelées. Pendant ces rencontres, l'équipe joue le rôle de conseiller en attirant l'attention des partenaires sur les implications de chacune des solutions préconisées.

Quant au projet, il est préoccupé par l'adaptation des solutions aux capacités des populations. C'est ainsi que les solutions facilement reproductibles par les paysans sont privilégiées.

Les propositions paysannes sont consignées dans un document et soumis à l'appréciation du comité départemental de coordination et de suivi des actions de développement. Ce comité réunit toutes les structures qui ont vocation de développement rural: services techniques traditionnels, projets autonomes, ONGs et structures associatives.

Après avis du comité, d'autres séances de concertation sont organisées avec les populations, au cours desquelles les suggestions techniques du comité sont soumises à l'appréciation des villageois. Enfin d'une manière générale, un compromis satisfaisant pour toutes les parties est trouvé et le programme d'action ainsi arrêté.

c) Programmation des actions

La programmation des actions et les premières esquisses d'ouvrages font également l'objet de concertations, afin de définir:

- ✦ les choix techniques à partir de différentes hypothèses,
- ✦ les priorités, la période et les modalités d'exécution,

- ✦ la clé de répartition des coûts et des charges,
- ✦ l'organisation à mettre en place pour la réalisation et la gestion (comité de gestion),
- ✦ le programme de formation.

d) Organisation de l'exécution des actions

On distingue 3 niveaux:

- ✦ organisation communautaire: la prise en charge concerne les actions qui ont un impact sur le groupe du terroir. Les groupements d'intérêt économique (GIE) établis dans les villages du terroir pourraient s'occuper de l'équipement agricole, de l'approvisionnement en intrants et de l'achat des produits vétérinaires;
- ✦ organisation villageoise: chaque village crée des structures réparties en classe d'âge, de sexe, de catégorie socio-professionnelle et d'associations; il s'agit de créer une organisation animée d'une dynamique de groupe afin de gérer avec enthousiasme les rôles qui lui sont confiés;
- ✦ organisation individuelle: il va sans dire que toutes les actions communautaires ou villageoises exigent de la part des individus un esprit de sacrifice pour une participation consciencieuse et effective. Par ailleurs, les productions étant l'apanage des familles, la prise en charge individuelle ne pourra être totale et effective qu'au niveau des champs, des élevages, des vergers, etc.

Au plan structurel, un comité de gestion de terroirs villageois (CGTV), représentant le conseil rural, sert d'organe d'impulsion au niveau du terroir.

e) Organisation du suivi et de l'évaluation

Il s'agit d'arriver à une exécution optimale des prévisions par une bonne organisation de l'appui technique et un système d'information fluide.

La procédure est la suivante:

- ✦ identification des temps forts de la réalisation de l'action: noter les périodes déterminantes par rapport à l'organisation de la prise en charge, au respect des normes techniques (diagramme de Gant);
- ✦ organisation de réunions restreintes avec les responsables concernés, de visites organisées, de rencontres inter-villageoises, etc., en fonction de la nature des temps forts.

2.5. Activités du PROBOVIL

Par essence, le PROBOVIL est un projet intégré qui touche des domaines assez variés:

- ✦ foresterie: plantation, mise en défens, vergers, régénération naturelle, etc.
- ✦ agronomie: achat d'intrants, semences améliorées, suivi des champs, maraîchage,
- ✦ élevage: suivi sanitaire du bétail, embouche, amélioration génétique (coqs raceurs), pharmacie, etc.
- ✦ nutrition: banques de céréales, boutiques villageoises, etc.
- ✦ hydraulique: récurage de puits, équipements d'exhaure (pompes), etc.

- ✦ conservation des sols: agroforesterie, barrages, cordons de pierres, compostage, etc.

La mise en œuvre de ces activités suit la méthodologie de l'approche participative; leur planification passe nécessairement par la concertation avec les bénéficiaires afin de déterminer leur contribution financière, leur pleine participation tenant compte de leur calendrier agricole, mais surtout leur responsabilisation en vue de gérer eux-mêmes leur propre développement. Au niveau de la zone d'intervention du projet, la participation des femmes est très remarquable (reboisement, CES/DRS, maraîchage, embouche, fonds de roulement, etc.).

4. L'expérience du village de Saré

4.1. Localisation

La zone d'intervention à laquelle nous nous référons est le village pilote de Saré situé dans le département de Bakel, région de Tamba qui constitue la zone écogéographique agro-sylvo-pastorale du Sénégal.

4.2. Les acteurs

Ils sont essentiellement:

- ✦ des agro-pasteurs: hommes, femmes et enfants; cependant, comme il s'agit d'une zone de forte émigration (vers l'Europe), ce sont surtout des femmes, des jeunes de moins de 25 ans et des vieux;
- ✦ les techniciens d'encadrement: forestiers, éleveurs, agro-économistes, sociologue et hydraulicien.

4.3. Les actions réalisées

Domaines	Types d'activités
CES/DRS	Mise au point et diffusion de techniques anti-érosives: barrages filtrants, cordons de pierres, radiers.
Foresterie	Production de plants, reboisement, création de vergers et brise-vent, régénération naturelle assistée (mises en défens)
Nutrition	Création de banque de céréales
Hydraulique	Récurage d'un puits et fonçage d'un autre puits
Hygiène et santé humaine	Formation de matrones
Alphabétisation	Création d'un centre d'auditeurs en puular
Economie d'énergie	Formation des femmes en constructions de foyers améliorés

4.4. La démarche suivie

Il a d'abord été mené une étude socio-économique qui a permis de réaliser une monographie détaillée et complète du village.

Cette monographie a permis:

- ✦ d'effectuer un recensement exhaustif de la population et de faire une classification par sexe et par âge;
- ✦ d'identifier les différents groupes socio-professionnelles, les infrastructures existantes et l'organisation sociale;
- ✦ d'étudier l'occupation des sols, leurs potentiels, les systèmes de production, les contraintes, etc.

Cette étude a été suivie d'une restitution aux villageois, ce qui a permis la validation de toutes les informations obtenues.

Tout au long de la réalisation des actions, on a privilégié la concertation avec les populations, leur responsabilisation pour qu'elles analysent leurs problèmes, recherchent des améliorations nécessaires, s'organisent, choisissent des actions appropriées et les conduisent.

Par ailleurs il a été privilégié la mise en commun des efforts et connaissances, ainsi que le partage des responsabilités et un engagement mutuel entre le service d'encadrement et les populations.

C'est lors des séances de planification et d'organisation de la mise en œuvre des activités que populations et encadrement:

- ✦ identifient l'ensemble des activités à entreprendre pour la réalisation des actions;
- ✦ identifient des rôles et tâches de chaque participant;
- ✦ définissent le partage des responsabilités;
- ✦ programment dans le temps en fonction des exigences techniques liées à la spécificité de chaque action à entreprendre, et du calendrier culturel des populations.

Pendant cette période, le rôle de l'agent était beaucoup plus celui de conseiller dans la définition des modalités pratiques d'organisation, ainsi que dans la planification des activités. Il n'intervient pas dans la désignation nominative des rôles et responsabilités des villageois.

Les organisations traditionnelles du village basées sur des classes d'âge et de sexe ont été regroupées dans un comité villageois de gestion pour mener les actions d'intérêt public, tels que les radiers et les barrages filtrants.

Les femmes ont constitué la frange la plus importante et la plus active. C'est ainsi qu'elles étaient les principales interlocutrices de l'encadrement. Etant donné l'exigence de bras valides que nécessitait les actions à entreprendre, l'encadrement a suggéré très tôt aux répondants du village, l'implication des femmes auprès des services techniques.

L'intégration des femmes a été par ailleurs facilitée par l'application du GRAAP dont la philosophie préconise une mise en commun de toutes les populations des différents groupes sociaux (hommes, femmes, jeunes et vieux).

La situation foncière, fait intervenir un modèle de gestion sociale déterminé. Chaque famille possède des terres qu'elle exploite, bénéficiant ainsi des revenus de l'exploitation.

4.5. Résultats positifs et négatifs

Les résultats positifs sont:

- ✦ la régénération naturelle d'une parcelle dégradée grâce à sa mise en défens;
- ✦ la création d'un jardin polyvalent individuel (arbres fruitiers, maraîchage et culture de manioc);
- ✦ la création de brise vent autour des jardins;
- ✦ la réhabilitation d'un chemin reliant Saré à un de ses villages satellites (Kadiel);
- ✦ l'esquisse d'un schéma d'aménagement du terroir;
- ✦ la réalisation de foyers améliorés dans toutes les concessions;
- ✦ l'alphabétisation d'un bon nombre de villageois;
- ✦ la production de légumes dans le village;
- ✦ l'amélioration des ovins par l'introduction de géniteurs.

Les résultats négatifs sont:

- ✦ le rétablissement du déficit vivrier n'a pas été réalisé: stagnation des systèmes de production, manque de fertilisation des sols et utilisation d'un matériel végétal peu performant;
- ✦ le jardin polyvalent villageois et la pépinière villageoise n'ont pas connu de succès.

Pour le foncier il faut noter que malgré la loi sur le domaine national, il n'y a pas eu de bouleversements dans la gestion du système foncier préexistant (système traditionnel).

4.6. Analyse des résultats

Le succès des résultats a été facilité:

- ✦ par les modèles techniques proposés qui étaient économiquement viables et socialement acceptables pour les populations,
- ✦ par l'approche participative qui a été adoptée et qui a mis en confiance les populations parce que prenant en compte leur desiderata, leur savoir faire ainsi que leur capacité de réaction financière et physique.

Elle leur a permis d'effectuer le diagnostic de leurs maux, de rechercher les solutions appropriées et de dégager les voies et moyens pour la réalisation des activités à mener.

Les autres facteurs ayant contribué à la réussite sont:

- ✦ la non-ingérence dans l'organisation sociale;
- ✦ le suivi régulier qui a permis d'apporter des corrections au moment opportun;
- ✦ l'encadrement rapproché.

Il faut noter que le projet a tenu compte également de la préoccupation de tout un chacun.

Les difficultés survenues étaient essentiellement d'ordre financier ce qui a été résolu par le projet avec la mise en place d'un fond de roulement remboursable.

La maîtrise des paquets techniques acquise par les différents groupes suite aux formations reçues, a favorisé la transformation des exploitations familiales en unités économiques intégrés.

5. Résultats du PROBOVIL

5.1. Les produits

Les résultats globaux réalisés par le PROBOVIL se résument par les produits suivants:

♦ **Produit 1** - Schémas d'aménagement de terroirs villageois

Les données collectées à partir de la MARP ont permis d'établir la planification d'actions concrètes dans l'exercice de l'aménagement, à savoir la parcelle agroforestière, la parcelle pastorale, le jardin polyvalent, l'opération manioc, la régénération naturelle, les techniques de CES/DRS.

♦ **Produit 2** - Mise en œuvre des plans d'aménagement

Pour l'essentiel, les schémas d'aménagement servent de contrat entre le projet et les populations du terroir; les activités de ce produit concernent les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de la foresterie.

♦ **Produit 3** - Sensibilisation-formation des populations

L'animation villageoise a consisté principalement à organiser des séances d'échanges entre techniciens (du projet et/ou avec d'autres services) et les populations des terroirs. En plus, il y a eu de temps à autre, des visites inter-villageoises à travers lesquelles les paysans d'un terroir encadré ont bénéficié des informations collectées au niveau d'autres terroirs.

♦ **Produit 4** - Organisation des populations

Etant donné que le terroir comprend plusieurs villages, il a fallu créer une structure inter-villageoise (le Comité de Gestion de Terroir Villageois CGTV) et ses démembrements (sous-comité de gestion des intrants, sous-comité de gestion des ressources naturelles, groupement de promotion féminine, groupement de gestion des fonds de roulement pour les hommes et les femmes, etc.).

♦ **Produit 5** - Approche pluridisciplinaire

Dans la mesure où les projets sont appelés à disparaître, l'idée force était d'impliquer tous les acteurs, notamment les agents de l'Etat évoluant dans les Centres d'Expansion Rurale Polyvalents. A ce titre, les agents ont été responsabilisés pour l'exercice de certaines tâches en fonction de leur expertise (protocole d'accord); ce dispositif est consolidé par des réunions de coordination périodiques.

On peut noter positivement:

- ♦ la mise en commun des efforts et connaissances, ainsi que le partage des responsabilités et un engagement mutuel des deux parties (populations et agents);
- ♦ la bonne articulation entre les méthodes d'analyse écologique de gestion des sols et des acteurs; c'est-à-dire partir non seulement des problèmes et des besoins, mais aussi des potentialités propres des acteurs locaux à gérer leur milieu.



Photo 1: Séance de formation sur les courbes de niveau, Vallée de Fandalé, Bakel.
(Photo: G. Björkdahl)



Photo 2: Restitution de la MARP thématique à Sam Contor, Mbacké.
(Photo: G. Björkdahl)

5.2. Les contraintes

S'il est vrai que le PROBOVIL a enregistré des résultats positifs en capitalisant une expérience intéressante en matière de gestion de terroirs, plus particulièrement dans le domaine de la CES/DRS (cas de Bakel), il convient tout de même de noter certaines difficultés qui se sont dressées sur son passage à travers ses différentes phases:

- ♦ malgré leur compréhension du processus méthodologique de l'approche participative, de sa philosophie ainsi que de sa logique de développement, les agents d'encadrement n'ont pas facilement admis la mise en exécution des actions;
- ♦ la capacité d'engagement des populations concernées, n'a pas toujours été suffisamment réelle;
- ♦ le déficit vivrier: la production céréalière essentiellement destinée à l'autoconsommation ne couvre pas les besoins réels des populations et pour cause, il y a une stagnation des systèmes de production, un manque de fertilisation des sols et l'utilisation d'un matériel végétal peu performant;
- ♦ la pluviométrie: sans cesse décroissante et combinée au processus de dégradation des sols lié à l'érosion hydrique et éolienne, elle a contribué à faire chuter les rendements agricoles;
- ♦ le facteur espace: les actions du projet sont programmées dans une vaste zone, qui plus est, demeure très hétérogène, tant du point de vue socio-économique que du point de vue géophysique (diversité des écosystèmes). Cette contrainte ne milite pas en faveur de l'harmonisation de la planification de la gestion de terroir;
- ♦ le facteur temps: comme pour tous les projets, il faut beaucoup de temps pour comprendre le milieu social, apprendre le milieu physique et pour enfin trouver la combinaison idéale permettant de mettre en œuvre un programme cohérent et socialement acceptable.
- ♦ gestion d'après-projet: le projet finissant, l'équation majeure reste celle de la continuité des activités par les acteurs des services locaux; pour l'instant les responsables devant assurer cette tâche en sont conscients même si les moyens de suivi ne sont pas toujours disponibles.

5.3. Analyse des résultats

Les paquets techniques mis en œuvre par le PROBOVIL, le mode d'organisation des populations et le cadre établi sont autant de repères positifs démontrant que l'approche gestion de terroir embrasse plusieurs choses à la fois. Quelle que soit la taille de l'exercice, il reste clair que si les populations sont impliquées depuis l'idée de projet jusqu'à la définition des actions et leur planification, leur exécution et leur évaluation, l'autopromotion paysanne s'en trouverait facilitée pour autant que les modèles techniques proposés soient économiquement viables, socialement acceptables et temporellement durables.

6. Conclusions et recommandations

Globalement, on peut retenir que le PROBOVIL a réussi sa mission de développement. Le projet a mis en route un processus d'auto-promotion paysanne irréversible, il a opté d'entreprendre un programme d'activités dont le niveau de maîtrise par les bénéficiaires a respecté le savoir faire local, en tenant compte des potentialités réelles du milieu naturel par l'adoption de technologies appropriées.

De part et d'autre, les attentes ont été satisfaites. Il s'agissait:

- ✦ pour l'intervenant extérieur, la motivation du paysan à entreprendre une action,
- ✦ pour le paysan, l'augmentation de la production de sa parcelle.

Sur le plan national, sous-régional et régional, il faudra considérer:

- ✦ que ce sont les groupes eux-mêmes qui utilisent et transforment leurs écosystèmes; toute influence sur leurs pratiques doit passer par l'examen de leurs besoins et des systèmes culturels par lesquels ils s'expriment;
- ✦ qu'il faut profiter du savoir local en plus du savoir attribué aux techniciens formés selon les méthodes scientifiques;
- ✦ qu'il faut tenir compte de toutes les pressions venant de l'extérieur de même que les règles de propriété et de faire valoir du sol et de l'eau;
- ✦ qu'il faut intégrer la dimension de l'après-projet tant que celui-ci fonctionne normalement et à plein temps.

Ainsi donc, comme le dit l'adage "l'avenir ne se prédit pas, il se prépare" et pour ce faire, une gestion de terroir doit être caractérisée par:

- ✦ une bonne articulation entre les méthodes d'analyse écologiques de gestion territoriale;
- ✦ une étude des relations entre les êtres et le terroir sur lequel ils vivent;
- ✦ une action globale plutôt que sectorielle d'autant plus que le terroir constitue un écosystème;
- ✦ une maîtrise des capacités institutionnelles par les utilisateurs et une organisation parfaite des acteurs pour mener à bien la planification et l'exécution des programmes retenus.

Les acquis du PROBOVIL devraient servir aux autres structures nationales et sous-régionales qui ont comme tâche d'entreprendre et de développer avec les populations des programmes d'activités touchant leur exploitation ou leur environnement.

Sigles utilisés

BIFS:	Bureau Information, Formation et Sensibilisation
CES/DRS:	Conservation des Eaux et des Sols/Défense et Restauration des Sols
DCES:	Division Conservation des Eaux et des Sols
DSAV:	Division Sensibilisation, Animation et Vulgarisation
DSEFS:	Division Suivi-Evaluation, Formation, Sensibilisation
DSR:	Division Sylviculture et Reboisement
ONG:	Organisation Non Gouvernementale
PROBOVIL:	Projet de Boisement Villageois

Tchad

- ✦ Gestion et mise en défens de rôneraies. Le Programme ADER/GRN
Djimét Moudeina, Directeur du Centre de Milezi

Gestion et mise en défens de rôneraies Le Programme ADER/GRN

Djimet Moudeina

1. Introduction

Le Tchad couvre une superficie de 1.284.000 km² et est l'un des territoires les plus continentaux et donc les plus enclavés d'Afrique. Sa population compte 6,3 millions d'habitants avec un taux de croissance de 2,5 %. Dans le contexte socio-économique, le Tchad est l'un des pays les plus pauvres au monde.

Le pays comprend trois zones climatiques correspondant à trois zones phytogéographiques:

- ✦ au sud, le climat est tropical humide avec une pluviométrie de 600 à 1.200 mm;
- ✦ au centre s'étend un climat sahélien avec une courte saison des pluies et les isohyètes de 300 à 600 mm;
- ✦ au nord, le climat est désertique avec des précipitations très faibles et irrégulières.

Le désert occupe la moitié du territoire national. L'autre moitié comprend les terres à vocation agricole (28 %), pastorale (50 %) et forestière (16 %).

Les différentes composantes de l'environnement, à savoir les formations végétales, la faune sauvage et les stocks halieutiques, sont intimement intégrées au paysage rural et constituent de ce fait des zones de réserve pour l'agriculture, l'alimentation humaine et animale, la pharmacopée et les autres éléments indispensables à l'Homme. Leur étendue et leur dynamique demeurent imprécises par manque ou insuffisance de données fiables et actualisées.

Cependant, on constate que les désastres d'origines humaine et naturelle ont ravagé une grande partie des ressources biologiques du pays. Ce sont: les conflits armés, les sécheresses, les pratiques agricoles et pastorales inadaptées, les coupes abusives de bois de chauffe et de construction, le braconnage intensif, l'inadaptation des textes réglementaires aux réalités du moment, l'explosion démographique, etc.

Ces facteurs de dégradation ont entraîné dans les années 80 un déplacement massif des populations et du bétail vers la zone du Lac Tchad et le long des fleuves Chari et Logone, avec pour conséquence une forte concentration humaine et du bétail dans ces zones.

Face à ce phénomène, le Gouvernement Tchadien a demandé et obtenu un financement du FED dans le cadre d'un programme d'Appui au Développement de l'Economie Rurale (ADER) dans ladite zone de concentration.

2. Présentation du Programme ADER/GRN

2.1. Contexte

Le Programme Appui au Développement de l'Economie Rurale (ADER) fait suite au Programme Prioritaire de Développement Rural en Zone de Concentration (PPDRZC). Ces deux programmes sont financés par l'Union Européenne dans le cadre de la Convention de Lomé III pour la mise en œuvre du programme indicatif national 6ème FED.

Dans la zone du Lac Tchad et le long des fleuves Chari et Logone, la forte concentration humaine et animale a conduit à des dégradations écologiques ainsi qu'à celle des infrastructures sociales et des équipements ruraux etc. C'est dans ce contexte que le PPDRZC a été mis en œuvre en 1987 pour une durée de 4 ans. Le programme ADER a pour logique le renforcement et le développement des acquis du PPDRZC.

A travers plusieurs départements, les programmes PPDRZC et ADER s'attèlent à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales de la zone, au renforcement de la sécurité alimentaire, à la promotion de l'économie rurale et à la sauvegarde des ressources naturelles.

Depuis 1993, le programme ADER œuvre entre autres à la préservation de rôniers par le biais de sa composante VGRN (Volet Gestion des Ressources Naturelles). L'exécution de ce projet forestier financé par le FED a été confiée au Département de l'Environnement de la Direction des Forêts et de la Protection de l'Environnement (DFPE).

2.2. La composante Gestion des Ressources Naturelles

La composante GRN du programme ADER s'appuie sur les conclusions du plan directeur de lutte contre la désertification au Tchad. Tout en mettant en évidence la problématique même de la désertification et des effets des sécheresses successives, ce plan insiste sur la nécessité de prendre en compte les aspects socio-économiques des populations, afin de mettre au point des méthodologies d'approche et d'actions aptes à répondre à leurs besoins fondamentaux, y compris la satisfaction des besoins en ressources ligneuses et la protection des animaux.

La composante GRN a démarré ses activités en janvier 1991, à travers trois sous-composantes majeures:

- ♦ la sous-composante "sensibilisation et aménagement du terroir villageois",
- ♦ la sous-composante "aménagement forestier",
- ♦ la sous-composante "protection de la faune".

2.2.1. Sous-composante "sensibilisation et aménagement de l'espace rural"

Cette sous-composante joue un rôle essentiel dans le développement rural, car elle ambitionne d'intégrer la foresterie dans les activités agricoles et de faire de l'arbre un élément productif tout comme les autres spéculations agricoles.

Sur base des expériences propres au Tchad et de celles d'autres pays sahéliens, la sous-composante souhaite:

- ✦ sensibiliser les populations aux problèmes de la dégradation du milieu,
- ✦ par une approche progressive mais constante, amener les populations à planter des arbres afin de satisfaire les besoins en bois de chauffe et de service,
- ✦ réduire la pression des populations sur les formations naturelles.

Les actions de sensibilisation portent sur:

- ✦ la foresterie rurale et communautaire:
 - ✦ les boisements privés et villageois, les pépinières villageoises, etc.;
 - ✦ l'agroforesterie (haies-vives, brise-vent, arbres fertilisants, jachères arborées, arbres fourragers, arbres fruitiers);
- ✦ la lutte contre l'érosion et la récupération des terres de glacié par des techniques de CES/DRS (diguettes, correction de ravins, banquettes, demi-lunes);
- ✦ la protection (mise en défens) de zones érodables, ainsi que la lutte contre les feux de brousse.

Sur le terrain, trois principes de base conditionnent la méthodologie de travail:

- ✦ approche village et terroir villageois: le travail de sensibilisation se fait au niveau village en prenant le terroir villageois comme unité territoriale de travail;
- ✦ décentralisation des pépinières: ce principe permet de réduire les coûts de production et de transport des plants; il a le grand avantage de mettre en temps voulu à la disposition des villageois des plants de qualité à mettre en terre; on profite ainsi au maximum de la saison des pluies pour la plantation;
- ✦ approche participative: les populations sont sollicitées à tous les niveaux de décision, afin qu'elles s'impliquent au maximum dans les activités pour que celles-ci soient adaptées à leurs besoins et leurs moyens.

2.2.2. Sous-composante "aménagement forestier"

La sous-composante "aménagement forestier" a pour mandat d'organiser la gestion durable d'une partie du massif forestier de l'Assalé au nord de la zone de concentration, des rôneraies de N'Gam au sud de cette zone et du massif d'Amdarabaye.

Il s'agit en fait de 3 projets pilotes d'aménagement forestier communautaire exécutés avec la participation effective des populations à la gestion et aux travaux.

L'aménagement d'une formation forestière est le moyen le plus sûr de pérenniser des formations ligneuses, car les différentes opérations capables de maintenir les forêts dans un état d'équilibre dynamique sont planifiées selon une périodicité précise. Les formations forestières qui font l'objet d'aménagements sont d'une importance capitale pour le pays.

a) Le massif de l'Assalé

Le massif de l'Assalé et plus particulièrement la frange située le long du Lac Tchad, est situé à 112 km au nord de N'Djaména et a une superficie d'environ 125.000 ha. Il est constitué de peuplements d'*Acacia nilotica* dont l'état de dégradation n'est pas encore

trop avancé. Toutefois, le bitumage de la route Djermaya-Dandi met ces peuplements en danger et il est à craindre que les exploitants approvisionnant la capitale en bois de feu ne mettent à mal cette forêt.

La sous-composante propose donc d'anticiper le phénomène. Elle veut établir un plan d'aménagement en collaboration avec les populations, afin d'obtenir une production soutenue de bois tout en assurant le maintien de la couverture végétale. Cette action se fera nécessairement au travers de groupements ou de coopératives d'exploitants forestiers, mais ne devra pas garder sous silence les autres productions de la forêt (pâturage, miel, pharmacopée).

b) La rôneraie de N'Gam

Avec l'épuisement des rôneraies autour de la capitale, la rôneraie de N'Gam est devenue la principale zone d'approvisionnement de N'Djaména en lattes de rôniers indispensables aux constructions traditionnelles. La sous-composante se propose de réaliser un ou plusieurs aménagements villageois capables de maintenir les massifs dans un état de production.

c) Le massif d'Amdarabaye

Il est situé le long du fleuve Chari au sud du Lac Tchad et compris entre les villages Guitté-Amdarabayé-Djimtilo-Nibek-Dandi. Il comprend une superficie de ca. 15.000 ha et est constitué de peuplements d'*Acacia* sp., de *Hyphaene thebaïca*, de *Savadora persica* et de *Ziziphus mauritiana*.

L'approvisionnement des îles du Lac Tchad en bois de chauffe et l'extension des vergers par les citoyens prédisposent cette forêt à une éventuelle surexploitation. C'est pourquoi la composante a envisagé de lancer des actions de protection et d'enrichissement pour minimiser cette surexploitation.

2.2.3. Sous-composante "protection de la faune"

Le principal objectif de cette sous-composante est d'associer les populations locales à la protection de la faune en vue de reconstituer celle-ci disparue ou décimée. Grâce au développement du tourisme, cette opération devrait procurer des ressources supplémentaires aux populations locales. Deux réserves sont concernées par cette composante: la réserve de faune de Mandélie et la réserve de chasse de Douguia.

Pour des raisons diverses, cette sous-composante n'a pas encore pu démarrer ses activités.

2.3. Zone d'intervention

La zone d'intervention couvre une superficie d'environ 31.000 km² et comprend la sous-préfecture de Massakory, la sous-préfecture de N'Djaména rural et la sous-préfecture de Bongor rural. Elle est située au Sud du Lac Tchad et limitée par les fleuves Chari et Logone jusqu'à la ligne imaginaire Eré-Kim/Gam (voir carte).

3. Le problème de l'aménagement des rôneraies

Dans l'économie forestière du Tchad, le rônier occupe une place de première importance. Grâce à la rectitude de son tronc et la résistance de son bois aux termites et champignons, il est particulièrement apprécié dans les constructions. Depuis les années 1980, avec la reconstruction du pays détruit par les guerres et l'extension des villes, la demande en lattes de rôniers a considérablement augmenté.

Ainsi, autour des grands centres urbains, les sources traditionnelles d'approvisionnement se sont rapidement épuisées et les commerçants et exploitants de rôniers se sont tournés vers les rôneraies des cantons de Kim et N'Gam au Mayo-Kebbi (voir carte).

Cependant, l'exploitation du rônier se fait d'une manière anarchique et abusive, à la fois par les commerçants exploitants et les populations. Les premiers profitent de la saison sèche, où les rôneraies sont accessibles, pour se constituer un stock maximal de lattes. Quant aux populations, majoritairement paysannes, elles ont un besoin financier pour couvrir les grosses dépenses des villages, comme par exemple la construction des forages, puits, écoles, cases de santé, etc. L'exploitation du rônier constitue en quelque sorte pour eux une activité de rente, les produits de l'agriculture étant réservés à l'alimentation des familles.

Ainsi, il est apparu urgent de mettre en place un plan d'aménagement de ces rôneraies en s'appuyant sur la méthodologie participative villageoise. Ceci d'une part dans le but de pérenniser cette ressource naturelle tout en pourvoyant les villes en bois de construction (lattes) et d'autre part, pour relever le niveau de vie des populations locales en leur assurant un revenu constant.

4. Mise en œuvre

Dans sa zone d'intervention, le programme ADER/GRN intervient à travers une méthodologie participative, c'est à dire en associant les chefs de terre, de village et les organisations villageoises.

Les objectifs sont de pérenniser la végétation, donc les peuplements de rôniers, de garantir un revenu constant aux populations exploitantes et de pourvoir aux besoins en bois de construction dans la région.

La mise en défens des rôneraies soumises à la dégradation constitue un moyen pour assurer leur protection et leur régénération. Elle implique la responsabilisation des populations locales dans la prise de décision et leur participation effective dans l'exécution des différentes actions, à savoir:

- ✦ la délimitation des parcelles à mettre en défens,
- ✦ la définition de quota d'exploitation par le village, le groupement ou par rôneraie,
- ✦ la surveillance et le contrôle du respect des quota de coupe, impulsés par le chef de terre, garant de la protection de ce patrimoine villageois,
- ✦ l'ouverture et l'entretien des pare-feux autour des parcelles,

- ✦ l'enrichissement par semis direct des parcelles exploitées.

Le projet touche 29 communautés villageoises où 52 organisations paysannes (dont 17 féminines) œuvrent à la réalisation des objectifs du projet. Les groupements masculins exploitent les rôniers suivant les conseils techniques des agents forestiers du projet et en accord avec les autorités traditionnelles (Chef de canton, Chef de village, Chef de terre). Les organisations féminines contribuent de manière indirecte à la protection de rôniers en pratiquant la culture pluviale des djabras (radicelles) du rônier, dans le but d'épargner le déterrement des jeunes pousses naturelles et ou artificielles en brousse.

5. Méthodologie d'intervention

Initialement conçu pour un modèle classique vertical très dirigiste, la méthodologie d'intervention a subi un changement profond.

La méthode Recherche-Action-Développement (RAD) consiste à prendre en compte les besoins exprimés par les partenaires paysans et de les traduire en programmes d'actions concrètes sur le terrain. Ceci suppose une implication réelle des groupes cibles que sont les paysans et se caractérise par la prise en compte de quatre principes de base d'orientation des actions participatives sur le terrain:

- ✦ la gestion des problèmes locaux est confiée aux populations rurales;
- ✦ amener les ruraux à exercer localement la responsabilité de la gestion des affaires et des ressources locales;
- ✦ faire de la gestion des ressources naturelles un facteur de développement socio-économique local;
- ✦ consacrer l'importance de la vie rurale suivant un concept de co-gestion.

En se basant sur les principes ci-dessus et en tenant compte de la spécificité des aménagements des peuplements des rôniers, les actions techniques préliminaires suivantes ont été effectuées:

- ✦ à partir de scènes satellitaires SPOT, travaux de cartographie pour la localisation, la reconnaissance et la superficie des rôneraies;
- ✦ inventaires pour l'identification de la structure des rôneraies, l'évaluation de l'exploitation passée et de la dynamique de régénération;
- ✦ martelage des arbres pour contrôler les critères de sélection des rôniers à abattre et lancer l'idée d'exploitation collective;
- ✦ sensibilisation, information et enquête socio-économique.

En collaboration avec les groupements villageois, on choisit les rôneraies à exploiter. L'équipe technique du projet et le groupement se rendent ensuite ensemble sur place pour délimiter une parcelle d'environ 25 ha, dans laquelle ils effectuent le martelage des arbres, opération qui consiste à marquer les sujets à abattre suivant des normes techniques bien définies.



Photo 1: Technique de coupe de lattes de rônier

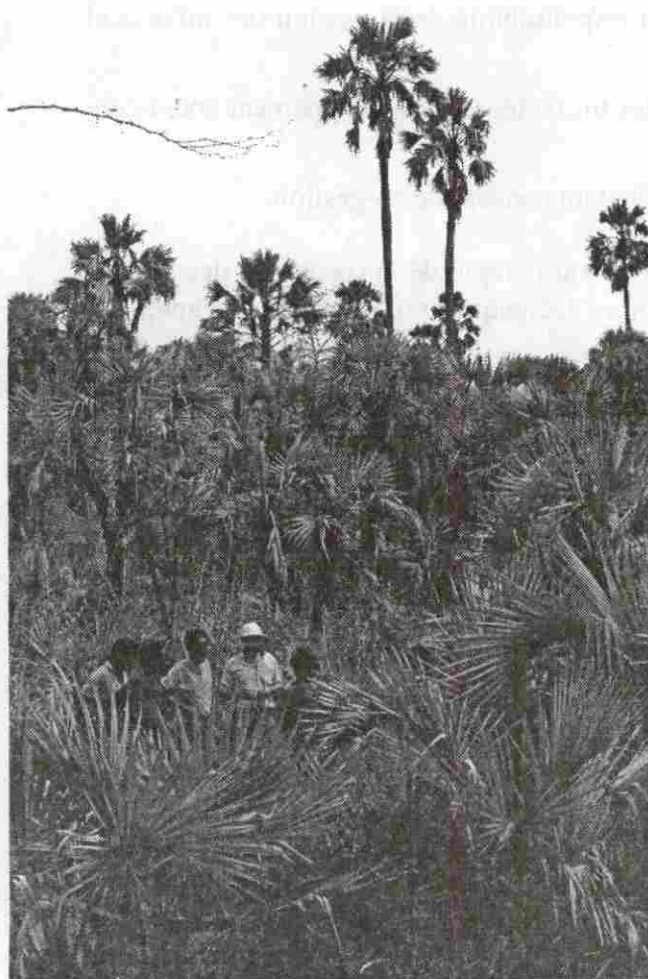


Photo 2: Concertation entre intervenant et agents

Les groupements ne sont autorisés à couper que ces pieds martelés. Toute coupe constatée en dehors de la parcelle sera considérée comme frauduleuse et par conséquent saisie par le service du poste forestier. A chaque parcelle d'exploitation correspond une aire de stockage et de vente.

Après la campagne d'exploitation, le groupement se charge d'ensemencer et d'ouvrir un pare-feu autour de la parcelle qui est systématiquement mise en défens sous l'encadrement technique des agents du projet.

Parmi les autres activités menées, on peut citer:

- ✦ la lutte contre les feux de brousse,
- ✦ l'entretien des parcelles mises en défens,
- ✦ l'apiculture,
- ✦ la commercialisation de lattes de rôniers, de paniers et nattes,
- ✦ les voyages d'échange d'expérience.

6. Résultats et analyse

6.1. Rémunération de l'exploitation des rôniers

- ✦ le plus souvent, il est concédé pour une campagne 4 rôniers par famille;
- ✦ en moyenne, chaque rônier donne 10 lattes vendues 400 FCFA par latte (en 1996), ce qui donne un total de 16.000 FCFA par campagne;
- ✦ les taxes à payer au chef de canton et au chef de village sont chacune de 25 F par latte;
- ✦ le bénéfice net par membre d'un groupement forestier est donc 14.000 FCFA par campagne

6.2. L'aménagement des rôneraies

Malgré les investissements matériels et humains réalisés et la participation active des populations au cours des trois ans d'exécution sur les sites, le bilan reste peu positif car on assiste toujours à une surexploitation et une mauvaise gestion des rôneraies.

La sensibilisation et les recommandations relatives à la gestion rationnelle de la forêt n'ont pas eu de réelles répercussions sur le comportement des communautés villageoises. Les coupes de rôniers sont bien souvent frauduleuses et anarchiques et elles dépassent de loin les quotas acceptables au regard de la capacité d'exploitation des rôneraies. Par ailleurs, on observe également dans les parcelles délimitées, le maintien sur pied d'arbres martelés et la non réalisation des semis et des pare-feux.

Les pratiques frauduleuses sont encouragées par l'administration forestière qui délivre les autorisations de coupe et de transport sans tenir compte des disponibilités en bois.

Plusieurs éléments de réponse peuvent expliquer cet état de fait. Les rôneraies des cantons de Kim et surtout de N'Gam se situent dans des zones enclavées, totalement inaccessibles en saison des pluies. Les populations locales oubliées des administrations

subissent le lourd poids de cet éloignement. Elles sont majoritairement analphabètes, ne disposent que de rares dispensaires et ne bénéficient jamais d'eau potable. L'exploitation forestière permet d'obtenir rapidement un pécule suffisant pour l'achat des produits de première nécessité. Les populations locales préfèrent sacrifier les rôneraies pour subvenir à leurs besoins prioritaires que de se conformer aux exigences du projet.

D'autre part, alors que les communautés villageoises soutenues par le projet ADER contribuent malgré tout à la préservation de la forêt, elles n'en sont pas les principaux bénéficiaires financièrement. En effet, la perception par l'Etat de la taxe forestière imputée sur chaque latte de rônier ou des marges dégagées par les commerçants de lattes dépassent les maigres revenus des groupements forestiers. Les communautés villageoises sentent bien que cette richesse naturelle que constituent les rôniers leur échappe.

6.3. Les relations entre les acteurs

Au niveau village, l'intervention du projet a contribué à une meilleure organisation et à une dynamisation de la cohabitation entre les différents habitants.

Cependant, on assiste fréquemment à des incompréhensions et des conflits entre les différents acteurs: projet, commerçants exploitants, populations rurales, autorités locales et administration forestière.

La fixation de prix des lattes entre groupements forestiers et commerçants engendre des conflits.

L'objectif des commerçants est de limiter les coûts résultant de l'acquisition des lattes. La taxe forestière imputée sur le produit constituant une perte non négligeable pour les commerçants, ceux-ci n'hésitent pas à utiliser tous les moyens pour contourner cet état de fait par des chargements illicites. Ces fraudes provoquent inévitablement des confrontations avec les autorités administratives forestières.

De plus, la trop timide intervention de l'Etat en faveur des rôneraies et de la population en général accentue davantage ce sentiment de découragement et de lassitude des communautés villageoises. Aucun fond issu de la taxe forestière sur les lattes de rôniers n'est réinvesti dans la zone pour la restauration de la forêt. Ce flux unilatéral vers la capitale appauvrit dangereusement les conditions de N'Gam et Kim et n'est certes pas pour crédibiliser l'action des agents forestiers du projet ADER qui sont avant tout des agents de l'Etat.

6.4. Intégration des femmes

Les femmes ont été fortement impliquées dans l'aménagement des rôneraies, notamment à travers la production de culture de "djabra", tubercule issu des semis de noix de rôniers. L'exploitation de "djabra" est une activité exclusive des femmes et se faisait auparavant sous forme de cueillette d'une manière disparate dans les parcelles de régénération de rôniers. Vu le caractère négatif de cette cueillette sur la dynamique de régénération du rônier, la composante GRN a encouragé l'organisation des groupements féminins en vue de créer des parcelles de Djabra et d'épargner les prélèvements anarchiques opérés dans les parcelles mises en défens.

Les difficultés rencontrées dans l'exécution de cette activité par les groupements féminins résident dans l'écoulement des "djabra" sur les marchés hebdomadaires des villages avoisinants. Ils n'arrivent pas à absorber toute la production et les "djabra" doivent dès lors être transportés vers les grands centres urbains.

Les femmes participent également aux travaux communautaires comme l'entretien des pare-feux et l'ensemencement des parcelles exploitées au cours de la campagne.

6.5. Aspects fonciers

Le chef de terre gère le foncier d'un lignage donné. Dans la zone, il existe plusieurs chefs de terre (Gam, Soro, Kawaike, Tchanwa). Chaque individu qui veut exploiter une parcelle doit impérativement demander l'accord du chef de terre. Il en est de même pour l'exploitation des rôniers.

L'autorité du chef de terre est redoutable. Pour la réalisation de toute action à caractère naturel, c'est toujours sa décision qui est prépondérante et incontournable.

7. Conclusions et recommandations

Face à une population méfiante souffrant de son enclavement chronique et face au lobby commercial puissant et organisé, les autorités administratives forestières hésitantes gardent une position ambiguë, car elles restent un des principaux bénéficiaires de la surexploitation de la forêt. Bien que motivés, les agents forestiers du projet ADER éprouvent beaucoup de difficultés à sensibiliser les populations locales à une gestion rationnelle des ressources naturelles.

La situation demeure complexe et une évolution favorable n'est envisageable qu'à long terme.

Il est certain qu'un projet forestier ne peut résoudre les problèmes de fond (analphabétisme, enclavement, santé). Aussi, la canalisation de l'exploitation forestière des rôniers du Tchad nécessite impérativement une réflexion plus globale qui prendra en compte les préoccupations prioritaires des populations et qui ne se limitera pas à un seul paramètre environnemental.

D'autre part, le bois de charpente (latte de rônier) étant un produit de première nécessité, un cadre juridique adapté mériterait d'être mis en place pour son exploitation et sa vente. Alors que la filière bois-énergie s'organise, la filière bois de service piétine et souffre du vide juridique qui perdure à son encontre.

Enfin, si actuellement le rônier garde le monopole de bois utilisé pour les charpentes et les constructions, des recherches pourraient être menées en faveur de matériaux de remplacement au coût environnemental moins lourd.